



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°1 - SESSION ORDINAIRE 2015-2016

Crise des réfugiés et de l'accueil des demandeurs de protection internationale:
- déclaration du Premier Ministre
- débat

p. 4
p. 6

Grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
Sommaire des séances publiques n°1 et 2
Sommaire des questions parlementaires

p. 24
p. 28
p. Q1

1^{re} séance
2^e séance

Mardi 13 octobre 2015
Mercredi 14 octobre 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière en visite

LL.AA.RR. le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière ont été reçues le 8 octobre à la Chambre des Députés par le Président, M. Mars Di Bartolomeo, les membres du Bureau de la Chambre et le Secrétaire général, M. Claude Friesen.

La rencontre informelle avec les députés a porté sur le fonctionnement de la procédure législative, les dossiers parlementaires d'actualité et les défis immédiats au moment de la rentrée parlementaire.

(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, Président, LL.AA.RR. le Grand-Duc Héritier et la Grande-Duchesse Héritière, M. Henri Kox, Vice-Président, et M. Alex Bodry, membre du Bureau (1^{re} rangée)

MM. Michel Wolter, Eugène Berger, Mme Lydie Polfer et M. Marc Angel, membres du Bureau, M. Claude Friesen, Secrétaire général de la Chambre des Députés (2^e rangée)

Mme Isabelle Barra et M. Benoît Reiter, Secrétaires généraux adjoints, M. Pierre Bley, Maréchal de la Cour, et Major Tom Peché (3^e rangée)



Laura Boldrini parmi ses pairs



Mme Laura Boldrini entourée du Président de la Chambre, de membres de la Commission des Affaires étrangères et du Secrétaire général de l'administration parlementaire.

De passage au Luxembourg, Mme Boldrini, Présidente de la « Camera dei Deputati » de la République italienne a rendu visite à la Chambre des Députés. Elle a par ailleurs eu un entretien avec M. Xavier Bettel, Premier

Ministre, et a été reçue en audience par S.A.R. le Grand-Duc.

Pendant une heure, elle y a retrouvé des compatriotes de la communauté italienne, implantée de longue date au Luxembourg, avant d'avoir un échange

de vues avec son homologue luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Au cours de son entrevue avec les députés luxembourgeois, Mme Boldrini s'est fait l'avocate des 28 Parlements nationaux de l'Union européenne (UE) qui à son goût devraient faire plus pour promouvoir l'Europe et ses idéaux.

Elle a déploré que les chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunissent régulièrement à Bruxelles à l'occasion de Conseils européens ordinaires ou extraordinaires, comme ce fut encore tout récemment le cas, n'aient pas réussi à s'entendre sur une répartition équitable des réfugiés qui affluent par centaines de milliers en Europe.

C'est la raison pour laquelle les Parlements nationaux devraient jouer le rôle de fer de lance pour avoir voix au chapitre et être davantage impliqués dans la prise de décision européenne. Ce n'est qu'à ce prix que les choses pourront changer et ceci dans l'intérêt des citoyens européens.

Attention aussi aux mouvements populistes et formations extrémistes qui profitent malheureusement un peu partout en Europe, non seulement des inquiétudes et des ressentiments que fait naître l'arrivée des migrants, mais aussi de l'austérité mise en œuvre par les différents gouvernements. Depuis l'éclatement de la crise en 2008, la pauvreté est définitivement de retour en Europe. Elle s'est installée parmi de larges franges de la population européenne avec comme effet que de nombreux jeunes ne peuvent plus s'identifier au projet européen. Monsieur le Président Mars Di Bartolomeo et Madame la Présidente Laura Boldrini, signataires de la déclaration de Rome ensemble avec les présidents des Parlements de France et d'Allemagne, ont souligné l'importance d'un plus d'intégration en Europe et d'un meilleur équilibre entre le financier et le social.



Dépôt du budget pour l'exercice 2016

C'est devant les parlementaires et la presse que le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, a exposé, le 14 octobre 2015 à la Chambre des Députés, les paramètres du budget 2016 après avoir déposé le projet de loi y relatif. Le qualifiant d'être dans la tradition de la continuité, de la fiabilité et de la solidarité, M. Gramegna a pu annoncer aux députés une bonne nouvelle: la version 2016 du budget ne mettra personne davantage à contribution!

En 2016, l'État devrait pouvoir procéder à des dépenses supplémentaires de plus de 4,8% par rapport à 2015, tout comme il investira 293 millions d'euros de plus. Les défis prioritaires que la majorité gouvernementale aura à relever dans les prochains mois se reflètent clairement dans les paramètres budgétaires et mettent l'accent sur:

- le soutien de la croissance afin d'être en mesure de pouvoir encore

financer à l'avenir l'État-providence luxembourgeois;

- une consolidation de l'État social et de ses prestations;
- le changement climatique et ses effets induits;
- la solidarité au-delà de nos frontières.

Selon les règles de la comptabilité européenne, les recettes de l'administration centrale s'élèveront en 2016 à 16,106 milliards d'euros (+5,4% par rapport à 2015) contre 16,738 milliards d'euros de dépenses (+4,8% par rapport à 2015), ce qui fait apparaître un déficit de 632,6 millions d'euros (182,4 millions d'euros de moins qu'en 2015). Les dépenses croissent donc moins vite que les recettes, ce qui a fait dire au Ministre des Finances que le gouvernement actuel maîtrise la situation tout en se prononçant pour le maintien d'une politique budgétaire prudente.



(de gauche à droite) M. Henri Kox, rapporteur du projet de budget pour 2016 (document parlementaire n°6900), M. Eugène Berger, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Toutes les informations sur le budget 2016 - une visualisation graphique interactive des dépenses et des recettes de l'État ainsi que de leur évolution sur les dernières années, de même que les projections pluriannuelles jusqu'à 2019 - sont disponibles en ligne sur <http://www.budget.public.lu/lu/index.html>.

Dimension parlementaire de la Présidence luxembourgeoise

Le «triple A social» au centre des débats



(de gauche à droite) Mme Marianne Thyssen, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, M. Nicolas Schmit et M. Romain Schneider

«Il faut concilier les dimensions économique et sociale en Europe!» De l'avis de tous - parlementaires des 28 pays membres de l'Union européenne et députés issus des pays candidats à l'adhésion, réunis en conférence «Affaires sociales» le 19 octobre à Kirchberg -, il s'agit d'un impératif qui doit être mis à exécution.

«Le „triple A social”, objectif de la Commission européenne, ne doit pas rester une notion vague, mais requiert des instruments et objectifs communs», a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui, avec M. Georges Engel, Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Chambre, a coprésidé cette conférence sociale.

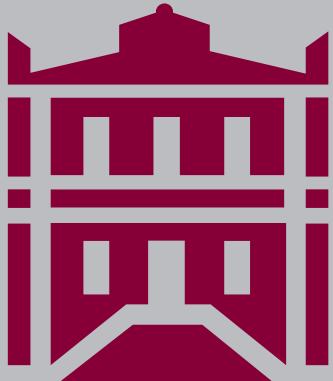
À cette occasion, le plan Juncker - plan d'investissements de la Commission européenne -, l'initiative pour l'emploi des jeunes ainsi que la garantie pour la jeunesse furent qualifiés par Mme Marianne Thyssen, Commissaire européen pour l'Emploi, les Affaires sociales, les Compétences et la Mobilité des travailleurs comme étant des mesures à retomber socialement.

«Comment retrouver un vrai dialogue social? Comment répondre aux bouleversements des systèmes économiques induits par les mu-

tations technologiques?» C'est en posant ces questions et en les désignant comme les grands défis à relever dans les mois et années à venir que M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, a interpellé l'assistance. Pour préciser les enjeux et donner le ton de la conférence, M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, a ajouté qu'une Europe plus sociale et solidaire ne pré suppose pas une harmonisation, mais plutôt une définition de standards et socles sociaux communs.

La Conférence «Affaires sociales», réunissant mandataires politiques et experts de divers horizons, a par ailleurs favorisé la resocialisation du Se mestre européen ainsi qu'aux valeurs sociales communes européennes.

Parmi les experts présents sur place, M. Frank Vandenbroucke de l'Université catholique de Louvain a fait le constat que, sur fond de crise, les inégalités se sont accrues en Europe et risquent, si rien n'est entrepris en ce sens, de creuser encore davantage le fossé entre classes sociales. «Ces inégalités grandissantes mettront la cohésion sociale à rude épreuve si elles ne sont pas combattues résolument par les gouvernements européens en place», a-t-il conclu.



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook et Twitter





Santé publique: appliquer les instruments disponibles

L'expertise alliée à l'expérience permet d'entrer rapidement dans le vif du sujet et d'aller au fond des choses. M. Vytenis Andriukaitis - médecin-chirurgien, ancien Ministre lituanien de la Santé, Vice-Président de la 67^e Assemblée mondiale de la Santé et actuel Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire -, et M. Mars Di Bartolomeo - détenteur, durant une décennie, du portefeuille ministériel de la Santé et actuel Président de la Chambre des Députés -, n'ont donc, à l'occasion d'un déplacement du Commissaire à la Chambre, eu aucun mal à s'entendre sur les principes directeurs qui devraient émailler le mandat de l'hôte bruxellois.

Prévention, promotion, protection et participation comptent parmi les principes que M. Andriukaitis aimeraient bien voir s'appliquer aux différents systèmes de santé publique des États membres de l'Union européenne (UE), surtout en relation avec l'augmentation des facteurs de risque provoquant les maladies chroniques qui affectent les sociétés et menacent à terme la viabilité des systèmes.

Pour y parvenir, il faudra procéder à un changement majeur dans la façon dont les États membres financent, organisent et opèrent leurs systèmes de santé, étant donné que la santé constitue aussi une ressource économique des plus précieuses. Parler de santé de façon déconnectée, sans se référer à l'économie, la croissance, le revenu et l'emploi constitue donc un non-sens. Pour

garder les populations de l'UE en bonne santé et prévenir les maladies et pandémies, elles ont besoin d'éducation, d'une nourriture saine à la portée de tout le monde, d'un niveau de vie décent ainsi que de bonnes conditions de vie et de travail. C'est seulement à ce prix que les pays de l'UE pourront, en retour, bénéficier d'une main-d'œuvre productive.

Alcool, tabac, obésité, acides gras trans et pollution

C'est la raison aussi pour laquelle le Commissaire européen a critiqué, devant les parlementaires de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports de la Chambre, l'attitude de certains États membres de l'UE qui, à ses yeux, ne font pas assez pour combattre les principaux facteurs de risque à l'origine de nombreuses maladies chroniques.

Et de citer dans l'ordre:

- le tabac qui, au sein de l'UE, tue chaque année plus ou moins 700.000 personnes et conduit à des honoraires de traitement médical dont le montant avoisine les 25 milliards d'euros annuels;
- l'alcool qui, par le fait d'une consommation exagérée, est responsable annuellement de la mort de milliers de citoyens européens sur les routes;
- l'obésité, dont les maladies induites vont jusqu'à grever 7% de la valeur totale des budgets de santé des 28 pays membres de l'UE;



M. Vytenis Andriukaitis a eu des entretiens avec le Président de la Chambre et des membres de la Commission de la Santé.

- une alimentation à faible valeur nutritionnelle;
- le manque généralisé d'activité physique ou encore
- la pollution.

Alors que bon nombre d'instruments se trouvent à la disposition des États membres, à l'instar de taxations plus effectives, d'un étiquetage plus visible et dissuasif, d'un marketing moins agressif et d'une accessibilité plus réduite, notamment en ce qui concerne les jeunes, trop peu d'entre eux les utilisent à bon es-

cient, à défaut de les utiliser de façon commune et de manière globale.

Tandis que les médias et les organisations non gouvernementales pointent souvent du doigt le nombre de morts causés par les guerres et conflits armés, M. Andriukaitis aimeraient bien qu'ils se focalisent de la même façon et avec la même intensité sur les décès inutiles et évitables causés par le tabac, l'alcool, les acides gras trans ainsi que par les surconsommations de sel et de sucre. Finalement, pour faire montrer

de sa détermination et à défaut de pouvoir changer les comportements, le Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire s'est déclaré en faveur de lois plus restrictives, pénalisant les facteurs de risque.

L'entrevue avec les parlementaires s'est achevée sur les leçons à tirer de la crise Ebola en termes de préparation et de riposte de l'UE à des épidémies futures ainsi que sur les défis posés par la sécurité alimentaire.

Le Cap-Vert, pays partenaire fidèle



Entrevue du Président de la Chambre avec une délégation parlementaire du Cap-Vert

Parmi les pays les moins peuplés d'Afrique, le Cap-Vert (en portugais: Cabo Verde) est un petit pays insulaire en plein océan Atlantique, à plus de 500 km à l'ouest du Sénégal. Constitué de dix îles habitées et de nombreux îlots, l'archipel capverdien, marqué par cinq siècles de présence portugaise, fait partie des cinq pays d'Afrique utilisant le portugais comme langue officielle.

Malgré de fortes contraintes et des potentialités limitées en termes de ressources naturelles, le Cap-Vert a fait de réels progrès en matière de croissance économique au cours des 15 dernières années. Le PIB réel par tête d'habitant a enregistré l'une des plus fortes hausses des pays subsahariens, passant de 902 USD en 1990 à 4.400 USD en 2013. 123^e parmi 187 pays considérés dans l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies, le Cap-Vert a pu quitter le groupe des pays les moins avancés en 2007 pour rejoindre celui des pays à développement intermédiaire.

La croissance du Cap-Vert a été rendue possible grâce, notamment, à la mise en place d'une stratégie de développement économique basée sur le secteur privé et l'intégration du pays dans l'économie mondiale. Pays partenaire de longue date, le Grand-Duché a conclu en 2014 un nouveau PIC (programme indicatif de coopération) avec le Cap-Vert, s'étalant de 2016 à 2020, le premier dit «de 4^e génération» parmi les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise.

À l'occasion d'une visite d'une délégation parlementaire capverdienne à la Chambre, son Président, M. Mars Di Bartolomeo, a mis en exergue la très profonde relation d'amitié caractérisant le Luxembourg et le Cap-Vert ainsi que les peuples des deux pays.

Convaincu de l'avenir radieux auquel le Cap-Vert est promis, M. Di Bartolomeo n'a pas manqué de souligner que le temps se prête maintenant à une amplification des relations économiques et commerciales entre les deux

pays. De son côté et au nom de sa délégation, M. José Filomeno De Carvalho Monteiro, Président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement capverdien, a tenu à remercier les autorités ainsi que toute la population luxembourgeoise pour son support et l'aide précieuse fournie au Cap-Vert, notamment en matière d'éducation, de formation professionnelle, d'appui à la santé, d'assainissement de l'eau et de recours à des techniques alternatives en matière de collecte énergétique.

Arguant d'une plus grande collaboration entre le Luxembourg et le Cap-Vert sur un plan parlementaire, les hôtes capverdiens se sont prononcés pour un développement des relations politiques afin de mieux se comprendre encore et diffuser ainsi les valeurs unissant les deux pays. Le rapprochement du citoyen des instances parlementaires et des dirigeants politiques par le biais de référendums ou encore de pétitions publiques fut un autre des sujets abordés au cours de l'entrevue.

La viticulture dans la Grande Région

Le 2 octobre 2015, M. Roger Negri a invité, en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et agriculture» du Conseil parlementaire interrégional (CPI), les parlementaires de la Grande Région à une rencontre portant sur la viticulture à l'Institut Viti-Vinicole (IVV) de Remich. A l'ordre du jour figuraient la problématique de la mise en œuvre des nouvelles réglementations européennes, les pesticides ainsi que les enjeux d'ordre économique qui se présentent aux viticulteurs dans le contexte de la mondialisation.

Du côté luxembourgeois, M. Henri Kox et le directeur de l'IVV, M. Robert Ley, ont exposé les défis de la viticulture au Luxembourg, alors que M.

Walter Reineck du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Viticulture et de la Sylviculture de Rhénanie-Palatinat - le Land qui est le plus grand producteur de vin d'Allemagne - a expliqué aux élus les directives européennes dans toute leur complexité, notamment en ce qui concerne la libéralisation des droits de plantation.

Pour sa part, la Présidente de l'Organisation internationale de la Vigne et du Vin (OIV), Prof. Dr Monika Christmann, a présenté aux membres français, allemands et luxembourgeois du CPI les grands enjeux scientifiques et internationaux auxquels font face les viticulteurs ainsi que le rôle de l'OIV.



Les participants à la réunion du CPI à l'Institut Viti-Vinicole à Remich



Assemblée parlementaire de l'OTAN

Russie et Syrie à l'ordre du jour

Les travaux de la 61^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est déroulée du 9 au 12 octobre 2015 à Stavanger (Norvège) étaient dominés par la situation en Syrie et la montée des tensions avec la Russie. La Chambre des Députés y était représentée par M. Jean-Marie Halsdorf, Président de la délégation, M. Marc Angel, Vice-Président de la délégation et Trésorier international de l'Assemblée, M. Alexander Krieps et M. Fernand Kartheiser, membres.

Dans une série de résolutions, la Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN a notamment exhorté les dirigeants de l'Alliance à redoubler d'efforts pour lutter contre la propagande russe, à accroître le soutien au gouvernement ukrainien et à maintenir les sanctions économiques à l'encontre de la Russie jusqu'à ce qu'elle respecte pleinement ses engagements internationaux. «Il faut augmenter - et non pas diminuer - la pression sur la Russie et le Président Poutine. Les actions de la Russie, que ce soit en Ukraine, au Moyen-Orient ou dans le Grand Nord, sont un facteur de déstabilisation et dangereuses», a déclaré à cet effet M. Michael Turner, membre du Congrès américain et Président de l'Assemblée.

Dans son allocution en séance plénière, M. Jens Stoltenberg, Secrétaire général de l'OTAN, a relevé que «L'ac-

tuelle instabilité qui nous entoure est notre nouvelle réalité stratégique et elle restera présente aussi à long terme. Notre Alliance devra s'adapter à ce long terme.» Le Secrétaire général a illustré à cet effet trois priorités: une dissuasion modernisée, les relations avec la Russie et la dimension méridionale. M. Stoltenberg a précisé que l'instabilité qui s'étend de l'Afghanistan au Moyen-Orient et en Afrique du Nord constitue un défi qui exige une réponse globale tant de la part des pays situés dans lesdites régions que de la communauté internationale.

La Première Ministre de Norvège et ancienne membre de l'Assemblée, Mme Erna Solberg, a identifié les mêmes défis stratégiques fondamentaux auxquels l'OTAN est actuellement confrontée: une Russie moins prévisible et les défis posés par la guerre et l'instabilité au sud de l'Europe. L'agression russe et les violations du droit international en Ukraine sont inacceptables et ont ramené un conflit sur le continent européen. «Nous sommes consternés par les intentions russes en Syrie et les implications plus larges de ses actions», a souligné la Première Ministre. «Les défis au sud sont très différents de ceux rencontrés en Europe de l'Est. La radicalisation et la terreur se déplient. Les attaques brutales d'ISIS en Syrie et en Irak ont obligé des millions de per-



(de gauche à droite) M. Alexander Krieps, M. Marc Angel, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Fernand Kartheiser

sonnes à quitter leurs maisons. Rien qu'en Syrie, douze millions de personnes ont fui les ravages de la guerre. Le flux des réfugiés vers l'Europe soulève de sérieux défis. La situation sécuritaire est complexe. La crise humanitaire s'accroît quotidiennement. La «ceinture de l'insécurité» qui se répand du Sahel au Moyen-Orient constitue une préoccupation profonde», a précisé la Première Ministre.

À mi-parcours entre le dernier sommet de l'OTAN au Royaume-Uni et son

prochain sommet en Pologne, la session de l'Assemblée a aussi donné l'occasion aux parlementaires d'examiner les progrès accomplis pour adapter les capacités de défense de l'OTAN face aux nouveaux défis et ouvrir la porte de l'Alliance à de nouveaux membres. Qui plus est, les parlementaires de l'OTAN ont examiné l'avenir de la sécurité en Afghanistan avec leurs homologues afghans et des responsables de l'OTAN.

Parmi les autres questions à l'ordre du jour des réunions à Stavanger, les

parlementaires ont attiré l'attention sur les conséquences du réchauffement de la planète sur la sécurité et ils ont formulé des recommandations aux gouvernements des pays de l'OTAN en vue de la Conférence des Nations Unies sur le réchauffement climatique qui se tiendra à Paris en décembre.

À noter enfin que M. Marc Angel, Trésorier de l'Assemblée, a présenté le projet de budget de l'Assemblée pour 2016 et a été réélu à ce poste.

Réunion interparlementaire au Parlement européen

Les ODD tournent la page des OMD



Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) non réalisés et la mise en œuvre des nouveaux objectifs de développement durable (ODD) ont été les thèmes d'une réunion interparlementaire de commissions avec les Parlements nationaux, organisée par le Parlement européen, durant laquelle le député luxembourgeois Marc Angel a été invité à prendre la parole en tant que Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.

D'emblée, il a été noté que quatre des huit objectifs du Millénaire ont pu être atteints. Pour trois objectifs, la cible n'a pas encore été totalement atteinte mais le sera à court terme. Il est d'ailleurs appréciable que le premier objectif qui consistait à diminuer de moitié l'extrême pauvreté et la faim ait largement été atteint et qu'il soit repris dans les ODD avec une vision plus ambitieuse, qui est l'éradication de l'extrême pauvreté.

M. Marc Angel

S'agissant des OMD, le constat selon lequel la non-réalisation des objectifs dans certaines régions du monde était majoritairement imputable à un environnement d'insécurité et d'instabilité politique a été approuvé par tous les participants. D'où la nécessité de relever un des principaux défis des nouveaux ODD, qui est la résolution des conflits et des crises dans toutes les régions du monde et la garantie d'une paix durable. Dans ce contexte, il a aussi été rappelé qu'il serait judicieux d'allier la politique de sécurité à la politique de développement.

Par ailleurs, le bilan mitigé des OMD est aussi le résultat d'un défaut de cohérence des politiques pour le développement aussi bien au niveau national qu'au niveau européen, auquel il y a lieu d'ajouter une mauvaise gestion du financement ainsi qu'une enveloppe budgétaire insuffisante.

La question de la cohésion sociale liée à la lutte contre les inégalités est

cruciale quand il s'agit de mieux sensibiliser les populations des pays donateurs aux motivations menant leur gouvernement à s'engager financièrement dans l'aide au développement et de promouvoir une mise en œuvre transparente et efficace des programmes de coopération dans les pays partenaires.

Riches de l'expérience accumulée dans la mise en œuvre des OMD, les négociateurs des nouveaux objectifs de développement durable ont pu élaborer une approche holistique et universelle des ODD. Ces objectifs, qui sont inclus dans l'agenda 2030 défini à New York, représentent un grand défi pour l'ensemble de la communauté mondiale. Au niveau de l'Union européenne, il revient aux institutions et aux États membres de mettre en place une stratégie pour assurer une cohérence des politiques et un monitoring efficace. Le rôle des Parlements nationaux et du Parlement européen seront déterminants dans cette prise en charge.

Un rôle européen à géométrie variable pour les petits États d'Europe



Les représentants des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe réunis à Monaco.

La Principauté de Monaco a accueilli du 12 au 14 octobre la 10^e Conférence des Présidents de Parlement des Petits États d'Europe. Organisée à l'initiative du Conseil National de Monaco, cette conférence réunissant les représentants de Parlements des Petits États d'Europe de l'Islande, de la Principauté d'Andorre, du Liechtenstein, de Chypre, du Monténégro, de la République de Saint-Marin et du Luxembourg, a porté sur trois thèmes principaux. Outre la question des relations avec l'Union européenne (UE), les représentants des huit pays conviés à cette conférence ont évoqué l'attractivité économique ainsi que les problèmes de mobilité des étudiants au sein de l'Europe.

Pour sa part, M. Claude Adam, qui a représenté la Chambre des Députés, a insisté sur les objectifs de diversification économique du Luxembourg à travers l'identification de nouveaux

modèles de production, d'échange et de consommation, basés notamment sur l'interconnexion des nouvelles technologies, des énergies renouvelables, de la mobilité et de la logistique. Il a également souligné l'engagement européen du Luxembourg qui exerce actuellement la Présidence du Conseil de l'UE.

Alors que le Monténégro reste candidat à l'adhésion à l'UE, l'Islande a au contraire fait le choix de ne pas y adhérer, tandis que des négociations d'un accord d'association viennent de débuter entre l'UE et Monaco, Saint-Marin et Andorre.

Dans ce contexte, M. Claude Adam a explicité les avantages de la présence d'un petit pays au sein de cette organisation. L'exemple de la crise financière chypriote a montré qu'il faut encore davantage renforcer la coopération solidaire entre les petits États.



Illumination en bleu de différents bâtiments



À l'occasion du 70^e anniversaire de l'ONU, la Chambre des Députés - tout comme les Ministères d'Etat, des Affaires étrangères et de la Coopération, l'Hôtel de Ville et la Philharmonie - était éclairée en bleu le samedi 24 octobre 2015.

© SIP / Charles Caratini

Le Président a reçu...



S.E. Mme Norma Goicochea Estenoz, Ambassadrice de la République de Cuba



S.E. M. Gregor Schusterschitz, Ambassadeur de la République d'Autriche

Le Benelux mise sur les énergies renouvelables et la mobilité durable

La mobilité durable doit se développer librement au sein du Benelux et constituer un choix attractif, autant pour les citoyens que pour les entreprises des trois pays qui le constituent.

Durant la «semaine de l'Énergie du Benelux», organisée à la mi-octobre par son Secrétariat général, le territoire du Benelux fut déclaré «laboratoire vivant d'une énergie propre pour les transports routier et fluvial». Pour répondre à la question de savoir quelles sont les possibilités de remplacer - dans un contexte régional et interétatique - le pétrole par d'autres carburants et contribuer ainsi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des transports, des opportunités de cofinancement, par le biais de fonds mis à la disposition par la Commission européenne, se trouvent désormais à la portée des pays du Benelux pour promouvoir des carburants de substitution tels que l'électricité, l'hydrogène, les biocarburants, le gaz naturel liquéfié (GNL) ou encore le gaz naturel comprimé (GNC).

M. Gusty Graas, en sa qualité de Président de la commission «Economie» du Parlement Benelux et représentant la Chambre des Députés pendant la «semaine de l'Énergie du Benelux», trouva les mots justes en déclarant qu'une fois de plus, le Benelux se montre un bon élève européen en prenant la 1^{re} initiative macro-régionale au sein de l'Union européenne (UE) visant à établir un cadre d'action conjoint entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

L'utilisation de carburants alternatifs est tout d'abord un thème régional. Le périmètre d'action des véhicules électriques étant limité à une centaine de kilomètres, les objectifs européens en la matière doivent être mis en œuvre au niveau régional. Le Benelux est donc l'endroit idéal pour

installer un réseau de bornes de recharge et de stations de ravitaillement.

Tandis qu'un plan d'action flamand prévoit la création de 430 stations de ravitaillement en Flandre d'ici 2020, le but avoué du Gouvernement luxembourgeois est de mettre en place 850 points de ravitaillement pour voitures électriques, tout ceci avec un paquet de mesures comprenant une fiscalité plus verte, axée sur la taxe de mise en circulation, la taxe annuelle et une prime pour voitures électriques et à hydrogène.

Même si le coût élevé des véhicules électriques reste un problème, ainsi que la faible réceptivité des consommateurs jusqu'à présent à leur égard - ceci à un moment où le prix des produits pétroliers se situe à un niveau très bas - les défaiillances du marché imposent une intervention publique, d'autant qu'il est clair que la transition vers des véhicules sans émissions est une évolution qui prendra encore un certain temps.

Aux yeux de M. Gusty Graas, la création d'un vaste réseau de bornes de recharge et de stations de ravitaillement peut inciter les entreprises à investir dans les véhicules électriques. Le Benelux, représentant un marché de 28 millions de consommateurs potentiels, les constructeurs automobiles auraient donc tout intérêt à investir dans une industrie locale promouvant les véhicules écologiques.

Deventer, «smart city» par excellence

De son côté, M. Marcel Oberweis, en sa qualité d'ancien Président du Benelux, a présidé une conférence du Parlement Benelux à Deventer aux Pays-Bas. Plaidant pour une nécessaire transition et davantage de sobriété énergétique, M. Oberweis a félicité les autorités locales pour la



© p.tobac@benelux.int

M. Gusty Graas, Président de la commission «Économie» du Parlement Benelux

mise en place progressive d'une ville capable d'une meilleure exploitation des ressources sous toutes les formes. L'utilisation de réseaux urbains intelligents, de systèmes d'éclairage modernes peu énergivores, la valorisation des déchets ainsi que la construction et le chauffage de bâtiments et d'habitations particulières répondant aux prescriptions d'un développement durable font de Deventer un joyau en la matière. La voie créative et innovante choisie par Deventer pour utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de dynamiser et faire évoluer la ville lui permettra de faire perdurer, tout en vivant avec son temps, sa diversité et ses habitants.



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (14 octobre 2015)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	LSAP	Di Bartolomeo
Vice-Présidents	DP CSV déi gréng	Mars Beissel Simone Mosar Laurent Kox Henri
Membres	CSV LSAP DP	Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel Angel Marc, Bodry Alex Berger Eugène, Polfer Lydie Frieseisen Claude
Sécrétaire général		

Conférence des Présidents

Président	LSAP	Di Bartolomeo
Membres	CSV LSAP DP déi gréng	Mars Wiseler Claude Bodry Alex Berger Eugène Loschetter Viviane

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	LSAP DP	Burton Tess Krieps Alexander
Membres	CSV	Adehm Diane, Kaes Aly, Wilmes Serge Dall'Agnol Claudia, Negri Roger Elvinger Joëlle, Mertens Edy Lorsché Josée Wagner David

Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'Etat

Président	CSV	Wiseler Claude
Membres	LSAP DP déi gréng	Bodry Alex Berger Eugène Loschetter Viviane

Commission des Pétitions

Président	CSV	Schank Marco
Vice-Présidents	déi gréng	Traversini Roberto Wagner David
Membres	CSV	Arendt Nancy, Halsdorf Jean- Marie, Hansen Martine, Oberweis Marcel Angel Marc, Hemmen Cécile, Negri Roger Arendt Guy, Graas Gusty, Hahn Max

Commission du Règlement

Président	ADR	Gibéryen Gast
Vice-Présidents	LSAP DP	Negri Roger Arendt Guy Andrich-Duval Sylvie, Gloden Léon (sauf pour la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6690), Lies Marc, Meyers Paul- Henri, Schank Marco (pour la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés n°6690), Spautz Marc Bodry Alex, Dall'Agnol Claudia
Membres	CSV	

déi gréng Loschetter Viviane

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président	LSAP	Angel Marc
Vice-Présidents	CSV déi gréng	Mosar Laurent Polfer Lydie
Membres	CSV	Arendt Nancy (pour le volet Coopération), Halsdorf Jean- Marie, Spautz Marc, Wilmes Serge (sauf pour le volet Coopération), Wiseler Claude

LSAP Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel Angel Marc, Bodry Alex Berger Eugène, Polfer Lydie Frieseisen Claude

DP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres

CSV Sécrétaire général

LSAP Conférence des Présidents

CSV Président

DP Vice-Présidents

CSV Membres

LSAP Sécrétaire général

CSV Conférence des Présidents

LSAP Président

CSV Vice-Présidents

DP Membres



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

COMPTE RENDU N°1 • 2015-2016

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Berger Eugène
Vice-Présidents	LSAP CSV	Bodry Alex Wiseler Claude
Membres	CSV	Mosar Laurent, Roth Gilles, Spautz Marc Wolter Michel
LSAP		Fayot Franz, Haagen Claude
DP		Arendt Guy, Elvinger Joëlle
déi gréng		Kox Henri, Loschetter Viviane
ADR		Gibéryen Gast (sauf pour les volets Place financière et Secteur des assurances), Reding Roy (pour les volets Place financière et Secteur des assurances)

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Bodry Alex
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone (sauf pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B)
Membres	CSV	CSV
LSAP		Meyers Paul-Henri
DP		Gloden Léon, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
déi gréng		Bofferding Taina (pour le volet Cultes), Fayot Franz, Hemmen Cécile (sauf pour le volet Cultes)
ADR		Berger Eugène (pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B), Elvinger Joëlle, Polfer Lydie
		Adam Claude (sauf pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B), Loschetter
		Viviane (pour le projet de loi 6675 et la proposition de loi 6589B)
		Urbany Serge

Commission du Logement

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidents	LSAP CSV	Cruchten Yves Lies Marc
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie, Eischen Félix, Meyers Paul-Henri,
LSAP		Schank Marco
DP		Arndt Frank, Bofferding Taina
déi gréng		Bauler André, Hahn Max
déi Lénk		Traversini Roberto
		déi Lénk
		Wagner David

Sous-commission «Création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises» de la Commission juridique

Président	CSV	Gloden Léon
Membres	LSAP DP déi gréng	Fayot Franz Graas Gusty Loschetter Viviane

Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» de la Commission juridique

Président	LSAP	Fayot Franz
Membres	CSV	Gloden Léon
DP		Arendt Guy
déi gréng		Loschetter
ADR		Viviane
		Reding Roy

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	DP CSV	Elvinger Joëlle Wilmes Serge
Membres	CSV	Andrich-Duval Sylvie (pour le projet de loi 6792), Eischen Félix (pour le volet Travail et Emploi), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Sécurité sociale), Kaes Aly, Meyers Paul-Henri, Spautz Marc (sauf pour le projet de loi 6792)

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP CSV	Graas Gusty Modert Octavie
Membres	CSV	Adehm Diane, Andrich-Duval Sylvie, Meyers Paul-Henri, Roth Gilles
LSAP		Engel Georges, Haagen Claude
DP		Delles Lex, Hahn Max
déi gréng		Adam Claude
déi Lénk		Wagner David

Commission de la Force publique

Président	LSAP	Dall'Agnol Claudia
Vice-Présidents	DP CSV	Krieps Alexander Arendt Nancy
Membres	CSV	Adehm Diane, Eischen Félix, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie
LSAP		Angel Marc, Bodry Alex
DP		Graas Gusty, Hahn Max
déi gréng		Adam Claude
ADR		Kartheiser Fernand

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (APUpM)

Membres effectifs:	Dall'Agnol Claudia (LSAP), Présidente de la délégation luxembourgeoise
	Beissel Simone (DP)
	Modert Octavie (CSV)
Membres suppléants:	Hettendorf Françoise (CSV)
	Traversini Roberto (déi gréng)
	Wagner David (déi Lénk)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs:	Halsdorf Jean-Marie (CSV), Président de la délégation
	Angel Marc (LSAP), Vice-Président de la délégation, Trésorier de l'APOTAN
	Krieps Alexander (DP)
Membres suppléants:	Arendt Nancy (CSV)
	Kartheiser Fernand (ADR)
	Loschetter Viviane (déi gréng)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs:	Di Bartolomeo Mars (LSAP), Président de la Chambre des Députés, Président de la section luxembourgeoise
	Angel Marc (LSAP)
	Beissel Simone (DP)
	Berger Eugène (DP)
	Body Alex (LSAP)
	Brasseur Anne (DP)
	Delles Lex (DP)
	Engel Georges (LSAP)
	Kaes Aly (CSV)
	Reding Roy (ADR)
Membres suppléants:	Gibéryen Gast (ADR)
	Lorsché Josée (déi gréng)
	Mosar Laurent (CSV)
	Polfer Lydie (DP)
	Roth Gilles (CSV)
	Wiseler Claude (CSV)
	Wolter Michel (CSV)

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs:	Angel Marc (LSAP), Président de la délégation
	Adam Claude (déi gréng)
	Adehm Diane (CSV)
	Berger Eugène (DP)
	Gibéryen Gast (ADR)
	Lorsché Josée (déi gréng)
	Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:	Adam Claude (déi gréng)
	Adehm Diane (CSV)
	Dall'Agnol Claudia (LSAP)
	Delles Lex (DP)
	Engel Georges (LSAP)
	Kaes Aly (CSV)
	Reding Roy (ADR)

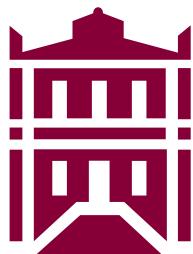
Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs:	Negri Roger (LSAP), Président de la délégation luxembourgeoise
	Oberweis Marcel (CSV), Vice-Président de la délégation luxembourgeoise
	Arndt Frank (LSAP)
	Graas Gusty (DP)
	Gibéryen Gast (ADR)
	Lorsché Josée (déi gréng)
	Roth Gilles (CSV)
Membres suppléants:	Adam Claude (déi gréng)
	Adehm Diane (CSV)
	Dall'Agnol Claudia (LSAP)
	Delles Lex (DP)
	Engel Georges (LSAP)
	Kaes Aly (CSV)
	Reding Roy (ADR)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs:	Kox Henri (déi gréng), Président de la délégation
	Berger Eugène (DP)
	Dall'Agnol Claudia (LSAP)
	Eischen Félix (CSV)
	Halsdorf Jean-Marie (CSV)
	Kartheiser Fernand (ADR)
Membres effectifs:	Kox Henri (déi gréng), Président de la délégation
	Berger Eugène (DP)
	Dall'Agnol Claudia (LSAP)
	Eischen Félix (CSV)
	Halsdorf Jean-Marie (CSV)
	Kartheiser Fernand (ADR)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne



SÉANCE 1

MARDI,
13 OCTOBRE 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Clôture de la session ordinaire 2014-2015 et ouverture de la session ordinaire 2015-2016
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
3. Composition des organes de la Chambre des Députés
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. Discours de M. le Président
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
5. Changements de composition des commissions parlementaires
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
6. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
7. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi par M. Roy Reding
 - M. Roy Reding
8. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany
 - M. Serge Urbany
9. Dépôt d'une motion par M. David Wagner
 - M. David Wagner
10. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
11. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
12. Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la crise des réfugiés et de l'accueil des demandeurs de protection internationale, suivie d'un débat
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Débat: M. Marc Spautz, Mme Anne Brasseur (intervention de Mme Lydie Polfer), M. Marc Angel, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Max Hahn, Mme Taina Boffering
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

13. 6454B - Projet de loi portant modification de:
 - 1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance
 - 2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:
 - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
 - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
14. 6828 - Projet de loi approuvant la participation de Grand-Duché de Luxembourg à la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
15. 6859 - Projet de loi du [...] relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Pierre Gramegna, Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch et Corinne Cahen, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- E schéine gudde Mëtten!

Ech maachen d'Sëtzung op a ginn direkt d'Wuert weider un den Här Premierminister.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2015-2016 a senger jëtzeger Form bääbelalen. Dat heesch, ech selwer bleiwe President,...

► Plusieurs voix.- Aah!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci.

...an d'Vizepräsidenten, d'Madamm Simone Beissel, den Här Laurent Mosar an den Här Henri Kox, ginn ebenfalls bestätigt, grad wéi d'Kolleegen Alex Bodry, Eugène Berger, Michel Wolter, Lydie Polfer, Marc Angel, Gilles Roth a Claude Wiseler. Generalsekretär bleift selbstverständlich de Claude Frieseisen.

Esou wéi den Artikel 7 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung informéiert.

Composition de la Conférence des Présidents

Da komme mer zur Kompositioun vun der Presidentekonferenz. Hei huet sech säit der leschter Sessioun näischt geännert.

(**Interruption**)

Neen, dat ass dann esou.

An d'Presidentekonferenz bleift dann och esou, wéi se bis elo war: ech selwer als President, an do dernieft d'Fraktionspräsidenten, den Här Claude Wiseler, den Här Alex Bodry, den Här Eugène Berger an d'Madamm Viviane Loschetter. Beobachter bleiwe wéi bis elo den Här Gast Gibéryen an den Här Serge Urbany fir déi zwou Sensibilitéiten.

4. Discours de M. le Président

Ier mer zum eigentlechen Ordre du jour vun haut de Mëtte kommen, hu mer fir d'Éischt eng Rei vu wichtegen Décisiounen ze huelen.

Composition du Bureau

Dir Dammen an Dir Hären, lénk Kolleegen, mer mussen da fir d'Éischt iwwert d'Zesummesetzung vum Bureau ofstëmmen.

Den éische Paragrap vum Artikel 6 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir: «Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech géif deemno d'Chamber froen, ob si d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bääbe-hale wéllt.

(**Assentiment**)

Ech kann also dervun ausgoen, dass d'Chamber d'accord ass, fir d'Zesummesetzung vum Chambersbureau bääzebehalen.

Merci. Dann ass dat esou décidément.

an de Volet „Secteur des assurances“. Voilà! Sorry, et ass d'Opreeung!

(**Interruption**)

Gëtt et iergendwelch aner Ännérungsvirschléi?

(**Négation**)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber da mat deenen Ännérungsvirschléi d'accord?

(**Assentiment**)

Dann ass dat esou décidément an déi gesamt Lësch vun de parlamentaresche Kommissiounen an hirer neier Zesummesetzung gëtt am Compte rendu verëffentlecht.

6. Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer zu der Zesummesetzung vun den internationalen Assembléeën. Hei huet d'CSV-Fraktioun proposéiert an der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe, dass d'Madamm Martine Mergen den Här Spautz ersetzt an dass den Här Serge Wilmes den Här Oberweis ersetzt.

An der COSAC wäert d'Madamm Diane Adehm den Här Laurent Mosar ersetzen. An am CSV wäert den Här Marco Schank den Här Serge Wilmes ersetzen.

Bei der Fraktioun vun deene Gréngé gëtt am NATO-Parlament proposéiert, dass d'Madamm Viviane Loschetter den Här Kox als Membre suppléant ersetzt.

D'ADR proposéiert folgend Ofännerung am Benelux-Parlament: Den Här Gast Gibéryen ersetzt den Här Roy Reding als effektive Member an den Här Roy Reding ersetzt den Här Gast Gibéryen als Membre suppléant.

Gëtt et dozou aner Propositiounen, déi nach net gemëllt gi wären?

(**Négation**)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

Ass d'Chamber mat deenen Ännungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidiert an och déi heite Lësch gëtt da veréffentlecht.

Dann hu mer gemellt kritt, dass sollten zwou Proposition-de-loien an zwou Motiouen déponieréti ginn. Den Här Reding fir d'Proposition de loi? Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

7. Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi par M. Roy Reding

M. Roy Reding (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech hunn d'Freed an d'Eier, haut zwou Propositionen ze déposéieren, eng vun enger Revision vun der Constitution an eng aner, eng Proposition de loi, déi awer allen zwou datselwecht Thema hunn, nämlech de Statut vum Déier.

6889 - Proposition de révision de l'article 11bis de la Constitution

6890 - Proposition de loi portant création d'un statut juridique particulier pour les animaux

Ustouss heizou huet ginn, wéi mer d'Pétitionnairen héieren hunn, déi hei am Haus empfaange gi sinn, zum Déiereschutz, an alle virop d'Association GIVE US A VOICE.

De But ass, éischtsen, fir an der Constitution den Artikel 11bis esou ze ännern, fir ze soen, datt de Stat d'Déieren net némme protégéiert, mä unerkent, datt d'Déiere keng Saach sinn, mä lieweg, sensibel Wiesen.

An d'Proposition de loi huet als But, en Artikel am Code civil bázefügen téschten de Personen op där enger Säit an de Biens meubles op där anerer Säit, fir ze soen: «Ne rentrent pas dans la notion de „biens“ les animaux pour constituer des êtres vivants doués de sensibilité dont la dignité doit être reconnue.»

Ech hoffen, hei am Haus op eng breet Ännertstzung vun dësen ADR-Propositionen zielen ze kënnen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. Dann hunn ech d'Demande vum Här Serge Urbany fir den Dépôt vun enger Motiou. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

8. Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany

M. Serge Urbany (déri Lénk).- Merci, Här President. Ech wéll hei eng Motiou déposéieren am Numm vun eiser Sensibilitéit, déi awer selbstverständliche och opsteet fir aner Ännertshüften. An déi geet ém dee CETA-Accord mat Kanada, deen de Moment ka vum Conseil européen ugeholl ginn, fir dass e weidergeet. An dobäi stiin an deem Accord eng Rei vu Bestimmungen, déi ganz kräfte diskutéiert ginn de Moment am Kader vun deem aneren Accord, dem TTIP-Accord, dem transatlanteschen Accord.

A Frankräich huet d'franséisch Parlament eng Motiou ugeholl, un déi mer eis hei uleene wëllen, déi am Fong geholl d'Regierung opfuerdet, am Conseil européen kee Schrack ze ännertshüfen, fir dass de CETA-Accord iergendwéi de Moment weidergeet, well en inhältlech ganz staark mat deem zesummenhänkt, wat de Moment am TTIP-Accord nach ganz strittig ass.

Mir mengen och, dass et gutt wier, wann een déi Motiou nach kéint dës Woch diskutéieren, vu dass jo déi nächst Chambersitzung eréischt an engem Mount ass.

Ech soen lech Merci.

Motion

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg

considérant

1) que l'accord économique et commercial global (AECG) ou Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) entre le Canada et l'Union européenne a été finalisé le 26 septembre 2014 lors du sommet bilatéral d'Ottawa;

2) que l'AECG, tel que finalisé le 26 septembre 2014, contient des dispositions sur un règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) proposant un recours à des tribunaux privés en cas de conflit entre une entreprise privée et un Etat;

3) que l'opposition à tout accord de libre-échange contenant de tels règlements ou bien susceptible de diminuer la protection sociale, la protection de l'environnement et celle des consommateurs s'accroît partout dans le monde, en Europe et au Luxembourg (cf. manifestation de 16 organisations et plates-formes le samedi, 10 octobre à Luxembourg-ville);

4) que l'Assemblée nationale, dans sa résolution du 23 novembre 2014 («petite loi», en annexe*) en relation avec l'AECG entre l'Union européenne et le Canada, s'oppose (entre autres) «à tout mécanisme d'arbitrage des différends entre les Etats et les investisseurs et demande, en conséquence, la révision substantielle des chapitres 10 et 33 sur la protection des investissements»;

5) que même le Parlement européen, dans sa résolution du 8 juillet 2015 contenant les recommandations concernant les négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI / dit «TTIP»), demande à la Commission européenne de «remplacer le système RDIE par un nouveau système de règlement des litiges entre investisseurs et États, soumis aux principes et contrôle démocratiques, où les affaires éventuelles seront traitées dans la transparence par des juges professionnels indépendants, nommés par les pouvoirs publics, en audience publique, et qui comportera un mécanisme d'appel, dispositif qui garantira la cohérence des décisions de justice et le respect de la compétence des juridictions de l'Union européenne et de ses États membres et qui évitera que les objectifs de politique publique soient compromis par des intérêts privés»;

6) que la Commission européenne a adopté le 16 septembre 2015 une proposition concernant un nouveau système transparent de RDIE qui devrait remplacer le mécanisme actuel de RDIE, tel que celui contenu dans l'AECG, pour toutes les négociations de l'UE;

7) qu'il existe des liens étroits entre l'AECG et les négociations PTCI;

8) qu'indépendamment des attitudes divergentes sur la question s'il faut remplacer les mécanismes RDIE par d'autres mécanismes plus transparents, il est nullement souhaitable que les dispositions sur le RDIE contenues dans l'AECG puissent entrer en vigueur telles que prévues dans cet accord, invite le Gouvernement à

- s'opposer au Conseil européen à toute démarche menant vers l'implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues.

(* annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

(s.) Serge Urbany, David Wagner.

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och. Dann huet d'Wuert direkt den Här David Wagner.

9. Dépôt d'une motion par M. David Wagner

M. David Wagner (déri Lénk).- Merci, Här President. Eis Sensibilitéit déposéiert nach eng zweet Motiou, an et ass déi lescht fir haut. Wéi Der wéssst, ass den 3. Oktober an Afghanistan zu Kundus d'Spidol vu Médecins Sans Frontières bombardéiert ginn, wou Personal vu Médecins Sans Frontières gestuerwen ass, awer natierlech och Patienten, an dorënner och Kanner. Dee Bombardement ass vun der Koalioun gemaach ginn.

Médecins Sans Frontières fuerdet um internationalen Niveau, datt eng onofhängeg Enquête gefouert gëtt. Zurzäit, wéi mer wéssen, ass et den amerikanesche Senat, deen déi Enquête wéll selwer feieren, obwuel d'Américaner jo selwer dee Bombardement gemaach hunn.

An dofir wéilte mer och d'Regierung opfuerden, fir bei der Commission humanitaire d'établissement des faits sech derfir anzeseten, fir eng onofhängeg Enquête ze feieren, fir ze wéssen, wat do gelaf ass.

Natierlech ass déi Motiou och op fir aner Fraktionen. Ech wäert se hei déposéieren, beim Här President, an ech wier och frou, wa mer se kéinte muer diskutéieren, well, wéi mäi Virrieder sot, mir eréischt am November erëm eng Kéier zesummen tage wäerten.

Ech soen lech Merci.

Motion

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg

considérant

- que le centre de traumatologie de Médecins Sans Frontières à Kunduz était la seule structure hospitalière de ce type dans le nord-est de l'Afghanistan capable d'offrir des soins médicaux et chirurgicaux essentiels;

- que le 3 octobre 2015, cet hôpital a subi les bombardements des forces aériennes de la Coalition;

- que ce bombardement a provoqué la mort de 12 membres du personnel de MSF et de 10 patients, dont 3 enfants et a blessé 37 personnes, parmi lesquelles 19 membres de l'équipe MSF;

- que dans le cadre des Conventions de Genève, les hôpitaux situés en zone de conflit sont à considérer comme des zones protégées;

- que dans le cadre du droit international, cette attaque est à considérer comme un crime de guerre;

- que l'indépendance d'une enquête ne saurait être garantie en étant menée par une des parties belligérantes, en l'occurrence les États-Unis d'Amérique;

- que, conformément à l'Article 90 du Premier Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949, le droit international prévoit un mécanisme d'enquête indépendant prévu pour de telles situations, à savoir la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits (CIHEF);

- que le Luxembourg est un État membre de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits depuis le 12 mai 1993;

- qu'en tant qu'État membre de ladite Commission, le Luxembourg pourrait saisir la Commission humanitaire d'établissement des faits,

invite le Gouvernement à

initier ou soutenir toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante.

(s.) David Wagner, Serge Urbany.

10. Communications

M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och. Ech hunn der Chamber dann nach eng Rei vu Matdeelungen ze maachen.

1) D'Lësch vun deenue nieie parlamentareischen Ufroen an den Äntwerpen ass um Büro vun der Chamber déponiéiert.

2) D'Lësch vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire déponiéiert goufen, ass un d'Fraktiounen weidergaangen.

3) Op Ufro vun der Regierung ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 3. Juli 2015 de Projet de loi 6075 iwwert d'Schafe vun engem Centre de Communications du Gouvernement de 15. Juli 2015 vum Rôle gestrach ginn.

De 16. Juli 2015 ass och op Ufro vun der Regierung de Projet de loi 6648 iwwert d'Schafe vun engem Militärlycée vum Rôle gestrach ginn.

An op Ufro vun der Regierung ass duerch Arrêté grand-ducal de retrait vum 21. September 2015 de Projet de règlement grand-ducal 6801 iwwert d'Participation vu Lëtzeburg bei den Observatiounsmmissioune vun der OSZE den 23. September 2015 vum Rôle gestrach ginn.

4) D'Lësch vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung déponiéiert goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 13 octobre 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, les projets de règlements grand-ducaux et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'administration parlementaire:

6837 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 5 décembre 2007 concernant la participation du Luxembourg à la Force de l'OTAN au Kosovo

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 17.07.2015

6838 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2014

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

6839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Pologne concernant la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Varsovie le 12 mai 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 31.07.2015

6840 - Projet de loi portant approbation du Protocole à l'Accord euro-méditerranéen instituant

une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, signé à Bruxelles, le 1^{er} avril 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 31.07.2015

6841 - Projet de règlement grand-ducal portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de l'Our

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.7.2015

6842 - Projet de règlement grand-ducal portant déclaration du Parc naturel du «Mëllerdall»

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.07.2015

6843 - Projet de règlement grand-ducal portant renouvellement et modification du statut du Parc naturel de la Haute-Sûre

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 31.07.2015

6844 - Projet de loi portant modification de l'alinéa 5 de l'article L. 521-14 et du Titre VIII du Livre V du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 03.08.2015

6845 - Projet de loi du [...]

- portant transposition de la directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions

- portant modification de:

- la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

- la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.08.2015

6846 - Projet de loi relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et portant transposition:

de la directive 2013/14/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 modifiant la directive 2003/41/CE concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle, la directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs en ce qui concerne la dépendance excessive à l'égard des notations de crédit; et

<p



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.08.2015

6847 - Projet de loi du [...] portant transposition - de la directive 2014/86/UE du Conseil du 8 juillet 2014 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents;

- de la directive 2015/121/UE du Conseil du 27 janvier 2015 modifiant la directive 2011/96/UE concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents;

portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

- de la loi modifiée du 16 décembre 1934 sur l'évaluation des biens et valeurs;

- de la loi modifiée du 1^{er} décembre 1936 concernant l'impôt commercial;

- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);

- de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 05.08.2015

6848 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché des récipients à pression simples

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 06.08.2015

6849 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 juin 2000 transposant la directive 96/98/CE du Conseil du 20 décembre 1996 relative aux équipements marins ainsi que la directive 98/85/CE de la Commission du 11 novembre 1998 modifiant la directive 96/98/CE du Conseil relative aux équipements marins

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 06.08.2015

6850 - Projet de loi régissant les archives historiques du Service de Renseignement de l'Etat

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 06.08.2015

6851 - Projet de règlement grand-ducal modifiant

1. le règlement grand-ducal modifié du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation;

2. le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels; et

3. le règlement grand-ducal du 12 décembre 2012 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 11.08.2015

6852 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir des capacités de communications satellitaires au profit du programme «Alliance Ground Surveillance» (AGS) de l'OTAN

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 12.08.2015

6853 - Projet de loi ayant pour objet

1. la mise en place d'un régime d'aide à l'investissement à finalité régionale;

2. l'acquisition et l'aménagement de terrains et de bâtiments pour des activités économiques;

3. la modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet

1) le développement et la diversification économique;

2) l'amélioration de la structure générale de l'économie

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

6854 - Projet de loi ayant pour objet

1. le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation;

2. les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche;

et modifiant la loi modifiée du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

6855 - Projet de loi relatif à un régime d'aides à la protection de l'environnement

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

6856 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 12.08.2015

6857 - Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Dépôt: M. Fernand Egen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs, le 26.08.2015

6858 - Projet de loi concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale et portant

1. transposition de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal;

2. approbation de l'Accord multilatéral entre Autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014;

3. modification de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 14.08.2015

6859 - Projet de loi du [...] relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

6860 - Projet de loi du [...] portant:

1. transposition de la directive 2013/50/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 modifiant la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'harmonisation des obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé, la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation et la directive 2007/14/CE de la Commission portant modalités d'exécution de certaines dispositions de la directive 2004/109/CE;

2. transposition de l'article premier de la directive 2014/51/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant les directives 2003/71/CE et 2009/138/CE et les règlements (CE) n°1060/2009, (UE) n°1094/2010 et (UE) n°1095/2010 en ce qui concerne les compétences de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles) et de l'Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers);

3. modification de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé;

4. modification de la loi modifiée du 10 juillet 2005 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

6861 - Projet de loi portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 18.08.2015

6862 - Projet de loi portant création d'un impôt dans l'intérêt des services de secours

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.08.2015

6863 - Projet de loi abrogeant la loi du 7 août 2002 portant création du Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.09.2015

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 03.09.2015

6865 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration de l'environnement

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 03.09.2015

6866 - Projet de loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, portant:

1. transposition de la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai

2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n°1093/2010 et (UE) n°648/2012;

2. transposition de la directive 2014/49/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux systèmes de garantie des dépôts;

3. modification:

a) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

b) de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

c) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière portant:

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de Commerce;

- modification de la loi du 1^{er} août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1^{er} août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie;

d) de la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition et

e) de la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 03.09.2015

6867 - Projet de loi relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit et modifiant la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis

Dépôt: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, le 03.09.2015

6868 - Projet de loi concernant la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes et portant modification de diverses dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises ainsi qu'aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés et

- portant transposition de la directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes;

- portant modification:

- du titre II de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;

- de la section XVI de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

* aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois

* aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 08.09.2015

6869 - Projet de loi réglant les relations entre l'Etat et l'Eglise catholique, et portant

1. modification de la loi modifiée du 30 avril 1873 sur la création de l'évêché

2. modification de certaines dispositions du Code du Travail

3. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et l'Archevêché, d'autre part, portant refixation des

cadres du culte catholique et réglant certaines matières connexes

4. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Cultes, le 09.09.2015

6870 - Projet de loi réglant les relations entre l'Etat et la communauté israélite du Luxembourg et portant

1. modification de certaines dispositions du Code du Travail

2. abrogation de la loi du 10 juillet 1998 portant approbation de la Convention du 31 octobre 1997 entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés israélites

3. abrogation de certaines dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Dépôt: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Cultes, le 09.09.2015

6871 - Projet de loi réglant les relations entre



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

lement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n°842/2006;

b) modifiant la loi du 11 août 2011 portant exécution et sanction du règlement (CE) n°1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrisent la couche d'ozone;

c) abrogeant la loi du 28 juillet 2011 portant exécution et sanction de certains règlements communautaires relatifs aux installations contenant certains gaz à effet de serre fluorés

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 11.09.2015

6878 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 11.09.2015

6879 - Projet de loi portant fusion des communes de Boevange-sur-Attert et de Tuntange

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.09.2015

6880 - Projet de loi portant fusion des communes de Hobscheid et de Septfontaines

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 11.09.2015

6881 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République des Philippines, signée à Luxembourg le 15 mai 2015

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 14.09.2015

6882 - Projet de règlement grand-ducal modifiant

1. le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables;

2. le règlement grand-ducal modifié du 31 mars 2010 relatif au mécanisme de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 17.09.2015

6883 - Projet de loi portant modification des articles L. 542-7. à L. 542-14., ainsi que des articles L. 542-17. et L. 542-19. du Livre V, Titre IV, Chapitre II, section 2 du Code du Travail relative au soutien et au développement de la formation continue

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 01.10.2015

6884 - Projet de loi portant approbation

- des amendements du Règlement général de l'Union Postale Universelle;

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final,

signés au Congrès Postal Universel de Doha, le 11 octobre 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.10.2015

6885 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 4 juin 2007 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépeage routier dans la Communauté européenne

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.10.2015

6886 - Projet de loi portant modification de l'article 77 alinéa 2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.10.2015

6887 - Projet de loi portant modification de l'article 3 du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.10.2015

6888 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au chapitre 9 «Frais et indemnités» de l'annexe 5 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés»

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 08.10.2015

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 3 juillet 2015 le projet de loi n°6075 portant création d'un Centre de Communications du Gouvernement a été retiré

du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 15 juillet 2015.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 30 juin 2015 le projet de loi n°6648 portant création d'un lycée militaire d'enseignement secondaire à Ettelbruck a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 16 juillet 2015.

Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 21 septembre 2015 le projet de règlement grand-ducal n°6801 relatif à la participation du Luxembourg à des missions d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe d'élections présidentielles, parlementaires ou municipales en 2015 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés le 23 septembre 2015.

4) Les pétitions ordinaires et les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

Pétition ordinaire n°527 - Problème des droits d'enregistrement et de transcription en cas de donation en ligne directe

Dépôt: M. Roger Arend, le 18.07.2015

Demande de pétition publique n°528 - Pour une autorisation légale de disposer d'une DASHCAM en voiture

Dépôt: M. François de Waha, le 19.07.2015

Pétition ordinaire n°529 - Pour un payement des salaires et pensions des fonctionnaires de l'Etat au choix de la personne concernée

Dépôt: M. François de Waha, le 19.07.2015

Demande de pétition publique n°530 - D'Allocation d'éducation muss erën agefouert ginn, bis Reform vum Congé parental definitiv a Kraatt trëtt

Dépôt: Mme Triana Hilgersom, le 28.07.2015

Demande de pétition publique n°531 - Ajout d'un article du règlement général de Police dans la nouvelle Constitution

Dépôt: M. François de Waha, le 29.07.2015

Pétition ordinaire n°532 - Rétablissement de l'ajustement des pensions des employés et fonctionnaires et salariés de l'Etat ainsi que des communes

Dépôt: M. François de Waha, le 29.07.2015

Pétition ordinaire n°533 - Pour la protection du ciel nocturne

Dépôt: M. Claude Eich, le 30.07.2015

Pétition ordinaire n°534 - Pour une interdiction de fumer sur les terrasses de café et de restaurant, et sur les quais de gare

Dépôt: M. Claude Eich, le 30.07.2015

Demande de pétition publique n°535 - Droit de rectifier, annuler ou refuser une pétition

Dépôt: M. Alain Scholtus, le 31.07.2015

Demande de pétition publique n°536 - Pour une coopération plus approfondie avec la Russie - Fir eng déifgräifend Kooperatioun mat Russland - For a thorough cooperation with Russia

Dépôt: M. Dany Barradas Sobral, le 03.08.2015

Demande de pétition publique n°537 - Pour l'introduction de feux de signalisation à capteur optique au croisement Boulevard Pierre Frieden avec le Circuit de la Foire Internationale

Dépôt: Mme Fabienne Betz, le 04.08.2015

Pétition ordinaire n°538 - Pour la numérisation intégrale des données de l'Etat et un meilleur accès à ces informations

Dépôt: M. Claude Eich, le 04.08.2015

Pétition ordinaire n°539 - Pour le développement de l'investissement participatif (crowdfunding)

Dépôt: M. Claude Eich, le 04.08.2015

Demande de pétition publique n°540 - Internet (mise à disposition d'un accès internet pour tous les fonctionnaires, employés, salariés, ouvriers au sein de leur lieu de travail en vue de pouvoir travailler et s'informer plus efficacement en utilisant tous les avantages du world wide web)

Dépôt: M. Ronny Lommel, le 05.08.2015

Demande de pétition publique n°541 - Dépénalisation du Cannabis / Entkriminalisierung von Cannabis / Dépénalisation vu Cannabis / Depenalization of Cannabis

Dépôt: M. Joao Da Costa, le 04.08.2015

Demande de pétition publique n°542 - Tierquälerei muss härter bestraft werden

Dépôt: Mme Myriam Mariette Sassel, le 14.08.2015

Demande de pétition publique n°543 - Wunnengskaf a Loyeren zu Lëtzebuerg sinn ze deier!

Dépôt: M. Christian Perisco, le 19.08.2015

Demande de pétition publique n°544 - Monter la valeur d'un chèque-repas à 18 EUR / 20 EUR

Dépôt: M. Damien Garot, le 20.08.2015

Demande de pétition publique n°545 - Réduction de 50% du nombre de signatures nécessaires pour organiser un débat public et optimiser la publication des pétitions

Dépôt: M. Stefano Botta, le 29.08.2015

Demande de pétition publique n°546 - Tram (LuxTram) ou Bus (Bus à Haut Niveau de Services - BHNS)

Dépôt: M. François Colling, le 07.09.2015

Demande de pétition publique n°547 - Remboursement d'un capteur de glucose pour personnes diabétiques

Dépôt: M. Fränk Colette, le 07.09.2015

Demande de pétition publique n°548 - Primes de nuit obligatoires par la loi

Dépôt: M. Laurent Hurt, le 10.09.2015

Pétition ordinaire n°549 - Pour un acte commémoratif concernant tous les exodiens luxembourgeois de la Seconde Guerre Mondiale

Dépôt: M. Claude Eich, le 12.09.2015

Pétition ordinaire n°550 - Pour que l'Education nationale enseigne davantage les sciences de l'univers

Dépôt: M. Claude Eich, le 12.09.2015

Demande de pétition publique n°551 - Matdeele vun de Schartercher op eise Stroossen dräi Deeg am Viraus

Dépôt: M. Jeff Lorenz, le 18.09.2015

Demande de pétition publique n°552 - Limitation de la cylindrée des voitures pour jeunes conducteurs

Dépôt: M. Massimo Regno, le 20.09.2015

Demande de pétition publique n°553 - Plus de contrôles sur la route et lois plus serrées

Dépôt: M. Sylvain Backes, le 20.09.2015

Demande de pétition publique n°554 - Sécuriser la voie publique - Changement de vitesse

Dépôt: M. Sylvain Backes, le 20.09.2015

Demande de pétition publique n°555 - Jeune conducteur

Dépôt: M. Roger Mendes, le 20.09.2015

Pétition ordinaire n°556 - Pour la levée du blocus états-unien contre Cuba, le démantèlement de la base navale étasunienne de Guantanamo et la restitution du territoire à Cuba

Dépôt: M. Joël Wunsch - Amistad Luxemburg-Cuba asbl, le 22.09.2015

Demande de pétition publique n°557 - Für die Einführung von Dosen- und Mehrwegflaschenpfand in Luxemburg

Dépôt: M. Philippe Hulsbosch, le 22.09.2015

Pétition ordinaire n°558 - Pour la mise en place d'une véritable agence d'homologation de véhicules, dénuée de laxisme vis-à-vis des constructeurs automobiles

Dépôt: M. Claude Eich, le 23.09.2015

Pétition ordinaire n°559 - Pour l'amélioration de la qualité de l'air

Dépôt: M. Claude Eich, le 23.09.2015

Demande de pétition publique n°560 - Petition fir d'Sécherheet op eise Stroossen. Limitatioun vun Autosleeschung bis 21 Joer. Wei beim Motorradsführerschäin. Pétition pour la sécurité routière. Limitation de la puissance motrice. Par exemple le permis de moto.

Dépôt: M. Yannick Cruz-Nickels, le 24.09.2015

Demande de pétition publique n°561 - Den amerikaneschen Afloss an Europa muss ophalen!!! Stoppt den TTIP!!! Stoppt amerikanesch Oprüste vun Europa duerch d'NATO!!!

Dépôt: M. Fabien Steinmetz, le 30.09.2015

Pétition ordinaire n°562 - Pour que la législation assimile la cigarette électronique à la cigarette classique

Dépôt: M. Claude Eich, le 01.10.2015

Demande de pétition publique n°563 - Anpassung des Sprachunterrichts an die individuellen Fähigkeiten der Schüler

Dépôt: M. Joe Campana, le 10.10.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'administration parlementaire.)

11. Ordre du jour

Dann huet d'Presidentekonferenz vum leschten Donneschdeg e Projet d'ordre du jour un d'Fraktioune verdeelt, wou ech dovnunner ausginn, dass jiddwereen iwwert den Ordre du jour Bescheid weess.

Ech wollt d'Chamber froen, ob se mat deem Ordre du jour d'accord ass.

(Assentiment)



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

Accord énnert den 28 Memberlänner, fir 22.500 Refugiéen ze réinstalléieren an dass 32.000 Persoune sollte relokaliséiert ginn. Dat war en éischten Effort. Et war awer kee Succès. Déi dräi extraordinär Europäesch Conseile vun de Ministère vu Justice et Affaires intérieures, déi an de Méint Juli bis September waren, an och den informelle Conseil européen vum 23. September hu gewisen, dass Europa awer capabel ass, déi Kris hei ze meeschteren.

Nodeems et am Ufank vill Stëmmen a wéineg Ofstëmmung gouf, war d'Bild Enn September en anert a konkret Mesuré louchen um Dësch. Mir sinn elo an enger konstruktiver Phas mat engem Konzept. Énner Lëtzebuerger Présidence an duerch eng gutt Zesummenaarbecht mat der EU-Kommissioun an hirem Chef, dem Jean-Claude Juncker, koum et zu festen Décisiounen iwwert d'Ophuelen an d'Relokalisation vun 120.000 Flüchtlingen, déi am Moment an Italien an a Griicheland sinn.

Mir hunn och décidéiert, dass mer d'Situatioun a Syrien selwer, mä och besonnesch an de Länner, déi am stäerkste beträff si vun der Flüchtlingskris, musse verbesseren. Esou gouf festgehalen, dass den nächste Mount scho sougenannt „hotspots“ bannent a baussent de Grenze vun der Europäischer Unioun installéiert ginn. Iwwer 1.000 Experte ginn déployéiert, fir de Fonctionnement vun den Hotspots ze assuréieren.

An dësen Zentre ginn d'Flüchtlingen eng éische Kéier enregistréiert, hir Demande gétt dokumentéiert an hir Situatioun gétt awer och schonn eng éische Kéier énnert d'Lupp geholl. D'Leit, déi net a Fro kommen, fir de Statut vun engem Demandeur de protection internationale ze kréien, musse frézáiteg mat der Realitéit konfrontéiert ginn. Et ass och festgehalen, dass mer d'Baussegrenze vun der Europäischer Unioun besser a méi effikass wëlle kontrolléieren. A kontrolléieren heescht net zourmaachen!

De Flux vun de Refugiéen muss géréiert ginn. An dofir ass et och wichteg, dass déi zoustännege Autoritéité verstärkt ginn an déi néideg Moyene kréien, fir hir Missioun auszeféieren. Um JAI-Conseil déi lescht Woch hei um Kierbierg ass festgehalen ginn, dass Frontex, d'Agence fir d'Iwwerwaache vun eise Baussegrenzen, 670 Leit bärekréie wäert. Mir sinn och bereet, bei där gemeinsamer Sécherung vun den europäische Baussegrenzen eisen Deel ze iwwerhuelen a wäerte Frontex fénnef Polizisten zur Verfügung stellen. Frontex kritt och weider Zoustännegkeeten, fir d'Retouren ze organiséiere vun deene Leit, déi aus sécheren Hierkunftslänner kommen, déi also virun allem aus ekonomeschen Ursachen hir Heemecht verloosan an net énnert de Statut falen, fir Asyl an Europa ze kréien.

Mir haten de leschten Donneschdeg och eng historesch Reunioun hei zu Lëtzebuerg, wou net némnen 28 Memberlänner ronderém den Dësch souzen, fir iwwert d'Flüchtlingskris ze beroden, mä och d'Balkanländer, d'Tierkei, de Libanon a Jordanien ware vertrueden, d'selwet wéi eis Partnerländer Liechtenstein, d'Schwäiz, Norwegen an Island. Énner Lëtzebuerger Présidence gouf et also eng Konferenz vun 41 Länner, fir iwwert déi nächst Schrëtt ze beroden an ze décidéieren. Dobái wäert et zentral sinn, dass mer d'Situatioun an deene Länner verbesseren, déi am stäerkste beträff sinn. An déi Héllef wäert finanziell, mä och logisteschesch a personell sinn.

Een Aspekt, deen och ganz wichteg ass an eis déi nächst Woche wäert beschäftegen, ass dee vun de séchere Länner. Lëtzebuerg an och aner europäesch State si konfrontéiert mat enger héijer Zuel vu Flüchtlings, déi net politesch verfollegt sinn. Et ass novollzéibar, dass ee sain Doheem verléissit, wann een iwwerzeegt ass, dass d'Chancen op Wuelstand an zwousch anescht besser sinn. Dat soll an eiser globaliséierter Welt, an eiser oppener Ekonomie och méiglech sinn. Dës Leit falen awer net énnert de Statut vun engem politesch Flüchtlings a kënnen dofir och net op dës Énnerstëtzung zielen.

Et ass e Widdersproch, wa mer mat Länner iwwer e Bäitrett an d'Europäesch Unioun diskutéieren an hir Bierger awer bei eis kommen an d'Protection internationale invoquéieren. D'Länner, déi d'Kritäre vu Kopenhagen, also d'Konditioun, fir EU-Bäitrettskandidat ze ginn, erfüllen, kënnen net als Kriseregioun definéiert ginn.

Op europäesch Niveau gétt also intensiv un enger Lëscht geschafft vun deene séchere Länner. E globalen Accord iwwer esou eng Lëscht geïf eis d'Méiglechkeet ginn, eng ganz Rei Demanden op Asyl, déi keng Chance hunn, akzeptéiert ze ginn, mä séier ze traitéieren an och ze clôturéieren. D'Verhandlungen iwwer esou eng Lëscht si schwierig, well déi bilaterale Relationen vun all eenzelnen Memberstat vis-à-vis vun Drëttstate variéieren an och eng Roll

spillen. Mä d'EU-Kommissioun an och mir als Présidence maachen alles, wat mer kennen, fir déi Lëscht séier ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si préparéiert. Op europäesch Niveau gräifen d'Zännrieder aneneen an hei am Land fonctionnéiert d'Zesummespill téschent den zoustännege Autoritéiten, de Verwaltungen, de Gemengen an och den ONGen an deene ville Fräiwöllegen den Ament op eng virbildlech Aart a Weis. D'Caritas, d'Croix-Rouge an d'ASTI hu professionell a bénévole Ressourcë bereetgestallt. Si leeschten Aussergewéinleches, esou wéi och d'Mataarbechter vum Familljeministère a vum Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. Si si bannent kuerzer Zäit mat enormen Aufgabe konfrontéiert ginn! An ech wëll och dofir der Integratiounsmistesch Corinne Cahen Merci soe fir déi Koordinatiounsaarbecht, déi hei geleescht gétt.

D'Zesummenaarbecht mat der Direction de l'immigration klappt perfekt. Si si sech och der Wichtegkeet vun den néidege Kontrolle bewosst. D'Administration des Services de Secours huet op eng onkompliziéiert, awer ganz effikass Aart a Weis hir Ressourcë mobiliséiert an et gétt den Ament iwwerall eng Hand mat ugepaakt, ouni dass vill driwwer geschwat gétt. Et kann een deen Effort commun net genuch ervirhiewen. An als Regierung si mer dankbar iwwert déi Solidaritéit, déi mer an der Population an och besonnesch bei de Gemengen erliewen.

Lëtzebuerg weist an dëse Wochen a Méint, dass mer eis ege Geschicht net vergiess hinn. Och mir Lëtzebuerger waren zu verschidde Perioden an eiser Geschicht Flüchtlings. Ufanks vum 19. Jorhonnert huet sech d'Halschent vun eiser Population op de Wee gemaach an ass mat grousser Hoffnung op déi aner Säit vum grousse Pull emigréiert. Am Zweite Weltkrich si vill Lëtzebuerger virun dem Naziregimm geflüchtet an hu sech entweder am Land selwer oder am Ausland iwwer Jore verstoppt a kruten en Énnerdaach. Elo ass et un eis!

D'Regierung huet déi néideg Mesuré geholl, fir dass mer déi exceptionnel Situatioun och kënnen meeschteren, an dat scho virun déser akuter Kris. Den OLAI gouf komplett ém-structuréiert an och nei organiséiert. D'Familljeministesch huet de Service nei opgestallt, sou dass en och elo den Ufuerderunge ka gerecht ginn. Dës Regierung, onofhängeg vun der aktueller Kris, huet direkt vum Ufank un no neie Sitte gesicht, wou een déi Demandeuréen énnerdaach bréngt kann. An ech wëll do och all de Kollegéen an der Regierung e grousse Merci soe fir déi Efforten, déi all Eenzelne gemaach huet.

Am Fréijoer gouf och eng interministeriell Cellule an d'Liewe geruff, fir déi eental Aspekter vu Strukturen, den Accueil an d'Betreitung vun de Flüchtlings, mä och d'Zesummespill mat de Gemengen an éischte Initiative vun Integration ze organiséieren. Et goufen Zeenarien opgestallt a Mesuren, déi kéint noutwendeg sinn, sinn duerchgeplant ginn. Am Juli huet dunn d'Regierung den Haut-commissariat à la Protection nationale chargéiert, fir e Plang opzestellen, wéi een d'Leit énnerbréngt, wa mer mat gréissere Fluxe vu Refugiéen konfrontéiert ginn.

Den HCPN huet zesumme mam OLAI an enker Zesummenaarbecht mam Service de l'immigration, mam Educationministère, mat de Gemengen an anere Partner, wéi Caritas, Croix-Rouge an ASTI zum Beispill, un deem Plang geschafft. Et si verschidde Gruppe gegréint ginn, déi sech da spezifesch konnten ém d'Logistik, ém d'Evaluatioun, ém d'Information an de Suivi bekümmeren. Ganz séier sinn och verschidden nei Strukturen identifizéiert ginn a wäerte geschwenn zur Verfügung stoen.

Den 11. September respektiv den 2. Oktober huet de Regierungsrot Sitten a méiglech Gebaier och festgehalen. Dat ass dat aalt Gebai vum Centre de logopédie zu Stroossen, wou 310 Better installéiert goufen. Dat ass déi al Maternité op der Areler Strooss, déi och zréckbehale gouf. Hei ass Platz fir 130 Leit an de Site ass och zanter leschter Woch operationell.

Dann d'Hal 6 vun der Luxexpo, déi huet eng Capacitéit vun 360 Better. Hei ass déi lescht Woch och opgeriicht ginn an de Site ass prett. Déi al Kasär, e Gebai vum CHNP zu Ettelbréck, ass amgaange provisoresh an d'Rei gesat ze ginn. Enn des Mounts ass hei Platz fir 220 Leit virgesinn, fir énnerbruecht ze ginn.

Da gétt et weider Sitten a Gebaier, déi mer zur Verfügung gestallt kruten, wou awer nach Preparatiounsaarbechten néideg sinn. Dat ass énner anerem dat aalt Monopolgsbai zu Gaasperrech, wou Platz ass fir ongefíeier 400 Leit. En anert Gebai, wat mat considéréiert gétt, awer nach aménagéiert muss ginn, ass d'Polizeikommissariat an der Giesenerstrooss. D'Gemeng Lëtzebuerg huet eis dës Infrastrukturen zur Ver-

fügung gestallt a si wäerten am Laf vum nächste Joer prett sinn.

Et muss an deene Gebaier fir d'Éischt awer séchergestallt ginn, dass d'Sanitäranlagen, d'Elektrizitéit, d'Waasser an der Rei sinn. Et musse Sécherheitsstandarden agehale ginn. An et sollt am beschten och méiglech sinn, an dëse Gebaier eng Infirmerie ze hunn an eng éischte Méiglechkeet vu Classes d'accueil fir d'Kanner, déi och e Recht an eng Flicht hunn, an d'Schoul ze goen.

Dat sinn zäitlech Strukturen, déi mer allegueré relativ kuerzfristeg kënnen nutzen, awer si sinn och zäitlech limitéiert. Onofhängeg vun dëse Gebaier sinn och Sitten identifizéiert an approuvéiert ginn, wou ee méttelfristeg ka Strukturen oprichten. Och eng Rei Gemengen hu sech gemellt a weise sech bereet, fir bei sech Gebaier zur Verfügung ze stellen. Dat geet vu méi klengen Eefamilljhaiser bis zu gréissere Strukturen, déi bereetgestallt ginn. Vill Buergemeeschter a Schäfferéit vun alle Parteifaarwe weise sech solidaresch. All dës Efforte sinn net selbstverständliche, Här President, an ech rechnen de Gemengesponsabalen dës Solidaritéit wierklich héich un!

Zu enger éischter Prise en charge gehéiert awer net némmen, eng Plaz ze fannen, wou dës Leit en Énnerdaach kréien. Et gehéiert och eng medezinnesch a psychologesch Betreuung dozou. Et ass wichteg, dass déi Leit, déi dacks zanter Wochen zu Fouss énnerwee sinn an a ganz schlechten hygiénische Konditioun gelieft hinn, eng medezinnesch Grondversuerzung kréien. Dat ass en elementaart Menschertéit! An Dank villen Hänn, déi héllegen, kënnen mer dat och garantéieren. Et si Leit vun der Ligue médico-sociale an der Santé permanent am Asaz an déi noutwendeg Traitementer gi garantéiert.

Nieft deene physesche Krankheeten an den Traitementer, déi néideg sinn, ass et awer och virun allem déi psychologesch Betreuung, déi wichteg an noutwendeg ass. Vu dass mer et hei dacks mat ganz schroe psychologeschen Traumatismen ze dinn hinn, ass dat eng grouss Elausfuerderung!

Mir wëssen, Här President, dass ronn 40% vun de Kanner Zeie goufe vu kierperlecher Gewalt, vu Folter a vun Doud. Dat ass bal all zweet Kand! Mir müssen eis hei an den nächste Méint dofir och nach personell verstärken a mir wäerten dat och maachen. D'Prise en charge an dësem Beräich ass nämlech net kuerzfristeg, mä et muss och e méi laangfriste Suivi garantéiert ginn.

Et waarden elo déi nächst Aufgaben op eis an och hei brauche mer en Zesummespill vun all den Akteuren. Eng wichteg Etapp fir déi Leit, déi den Ament zu Lëtzebuerg ukommen an hei wäerte bleiwen, ass d'Integratioun an eiser Gesellschaft. En zentrale Vecteur vun der Integratioun ass d'Schoul fir d'Kanner, déi hei ukommen, an eis Sprooch fir déi Erwuessen. Den Educationministère huet déi néideg Mesuré geholl, fir dass den Effectif vum Schoulpersonal kann an d'Luucht gesat ginn. Et wäert also méi Léierpersonal rekrutéiert ginn ewéi initial geplant. Doniet gouf et awer och en Appell un d'Enseignants, déi an der Pensioun sinn an nach vläicht interesséiert sinn, fir nees e puer Stonne Schoul an der Woch ze halen. De Retour vun dësem Appell ass ganz positiv. Och dat ass encourageant a verdéngt grousse Respekt!

D'Kanner ginn awer net némmen an der Schoul selwer encadréiert, mä och baussent dem Schoulhaff. Mir ginn de Gemenge méi Moyenen, wa se Flüchtlingskanner an déi normal Klassen an an d'Maison-relaisen integréieren. Am Secondeaire an och an der Formation professionnelle sinn zousätzliche Classes d'accueil geschafte ginn. Et ass fir eis zentral, dass déi Jonk séier eng Sprooch léieren, mat dår se sech zu Lëtzebuerg kënnen integréieren, léieren a schaffen. Fir déi Erwuessen gouf en allégéierte Programm ausgeschafft, deen doranner besteet, dass all déi Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, e Basisvocabulaire solle léieren. Déi besteeend Programm, fir Lëtzebuergesch ze léieren, ginn opgestockt, wann et néideg ass. A Partner, wéi zum Beispill d'Gemengen, gi finanziell och énnerstëtzzt, wa si Sproochecourses offréieren.

Aner Aspekter, mat deene mer an den nächste Wochen a Méint wäerte konfrontéiert ginn, sinn och d'Integratioun um Aarbechtsmarché a méi laangfristeg Leisungen am Logement. Déi Flüchtlings, déi op Lëtzebuerg kommen, fir hei ze bleiwen, sinn zum Deel gutt forméiert an erfüllen d'Konditiounen, fir sech och hei um Aarbechtsmarché kënnen ze integréieren.

Erlaabit mer och an deem Kontext, Här President, eng Etud vun der OECD vum Mee d'lescht Joer ze zitéieren, déi festhält, dass d'Migratioun e klore positiven Effet och op d'Wirtschaft huet. Mir hinn also och kloer ekonomesch Argumenter, fir dës Leit bei eis séier ze integréieren.

D'Zeeche sti gutt, dass mer dat och packen. D'Bereetschaft an der Populatioun ass grouss an et sinn nach émmer vill Fräiwöllege, déi hir Zäit investéieren, fir deene Leit ze héllegen an hinnen zur Säit ze stoen. Den OLAI huet dofir och eng Hotline installéiert, den 8002-5959, wou Fräiwöllege sech kënnen mellen. Esou kënnen mer och déi wäertvoll Aarbecht vun deene Bénévolen optimal organiséieren an och plangen.

Domat eleng geet et awer net duer. Mir brauchen och an deenen nächste Joren zousätzliche Ressourcen a finanziell Moyenen, fir ze assuréieren, dass déi Leit net eleng gelooss ginn, mä begleet ginn op hirem Wee an eis Gesellschaft. Mir si bereet, dee Wee ze goen. A wann d'Chamber d'accord ass, wäerte mir och déi néideg Mesuren hueilen, fir d'Integratioun vun de Flüchtlings, déi de Statut accordéiert kréien, och optimal ze férden.

Vill Leit zu Lëtzebuerg maache sech och Suerzen a stelle sech Froen iwwert de Flux vu Réfugiéen, déi bei eis kommen. Mir huellen dës Bedenken eescht. An et ass un eis, un eis als Regierung, un der Chamber an un de Gemengesponsabalen, fir och adequat Antwerten op d'Froen ze ginn.

Et ass evident, dass Integratioun heescht, dass dës Leit sech no eise Gewunnechtheit musse riichten an dass och eis oppe Gesellschaft d'Basis ass fir eist Zesummeliewen. Fir dass den Integrationsprozess geléngt, musse mer awer och déi néideg Moyene bereetstellen. Dat neit Accueilsgezet, dat vum Regierungsrot ugeholl gouf, gesäßt vir, dass déi Leit, déi de Flüchtlingsstatut ufroen, an Zukunft schonn no sechs Méint därfé schaffe goen, an net eréischt, wéi bis elo, no néng Méint. Des Weideren därfé se och scho virdru kleng Aarbechte maachen an de Foyer vun de Kréien och dofir eng kleng Indemnititéit. Dat ass wichteg, well d'Integratioun geet am beschten iwwert d'Schoul an iwwert d'Aarbecht!

Mir hinn an deem neien Accueilsgezet déci-déiert, d'Täschegeld, wat déi Leit kréien, net an d'Luucht ze setzen. Et bleibt also bei 25 Euro de Mount. Nei ass just, dass d'Demandeurs de protection internationale mat hirer Assistante sociale, déi se suivéiert, e sougenannten „projet d'accompagnement“ kënnen maachen. Si verflieht sech, eis Sprooch ze léieren, a si verflieht sech, och weiderhi ganz no vun der Assistante sociale begleitet ze ginn. En contrepartie kréie se da manner Bongen, fir Kleeder, lesswueren oder soss Saachen ze kafen, mä genee deeselwechte Montant a Suen. Dat si maximal 450 Euro fir en Erwuessen, fir wéi gesot, Kleeder, lessen a soss Hygieneartikele kënnen ze kafen.

Mir wëssen, dass ganz vill vun deenen, déi elo hei ukommen, de Flüchtlingsstatut wäerten unerkannt kréien. Eist Zil ass et, d'Leit esou ze begleeden, dass se sech hei am Land integréieren an dass se och selbststänneg Bierger ginn, déi eis dann net méi brauchen, fir eleng eens ze ginn. D'Täschegeld wäert weiderhi bei 25 Euro bleiwen an et ass och net virgesinn, dat ze änneren.

Parallel zu der Aarbecht, wat Accueil, Betreien, Logement, Education an Integratioun betréfft, gëllt et awer och, sech nach besser opzestellen, wat d'Prozedure betréfft. Och hei huet d'Regierung séier reagéiert an de Service de l'immigration ass, d'selwet wéi den OLAI, personell opgestockt ginn: Esouwuel fir d'Analys vun den Traitementer vun den Dossieren ewéi och fir d'Prise en charge sinn also méi Leit disponibel. A mir sinn och nach bereet, weider hei Leit anzeseten, wann dat néideg gétt.

Eng aner Initiativ an deem Kontext ass den Appell queesch d'Fonction publique, wou d'Leit sech konnte fir eng limitéiert Zäit an déi Servicer versete loassen, wou elo d'urgence Leit gebraucht och ginn. Esou konnte den Effectif vum OLAI ganz kuerzfristeg an onbürokratesch ém 14 Leit an d'Luucht gesat ginn.

E weideren Aspekt, un dee mer och müssen denken, ass awer dee vun de Prioritéiten. Bei eisen Asylprozedure müssen elo déi Leit prioritar bêhandelt ginn, déi net op Lëtzebuerg kommen, fir ze probéieren, besser ze lieuen, mä fir ivverhaapt ze ivverliewen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn den Ament gutt opgestallt a mir hinn d'Situatioun am Gréff. Mir können net punktgenue plangen, wivill Leit an den nächste Méint nach op Lëtzebuerg kommen, mä mir sinn op déi verschidde Zeenarien agestallt a musse relativ flexibel reagéiere kënnen. Fir eis allegueren ass dës nei Vague eng Eausfuerderung. Mir können dat awer meeschteren.



Um Héichpunkt vum Krich um Balkan am Joer 1999 si ronn 3.000 Flüchtlingen op Lëtzebuerg komm. Vun dëser Zuel si mer den Ament nach ewech. Bis de Mount September inklusiv goufen et dëst Joer 1.212 Demanden op Asyl. Dái Zuel wäert elo nach weider klammen, mä wuel an engem Mooss, dass déi Strukturen, déi mer den Ament och hunn, dat misste packen.

Am Kader vun där europäischer Solidaritéit hu mir eis och engagéiert, esou wéi d'Kommissiou dat virgeschloen huet, fir an den nächsten zwee Joer iwwer 400 Refugiéë besonnesch aus Italien an aus Griechenland bei eis opzehuelen.

Jo, Här President, et ass eng Erafuerderung fir eis alleguer. Et ass eng Aufgab an et ass och eng Verflächung. D'Léit, déi bei eis kommen, henn hirt Schicksal an eis Hänn ginn, a mir droen domadde eng grouss Verantwortung. Et soll eis bewosst sinn, dass mer hei iwwer Mén-sche schwätzen, iwwer Familljen, iwwer kleng Kanner, déi zum Deel hir Elteren am Krich verluer hunn, iwwer Mammen, Pappen a Grouss-eltern, déi hir Kanner oder Enkelkanner hu missen zréckloossen. Mir hellefen dëse Leit, wéi et eis némme méiglech ass, an dat geschitt alles an engem reglementéierte Kader an dat ass eng organiséiert Hëlfel, déi géréiert an och endräiert ass.

Fir eis Gesellschaft bedeutet et och, dass bannent kuerzer Zäit an op ee Coup e gréissere Grupp vu Leit bei eis kommen, déi en anere kulturellen Hannergrond an eng aner Sprooch hunn. Dái Leit wäerte sech bei eis awer un déiselwecht Regele müssen hale wéi all aner Leit. Mir brauchen net op eemol nei Gesetzer, keng nei Regelen a keng nei Interpretatiounen vum Rechtsstat. Lëtzebuerg ass eng oppe Gesellschaft mat Wäarter, déi eis matenee verbannen. Dës Wäarter sinn net a Fro gestallt a si virun allem net a Gefor.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Premierminister. Eischen age-schriwwene Riedner ass den Här Marc Spautz fir d'CSV. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, de leschte Samschdeg hu mer de Jubiläum begaange vun der Commémoratioun, dem Dag, wou och d'Lëtzebuerg..., an a villem Usprochen op nationalem an op lokalem Plang ass dorun erénnert ginn, un eng donkel Zäit vun engem donkele Kapitel vu Lëtzebuerg. Et ass erénnert ginn un dat, wat vun 1939 bis 1945 hei zu Lëtzebuerg lass war. Et ass drun erénnert ginn, wéi Leit hei vu Lëtzebuerg och hu misse fortlaufen, fortlaufen, well se hei am Land iwwerfall gi sinn, well hei am Land aner Leit sech niddergelooss hunn.

A vill Leit, och heibannen, deenen hir Elteren oder Grousseltere waren derbäi, wéi se 1940 hu misse fortlaufen, an och vill Leit heibanne kennen der, déi fortgelaft sinn, sief dat hei am Land selwer, wou se evakuéiert gi sinn, sief dat, dass se a Frankräich evakuéiert gi sinn oder op soss Plazen, fir och do kennen - d'Hoffnung war op alle Fall deemools do - besser ze lieuen, well de Feind nach net esou wäit virmarschéiert war.

Vill Leit vun deene waren och an engem komescher..., neen, komesch ass e schlecht Wuert, waren och an aneren Émstänn a si fortgelaft hei zu Lëtzebuerg an a Frankräich hu se missen an der Friemd hir Kanner op d'Welt setzen a ware frou, do déi Hëlfel ze kréien, déi néideg war, a si waren och frou, fir déi Énnerstétzung ze kréien an der Friemd, fir kennen a mënschewürdege Konditiounen hirem Neigebuernen eng Zukunft ze ginn. A si hu gehofft op där Plaz, wou se sech niddergelooss hunn, dass do hiert Kand oder hir Kandskanner eng Zukunft hätten.

Alles dat solle mer émmer erém mat an d'Diskussioun eranhuelen, wa mer haut iwwert d'Flüchtlingen diskutéieren, well esou wéi mir net fräiwéllleg fortgelaft sinn - oder eis Virgänger 1939 respektiv 1940 -, esou sinn och déi Leit hei net fräiwéllleg fortgelaft, well se gemengt hinn, hei wier et e bësse méi schéin, hei wier alles méi flott oder allegueren hätte mer méi e schéint Liewe wéi si. Net dowéinst si se fortgelaft, mä si si fortgelaft, well se keng Perspektive méi an hire jeeweilege Länner gesinn.

An dofir wéll ech och vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir direkt am Ufank e grouss Respekt auszedrécke vis-à-vis vun de Mataarbechter vun dem Stat an de Gemengen, déi déi lescht Wochen eng enorm Aarbecht gelescht

hunn, fir dat kennen ze bewältegen, wat do op eis zoukomm ass. Ech wéll e grousse Merci soen den Associatiounen an all deene ville Bé-névollen, ouni déi et net méiglech gewiescht wier, deen Undrang, deen do war vu Flüchtlin-gen, fir deen an enger uerdentlecher Manéier kennen ze meeschteren.

Dofir e grousse Respekt fir allegueren déi Leit, déi do um Terrain Dag an Nuecht aktiv waren, ob dat, wéi gesot, öffentlech Leit waren, ob dat Privatleit waren, ob dat Veräiner waren, alle-gueren deene Leit eisen héije Respekt! An ech wéll och do soen: Och dat mécht een houfreg als Natioun, fir kennen ze soen, Lëtzebuerg konnt do hellefen a Lëtzebuerg wäert och do villes maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Flüchtlingskris ass eng enorm Erafuerderung fir Lëtzebuerg, fir Europa, awer och fir eis ganz Welt. A wa mer vun der Flüchtlingskris schwätzen, an de Premier huet scho verschidde Punkten énnerstrach, esou ass et och wichtig, dass mer humanitär de Flüchtlingen hellefen.

Et ass awer och wichtig, dass mer eppes énnerhuele géint d'Grondiwwel, dass et iwwer-haapt dozou komm ass. An dat ass ee vun deene wichtigste Punkten, déi et gëtt! Et muss een dat eent maachen, mä et däerf een an deem ganzen Asaz, deen ee bréngt, fir de Flüchtlingen elo ze hellefen, och dat anert net vergiessen.

Ech hat eng Kéier e Reportage héiere vun engem Sommet, wou ee vun de Stats- a Regierungscheffe gesot huet: „Jo, mir ware vlächt ze vill déi lescht Méint mat engem anere Problem, mat der griichescher Finanzkris, beschäftegt, dass mer dat do net gesinn hunn op eis zoukommen.“ An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frénn, solle mer elo all zesummen, déi 28 Länner an der Europäischer Unioun, awer net eleng si, och alles maachen, fir d'Iwwel un der Wuerzel ze huelen an och an deene Länner, wou déi Flüchtlingen hierkommen, derfir ze suergen, dass d'Konditiounen, fir do ze lieuen, liewenswäert ginn. An et ass och wichtig, dass et do ophält mam Krich! Esou wéi mir sechs Joer gebraucht hunn, bis dass de Krich hei eriwwer war, a wou mer och Hëlfel vun anere Länner kritt hunn, fir dat kennen ze bewältegen, esou ass et och wichtig, elo do dee Krunn zoudzréinen an deene Länner ze hellefen, dass och si erém kennen a Fridden an a Fräieheit lieuen.

An ech mengen, dass et och do Ênnerscheeder gëtt. Et muss een dat kucken, wat a Syrien lass ass. Et muss ee kucken, wat am Libanon an a Jordanien lass ass. Dat ass eng aner Situatioun wéi déi an Eritrea. Wann ee kuckt, an Eritrea, do sinn déi Länner ronderém, do kommen net vill Flüchtlingen, well dat ass éischter e landes-interne Problem, wou schonn en Diktator säit Jorzingt dosézt, dee Problemer huet mat all deem, wat Fräieheit bedeit, soudass en do muss aneschters drugoe wéi un alles dat, wat am Noen Osten ass. Mä et ass och do wichtig, dass mer zesummen, mat deenen 28, mä och mat deenen anere Partner do musse virgoen.

An do kënnt eng ganz grouss Bedeutung, an dat ass némme méiglech, wann och d'Amerikaner an d'Russe matmaachen an deem ganzen Prozess, well et soss net méiglech wäert sinn, well - entschëllegt, wann ech dat elo esou soen, dat soll keng Kritik un iergendengem sinn - mä d'Aussen-, d'Verteidegungspolitik an der Europäischer Unioun ass nach net op deem Niveau ukomm, dass mir déi do Saache kennen, eleng meeschteren, ouni d'Hëlfel an ouni d'Énnerstétzung vun den Amerikaner, a mir wëssen och, dass och d'Russe musse mat u Bord sinn, well soss wäerte mer dee Problem net kenne geléist kréien.

Et ass dofir wichtig, dass mer an Europa eng Aussen-, Sécherheets- a Verdeedegungspolitik kréien, déi et och fäerdegréngt, eis Bausse-grenze vun der Europäischer Unioun ze stabili-séieren, a wou et och wichtig ass, an dat muss een definéieren, iwwerall mat deeneselwechte Moosname virzegoen. Well et ass eppes aneschters, ob mer op där grousser Grenz a Bulgarien..., déi déi hu mat der Türkei, do musse mer vlächt aneschters virgoe wéi op anere Baussegrenzen, an dass een dat och all Kéiers deementspriedchend muss upassen.

Net all Land ass esou opgestallt, fir och seng Grenze kennen deementspriedchend ofzeséch-eren, wéi et wichtig wier, fir dat kennen ze maachen, well pickegen Drot, wéi verschidde Länner dat gesinn, dat ass net dee Wee, dee mir als dee richtegen ugesinn. Et muss ee scho wëssen, dass och émmer eng humanitär Situatioun do hannendrustécht, an et kann net sinn, dass een do mat Waasserwerfer a picke-gem Drot op d'Leit duergeet.

Eng besser Kontroll vun de Baussegrenze vun der Europäischer Unioun ass onerlässlich an eng besser Kontroll muss och méiglech sinn innerhalb dem Schengen-Raum, well och: am Schengen-Raum an am Rescht vun der Euro-

päischer Unioun, dat sinn nach eng Kéier zwee verschidde Kritären. Och do ass et wichtig, an echhoffen, dass d'Stats- a Regierungscheffe wéi och hir Aussen- an Innenministeren am Conseil déi néideg Décisiounen huelen, fir dat och kennen ze maachen.

Mir müssen awer och de Länner hellefen, hellefen dem Libanon, der Türkei, Jordanien. De Sommet vum 23. September huet do jo schonn Décisioun geholl, fir deene Länner finanziell énner d'Äerm ze gräifen, fir dass och si d'Méiglechkeet hunn ze hellefen. Grad als Nopeschlänner vu Syrien ass dat ganz wichtig. An et ass och wichtig, an et ass och scho virdru gesot ginn, dass mer et fäerdegréngt, déi Hotspots endlech och kennen ze installéieren, och wuel wëssend, dass dat eng grouss Hëlfel wäert sinn, awer och net d'Leisung vun all Problem.

Well et henn nach net méi spéit wéi d'lescht Woch an enger Diskussioun Leit eis bestätegt, dass do, wou Flüchtlingen ukommen, se dann emol hir Dommen um Makadam oder un der Mauer esou oprappen, fir dass hir Fangerof-dréck net méi erkenntlech sinn, well se dann nach émmer wéle Méiglechkeeten hunn, fir wiederzukommen, well déi Leit jo net richtig verstinn, firwat hir Fangerofdréck geholl ginn. Dái eng verstinn et, mä déi aner, déi kenne sech awer och erénnerten, wat mat hire Fangerofdréck an hire Länner gemaach ginn ass a wat fir enge Gefore si sech ausgesat hunn, wann hir Fangerofdréck iergendzwousch waren. Dat soll een och psychologesch net aus dem Kapp verléieren, well och do Leit hir Bedenken hunn, wat do alles ka geschéien.

Dofir ass et wichtig, dass mer déi Installatiounen kréien, dass dat méiglechst séier operationell ass, mä dat wäert awer och net d'Leisung vun alle Problemer sinn.

An dann ass et och wichtig - an do, mengen ech, do kann och Lëtzebuerg houfreg drop sinn, well mir déi Kritären erfellen -, dass d'Europäesch Unioun et och muss fäerdegréngt, déi 0,7% vun hirer Wirtschaftsleeschtung, déi versprach ginn ass, an d'Kooperatioun ze investéieren, dass och dat geschitt. Well wann een de Bilan kuckt vun der Europäischer Kommissiou: Dat waren 2013 fir d'ganz Europäesch Unioun 0,43%. Dat heescht, ronn duebel esou vill vu Sue misst d'Europäesch Unioun opbréngen, fir am Kader vun der Entwécklungshëlfepolitik kennen ze hellefen, fir och deene Leit déi Hëlfel op där Plaz kennen zoukommen ze loossen, fir dass se och erém an hire Géigenden an do, wou se wunnen, fir dass se och do erém eng Kéier eng Liewenserwaardung hunn, déi méi laang ass, déi méi grouss ass, an dass et och fir si wichtig ass, fir do kenne lieuen ze bleiwen an dass se net mat alle Mëttele fortwëllen.

An do, mengen ech, kommen och ganz grouss Erafuerderungen op d'UNO zou, an och den Nohaltegekstommet ass do eng ganz grouss Prioritéit, well et muss een alles do maachen, fir d'Aarmut kennen ze bekämpfen, well net ném-men de Krich an den Terror, mä och d'Aarmut ass eng vun de Fluchtursaachen, déi et gëtt. A mir müssen hellefen als Lëtzebuerg Land, alles ze maachen, fir deene Länner erém Perspek-tiven ze ginn, well d'Haaptfluchtursaach ass den absolute Misär, deen déi Leit op deenen dote Plazen erliewen.

An do setzen ech och eng ganz grouss Erwaardung an d'Klimakonferenz Enn November zu Paráis, well och do musse mer déi Décisiounen huelen, fir dass mer et fäerdegréngt, der Äerderwäermung entgéintzahlen, well och dat wichtig ass, dass déi Länner Perspek-tiven hunn, fir sech och eng Kéier kenne selwer ze ernären. A wa mer dat net fäerdegréngt, a wa mer do net déi Ziler kenne fest-halen, déi mer brauchen, solle mer eis allegueren náischt virmaachen: Da wäerte mer et och net fäerdegréngt, déi Flüchtlingskrise kënnten eng Kéier ze bewältegen!

Et ass och wichtig, dass mer, wa mer an Europa vun Asylprozedure schwätzen, an déiselwecht Prozedure kommen, dass et net kann aner Prozedure ginn zu Lëtzebuerg wéi an Däitschland, wéi a Frankräich, wéi an Italien, wéi a Griechenland, an dass, wann ee vun de Prozedure schwätz, och d'Leeschtung jeeweileg müssen ugepasst sinn, soudass et do net gutt ass, wann dat eent oder dat anert Land Alleingång mécht, mä dass do muss sech ofgeschwatt ginn, dass och muss bekannt ginn, wat fir eng Méiglechkeiten do bestinn, well dat soss e falscht Signal wier no baussen. An dat wier och net gutt, fir deene Leit do falsch Hoffnungen ze maachen an ze soen: „Wann s de an deem Land bass, kriss de esou vill, a wann s de an deem Land bass, kriss de esou vill.“ Ech mengen, och dat wier net gutt.

An ech sinn och do zouversichtlech, dass d'Stats- a Regierungscheffen dee Wee wäerte fannen, fir sech och do kennen ofze-schwätzen, fir dass et do net zu ze groussen

Énnerscheeder kënnt, well dat och aner Problemer erém wäert mat sech bréngen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frénn, dat ass et zum internationale Kontext. Et muss een awer och eng Kéier kucken am nationale Kontext.

Am nationale Kontext huet Lëtzebuerg de Moment esou vill Flüchtlingen opzehuelen, wéi et dat virdrun net kannt huet. Et war eng Kéier eng Spëtz och scho viru Joren, mä déi huet awer net esou laang ueghalen, an do ass et wichtig, dass mer eis Prozeduren ännern.

An de Justizminister war jo och de Méindeg an der zoustännger Kommissiou, fir ze soen, dass mer wäerte probéieren, déi Prozeduren ze ännern, wat och wichtig ass, well et net gutt ass, wann déi Prozedure vill ze vill laang daeuren. Ech mengen, wann een héiert, dräi, véier, fénnef Joer waarden d'Leit drop, dat ass net sei-riö! An do musse mer alles maachen, fir dat ze ännern.

Do muss ee sech och d'Fro stellen, ob een net muss driwwer nodenken, ob een net eng Kéier eng Legalisierung muss maachen, dass Leit, déi x Joren - ech wéll elo keen Datum nennen - hei am Land sinn, deenen hir Kanner scho siwe Joer hei an d'Schoul gaange sinn, ob een do net muss soen: „Elo muss Schluss sinn.“ An all déi Leit, déi deen Ament hei am Land sinn, ob een dann net seet: „Ab deem Datum x ass et mat deenen Dossiere färddeg.“ Well soss wäerten déi Tierm, déi doleien a verschidde Ver-waltungen, och ni erofoen. An och dat soll een am Kapp behalen.

Ech weess, dass ee keng grouss Diskussioun soll dorriwwer fíerieren, well wa mer elo hei en Datum annoncéieren, da wäerten der ganz vill réckwierkend op deen Datum hei am Land sinn. Mä et soll een awer och do dat net aus den Ae verléieren, dass et och do wichtig ass, eppes ze maachen.

Et muss een och gläichzäiteg verschidde Servicer opstocken. De Statsminister huet et gesot. An do gëtt et jo och Méiglechkeiten, wann d'Présidence ausleeft, wou jo och vill Leit sinn, déi bewisen hunn an der Présidence, wat mat hinne lass ass, wat se drop hunn, fir déi och nach kenne mat anere Verträg ze beschäftegen op deene jeeweilege Plazen, déi och wëssen, wéi d'Prozedure lafen, an déi och wëssen, do duerch, dass se mam Ausseminister an de JAI-Conseilen an op den eenzelne Plaze waren, wéi dat vustatte geet, dass déi Leit och kenne direkt agesat ginn. Och dat misst méiglech sinn, dass een op déi Leit kann zréckgräifen, well dat wieren déi Leit, déi och déi néideg Qualifikatioun hunn.

Et muss een och e grousst Kompliment maachen un d'Gemengen, d'Gemengen, déi massiv matgeschafft hunn, fir bei deem Problem kenne mat hellefen. An ech mengen, wat och wichtig ass, dass och déi Gemengen, wou se elo wëssen, dass se an enger éischter Phas Leit hinn - et sinn aner Gemengen, déi wëssen, dass an der zweeter Phas müssen déi Leit bei hinne énnerdaach bruecht ginn -, dass een do och weess: Wat bedeutet dat? Wat bedeutet dat an den jeeweilegen Opfangstrukturen? Wat bedeutet dat fir meng Schoul? Wat bedeutet dat fir mäi sozialt Liewen an der Gemeng? Well et geet net duer, déi Kanner mat an d'Schoul ze huelen a fir de Rescht maache mer náischt mat hinne, soudass et och do wichtig ass, dass de Stat d'Gemengen doran énnerstëtzzt an do ze-summe mat de Gemenge kuckt, fir déi Leisungen ze fannen.

Well net all Gemeng ass d'selwecht an net all Gemeng huet déiselwecht Méiglechkeete wéi déi aner, soudass et do och wichtig ass, mat deene Gemengen ze diskutéieren an do och Accorden ze maachen, wéi déi Gemengen op deem jeeweilege Punkt kenne gehollef kréien.

A wa mer soen, dass d'Sprooch e ganz wichtige Faktor ass vun der Integratioun, esou ass et awer och wichtig, dat Kulturell an d'Ge-geebeheete vum Land deene Flüchtlingen, déi bei eis kommen, virzestellen. Mir haten et do méi einfach, oder net mir, mä eis Virfahren, déi bis a Frankräich fortgelaft sinn. Do ware keng esou eng grouss Énnerscheeder am Kulturrell. Et ass also och wichtig, dass mer deene Leit, deene Flüchtlingen, déi heihinnerkom-men, och erklären, wat d'Philosophie hei zu Lëtzebuerg ass a wéi Lëtzebuerg fonction-niert, well et och do wichtig ass fir si, dass se wëssen, wat op se zouknént a wat geschitt.

A wa mer schwätze vun der Integratioun um Aarbeitsmaart an och um Wunnengsmaart, esou ass et och wichtig, dass mer dat gemeinsam maachen, gemeinsam mat de Flüchtlin-gen, mä och gemeinsam mat deene Leit hei zu Lëtzebuerg, déi selwer Problemer hunn, fir dass et do net zu iergendengem Missmut kënnt. Dofir ass et och wichtig, dass mer do gemeinsam kucken, de Problem vun de Wunnengen



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

An eng vun deene gréisssten Erausfuerderungen, mengen ech, déi nach op eis zoukennént: Bei verschiddene Länner wësse mer, wat hir Qualifikatiounen wäerte sinn, déi déi Leit matbréngen, mä bei aneren net. Ech mengen, dass och do op d'Gesellschaft e grousse Problem an eng grouss Erausfuerderung zoukommen, fir ze wëssen: Wat sinn déi Diplomer wäert, wa se Diplomer matbruecht hunn? Mä ech mengen, wann een op der Flucht ass, ass net dat Eisch, wat ee mathélt, d'Kopie vu sengem Diplom, mä do huet een aner Prioritéiten.

Soudass och do Erausfuerderungen op eis wäerten zoukommen, fir ze wëssen: Wat ass dat, wat déi Leit geléiert hunn? Wat bedeut dat, wat déi Leit geléiert hunn? Bei engem Ingeieur ass et vlächt méi einfach festzestelle wéi bei engem Medezinner. Ech ka mech erënneren, wéi an de 60er oder an de 70er Joren Dokteren aus dem deemolegen Ostblock komm sinn, du waren och am Ufank Schwierigkeiten, fir kënnen ze definéieren, wat déi Diplomer vun deene Leit wäert sinn, déi se bruecht hunn. An ech mengen, et muss een och dat net vergiessen an aus den Ae verléieren, och wann dat de Moment wäit ewech ass. Mä et soll een awer déi Saache mat eranhuellen, well dat och ganz wichtig ass.

Ech wéll awer zum Schluss vu menger Interventioun och nach op eppes ze schwätzen kommen, wou et wichtig ass, dass een dat och net aus den Ae verléiert. An dat ass dat: Wa mer vun Integratioun schwätzen, da muss een och wëssen, wat d'Roll vun der Fra hei zu Lëtzebuerg ass. An haut de Moien huet d'Chancéglächteekommissioun laang driwwer debattéiert, wat d'Fraen an der Politik solle maachen. Da muss een och driwwer schwätzen, wat de Wäert vun der Fra ass.

An och do gëtt et Ênnerscheeder an der Opfaassung. Och do ass et wichtig, deene Leit ze erklären, dass mir vlächt en anere Stellewäert hu vun der Fra, dass et och bei eis wichtig ass, sech mat deene Leit dorriwwe ze konfrontéieren a mat deene Leit ze diskutéieren, dass dat net deen éischte Punkt ass, wa se kommen, mä dass et awer och ee vun de Punkte muss sinn, fir dat ze soen.

Den éischte Punkt ass deen: en Daach iwwert dem Kapp an de Bauch voll - fir elo emol ganz am Minetter ze schwätzen. Mä och duerno muss een iwwert déi kulturell Aspektér schwätzen. An och warn ech weess, dass vill Leit mer dat émmer iwwelhuelen, ech soen et awer nach eng Kéier: Et ass net normal, dass Fraen nach just därfen duerch e Gitter énner engem Stéck Stoft verstoppé zu den Aen erauskucken! An ech fannen dat net normal an ech bleiwen do derbäi, dass ech dat net gutt fannen, wéi déi Leit hei mat der Burka ronderémlafen.

An ech widderhuelen et nach eng Kéier, dass ee soll als Lëtzebuerg iwwerleeé wéi e grouss Nopeschland, fir Frankräich ze erwéinen, ob et net och hei zu Lëtzebuerg misst derzou kommen, dass et verbueden ass, sech ze vermuumen. Ech hu jo héieren, et wier keen hei am Land - dat hunn ech op engen Medienanstalt héieren -, dat géif et iwwerhaapt net ginn, et wier iwwerhaapt kee Besoin hei zu Lëtzebuerg. Dann ass et och kee Problem, esou e Gesetz ze machen. Da stéiert jo kee sech drun, wa jo bis elo keen do war. Mä ech kann lech soen, op alle Fall verschidde Géigende vum Land, déi wieren awer vrou, wann et géif kommen, well do ass dat Realitéit.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frénn, ech sinn der Meenung, dass et wichtig ass, dass mer dat hei zesummen uginn, net als Oppositioun a Majoritéit, net als blo, rout, gréng oder mof, mä dass mer dat hei uginn zesummen als Lëtzebuerg, fir deene Leit, déi heihinner op Lëtzebuerg kommen, ze weisen, dass mer et zesumme kënnne packen, zesummen hei zu Lëtzebuerg. Mä eleng als Lëtzebuerg packe mer et och net: soudass et och némme geet zesummen am europäesche Kontext an dass et och do wichtig ass, dass, wann een do zu eppes steet a wann een do zu sengem Asaz steet, et och muss méiglech sinn, dass jiddweree ka mat derzou báigedroen, dass mer de Problem vun de Flüchtlingen an duerno vun der Integratioun färdegbréngen. Mä et muss och émmer bleiwen, dass een deen anere respektiert an dass, wann een eng Hand ausstreckt, dass een déi Hand dann och muss geholl kréien an een net déi Hand lénks lie léissé.

Ech soen lech villmoos Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Spautz. An déi nächst age-schrivwe Riednerin ass d'Madamm Anne Brasseur fir d'DP. Madamm Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, e groussen Deel vun der Ried vum Här Spautz hätt ech och kënnen

duerch säi Bréll liesen. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Rentrée parlementaire ass duerch d'Verfassung festgeluecht a stellt dofir eppes Besonnesches duer. D'Deklaratioun vum Statsminister Xavier Bettel iwwert de Flüchtingsdrama ass exceptionnell, well et ass eng aussergewéinlech Virgoensweis, well mer ons an engen aussergewéinlechen Situations be-fannen.

Ech wéll dann och gläich am Ufank dem Premierminister an der ganzer Regierung Merci soe fir déi nuancéiert humanitär a pragmatische Approche. Och wéll ech d'Haltung vun deenen aneren politischen Akteuren, Majoritéit an Opposition, positiv ervirsträichen. De Flüchtlingsdrama ass kee Sujet, mat deem däarf Parteipolitik bedriwwen ginn!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Besonnesch ervirzehiewen ass déi grouss Bereetschaft vun der Zivilgesellschaft, déi organiséiert oder individuell spontan derzou báigedroen huet, dass d'Akzeptanz fir d'Flüchtlingen an der Population ganz grouss ass.

Et däarf een awer d'Aen net virun der Realitéit verschléissen, dass et eng ganz Rei Leit gëtt, déi sech berechtegt Froe stellen. An aus deene berechtegte Froe kënnne sech Zukunftsängschten entwickelen. Och déi Angsche musse mer eescht huellen, mir müssen drop agoen - an de Premier huet et elo grad gesot -, well mir därfen déi Leit net eleng loossen, soss ass de Risiko grouss, dass mer déi an d'Äerm vu Rechtspopulisten dreiven.

Dat ass zu Lëtzebuerg awer zum Gléck net verbreet. A verschiedenen europäesche Länner gëtt eng systematesch Desinformation duerch d'Classe politique dirigeante gemaach. D'Refugié gi stigmatiséiert, wat zu engen Steigerung vu regelrechter Intoleranz an Haass féiert.

Am Conseil de l'Europe hu mer am Januar eng Alliance parlementaire contre la haine lancéiert. De Poopst huet sech spontan bereet erklärt, dës Campagne ze énnerstëtzten. Den Här Ausseminister Jean Asselborn, och wéi Dir, Här President, énnerstëtz dës Campagne. Ech wéll dann hei der ganzer Chamber dee Button „NO HATE“ vun därf Campagne iwwerreechen.

(**Mme Anne Brasseur dépose un pin's au bureau de la Chambre des Députés**.)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Villmoos Merci.

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Och wéll ech betounen, dass et net d'Flüchtinge sinn, déi eng Gefor fir ons Demokratie duerstellen, mä den Haass an d'Intoleranz. Haass an Intoleranz minéieren nämlech ons demokratesch Approche.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Migratioun ass net némme fir Europa déi gréiss Erausfuerderung sät dem Zweete Weltkrich, mä et ass weltwáit e Problem, wann ee weess, dass am Moment 60 Milliounen Mënsche Migrante sinn, dovun e puer Milliounen an Europa, wat also am Verhältnis dovu wéineg ass. Et ass e globale Problem, deen eng global Léistung brauch, mä awer lokal Aktiounen. Nach ni wor d'Zuel vun de Leit, déi op der Flucht sinn, esou héich.

Mä och ass d'Diversitéit vun deenen, déi wéinst Krich, Verfolgung, Gewalt, Folter, Repressioun, Hunger an Aarmut hir Heemecht verlolossen, vill méi grouss wéi jee. An dat mécht de Problem net méi einfach.

Ons Gesellschafte wäerte sech domat staark verändernen, wat awer net verwonnerlech ass, well weltwáit e Wandel stattfënnt. Duerch d'Globalisierung, énnerstëtz duerch déi nei Kommunikatiounstechnologien, gëtt d'Welt a sech méi kleng an d'Diskrepanzen an d'Onglächtheete gi vill méi séier weltwáit apparent. Fir all déi, déi hiert Doheem aus Verzweiflung müssen opginn, ginn ons Länner als Eldorado ugesinn, wougeint mir ganz oft heiheem, allze vill oft, wéinst Klengegkeeten onzefridde sinn.

D'Erausfuerderung, mat därf mer konfrontéiert sinn, ass enorm. An et ass net ofzegesinn, wéini de Stroum vu Flüchtinge wäert ofräissen, wa mer et net färdegbréngen, d'Ursaachen ze behiewen. Dat ass awer némme méittel- a laangfristeg ze meeschteren an ännert násicht un der jetzeger Situation, wou mer elo müssen Antwerte fannen.

«N'oublions pas que les réfugiés menaient une vie paisible et parfois confortable avant que la guerre civile ne les conduise à tout quitter pour se retrouver sur les routes, ballottés par le sort. Face à une telle détresse, notre devoir moral tout comme nos engagements juridiques nous imposent de les traiter avec respect et avec dignité. La peur de l'étranger est le pire des ennemis. Les réfugiés sont des personnes comme nous. Aussi les valeurs que nous défendons ne peuvent fluctuer au gré des circonstances.

C'est justement pour cela qu'elles ont été érigées en principe.» Dat waren d'Wieder vum Grand-Duc a senger remarquable Usprooch viru 14 Deeg virun der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe zu Stroossbuerg.

Här President, mir müssen elo an der Urgence Antwerte fannen, well mer, an do schwätzen ech vu ganz Europa, de Sujet vun der Migration bewosst oder onbewosst net wollten ugoen. De grousse Reproche, dee mer ons als Européer musse maachen, ass, dass mer net amstand waren, ze anticipéieren. De Konflikt a Syrien, dee sech zu engem Biergerkrieg entwéckelt huet, ass 2011 déclenchéiert ginn. Säither si Millioune Leit an d'Nopeschlänner geflücht: an de Libanon, a Jordanien an an d'Tierkei. De Libanon huet 1,3 Milliounen Flüchtlingen, wat 30% vu senger Population ausmécht. An a Jordanien sinn et 10%.

Ech wor virun zwee an engem hallwe Joer an engem Flüchtlingscamp a Jordanien, wou méi wéi 100.000 Leit op manner wéi 9 Kilometer carré énnerbruecht waren. Schonn deemoos wor Jordanien iwwerfuert, well nieft dem Camp worn nach Honnertdausende Flüchtlingen do. An den UN-Haut-Commissaire fir Refugeéen huet schonn deemoos den Appell gemaach, fir dass déi internationale Énnerstëtzung soll méi grouss ginn. D'Antwort wor awer bis dohinner ganz moer, wann net souguer negativ.

En huet op de Mangel vun der Éducatioun vun de Flüchtlingen opmierksam gemaach. A Mangel un Éducatioun ass eng Gefor fir d'Radikali-satioun. D'Nations Unies hu wéinst Mangel u finanzielle Méttel hir Hélfel ém 30% misse kieren, an dat säit e puer Joer. Dat heescht, mir hätte missen anticipéieren. D'Tierkei huet entre-temps méi wéi zwou Milliounen Flüchtlingen opgehol, wouvun de gréisssten Deel Syrer sinn, mä der awer och en Deel aus dem Irak kommen.

Ech wor zweemol dëst Joer op der tierkesch-syrescher Grenz a konnt gesinn, wellech Efforten d'Tierkei gemaach huet. Bis de Juni dëst Joer hat d'Tierkei 6,5 Milliarden Dollar ausgi bei engen internationaler Kontributioun vu grad 400 Milliounen. Ech wor an der Stad Kilis mat 90.000 Awunner, dat heescht, eng Stad, déi e bësse méi kleng ass wéi d'Stad Lëtzebuerg. Déi hate schonn dee Moment 110.000 Flüchtlingen. De Buergermeeschter sot mer: „D'international Delegatiounen, si kommen a si ginn an et geschitt násicht. Mir fillen ons am Stach ge-looss. A wann Dir ons net hélleft, dann hält ons Population, déi bis dohinner stallgehalen huet, net méi stall an da maachen déi Leit sech op de Wee a komme bei lech an Á Länner.“

Ech hu mat engen Rei Flüchtinge geschwat, genee wéi den Yves Cruchten, dee bei menger zweeter Visitt op der tierkesch-syrescher Grenz derbäi war. Déi meesch Syrer, och wann dat net representativ ass, mat deene mer geschwat hinn, déi wollte guer net an de Weste kommen, déi wollten erém heem bei sech, fir hiert Land mat opzebauen. Mä wann een elo d'Situatioun an der Tierkei gesäßt mat därf Gewaltspiral, déi amgaangen ass, mat deenen Tensiounen virun de Wahlen, dann hält de Stroum vun deenen, déi awer bis bei eis kommen, elo nach zou.

Et däarf een dobäi déi aner Flüchtlingsstréim net vergiessen, an ech wäert se net énuméréieren, zum Beispill wat Afrika ubelaangt, mä net ze vergiessen och d'Ukrain.

Europa huet genee wéi déi ganz international Communautéit wéineg oder násicht gemaach, fir deem scho virun e puer Joer entgéintztrieben. Et muss ee sech am Fong schummen, wéi Europa elo wärend Méint reageiert huet. Do ass ém Quote gefeilscht gi wéi beim Teppech-händler. Et handelt sech awer nun eemol hei net ém Teppecher, et geet ém Mënschen an ém hir Dignitéit.

Europa huet Traitéen an Accorden an eng ganz Rei vun Instrumenter. Déi ginn am Fong duer. Et ass déplorabel musse festzestellen, dass verschidde Länner einfach déi Traitéen an Accorden ignoréieren. D'Traitéen an Accorde sinn net némme do, wann d'Sonn schéngt, mä musse besonnesch dann agesat ginn, wann d'Wieder méi schlecht ass. Ech benéiden onsen Ausseminister a Migratiounminister Jean Asselborn net fir déi schwierig Aufgab, déi en als Présidence muss meeschteren. An ech ka mer virstellen, dass hien net houfreg ass iwwert d'Attitud vu Vertrieder vu verschidde EU-Länner.

Här President, hei zu Lëtzebuerg kënnne mer awer houfreg sinn iwwert deinen Élan de solidarité: Donen a Kleeder; jonk Leit, déi sech spontan organiséiert hinn, fir beim Tri ze héllefen; retraitéiert Enseignantes, déi sech geomellt hinn, fir bei der Formation an de Sprochecoursen hir Erfahrung zur Verfügung ze stellen. Et geet elo drëm, all dés Efforten ze koordinéieren - an de Premierminister huet ons et jo elo grad gesot - mat engen Téléfonnum-

mer, wou déi Leit sech kënnne mellen, well deen Élan de solidarité muss unhalen. Mir brauchen nämlech nach e ganz, ganz laangen Otem, fir déi Erausfuerderung ze meeschteren.

Och d'Gemenge muss ee félicitiéiere fir hir responsabel Attitud, net némme fir d'Infrastruktur fir den éischten Accueil zur Verfügung ze stellen, mä och fir sech deene berechtegte Froe vun den Awunner ze stellen. Nieft der Solidaritéit brauche mer elo eng gutt Koordinatioun. An do wéll ech der Madamm Corinne Cahen als Integratiounministesch félicitiéiere mat hirer klenger Equipe, wéi si et färdegbruecht huet. Et sinn nämlech esou vill Ministéren, déi musse koordinéiert ginn. Dat ass d'Éducatioun, den Travail, d'Justice, d'Famille, den Intérieur, d'Santé, d'Affaires étrangères, d'Migratioun, d'Finanzen. An do derbäi kënnnt nach d'Koordinatioun vun all deenen ONGen, déi eng Hand mat upaken.

Mir müssen ons drop astellen, dass mer no deem éischten Aflux an no der Relokalisation - wat a sech e schrecklecht Wuert ass, well hei geet et ém Schicksaler, ém eenzel Schicksaler - nach mat weideren Zoustréim musse rechnen, net némme aus Syrien oder Afrika. An der Ostukrain, do rouen am Moment d'Waffen, mä dat Land ass politesch net stabill. An et muss ee fäerten, dass dat Land ka weider destabiliséiert ginn. A wann dat geschitt, da wäerten och nach Urkainer sech zousätzlech op de Wee maachen.

Bis elo hu mer zu Lëtzebuerg wéi och an aneren Nopeschlänner e groussen Aflux vu Migranten aus europäesche Länner kritt. D'Balkanstate müssen als sécher Länner ugesi ginn. Am Fong misst een a priori all 47 Memberstater vum Conseil de l'Europe als sécher Länner ugesinn, well si énnerleien all der Europäescher Mënscherechtskonvention. Leider gëtt déi vu verschidene Länner émmer méi mat Féiss getréppelt.

Dir Dammen, Dir Hären, dat Allerwichtegst ass niewent dem éischten Accueil, dass d'Prozeduren esou schnell wéi méiglech ofgewéckelt ginn, fir dass déi, déi e Recht op de Flüchtlingsstatut hinn, dat ganz séier gewuer ginn, an déi, déi kee Recht drop hinn, onst Land esou séier wéi méiglech musse verlossen. Déi, déi kënnen hei bleiwen, an dat sinn déi al-lermeesch aus Syrien, musse sech hei wéll-komm spieren a sech akzeptéiert fillen an dann esou séier wéi méiglech intégréiert ginn, net némme duerch d'Sprooch, mä och duerch d'Kultur, d'Gewunnechten an de Rechtsstatut.

Et muss een och verhënneren, dass en Amalgam gemaach gëtt téscht deene Leit an hirer Reliounsrougehöregkeet, hiren Usagen. An den Här Spautz, deen huet elo grad d'Burka ugschnidden. Och dorriwer musse mer eis eng Kéier énnerhalen, mä Här Spautz, ech wéll net, dass mer d'Flüchtlingsproblematik aus Syrien zesumme mat der Burka bréngen, well wann een a verschidde Heemer geet, et sinn der ganz wéineg. Oder ech hinn der op jidde Fall nach net gesi mat der Burka hei erémlafen.

An ech mengen, mir müssen dat vuneneen trennen. Ech soen lech och firwat: Net fir dass den Amalgam gemaach gëtt an doduerch Angsche entstinn, op déi mer keng Antwort hinn. Mir müssen deen Débat selbstverständlich féieren. Mä ech hätt gären, dass mer e getrennt vun der Diskusioun vun der Migratioun féieren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Madamm Brasseur, dierf ech eng Prezisioun ginn?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Et ass e bëssen onùüblech, fir Prezisiounen ze ginn,...

► **Mme Lydie Polfer** (DP).- Et war just eng Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- ...mä wann d'Madamm Brasseur eng Prezisioun brauch,...

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- ...da géift ech...

► **Mme Anne Brasseur** (DP).- All, all! Ech léieren all Dag bái.

► **Mme Lydie Polfer** (DP).



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

► **Mme Anne Brasseur (DP)**.- Merci. Merci villmools fir déi Explikatioun.

Mä, ech mengen, et soll ee sech eng Kéier driwwer énnerhalen, mä getrennt heivun.

(Interruptions)

Ech hunn elo grad gesot, dass d'Integratioun dat Wichtegst ass an dass mir an engem Rechtsstat sinn. An déi, déi bei eis kommen, mussen dee Rechtsstat och acceptéieren, an zum Beispill ass dat do och ee vun deene Punkten.

Dat heescht, et muss en Effort vun deenen zwou Säite kommen, vun ons, mä awer och vun deenen, déi bei eis kommen. A mir musse si an d'Lag versetzen, dass se dat och färdebréngen.

A fir dass dat ons geléngt, an dat ass am Intérêt vun ons alleguer, ass jidderee gefuerdert. An ech weess, dass déi meesch hei am Land bereet sinn, eng Hand mat unzepaken. Nëmmen esou kérne mer déi grouss Erausfuerderung meeschteren!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och der Madamm Brasseur. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Angel fir d'LSAP. An ech géif d'Kollege bidden, elo erém déi noutwendeg Serenitéit erémzefannen an nozelauschteren!

► **M. Marc Angel (LSAP)**.- Här President, Här Premierminister, Dir Dammen an Häre Ministeren, leíf Kolleginnen a Kolleegen, um éischten Dag vun der neier Parlamentssessiou schwätze mer hei an der Chamber iwwer eppes, wat zanter Wochen an Europa en Dauerthema ass: d'Flüchtlingskris. Domat ass némmer zum Deel d'Kris gemengt, an därsch d'Flüchtinge befannen, déi Fraen, déi Männer an déi Kanner, déi hoffen, an Europa Schutz ze fanne viru Krich a Persécutioun.

Virun allem geet et an deenen Diskussiounen ém d'Kris vun der Europäescher Unioun, déi schlecht dorop vibereet war, wann eng relativ grouss Zuel vu Flüchtlings a kuerzer Zait wéllen Asyl an der EU ufroen. Ech soe bewoos „eng relativ grouss Zuel“: zumindest am Verlach zu deenen iwwer véier Millioune Syrer, déi sech an den Nopeschlänner vu Syrien, wéi a Jordanien, am Libanon an an der Türkei probéieren, a Sécherheet ze bréngen. An dat si Länner, déi ganz sécher net méi Opnamecapacitéiten hu wéi déi gesamt Europäesch Unioun.

Ech hunn och gesot, dass d'Flüchtlingskris vláicht eppes ass, wat fir Europa nei ass, mä et ass eppes, wat op der Welt guer násicht Neies ass. An ech erënneren drun, dass mer den Här Guterres vum UNO-Flüchtlingsrot hei haten an der Kommissiou, deen eis gesot huet, dass 90% vun de Leit, déi op der Welt „displaced“ sinn, also net duerch Krich musse fortgoen, dass 90% vun deene 60 Milliounen am Joer 2014 an aarme Länner opgeholl ginn.

Och iwwert d'Zuel vun de Flüchtinge gëtt an Europa vill geschwat, doríwwer, wíwill der all Mount ukommen a wíwill mer der kennen a wéllen ophuelen. Oft genuch gëtt dobäi méi oder wéineger däitlech gesot, dass et der ze vill sinn an dass mer eigentlech keng méi kennen ophuelen. Dat ass ze bedaueren.

Ech wéll dofir dës Geleeënheit benotzen, fir drun ze erënneren, dass mir als Létzebuerg sougutt wéi och all déi aner Memberstate vun der Unioun Verfluchtungen henn, déi net un d'Zuel vun de Flüchtinge gebonne sinn. Mir si rechtlech Verfluchtungen agaang. Létzebuerg huet ouni Drock vu baussen no deene batteren Erfahrungs vum Zweete Weltkrich all international Initiative matgedroen, déi zum Zil haten, de Fridden ofzesécheren a Standarde festzeléeën, déi e Minimum u Mënschlechkeet garantéieren. Dozou gehéieren och d'Genter Flüchtlingskonventionioun vun 1951, déi mer deemools mat énnerschriwwen henn, an och all aner international Rechtsnormen, déi spéider dorop opgebaut henn. Mir kennen also elo net soen, dass esou grondleeënd Rechter némme fir e bestëmmte Contingent vun Asylbewerber gëllen, an déi aner haten dann ebe Pech! Well d'Alternativ wier da ganz einfach, dass mer déi Leit virun onse Grenzen erdrénken, erhénger oder deenmächt am Wanter och erfréiere loossen.

Fir d'LSAP, Dir Dammen an Dir Hären, ass et wichtig, drun ze erënneren, dass mer och eng moralesch Verfluchtung henn. D'Europäesch Unioun gouf net némmer als gemeinsame Wirtschaftsraum gegrënnt, mä och als Wäertegemeinschaft, déi énner anerem op dem Respekt vun dé Mënscherechter baseiert. Déi Wäertegemeinschaft ass am Moment a Gefor

Net well d'Flüchtingen dës Wäerter bedroen, mä well mir selwer riskiéieren, déi Grondrechter opzeweeken, wa mer net bereet sinn, deen Effort ze machen, deen néideg ass, fir ons un déi Prinzipien ze halen, déi mer ons selwer ginn henn an déi mer ons esou gär no baussen op de Fändel schreiwen.

Ech si stolz drop, dass mir als Létzebuerg déi Wäerter och konkret émmer an eiser Aussepolitik an a villem anere Politicke verteidegt henn. An ech soen onsem Ausseminister Jean Asselborn bei déser Geleeënheit e grosse Merci. Hien ass ouni Zweifel ee vun deene ville Politiker hei zu Létzebuerg, deenen ee gleeft, dass hannert sengem Engagement eng éierlech Iwwerzeegung a kee politesche Calcul steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider héiert een awer och émmer méi oft Stëmmen, och vun héichrangege Politiker, fir d'Grenzen zouzemaachen a Flüchtlings entweder heem oder an d'Nopeschland ze schécken, mam Argument, dass d'Opnamecapacitéiten ausgeschépt wieren.

D'Asylrecht vun der EU gëtt domat als realitésfriem duergestallt. Dat kénnt leider bei ville Leit gutt un, well et jo jidderengem aliecht, dass eis Ressourcen net onendlech sinn. Et ass awer genausou realitésfriem, Dir Dammen an Dir Hären, ze mengen, mir kéinten eis Grenzen zouzamaachen, dass d'Flüchtingen net awer Weeér géife fannen, fir an d'EU ze kommen, legal oder illegal. Vill Leit können einfach net méi zréck a ginn all Risiko an, fir können an der EU Asyl ze kréien.

Leíf Kolleginnen a Kolleegen, mir müssen ons domat offannen, dass et keng einfach Léisunge gëtt. A virun allem musse mer agesinn, dass et just gemeinsam Léisunge gëtt. Wa mer et an der EU färdebrégen, mat Härz a mat Verstand, mat Solidaritéit a mat Verantwortung un engem Strang ze zéien, hu mer eng Chance, dës Kris ze iwwerwannen.

Natierlech musse mer ons och besser an der EU a mat aneren internationale Partner doríwwer ofstëmmen, wéi déi Konflikter an de Pays d'origine vun de Flüchtinge kérne geléist ginn. Mä et ass awer kloer, dass dat net vun haut op muer wäert geléng. An déi Honnertdausende vu Leit, deenen hiert Liewen a Gefor ass, brauchen elo eis Héllef.

Létzebuerg muss e fairen Undeel un deem gemeinsamen europäischen Effort iwwerhuelen. Déi wichteg Froe sinn an dësem Moment net, ob a wíwill Flüchtinge mer zu Létzebuerg wéllen ophuelen, well mer dorop némmer e limitiéierten Afloss henn. Mir sollten eis besser dorobber konzentréieren ze kucken, wat mer maache müssen, fir déi Défien, virun deene mer stinn, ze packen. A mir müssen eis op allen Niveauen d'Moyene ginn, fir beschtmeiglech mat der Situatioun émzegoen.

Ech wéll an dësem Kontext der Madame Minister Cahen, dem OLAI an och den ONGen, déi um Terrain schaffen, villmools Merci soe fir hinen onermiddlechen Asaz. D'LSAP begréisséit och den Elan vun der Bevölkerung. An ech wéll och dem Minister Meisch Merci soen, wat d'Schoulen ubelaagt, a besonnesch och dem Dan Kersch Merci soen, dee sech asetzt, dass d'Gemengen hir Responsabilitéit huelen, an och deene ville Schäfferéit aus deene Gemengen, vun alle Couleuren. An ech bewonneen och den Dan Kersch, dass e sech owes Zäit hält, fir an d'Biergerversammlungen ze goen, an do de Bierger a Biergerinne Ried an Antwort stéet.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP)**.- D'Problemer, déi mer musse leisen, Dir Dammen an Dir Hären, kann een an zwou Kategorien opdeelen: Déi eng betréfft d'Demandeurs de protection internationale an d'Prozedur, déi et soll erméiglechen, schnell festzestellen, ob déi Leit hei Asyl kérne kréien oder net; an déi aner Kategorie betréfft Flüchtlings, déi de Statut unerkannt kréien an duerno dauerhaft eng Plaz an eiser Gesellschaft musse fannen.

Wat déi éischt Etapp vun der Asylprozedur ugeet, esou si mer amgaangen, déi aktuellsten EU-Direktiven hei an der Chamber an nationaal Recht émzesetzen. Et ass richteg, dass mer do e puer Méint Verspéléitung henn. Mä d'Aarbechten an der aussepolitescher Kommissiou an och an der Familljekommissiou sinn amgaangen a wäerten och geschwénn ofgeschloss ginn, soudass mer de Projet de loi nach bis Enn des Joers kérne stémmen.

Ech freeë mech och, dass mer nach en Amendement gemaach henn am Asylgesetz, am Projet 6779, zesumme mam Justizminister, fir d'Prozeduren ze beschleunegen, dass mer beim Tribunal administratif e Recours en réformation kréien an dass mer och do e Juge unique kréien, wat mécht, dass d'Décisiounen méi séier kommen, wat och am Intérêt ass vun deene Leit, déi soss musse méintelaang op Décisiounen waarden.

Mir müssen eis drun erënneren, dass déi Direktiven, déi mer amgaange sinn émzesetzen, zu engem Zäitpunkt ausgeschafft goufen, wou deen Afflux vu Flüchtlings nach net esou grouss war, an dass et dofir haut méi néideg ass, dass mer an der EU an an all Land déi-selwecht Standarde kréien, wéi d'Demandeurs de protection internationale behandelt ginn. Engersäits muss téschent den EU-Memberstaaten d'Solidaritéit spilleen an et därfte Länner, déi zoufälleg eng Baussegrenz henn, net mat hire Problemer eleng gelooß ginn. Anerersäits müssen Énnerscheeder an de Prozeduren esou wáift ofgeschwäch ginn, dass d'Flüchtlings net mat alle Moyene probéieren, an déi zwee oder dräi EU-Länner ze kommen, wou d'Konditiounen am favorabelste sinn.

Dat gëllt énner anerem och fir d'Toleranz vis-à-vis vu Leit, déi de festgeluechte Kritären no kee Recht op Asyl henn. Verstitt mech wann ech gelift elo net falsch: Wa Leit aus Länner fortginn, wou d'Aarmut esou grouss ass, dass et fir ganz Deeler vun der Bevölkerung net méiglech ass, do ze ivverlieren, ass dat genausou legitim, wéi wann anerer virun engem Biergerkrich fortlafen. Sougantante Wirtschaftsflüchtlings sinn och Leit an Nout a si si keng Krimineller! Et ass absolutt novezollzéien, dass si an der Hoffnung op e bessert Liewe mat alle Mëttele probéieren, op dem Wee vum Asylstatut anzwanderen. Trotzdem gëllen aner Regèle fir Demandeurs de protection internationale wéi fir déi normal Immigration. An dat huet och säi Grond an dofir ass et och wichteg, ze differenzéieren.

Wa mer dervun ausginn, dass déi Leit, déi en Utrecht op Asyl henn, op kee Fall können an hir Heemecht zréck, da sinn dat och déi Leit, déi am dréngendsten Héllef brauchen. Mir setze bewosst keng weider Konditiounen, well et un eischter Stell drëm geet, déi Leit a Sécherheet ze bréngen.

Wann et ém d'Immigration geet, gi mer generell dervun aus, dass d'Situatioun vun deenen, déi wéile bei eis kommen, net esou akut liewensbedroch ass. Mir stellen deemno Konditiounen, déi garantéiere sollen, dass si némmer dann immigréieren, wa se eng realistesch Chance henn, hei Fouss ze faassen, ouni ofhängig speiderhin ze gi vun onse sozialen Netzer.

Mir müssen also e Balanceakt maachen téschent engem adequaten a mënschenvierdegen Accueil fir déi, déi am dréngendsten Héllef brauchen, an engem fairen a consequenten Émgang mat deenen, déi weder de Kritäre vum Asyl nach deem vun der legaler Immigration entsprechen.

Mir müssen Efforte maachen, fir dass déi, déi bleiwe kennen, sech wéllkomm spieren a sech schnell kennen integréieren, an dat ouni falsch Hoffnung bei deenen ze férderen, déi net kennen heibleiwen.

Mir wäerten deemno och an Zukunft net derlaansktkommen, en Deel vun deene Leit, déi den Asylantrag ofgeleent kritt henn, zréckzeschécken. Mä soulaaang déi Leit awer hei am Land sinn, muss garantéiert sinn, dass si uerdentlech behandelt ginn an hir Prozedure korrett oflafen.

Eng besonnesch Responsabilitéit hu mer bei der Organisatioun vun de Retouren, déi mënschlech gesinn natierlech problematesch sinn. Ech erënneren och dofir drun, dass mer am Regierungsprogramm eng Rei Verbesserungsmaassnamen festgehalen henn, wéi zum Beispiel d'Ouverture vun enger „maison retour“ fir Familljen. An ech hoffen, dass d'Regierung nach un deem Projet schafft.

Här President, déi grésst Erausfuerderung wäert et allerdéngs sinn, déi Leit, déi den Asylstatut unerkannt kréien, ze integréieren an hinen eng Perspektiv ze bidden. An dat betréfft engersäits de Flüchtlings hir Fäegkeeten, ons Sproochen a jee nodeem och ons Schrëft ze léieren a sech an eng fir si friem Kultur anzielieren. An zum anere bedeut dat awer och ons Fäegkeeten, déi néideg Infrastrukturen a Servicer zur Verfügung ze stellen.

An dës Erausfuerderunge kenne mer, well mer eng Rei vun deene Problemer émmer nach net an dësem Land geléist henn. Och ouni Flüchtlings steet Létzebuerg zanter Joren énner engem grouss Wuesstumsdrock. Ons Bevölkerung wiisst permanent a mir kommen net schnell genuch no, Wunnraum ze schafen, nei Schoulen ze bauen an d'Transportcapacitéiten auszubauen.

Wéi gesot, eng Rei vun de Problemer sinn net nei a gi mat der zousätzlecher Awandlung vun e puer Méint Verspéléitung henn. Dofir ass also elo de Moment, fir entspreechend Prioritéiten ze setzen, a vláicht gëtt eis dës Flüchtlingskris nach méi Elan, fir grondsätzlech Problemer hei am Land seriö unzegogen.

Dobäi henn ech e grousse Wonsch, Dir Dammen an Dir Hären: Mir sollten déi Leit, déi den Asylstatut unerkannt kréien, behandle wéi all ander Bierger vun eisem Land och, net méi an net manner gutt. Et därf hei zu Létzebuerg net dozou kommen, dass déi sozial Schwachhei am Land sech benodeelegt fille vis-à-vis vu Flüchtlings. Et därf net dozou kommen, dass et Leit gëtt, déi wéilten eng Bevölkerungsgrupp géint déi aner ausspillen. Wann dat de Fall ass, musse mer all zusummenhalen an dat kräftegst dénoncéieren.

Mir müssen en extraen Effort maachen, fir Sozialwunnengen ze bauen, a besonnesch ons Capacitéiten am Locatif vergréisseren. Mä vun engen zousätzlecher Offer müssen all sozial schwach Awunner kérne profitéieren, no deeneselwechte Regelen, onofhängig dovun, ob se als Flüchtlings heihikomm sinn oder net.

A mir müssen eis och, Dir Dammen an Dir Hären, drop astellen, dass déi verstärkt Zouwanderung vu Flüchtlings aus Länner mat engem fir ons relativ onbekannte kulturellen Hannergrond, vu Leit mat énnerschiddelechen Véacus an Erwaardungen, Problemer mat sech bréngt wäert. Mir därfen do d'Aen net zoumaachen a Schwierigkeiten ignoréieren. Mä mir sollten awer och net am Virfeld Problemer eropbeschwieren, déi sech herno vláicht guer net esou erginn oder zumindet marginal bleiwen.

Et ass ze verstoen, dass vill Résidenten de Veränderungen an Europa mat Skepsis a mat Suerg entgéintkucken. Dofir ass et émsou méi wichtig, dass d'Flüchtlingspolitik net zum Spillball téschent politesche Parteie gëtt an deen als Gewénnner erausgeet, deen am geschécktesten d'Angschte vun de Leit manipuléiert.

Mir henn hei zu Létzebuerg déi grouss Chance, dass mer trotz politeschen Differenzen a wichtige Froen traditionell iwwert d'Parteigrenzen ewech nom Konsens sichen. Ech hoffen, dass dat grad an de schwierige Froe vun Asyl a vun Immigration och an Zukunft esou bleibt. Integratioun kann némme fonctionnéieren, wann déi, déi nei bei eis kommen, vill Kontakt hu mat deenen, déi scho laang hei wunnen. Dofir muss ee Beréierungsängschoten ofbauen amplaz Viruerteeler opzebauen. Wann da konkret Problemer optauchen, ass et méi einfach, déi ze léisen, wéi herno géint eng diffus Mësstrauensstëmmung ze kämpfen.

D'Erausfuerderungen, déi op eis duerkommen, si villschichteg a betreffen zum Deel de Stat an d'Gemengen, mä awer och d'Société civile an all einzelne Bierger hei am Land. Un der Politik an un der éffentlecher Hand läit et, derfir ze suergen, dass d'Prozedure méi schnell wéi bis elo viruginn, dass d'Opfangstrukture fir Flüchtlings an därs néideger Capacitéit do sinn, all Kanner kennen an d'Schoul goen an eng Ausbildung maachen. Meng Kolleegin Taina Boffarding wäert herno nach am Numm vun der LSAP méi am Detail op den Accueil vun de Flüchtlings agoen. Wéi gutt d'Integratioun geléngt, wäert um Enn awer vun all Eenzelnen ofhänken, souwuel vusäite vun de Flüchtlings wéi vusäite vun de Létzebuerg.

Trotz alle Schwierigkeiten bidde sech mettelfrisst duerch d'Zouwanderung och Chancen, well vill vun de Flüchtlings bréngen och Talent a Kompetenze mat, déi mer gutt kérne gebrauchen. Am Géigesaz zu der Madamm Merkel weess ech net, ob a wéi gutt mer déi Erausfuerderunge wäerte meeschteren, mä ech hoffen, dass mer an e puer Joer kérnen op dës Zäit mat Houfert zréckkucken, well et eis gelongen ass, Leit an extremer Nout eng nei Zukunft ze bidden a selwer gestärkt aus därs Kris erauszegoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolaschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci och dem Här Angel. An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Viviane Loschetter fir déi gréng.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng geschaten 59,9 Millioune Mënsche sinn zurzáit weltwáit déplacéiert. Bis an Europa kommen awer knapp 10% vun dése Leit. Säit 2011 bekämpfe sech a Syrien dem Assad seng Arméi an d'Oppositionsmilizen, zum Beispill d'Free Syrian Army. No den Ugréff mat chemesche Waffen op Ghouta am August 2013 henn d'USA a Frankräich mat militärescher Intervention gedrot. China a Russland hate virdru schonn hire Veto am UN-Sécherheitsrat gesat zu enger Intervention.

Syrien huet seng chemesche Waffen énner internationaler Opsicht missen zerstéieren a sätdeem huet de Westen dem Biergerkrich we



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

och deelweis vun den Amerikaner emprisonéiert ginn.

Dem Assad säi Regimm huet sät 2011 geschaten 250.000 Leit émbruecht - dem Assad säi Regimm! -, wäit méi wéi déi Terrorgrupp vum ISIS.

Et gouf laang ugeholl, de Krich, an domadder d'Ménschen, déi fortlafe mussen, wieren engem anere säi Problem. Op der 70. UN-Vollversammlung gouf fir d'Éischt eeschhaft och mat Russland no Lésungle gesicht. Warend Frankräich den Assad just als Iwwergangsnoutlésung gesäit, énnerstëtzzt Russland en allerdenks nach émsou méi. Haut gesäit et esou aus, wéi wann den Assad zu enger Transitperiode géif gehéierer.

Sät dem 7. Oktober énnerstëtzzt och d'russesch Aviatioun d'Buedemoffensiv vun der syrescher Arméi. Mir sinn an enger Krichssituatioun, déi am Moment net koordinéiert ass. An dat ass an onsen Aen net némme schued, mä och gefiérellech!

D'Situatioun am Mëttelmier ass dramatesch: De 5. Oktober eleng - eleng deen Dag - sinn 1.800 Leit um Mier gerett ginn! Dat leisst déif blécken, wéi vill Leit déi Chance net haten. Et ginn nach émmer vill Leit um Mier gerett, awer bei Wäitem net allegueren. A fir déi, déi sech konnten dése Summer e Bild maache vun der Situatioun op den Insele vu Lesbos, Chios oder Kos, gesinn dës Flüchtlingswell an de Krich a Syrien definitiv net méi d'selwecht aus wéi nach e Joer virdrun. Esou vill Ménscheleed, esou vill Courage an esou vill Drama ass fir eng Persoun vun ons bal net gleefbar, jo souguer einfach net erdrobar!

Net gleefbar awer och, datt mir dësem Drama praktesch schonns esou laang nokucken an datt ons Efforte sech laang op den Démentèlement vun de Passeure beschränkt hunn. Et kënnt een och net méi derlaanscht, sech d'Foze stellen, an och mat enger gewëssener Roserei, firwat mir den Iwwerliewenden eréisch dëssäit vum Mëttelmier héllefien.

Wéi gesäit d'Situatioun dan an der Europäischer Unioun aus? Déi meescht Ménschen, an et ass schonn hei gesot ginn, kommen an Italien a Griichenland an Europa un: Länner mat Baussegrenzen. Dës Länner si mat de groussen Zuelen u Leit iwwerfuerdert a brauchen Héllef a Form vun Hotspots oder Émverdeelung vu Flüchtlings. Dat alles war och elo en Thema an der Europäischer Unioun. Et ginn awer och, an dat war och gesot ginn, ganz vill Leit net registréiert, well se um Radar einfach vergiess ginn.

Déi riets Regierung aus Ungarn - an ech muss eppes dozou soen - énnert dem Här Orbán ass extrem kritesch a feindlech géigeniwwer Flüchtlings. Mir hunn et souguer fäerdebruecht, an der Europäischer Unioun eng Mauer opzebauern, e pickegen Drot opzebauern! De Stacheldrot zu Slowenien hu se dunn erém no kuerzer Zäit ofgeriecht. Si behändelen an Ungarn d'Ménschen, déi bei hinnen ukommen, Aenzeien no wéi Déieren, späre se an a ginn hinne kaum eppes ze iessen!

Den Här Orbán gesäit d'Flüchtlings als en däitsche Problem: d'Madamm Merkel hätt se jo eigentlech allegueren an Däitschland geruff. An dës Politik, gefouert vum Här Orbán, ass awer, wa mer éierlech sinn - net vläicht dee Schlémmsten, mä net deen Eenzegen an der Europäischer Unioun -, an onsen Aen net némme abscheulech, mä carrément inakzeptabel a contraire zu de Wäarter, déi d'Europäischer Unioun ausmaachen.

Ech ginn lech d'Beispill vun Dänemark, wou d'Regierung Stëmmung géint Flüchtinge mécht. Si huet souguer eng Annonce an enger libaneescher Zeitung geschalt, wou se op Arabesch warnt, d'Leit sollen net bei si kommen. Hir Bierger awer gesinn dat ganz anescht, héllefie ganz vill a schalte souguer och eng Annonce an därselwerter Zeitung, fir sech fir hir Regierung ze entschëllen!

Groussbritannien, obwuel et duerch sain Asaz am Irak-Krich sech matschëlleleg gemaach huet um Entstoe vun där Kris, wéllt just wéineg Leit ophuelen. Am September huet den Här Cameron ugekénegt, 20.000 Leit aus de Campen a Syrien opzehuelen. Dat heesch, si hunn net vir, oder de Moment nach net richtig vir, aner europäesch Länner ze entlaaschten.

Bei onsen däitschen Noperen awer ginn dës europäesch Wäarter, bis elo emol, weider an d'Praxis émgesat. 800.000 bis 1,2 Millioune Ménsche wäerten dëst Joer an Däitschland ukommen. Zu München grad ewéi och kuerz virdrun zu Wien an Éisträch huet déi grouss Well vu Solidaritéit a Ménschlechkeet vun der Bierger a Biergerinnen en Déclic provozéiert, deen eriwwer op aner Länner sech weiderentwéckelt huet, bis op Lëtzebuerg. An dat éiert onst Land an et éiert ons Bierger a Biergerinnen.

Mir sinn zu Lëtzebuerg e Land, wat seng Geschicht also net vergiess huet, eng Geschicht geprägt vun Emigratioun an Immigratioun. Eng extraordinar Solidaritéit an awer och eng émouvant Bereetschaft, fir ze héllefien an eng Hand mat unzepaken, hunn d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, méi no zesummebruecht. Ménschlechkeet eben!

An dach gétt et Ängschten, berechtegt Ängschten: Ängschte vun den Demandeurs de protection internationale, déi sech froen, wéi si an engem frieme Land sech kënnen etabléieren, wéi hir Kanner wäerte grouss ginn, wéi si eng Wunneng wäerte fannen an eng Aarbecht wäerte fannen, wou vläicht awer och de Rescht vun der Famill bleift, ob déi iwwerhaapt nach liewen, wéi et an hirem Land ausgesäit an ob se nach eng Kéier kënnen dohinner zréckgoen.

Ängschten, an och zum Deel déiselwecht Ängschten, ginn och vun de Leit hei zu Lëtzebuerg formuléiert: Wéi gi mir eens mat dése ville Leit, déi beinee vu ganz wäit kommen, fir hei bei ons ze bleiwen? Wéi brénge mir et fäerdedeg, ons esou mat hinnek ze organiséieren an onsem Alldag, an onse Gemengen, fir datt mer weider kënnen zu Lëtzebuerg liewen ewéi bis elo, ons Cohésion sociale weiderentwéckelen?

Et gétt sécherlech keen einfache Wee am Alltag fir béis Partien, mä en ass méiglech mat zwee Elementer: éischtens mat Ménschlechkeet a Versteedemech op bëide Säiten, eppes, wat een net kafe kann, an eppes, wou och d'Politik sech muss kënnen drop verloossen. An zweitens brauche mer awer och konkret a pragmatisches Héllef vun den nationalen a kommunale Responsabelen.

Doriwwer eraus muss d'Europäesch Unioun sech nei Norme ginn, fir d'Dublin-Oftkommes ze ersetzen. D'Europäesch Unioun ass net gesond am Moment op dësem Punkt. Mir schwätzen um europäesche Parquet net mat enger Stëmm de Moment. Dat kënne mer ons awer net méi méi laang op internationalem Niveau zu esou enger sensibeler geopolitescher Kris erläben. D'Europäesch Unioun muss sech organiséieren, fir déi Demandeurs de protection internationale, déi do sinn, a fir déi, déi nach wäerte kommen, opzehuelen an ze verdeelen.

An ech erénnernen drun, grad wéi mäi Kolleg, de Marc Angel, datt 90% vun de syresche Flüchtlings op fënnef Länner verdeelt sinn! Op fënnef Länner verdeelt sinn: Türkei, Libanon, Jordanien, Irak an Ägypten. An dofir brauche mer sécher a legal Weeér fir an d'Europäesch Unioun: déi eenzeg Manéier am Kampf géint d'Passeuren!

Mir brauche solidaresch Regelen, déi d'Randländer, d'Bausseländer wéi Griichenland, Italien oder och Spuenien entlaaschten, Regelen, déi dann awer och agehale musse ginn, wéi zum Beispill eng gemeinsam Gestioun vun de Baussegrenzen.

Mir brauchen eng Lésung vum Konflikt, vum Krich a Syrien an a sengen Nopeschlänner. Mir si mat concernéiert. Mir müssen à ce stade de Länner wéi Türkei, Jordanien a Libanon héllefien, hire Flux migratoire ze meeschteren an ze gériéieren.

An dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlabe mir Gréng ons och d'Kritik, datt e Land wéi d'USA, wat massiv Interessen an dëse Géigenden ausgeübt huet, elo séier wéineg interesséiert ass, sech dár Problematik unzuhuelen.

Eigentlech sinn d'Lésungen ze fanne bei den Ursache vum Problem. Mir behandelen d'Symptomer. Mir am Norde vum Planéit hate bis elo émmer éischter d'Tendenz, Symptomer, déi aus dem Süde komm sinn, ze bekämpfen, ouni ons richteg Suergen ze maachen ivwert d'Ursaachen. Dat war vläicht méiglech virun honnert Joer. Haut awer, an enger globaliséierter Welt, ass dést net méi méiglech! A wa mir ons hei net ém Krich, Aarmut an Émwelproblemer aus dem Süde mat këmmeren, wäerte mir allegueren, Awunner vum Norden a Süden, ons verléieren.

Zum Schluss wollt ech och nach am Numm vun der grénger Fraktioun ons Unerkennung an awer och onse Respekt formuléiere fir dat immens grouss Engagement vun der Regierung, vun der Familieministesch, vum OLAI, vum Ausseminister an awer och vun allen ONGen, a virun allem vun de Bierger a Biergerinnen, déi hei am Land wunnen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président. - Merci och der Madamm Loschetter. Nächsten age-schriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Premierminister huet seng Ried mat staarke Bil-

ler ugefaangen. An en hat recht, dat ze maachen, well et ass wichtig, datt een, wann een iwwer esou Problematik schwätz wéi déi, déi mer haut hei diskutéieren, sech bewosst ass, datt ganz vill méenschlecht Leed domat verbonnen ass a ville Fäll an datt mer wierklech alleguer eng humanitar an eng moralesch Verantwortung droen!

Mä mir mussen och wéissen, datt net jiddweren, deen elo am Abléck vun dëser Kris concerneert ass, aus Syrien kënnt. Net jiddwereen ass e Krichsflychtling. An dofir brauche mer eng differenzéiert Approche an e realistescht A op dat, wat wierklech geschitt.

Mir hinn dat als ADR virun dräi Woche scho gemaach, wéi mer e kloert Konzept op den Dësch geluecht hinn, am Respekt vum internationale Recht, wou mer gesot hinn: Déi eng, déi falen énnert d'Flüchtlingskonvention vun '51, well se individuell verfollegt ginn aus politischen, reliéisen oder ethnische Grénn oder aneren, déi an der Konvention stinn. Da gétt et déi, déi Protektioun siche virun engem Krich, déi par analogie zu de Konventionen vun '49 Recht hinn op esou en temporäre Schutz. An da gétt et natierlech och d'Refugiés économiques, d'Wirtschaftsflüchtlingen.

Deen Énnerscheed ass zentral a wichtig, wann ee wéllt e kredibelt a belaaschtart Konzept hinn, fir mat dár Kris émzegeon. Den Här Premierminister huet gesot, d'Regierung hätt e Konzept. An ech muss lech leider soen: Ech gesinn dat Konzept vun der Regierung net!

Den Här Premierminister, deen huet eis net iwwerzeugt. E mécht eng Gestioun, d'Regierung mécht eng Gestioun vun deem, wat am Abléck op eis duerkéint, mä e Konzept ass eppes anescht! Fir mat esou enger grousser Kris kënnten émzegeon, muss och eng Visioun do sinn, wéi een et an de Gréff kritt, wéi laang dat Ganzt soll dauerlen, wéi eng konkret Aktiounen musse geholl ginn, fir esou eng Kris ze léisen. Fir se einfach à période indéterminée ze gériéieren, dat geet net duer! Et geet net duer vun enger Présidence vun enger Europäescher Unioun.

Déi Kris, déi elo ausgelést ginn ass - an dat ass net falsch -, dat ass zum Deel bedéngt duerch e Rechtsbroch vun der däitscher Regierung, déi europäesch Recht esäit eng ausser Krafft gesat huet. Et wär un der Lëtzebuerger Regierung als Présidence gewiescht, fir do kloer Wieder ze fannen. Déi Wieder huet een net héieren! Am internationale Kontext huet déi Lëtzebuerger Présidence e ganz schwaacht Bild ginn.

An national - dat, wat mer haut hei eigentlech sollen diskutéieren -, do feelt et och un dár Eierlechkeet, un dár Konsequenz, wéi mer et och an all anerem Land héiere vun de Regierungen, déi sech d'Foz stellen: Wéi wäit kënne mer goen? Wéi wäit dréit eis Gesellschaft deen do Phenomeen nach mat? Wéi laang kënne mer déi Solidaritéit an dat Versteedemech vun der Leit erläben, fir datt et net zu Spannungen an der Gesellschaft kënnt, fir datt mer deen Accueil kënne garantéieren, dee mer eis jo all wënschen, ouni datt et zu Spannungen kénnt?

An do musse mer einfach wéissen, datt et Grenze gétt! Déi Grenzen, déi kann een net onbedéngt chiffréieren, mä et muss een an deem Bewosstesinn Politik maachen, datt et net duergeet, ze extrapoléieren, wat mer elo hinn, mä datt ee muss wéissen, datt d'Zil muss sinn ze begrenzen, fir ofzesécheren. Dat Konzept, déi Eierlechkeet, déi Asiicht an d'Realitéiten, déi feelt an dem Här Statsminister senger Présentatioun. An ouni déi kann een net verantwortungsvoll Politik an dëser Situatioun maachen!

Den Här Statsminister huet eis an enger Rei Punkten eigentlech némme opgewiesen, datt et un dár Konsequenz feelt, déi mer brauchen! Dee Begréff vum Wirtschaftsflüchtling huet en némme eemol, an op Franséisch, an de Mond geholl, mat groussem Zécken, fir nach némmen ze soen, datt se op den Hotspots musse fréizäite mat de Realitéite konfrontéiert ginn. Neen, si mussen zréckgefouert ginn, esou séier wéi méiglech! Well dat ass déi legal Situatioun, an dár mer sinn.

An déi éischt Erwaardung un eng Regierung ass dach déi, datt se emol d'Gesetzter anhält, déi hei gällen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR). - D'Regierung ka keng Gesetz erfannen! Si kann d'Gesetzter net émgoen! Si soll dat exekutéieren als Exekutiv, wat d'Gesetz ass. An dat mécht se net! A si soll dat maachen!

D'Regierung, an déi Regierung virdrun, ech kann déi do leider net aushuelen: Dir hutt jore-laang nogekuckt deem Asyltourismus aus dem Balkan! Mir hinn haut nach hei am Land, no enger Question parlementaire, eng 600 Leit, deenen hir Prozedure fäerdegen sinn, déi misse rapatriéiert ginn, déi awer net rapatriéiert gi-

sinn. Dat geet net! Wann ee Gesetzter huet, da muss ee se duerchezéien, wann een och als Regierung, als Stat wéllt Kredibilitéit behalen a wann een och déi richteg Signaler no bausse wéllt ginn.

An dat Signal, wat mir welle ginn als Lëtzebuerg, ass, datt déi, déi wierklech Schutz brauchen, hei wéllkomm sinn, well dat ass eis moralesch Verflitung, Schutz ze ginn, mä datt déi, déi deen Usproch net kënnten hinn, datt déi awer dann och net déi Toleranz erwaarden, déi schlussendlech dozou féiert, datt déi Leit deenen d'Plaz ewechhuelen, déi wierklech Schutz an Héllef brauchen. Dat ass eng falsch Toleranz! An déi falsch Toleranz, déi däarf et net ginn!

Den Här Statsminister seet dann och, d'Baussegrenzen - aner Kollege sinn och dorbor agaangen - vun der Unioun solle gériéiert ginn, net zugemaach ginn. Dat ass richteg. Awer et muss een dann och wéissen, wat d'Konsequenze sinn, wa mer net zoumaachen. U sech, wann ech dat op Lëtzebuergesch iwwersetzen, wat den Här Statsminister gesot huet, ass: Et komme weider Leit eran, vläicht an engem manner grousse Mooss.

Mä wien d'Grenzen net wierklech kontrolléiert, wie se némme gériéiert, deen zitt do kee Schlussstréch énnert déi Situatioun, wéi mer se elo kennen! An den Här Statsminister seet eis a senger Ried, datt en u sech duerch déi Gestioun, déi en ukénnegt, och kee Schlussstréch wéllt zéien. Dat ass och e falsch Signal, well en u sech see: „Kommt weider, well Dir kënnt weider an d'Europäesch Unioun erakommen, och wann Der déi legal Konditiounen net erfüllt, déi dofir virgesi sinn.“

Den Här Statsminister seet dann och, d'Lësch vu sécheren Drëttstate soll europäesch négoiéiert ginn. Dat ass sécher e Virdeel, wa mer dat hinn. Mä et ass net néideg! Déi Determinéierung vu sécheren Drëttstaaten ass eng national Kompetenz. Mä et muss een dann, wann een esou eng Lësch huet, och konkret émsetzen, wat dat dann heescht. An dofir brauche mer séier Prozeduren, fir da mat deene Leit, déi aus sécheren Drëttstaaten heihinnerkommen, och séier, effikass Prozeduren ze hinn, déi hir Rechter schützen, awer och d'Rechter vun eis a vun eiser Population, fir net iwwerméissig exploitéiert ze ginn.

Dann d'gesellschaftlech Spannungen. Et ass eigentlech dee Punkt, wou d'Ried vum Här Statsminister eis am meeschten enttäuscht huet. Well et kann een dach net heihinnerkommen, a mat enger Naivitéit, wéi ech se vun enger Regierung net kann toleréieren, soen, datt et dach duergeet, datt déi Leit misse gesot kréien, datt se sech hei eise Gewunnechte missten upassen, datt eis Gewunnechte gëllen. Wéi solle mer dat dann duerersetzen, wann déi Leit sech net wëllen un eis Gewunnechten ha- len?

Den Här Statsminister seet am selwechten Otemzuch: „Mir brauche keng nei Gesetz.“ Mä mir si mat ganz neie Situatiounen konfrontéiert, mat neie Kulturen, mat neie Mentalitéiten, mat neien Attituden, mat neie Fuerderungen. A mir müssen eventuell och legislativ intervenéieren, fir datt déi Gewunnechten, vun deenen Dir schwätz, eis Wäarter, eis Traditionen, eis Rechtsiwwerzeugunge können duerchgesetzt ginn!

Mir hinn hei geschwät iwwert d'Stellung vun de Fraen an der Gesellschaft. D'ADR huet scho virun iwwer engem Joer, nach laang virun der Migratiounskris, eng Proposition de loi geommaach, fir d'Burka hei ze verbidden. D'CSV hat dat vläicht net matkritt, si si jo och némmen zu 23 heibannen. Mä mir hinn dat virun engem Joer gemaach - an net zu engem Abléck, wou een eis hätt kënne reprochéieren, datt mer welle Stëmmung maache wéinst der Migratiounskris -, mä well mer iwwerzeugt sinn, datt dat d'Rechter vun der Fra verletzt. Déi Proposition de loi ass bis haut net vun der Regierung kommentéiert ginn!

An d'Rechter vun der Fra, dat sinn net déi u sech fraeveruechtend Fraequoten, déi Der elo wéllt aféieren, mä d'Rechter vun der Fra deklinéiere sech eben och an deenen dote Situatiounen. An do ass d'Regierung gefuerdert, fir wierklech kënnen ze soen, wou se steet.



Fir eis ass kloer, als ADR, datt fir déi, déi wierklich eng Perspektiv hunn, hei am Land ze bleiwen, an dat sinn déi Refugiéë vun der Konvention vun '51, do gëtt et fir eis némmen eng Integratiounssprooch, an dat ass Lëtzebuergesch! Well mir hätte jo gär eng Kohäsion an eiser Gesellschaft. Mir wëlle keng Parallelgesellschaften! Mir wëllen, datt mer all kënnen dës Gesellschaft voll mat bauen. An dat geet némmen, wa mer alleguer eis ém Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch erëmfannen.

All aner Alternativ heescht, datt mer u sech Leit vun der voller Participatioun un eiser Gesellschaft ausschléissen. Mir wëllen net ausschléissen, mir wëlle se mat eranhuelen, an dat heescht iwwert d'Lëtzebuerger Sprooch!

Genausou wéi déi arbechtsrechtliche oder Aarbechtsmaartillusioen hei opgebaut ginn! Den Här Premierminister kënnnt heihinner an e seet: „Am Mee 2014 huet d'OECD eng Etüd gemaach, datt d'Migratioun positiv ekonomesch Konsequenzen huet.“

Am Mee 2014 hu mer iwwer eng ganz aner Migratioun geschwat wéi déi, déi mer haut kennen! Du gouf et dee Problem nach guer net. An déi Migratioun, vun där d'OECD zejoert geschwat huet, dat ass net déi, déi mer haut kennen. Haut hu mer de Problem, datt e groussen Deel vun deene Leit, déi an Europa kommen, praktesch keng Éducatioun hunn oder keng Éducatioun, déi mer hei kënne benotzen um Aarbechtsmaart. An dat stellt eis viru ganz anerera Erausforderungen.

Ech wëll mat engem Saz ophalen, dee mer awer nach ganz wichtig ass, an dat ass, fir op der Madamm Brasseur hir Ried anzegeen, an och anerer hunn dat gesot: „Et däerf keen Haass ginn.“ Jo, et däerf keen Haass ginn. Dat ass richtig. Dat énnerschreive mir mat zwou Hänn. Mä mir däerfen awer elo net higoen - wat den Här Braz och am Conseil européen gemaach huet an d'Madamm Brasseur am Conseil de l'Europe - an eis Meenungsfriéheit a Gefor bréngen, eng Zensur aféieren an domader de Grondfeiler vun eiser fräier demokratische Gesellschaft a Fro stellen, fir eng Diskusioun ze énnerbannen, déi der Regierung net gefällt!

A wien ufänkt, mat dem Kampf géint Intoleranz wëllen ze operéieren, dee mécht vlächt genee dat Schlëmmst, wat et gëtt: E mécht eis Gesellschaft zu enger intoleranter Gesellschaft, an zwar vu Regierungsfaita géint d'politesch Oppositioun a géint d'fräi Meenungssäusetrunge vun de Bierger. Dat ass eng grouss Gefor vun der aktueller Situatioun. An d'ADR mécht déi net mat. Mir verdeedegen d'Fräiheit vun dësem Land!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Dir gesitt, de President war ganz tolerant mat lech.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Villmools Merci, Här President. Dir sidd e Virbild!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner, dee scho prett hei steet, fir déi Lénk.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. An däi Debatt hei schwätzte mer, laut der Dagesuerdrung, iwwert déi sougenannte Flüchtlingskris - obwuel ee sech kann awer froen, ob dat wierklich dee richtige Begrëff ass, well émmerhi si jo net d'Flüchtinge responsabel fir dës Kris.

Natierlech sinn déi Honnertausende vu Leit, déi op der Flucht sinn, eng Erausforderung; et gouf schonn e puermol hei gesot. Et sinn 10% vun den Déplacierten op der ganzer Welt, déi heihinnerkommen. Dat heescht, all déi aner sinn och eng Erausforderung fir aner Länner, déi vill manner entwéckelt si wéi déi europäesch Länner. Et ass also keng Situatioun, mat däi e ráiche Kontinent net kéint färdeg ginn. Wann Europa doduerch an eng Kris geréit, dann ass dat viru allem eng Bankrotterklärung vun der europäischer Politik.

Wann ee méi fréi géintiwer vu Syrien oder vun Afghanistan reagéiert hätt, amplaz déi Konflikter nach unzestéppelen - ech schwätzte vun den Europäer, ech schwätzte vun eise grousse Frénn, den Amerikaner -, wieren haut net esou vill Leit gezwangen, vun doheem fortzelafen. Ech wëll awer och elo net d'Machschaften vu Russland hei erofspillen, well ech mengen, déi sinn och amgaangen, sech eng bluddege Nues ze sichen.

Zanter dem 11. September 2001 huet dee sougenannten „Krich géint den Terror“ téshent 1,6 an 3 Trilliarden Dollar kascht. Déi Zuele

sinn esou astronomesch, datt ee se net méi esou richteg aschätze kann. Wou si mer elo drun? Den Irak huet opgehalen ze existéieren. Libyen huet opgehalen ze existéieren. Syrien ass och um Wee, fir ze verschwannen. De Jemen ass och op der Léscht. An der Türkei, do brodelt et ganz ferm. A Griichenland gëtt lues a lues stierwe gelooss. Griichenland ass en Nopeschland vun der Türkei, an ech mengen, do gëtt et vill Leit, déi hunn d'Tendenz, dat ze vergiessen, zemoools d'Finanzministere vun der Eurolon.

Dat hätt een alles kérne verhënneren. Déi Eenzeg, déi eppes dru gewonnen hunn, sétzen an de Verwaltungsréit vun der Waffen- an der Pétroliindustrie. Echhoffen, datt net némmen d'Geschicht iwwer si an hir politesch Handlanger rüchte wäert!

Wann ee legal Kanäl fir d'Immigratioun a sécher Wee fir d'Flüchtingen ugueluecht hätt, géifen d'Schlepper sech keng gëllen Nues verdéngen an et géife keng esou onkontrolléiert Migratiounstrém ginn. Wann d'EU sech schonn an der Vergaangenheit eng responsabel gemeinsam Asylpolitik ginn hätt, bräicht et net elo an der Urgence en Émverdeelungsprinzip ze erfannen. A wann Europa net déi onnétz Spuerpolitik géif bedreiwen, hätten d'Memberstaaten och deen néidege budgetäre Spillraum, fir déi Erausforderungen unzegoen. Eng Spuerpolitik, déi op d'Káschte souvuel vun den EU-Bierger wéi och vun de Flüchtinge geet!

Et muss een och virdru warnen, fir déi jétzeg Situatioun just als eng temporär Kris ze gesinn. D'Migratiounsbewegunge wären an Zukunft weider zouhuelen, net némmen wéinst Kricher a gewalttägen Ausenanersetzung, net némmen wéinst dem Klimawandel an der Émweltzerstéierung, mä virun allem wéinst den Ongerechtegekeiten, déi émmer méi zouhuelen.

Et gëtt oft vu Wirtschaftsflüchtinge geschwat, déi vermeintlech am Géigesaz zu Krichsflüchtinge stéingen a keng richteg Flüchtinge wieren, schlëmmer: Profiteure vun eise Sozialsystemer wieren. Ech wier vrou, wa gewësse Politiker, déi émmer vu Wirtschaftsflüchtinge schwätzen, och heiansdo vu Steierflüchtinge géife schwätzen. Mä déi protégéiere se jo. Honger ass genausou déidlech wéi eng Bomm. A wirtschaftliche Ongerechtegekeete feieren zu Krich an émgedréit. Mir wéissen dat jo och all.

Dofir ass et och wichtig, datt dës Leit esou schnell wéi méiglech Accès un de regulären Aarbechtsmarché kréien, fir esou schnell wéi méiglech autonom ze sinn, well se dat souwissou scho sinn - si sinn net heihinnerkomm, ouni iergendeppes ze kennen, dat däerf een awer och net vergiessen -, an hiert eegent Geld verdéngen ze kennen amplaz mat Bonge müssen auszekommen. An et ass och richteg, wann déi heite Regierung dee Wee ausschleit.

Gészchter hat déi aussepolitesch Kommissioune vun der Meenungsaustausch mam Cercle des ONG. Zu Recht huet der Cercle d'Chamber drop opmiersam gemaach, datt d'Handelspolitik vun der EU, fir némmen déi ze nennen, maassgeebliche dozou báidréit, duerch eng wëll Liberaliséierungspolitik déi Länner futtizemaachen. Dat produzéiert Aarmut, Hoffnungslosegkeit, korrupt an tyranisches Regimmer, déi meeschent vum Westen énnerstézt ginn. An dat produzéiert Gewalt, an deemno wéi Kricher.

Ech hunn nach viru Kuerzem héieren, datt d'Madamm Malmström jo och nach e Fräihandelsaccord mat Tunesien wéilt ofschléissen. Erém eng Kéier: Wéi wann d'Tunesien net genuch gelidden hätten! Grad och nach déi an der EU, déi de Regimm vum Ben Ali émmer énnerstézt haten, kommen elo Tunesien mat engem Fräihandelsaccord hellefen.

Mir müssen dorauser iergendeng Kéier léieren. Mir ginn net midd, als déi Lénk och dorobber opmiersam ze maachen, zum Beispill wann eben dës Fräihandelsaccorden ugeholl ginn. Accorden, déi dohannen zwar vun de korruptionen an demokratesche Regierungen akzeptéiert ginn, awer ni vun de Leit.

D'Éffentlechkeet an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, huet an der Téshenzäit matkrit, wat den TTIP bedeut, a mobiliséiert massiv dergéint. Majo, mä dat, wat mat Entwécklungslänner geschitt, ass genau datselwecht! An dat gëtt Leider net esou oft thematiséiert. Mä dat ka sech elo an nächster Zäit änneren.

Et ass richtig, datt vill Leit an Europa, an och hei zu Lëtzebuerg, duerch d'Immigratiounsbewegunge sech veronsechert fillen. Et herrscht d'Suerg, datt d'Flüchtingen hinne kéint d'Aarbecht ewechhuelen oder datt se kéinten de Sozialsystem weider énner Drock setzen. Déi Veronsecherung muss een eescht huelen a kann een net einfach ignoréieren. Ze vill Leit zu Lëtzebuerg sinn haut an enger Situatioun, wou se schnell emol an d'Aarmut ofrëtsche kennen oder schonn an der Aarmut sinn.

Dat ass awer net de Flüchtingen hir Schold! Bis elo huet d'EU keng Flüchlingswell gebraucht, fir Sozialofbau ze bedreiwen. Et bréngt náisch, seng Roserei géint déi ze riichten, déi nach méi aarm dru si wéi ee selwer. Déi Roserei muss sech géint déi riichten, déi fir déi onsozial Politik hei zu Lëtzebuerg an a ganz Europa zoustänneg sinn. D'Roserei muss sech géint déi riichten, fir déi en Hiem méi wichtig ass wéi Aarbechtsplaz. Net d'Flüchtingen dreiven d'Salaire no énnen, bauen de Sozialstat of an drécken den normale Leit émmer méi Steieren op. Dat décidéiere ganz anerer!

Verschidde Kreesser arrangéiert dat jo souguer, wann d'Flüchtingen un allem schold sinn. Si probéieren dat fir sech auszenotzen, esou wéi Vertriebler vum däitsche Patronat, déi viru Kuerzem gefuerert hunn, elo misst wéinst de Flüchtingen iwwert d'Salairé geschwatt ginn, fir déi erozferevidéieren.

An och verschidde Politiker probéieren aus der Situatioun Kapital ze schloen. Et gëtt emol gewarnt virun Terroristen, déi sech kénnen énnert d'Flüchtinge mëschen. Et gëtt sech op eemol Suerge gemaach iwwert d'Droe vun der Burka. Et ass richtig, datt d'Iddi net nei ass, si kënnnt vun do, si gëtt och nach iwwerholl. Ech si gespaant ze gesinn, wat déi nächst Regierung Spautz/Kartheiser eis bréngt wäert. Mä ech wéilt awer wierklich do virdru warnen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dir sidd e Visionär.

(Interruptions diverses)

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Leider. Ech hoffen net!

Et gëtt téshent zéng an zwanzag Fraen hei zu Lëtzebuerg, déi eng Burka droen. D'Burka, dat ass jo dat mam Grill. An dat si meeschent och nach Fraen, déi an Europa grouss gi sinn an hei gebuer sinn, deemno wéi, dat däerf een och net vergiessen. An d'Schura selwer, d'Schura selwer begréissit dat bái Wäitem net.

Mä wann op eemol gewësse politesch Strémungen d'Fraerechter entdecken, wat awer net wierklich hir Spezialitéit war an deene leschte Jorzséngten, ech fannen dat e besse louche.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Also et huet ee misse waarden, et huet ee misse bis an d'70er Jore waarden, bis datt d'Frac konnte selwer e Kont opmaachen. An dat war net der ganz grousser emanzipatorescher Partei CSV zouszeschreiwen. Dat muss een awer och e bëssem erklären!

Déi Saach mat der Philosophie - also mir sinn och net den Zentrum vun der Zivilisatioun. An ech wier vrou..., ech mengen déi, déi e besse ronderëmreesen an och an der arabescher Welt, déi wéissen, datt déi Leit net déi schlëmmsten Obskurantiste sinn, bái Wäitem net, a bestëmmt net a Syrien. Dat war bestëmmt net de Fall a Syrien! Dat heescht, déi Ängschten ze schüren, entschéllegt, ech mengen, dohannert stécht iergende politesche Kalkül an et ass keng einfach, keng kleng Suerg, déi ein do matdréit. Et ass geféierlech, esou mam Feier ze spillen.

Datt d'EU-Memberstate sech awer op en temporäre Verdeelungsmechanismus gëeenelegt hunn, ass e wichtige Schrëtt, obwuel awer „gëeenelegt“ net dat richteg Wuert ass, well verschidde Länner jo bei däi Geleeënheit hu missen iwwerstémt ginn. Mä esou temporär Mesuré mat willkürlechen Zuele ginn net duer. Mir brauchen onbedéngt eng dauerhaft gerecht Opdeelung an der EU, well et ass net akzeptabel, datt Europa déi Länner eleng léisst, déi - wéi Griichenland an Italien - an der éischter Rei stinn. An et muss ee sech och d'Fro stellen, awéifern d'Hotspots net zu permanenten Opfanglagere ginn, well dat ass jo awer och eng Gefor, déi do ass.

► **Une voix.**- Jo.

► **M. David Wagner** (déi Lénk).- Dat heescht och, datt mer de Prinzip vum éischté Pays d'accueil vun der Dubliner Konvention musse reviséieren. An dofir sollt déi Lëtzebuerger Présidence sech och mat Nodrock asetzen. Et muss een natierlech och deene Länner hellefen, wéi dem Libanon oder Jordanien, well de Libanon, dee riskéiert och ze explodéieren énnert der Belaachung.

D'Türkei hält och immens vill Leit op, mä leider ginn d'Flüchtinge vun der Regierung Erdogan/Davutoğlu op déi tragescht Aart a Weis instrumentaliséiert. Dat muss een och soen. D'Kurde stinn an éischter Front am Kampf géint d'Daech. Si sinn och déi, déi elo vum Erdogan massakréiert ginn. Dee grausamen Attentat zu Ankara, wou fortschreitlich Türken, ob kurdescher Origin oder net, ermordet goufen, werft ganz komesch an düüster Froen op.

Den Erdogan behaupt, et wier d'Daech gewiescht, déi deelweis jo heiansdo seng ob-

aktiv Alliéiert wor. Mä et ginn émmer méi Stëmmen an der Türkei, déi schreiwen dat dem „État profond“, dem „derin devlet“ zou, dem türkischen „État profond“. Dat erklärt vlächt, firwat den Erdogan och en Informationsbaro erlossen huet. Dofir muss een och do virdu warnen, d'Türkei, esou wéi den Här Juncker dat virgeschloen huet, als séchert Land unzege-sinn, well wann do kurdesch Resistenzler müssen zréckgeschéckt ginn an d'Türkei, da weess ech net, wat mat deene geschitt. An ech mengen, dat ass eng ganz grouss Gefor.

Ech wéilt dann ofschléissend Merci soen all de Leit och hei zu Lëtzebuerg, déi sech engagéieren, déi wierklich vll Zäit ginn, fir de Flüchtingen ze hellefen. Ech mengen, déi Biergerinnen an déi Bierger, dat sinn déi gréissé Vertieder hei vun der europäischer Identitéit, well Flüchtinge si keng Gefor fir ons Identitéit. Flüchtinge wéissen, wat Krich ass, si hu Krich erleift. Si kommen heihinner, fir Fridden ze fannen. Flüchtinge kennen d'Aarmut, si hu se erleift. Si kommen heihinner, fir Gerechtegekeet ze fannen. An dat ass dat, wat si eis bréngen: d'Sich no Fridden an d'Striewen no Gerechtegekeet. A wa Fridden a Gerechtegekeet zu eiser europäischer Identitéit gehéiere sollen, da kenne mir némmen dru gewannen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Wagner. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Et ass wierklich schéin a gutt, wann d'Flüchtinge gehollef kréien. Mä wéi vill Mammen a Pappen hei zu Lëtzebuerg bräichten och déi Hellef? A wéi vill Obdachloser hu mir hei, déi net gehollef kréien?“ Schluss vum Zitat. Dat hunn ech esou kierzlech op Facebook gelies. Et brauch dach kee vun eis jaouis ze sinn op d'Flüchtingen! Kee vun eis brauch jalous op déi Menschen ze sinn! Kee vun eis wéilt mat hinnen tauschen.

Zu Lëtzebuerg, an engem Land, wou net alles perfekt ass, mä wou jiddwvereen, dee sech hellefe léisst, nuets en Daach iwwert dem Kapp huet, eppes ze iesse kritt an och soss versuergt gëtt, dat bidde mer och de Refugiéen. An nach eppes! Mir, d'Lëtzebuerger Land an d'Lëtzebuerger Leit, bidden de Flüchtingen aus de Krichsgebäder nämlech Sécherheet fir hiert Liewen, Fridde fir hir Kanner an Hoffnung, Hoffnung op e Retour an hir Heemecht. A wann dat net geet, Hoffnung op e bessert a séchert Liewen. E Liewen, an deem keng Bomme falen, e Liewen, an deem keng Kanner zidderen a kräischen, e Liewen ouni Läichen an Hongersnout, e Liewen, wou ee kann ouni Doudesangsch virun d'Dier goen.

Dat bidde mir déise Menschen, Menschen wéi s du an ech, mat enger anerer Kultur, mä mat deem universelle Wonsch, an Dignitéit an a Rou können hiert Liewen ze maachen. Leit an Nout hellef een. Dat war esou an dat muss och an Zukunft esou bleiwen!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Max Hahn** (DP).- Ech gi regelméisseg op den Terrain, fir mer e Bild ze maachen, an d'Weilerbaach, an den Don Bosco, an de Lily Unden oder an déi provisoires Centres de primo-accueil an der Logopädie oder an der Foires-Hal. Wann ee mat de Refugiéen schwätz, ass eppes ganz kloer: de Wällen. De Wällen, sech ze intégréieren, de Wällen, hei ze schaffen, de Wällen, eis Sprooch ze léieren, awer virun allem de Begier, hir Kanner séier an eise Schoulsystem ze intégréieren, Kanner, déi deelweis scho jorelaang keng Schoul méi gesinn hunn. Dës Leit wéll náisch méi, wéi hire Kanner eng besser Zukunft ouni Krich ze bidden.



ziele se net op; d'Gefor wier ze grouss, fir een ze vergiessen. Op déser Plaz wéll ech hinnen all Merci soen: Merci fir Äert Engagement! Merci fir de Flüchtlingen ze weisen, dass si hei gutt opgehuewe sinn!

Jo, d'Solidaritéit ass grouss, mä mir däerfen eis awer näischt virmaachen! Dái Solidaritéitswell kéint ganz séier ofhuelen. Eng negativ Noricht, en opfällegt Verhale vun engem Eenzelne kéint duergoen, dass d'Stëmmung kippt. Besonnesch an deene Momenter wäert et wichtig sinn, net zouzeloosser, dass esou Eenzelfall d'Akzeptanz vun de Flüchtlinge bei eis a Fro stellen.

Här President, ech wéll op déser Plaz och d'Gemenschen net vergiessen. Et sinn nämlech haapt-sächlich d'Gemengen, déi an enger zweeter Phas eng ganz wichtig Roll wäerte spiller. Ech sinn d'ailleurs begeeschtert, wéi vill Gemenge mam guddie Beispill virgin. D'Gemenge wäerten nämlech virun allem bei der Integratioun eng ganz wichtig Roll spiller. An dat geet wáit iwwert d'Fro vum Wunnen eraus.

Ech ginn zou, d'Skepsis ka grouss sinn. Packe mir dat? Geet dat gutt aus? Viru véier Joer sinn an der Gemeng Dippech Flüchtlingen opgeholl ginn an an deem Kontext hat d'Gemeng d'Bierger op en Informationswond invitierert. Och deemoools hu verschidde Bierger sech Suerje gemaach an hu gefaart, fir an Zukunft hir Gaardemiuwel kënnen dobausse stoen ze loossen, an hu gefaart, dass an Zukunft méi géif agebrach ginn. Scho kuerz drop hunn déi-selwecht Leit mir verzielt, wéi gutt hir nei Nopere sech integréiert hätten a wéi gutt d'Zesummeliewen dach wier.

Mä trotzdem musse mir d'Bedenke vun de Leit eescht huelen. An dofir däerfe mir net ophalen, mat de Leit ze schwätzen, ze erklären, ze vermittelen. Op kee Fall däerf een déi Diskussionen deenen iwwerloossen, déi mat hiren extremisteschen Iwwerzeugungen am Feier stéppelen. Ech begréissen, dass d'Létzebuerger Justiz schonn a verschidde Fäll an de sozialen Medien konsequent duerchgegraff huet. Ech wéll si encouragéieren, dat och an Zukunft ze maachen.

Här President, ofschléissend wéll ech nach drun erënneren, dass an der Flüchtlingsfro keng Platz fir Parteipolitik ass. Erlaabt mer opzehale mat engem licht émgeänneren Zitat vun der däitscher Kanzlerin Angela Merkel: „Mir müssen eis net dofir entschéllegen, dass mir an enger Noutsituatioun e fréndlech Gesicht weisen.“ Ech fannen, domat huet si absolutt recht!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Bofferding. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussion ukomm an d'Wuert huet fir d'Antwort den Här Statsminister. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Här President, léif Kolleginnen a Kolleguen, an der ganzer Diskussion ronderém d'Flüchtlingspolitik däerfe mer net vergiessen, dass et hei net just ém reng Demandeure geet, deenen hir Fäll bürokratesch nom Asylrecht opgeschafft ginn, mä et geet ém Menschen, déi oft Schlëmmes erlief hunn an deenen hire Wunsch et ass, eng hoffnungsvoll Zukunft a Fridden an a Sécherheet ze hunn.

All Schicksal huet eng Geschicht. All Flüchtling huet eng Geschicht. Fir traumesch Erlebnisser veraarbechten ze können an nees en neit Liewen opzebauen, brauche Flüchtlingen net némmer Zäit, mä virun allem och speziell geschoulte Fachleit, déi sech ém se këmmeren. Hinnen ass d'Liewen hei zu Létzebuerg friem. All Dag bréngt vill nei Froe mat sech, sief et den Émgang mat den Administratiounen, déi friem Sprooch oder déi ongewinne Verhalensweisen. D'Mineuren, déi óuni Begleedung an eisem Land ukommen a vläicht esouguer op der Flucht hir Famill verluer hunn, ém déi jonk Leit musse mer eis besonnesch këmmeren.

Mir kréie vill Défien ze managen a mir müssen eis bewosst sinn, dass dat net alles automatesch ofleeft. Mir müssen eis dofir d'Moyene ginn. Mir hunn nach déi zwou Direktiven aus dem Paquet asile émzesetzen. Begréissenswäert ass, dass d'Regierung Enn September Amendementer eragerecht huet, fir op déi aktuell Situations nach besser kënnen ze reagéieren.

Bei alle Mesuren, déi mer huelen, muss d'Solidaritéit eisen Optrag sinn, a besonnesch dann, wa Schwieregeeken a Belaaschtungen optauchen. Et kritt dofir och elo keen anere Mensch hei am Land eppes manner. D'Versuerung vu Flüchtlinge mécht hei am Land kee méi aarm. Et ass net esou, wa mer Flüchtlingen hellefen, dass mer déi aner am Ree stoe loossen. Dat steet fir d'LSAP net zur Debatt. Leit, deenen et schlecht geet, déi musse weiderhi gehollef kréien.

Deen, deen awer elo deem enge säi Misär géint deem anere säi Misär ausspillt, mécht

näischt anesch wéi Ängschten ze schüren, an dat ass eng reng Stëmmungsmaach géint Schutzbedürfteger amplaz vun tatkräftegen Aktiounen.

Em d'Leit am Alldag këmmert sech den OLAI a leescht eng wonnerbar Aarbecht. Awer grad emol - an dat muss een awer och fairerweis soen -, grad emol sechs Assistentes sociales stinn den Demandeure ronn zéng Minuten am Mount zur Verfügung. An dat geet bei Wäitet net duer! Am Projet de loi „accueil“ ass eng Personalopstockung virgesinn, déi mer als sôzialistesche Fraktioun begréissen.

D'Haaptfro bleift awer nach émmer, wéi a wou d'Demandeuren énnerbruecht solle ginn. Et geet vill Gemengen, déi sech der Verantwortung stellen an eng Hand mat upaken. Bei der Énnerbréung, falls machbar, soll gekuckt sinn, d'Leit net op e Koup ze vill zesummenzédrécken, esou dass herno Ghettoen entstinn an eng Integratioun bal net méi méiglech ass. Och däerfen déi Verdriwwen net einfach an de Strukturen geparkt ginn a vum System total ofhängig gemaach ginn. Et däerf net esou sinn, dass op däi enger Säit alles bis an den Detail virprogramméiert ass an op däi anerer Säit keng Ureizer do sinn, fir dass si autonom kënnen lieuen.

Selbststännegkeet amplaz erlériet Hélleslossegkeet soll de Credo sinn! Déi, déi an der Lag sinn, müssen d'Méiglechkeet kréien, hiert Liewe méi autonom kënnen ze gestalten. Wa mer awer Mënsche méintelaang, jo, jorelaang an der Waardeschläif hänke loossen, da bréngt dat weder hinnen eppes nach der Gesellschaft. Au contraire, et schaft Frustration, Resignatioun an heiansdo och Aggressioun!

Opgrond vun den Iwwerleunge vun Associationen, déi um Terrain aktiv sinn an och um Terrain schaffen, ass d'Iddi vum Projet d'accordement entstanen, en interessant Instrument, fir d'Integratioun ze favoriséieren. An den éisichte Méint spilt d'Gesetzgebung wéi bis elo. Et ass eréischt no engem hallwe Joer, wou d'Flüchtlinge kënnen opgrond vu feste Kritäre vum OLAI e Projet d'accordement proposéiert kréien. De Flüchtling steet et also fräi, do matzemaachen. Mä op alle Fall sinn do vun hirer Säit eng ganz Partie vun Engagémenter gefuerdert. Esou e Projet muss och nach e positiven Avis kréien a gétt da weider énner Begeleedung émgesat.

Et ass also net esou, wéi oft dobausse behaapt gétt, dass mer hei e Recht schafen, dass een automatesch Geldleeschtungen amplaz Sachleeschtungen no e puer Méint zegutt huet.

Well d'Integratioun och ganz gutt duerch d'Aarbecht geléngt kann, ass et wichtig, adequat Plazen ze offréieren. D'sozialistesche Fraktion begréisst et méi séieren Zougang zum Aarbeitsmaart, dass de Flüchtling ebe schonn ab sechs Méint d'Recht huet, schaffen ze goen, an net méi no néng Méint wéi bis elo.

Gutt Usätz sinn och an de Mesuren, déi elo an der Formation professionnelle geholl solle ginn, an dass och vill Wäert op de Sproocherbewerb soll geluecht ginn. Wichteg ass, dass déi jonk Meedercher a Jongen net einfach beschäftegt ginn, mä eppes léieren, an dass mir hinnen och domadder d'Dier opmaachen, fir sech besser kënnen ze integréieren.

Wien de Schrëtz ze flüchte beschléiss, huet meeschents näischt méi ze verléieren. En hëlt e geféierlechen Trajet op sech, an net emol d'Gefor, an engem Transitland am Prisong ze landen oder am Mëttelmier ze erdrénnen, hält dës Leit dovunner of, d'Rees a Richtung Europa ze maachen! Dofir, Kolleginnen a Kolleguen, wéi grouss muss de Misär sinn, fir sech do op déi geféierlech Rees ze beginn!

Vill Leit hei am Land wëssen ém déi Nout a wëllen, dass Flüchtlinge, déi grad alles verluer hunn, bei eis eng fair Chance kréien. D'Héllesbereetschaft ass enorm an huet vill verschidde Facetten, vu Kleeder- a Babymaterialkollektien iwwer Flüchtlingsstreffen am Quartier bis hin zur Hausaufgabenhéllef a Fraizäitaktivitéiten.

Leider gétt et och déi aner Säit. D'lescht Woch war d'Uerteel vun enger sougenannter Haass-Affär, wou dräi Persounen sech op Facebook vis-à-vis vu Flüchtlingen a Moslemen ausgelooss hunn.

Wien ni mat Migranten a Flüchtlingen a Kontakt kënnnt, kann dat Friemt als ongewéinlech oder stéierend empfannen. Émgedréint gëllt, wou Mënsche vu verschidder Hierkonf an Nationalitéit zesummekommen, mierke se, dass déi aner och einfach némme Mënsche si wéi si an dass et kee Grond gétt, Ängschten ze hunn. Menschen ze begéinen ass eppes aneschters wéi iwwer Statistiken ze schwätzen!

Eng ganz wichtig Roll beim Encadrement vun den Demandeure spiller och Organisationen wéi d'Croix-Rouge, d'Caritas an déi sellech Bénovollen, déi eng Hand mat upaken an e Bild vun eisem Land zeechnen, dat Menschlechkeet a Solidaritéit weist. Dat ass e gutt Gefill an déi positiv Well solle mer weider énnerstéten!

Ofschléissend wéll ech ervirhieren, dass d'LSAP sech bewosst ass, dass dat do alles net einfach gétt. Problemer wäerten net ausbleiben. Mir sinn enorm gefuerdert a müssen oppassen, dass mer herno net iwwerfuerdert sinn. Dat soll awer alles keng Excuse sinn, fir léiwer näischt wëllen ze maachen. Weder zoue Grenzen, Stacheldrot nach d'Gefor, am Mëttelmier ze erdrénnen, hält d'Mënschen dovunner of, dës geféierlech Rees ze maachen, fir eng Zukunft ze hunn.

Et ass e Gebot vu Menschlechkeet, Menschen an Nout ze hellefen. Erfolgeleich Integratioun ass awer keen Zoufall. Et ass e gesamtgesellschaftliche Prozess. Déi zwou Säite si gefrot a müssen openeen duergoen an Efforte maachen. Mir musse kucken, wéi mer hei am Land wëllen zesummeliewen a musse versichen, e Klima entstoen ze loessen, dat vu géigesätegem Respekt, Vertrauen a gemeinsamer Responsabilitéit geprägt ass.

Dozou ginn et Rechter an awer och Flichten. Mir hellefen hinnen, bei eis Schutz ze kréien a gegebenenfalls eng nei Existenz opzebauen, a si müssen d'Prinzipie vun eiser Demokratie respektéiere souwéi och eise Rechtsstat mat senge Gesetzer. Nämme gemeinsam kenne mer d'Erausforderunge packen an dofir musse mer och derfir suergen, dass hei kee Spillfeld fir parteipolitesch Zwecker entstoe gelooss gétt!

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Bofferding. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussion ukomm an d'Wuert huet fir d'Antwort den Här Statsminister. Här Statsminister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech wollt just Merci soen: Merci fir désen Débat. Merci fir d'Ennerstättung a virun allem, dass mer beweisen, wann onst Land viru groussen Défie steet, dass heibanne keng Parteipolitik gemaach gétt. Ech soen lech Merci. Dat ass Létzeburg!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Statsminister. An, vu dass mer keng Motiounen oder Resolutionen hinn, gi mer iwwer zum nächste Punkt vun dem Ordre du jour, an zwar de Projet 6454B iwwert den Assurancékontrakt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Wuert huet direkt déi honorabel Rapportrice, d'Madamm Joëlle Elvinger. Madamm Elvinger, Dir hutt d'Wuert.

13. 6454B - Projet de loi portant modification de:

1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:

- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op déser Plaz maachen ech lech elo de Rapport zu engem Gesetzestext, deen den Assurancésecteur betréfft.

Mir wëssen all heibannen, wéi wichtig d'Entreprises an dësem Secteur fir eis Wirtschaft sinn, éischtens, well se méi wéi 4.000 Leit eng Schaff bidden, an zweetens, well si et duerch hiren Know-how färdegbréngen, weltwáit eenzegaarteg ze sinn. Besonnesch bei de Liewensversicherunge vertrieben dës Entreprises eis Faarwe mat Bravour! Wa mer wëllen, dass dëst esou bleibt, da musse mer och derfir suergen, dass déi gesetzlech Basis, op deenen dës Aktivitéit foussen, zolidd ass.

Besonnesch um europäischen Niveau kréie mer émmer nei Regelen an dësem Domän virgeschriften, wouduerch mer eis national Gesetzeslag weider upasse müssen. Wann een awer hei an do Upassunge virhëlt, da muss ee vun Zäit zu Zäit och dee ganzen Text op seng Kohärenz a seng Lieserlechkeet iwwerprüfen. A genau dat maache mer haut de Mëttég, andeems mer e puer technesch Adaptatiounen virhuelen.

Et handelt sech hei ém dat modifiziert Gesetz vun 1997 iwwert de Contrat d'assurance souwéi ém dat modifiziert Gesetz vun 1994 iwwert d'Comptes annuels vu Verséchungsgeesellschaften.

Här President, de Projet de loi ass de 25. Juli 2012 vum deemolege Finanzminister déposiert ginn, du mat der Nummer 6454. D'Chambre de Commerce huet hien Avis de 15. Oktober 2012 ugeholl an de Statsrot huet säin Avis den 22. Januar 2013 finaliséiert.

D'Observatione vum Statsrot hunn dozou gefouert, dass den initiale Gesetzestext dunn opgedeelt ginn ass. De 24. Mäerz dést Joer hat ech op déser Plaz schonn d'Geleeënheit, lech de Rapport zum éisichten Deel vun dësen Dispositiounen ze maachen. Deemools ass et dréms gaangen, absichtlich Diskriminatiounen téschent de Geschlechter ze verhënneren, dést nom Arrêt vun der Cour de justice de l'Union européenne „Test-Achats“. Haut ass dann den zweeten Deel un der Rei, dat mam Projet de loi 6454B.

No verschidderen Amendementer vum 24. Mäerz 2015 huet de Statsrot den 30. Juni säin Avis complémentaire adoptéiert. D'Finanz- a Budgetskommissioun huet de schriftele Rapport an hirer Sëtzung vum 29. September 2015 ugeholl.

Här President, ouni op déser Plaz ze vill wëllen an den Detail ze goen, kann een déi technesch Upassunge vun dësem Projet de loi an zwee Beräicher opdeelen. Op däi enger Säit gi verschidder Dispositiounen vun der europäischer Direktiv mam Numm „Solvency II“ transposéiert. Et geet hei dréms, d'Regeln, déi den Assurancésecteur concerneeren, europawáit ze kodifiziéieren an ze harmoniséieren, soudass dës Entreprise verschidde Kapitalreserven accumuléieren müssen, fir géint eng eventuell Insolvenz gerüst ze sinn.

Ech erënneren awer och drun, dass mer an deene kommende Wochen hei an der Chamber nach méi aufzéierlech iwwert dës Direktiv schwätzen wäerten, dat, wann de Projet de loi 6456 op den Ordre du jour kennt, dee Solvency II ganz transposéiert. Esou wéi mer an deene leschte Méint de Banksystem stabiliiséiert hunn, wäert dann och elo de Regimm vun den Assurancégeesellschaften gefestegt ginn.

Fir dës Transpositioun, virzebereeden, huele mer haut schonn zwou Ännérunge vir:

Éischtens setze mer haut an d'Gesetz vun 1994 e Kapitel 11er derbäi, wat déi sougenannten „réserves distribuables en cas d'évaluation à la juste valeur“ ugeet. Dëst steet am Lien mat den neie Valorisationsregeln vu Solvency II, wou d'Avoire vill méi genau analyséiert gi müsse wéi bis elo, fir d'„juste valeur“ ze ermëttelen.

Dann ass et esou, dass et fir d'Assurancégeesellschaften am Moment méiglech ass, sech géint d'Volatilitéit vum Resultat ofzesécheren, dat andeems se eng sougenannten „provision pour égalisation“ ullaen. Dat ass en technesch Mëttel, fir d'Resultat an der Zäit ofzeflaachen, andeems e Benefiss vun haut mat enger Perte vu muer kann zesummegeluecht, also égaliséiert ginn. Dës Method fält awer duerch Solvency II ewech, well dës Risiken dann direkt iwwer Eegemëttel couvréiert gi müssen.

Mir ginn dovun aus, dass och de Projet de loi 6456 nach virum Enn vum Joer gestërmmt gétt, soudass déi zwee Assurancéprojekten, de 6454B souwéi och de 6456, dann zesummen den 1. Januar 2016 a Kraakt triede kíenten.

Op däi anerer Säit geet et dréms, verschidder Dispositiounen zur Protection juridique an engem Text zesummenzaassen, an zwar am Gesetz vun 1997. Bis elo sinn dës Dispositiounen a verschidderen Texter verspreet, dat am Assurancégesetz vun 1991, a sengem Règlement d'exécution an am modifiziertes Gesetz vun 1997 iwwert de Contrat



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

aux Assurances e grousse Merci ze soe fir déi exzellent Zesummenaarbecht mam Parlament.

An ech ginn den Accord vun der liberaler Fraktioune zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci der Madamm Elvinger. An den Här Gilles Roth huet direkt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Merci, Här President. Ech soen am Numm vun der CSV-Fraktion dann och der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir hire schrifftlechen awer och mëndleche Bericht.

Si huet virdru gesot, dass et hei ëm d'Ëmsetzung vun engem Deel vun der Direktiv „Solvency II“ geet. Dat ass eng wichteg Direktiv fir eisen Assurancësecteur. An dat, wat eigentlech dobäi virrange ass, dat ass, dass d'Assurancen an d'Reassurancen, déi zu Lëtzebuerg täteg sinn, sech eigentlech iwwer Jore schohns, och ènnert der Federführung vun dem Kommissariat, ènnert dem fréiere Kommissär an dem jétzegen, ëm d'Ëmsetzung vun där Direktiv beméit hunn, wat och e wesentleche Faktor vun der Wettbewerbsfäigkeit vun eisem Assurancësecteur ass.

Den zweete Punkt ass deen, an d'Madamm Elvinger huet dat ènnerstrach, dass och de sogenannte Contrat d'assurance, wat d'Protection juridique ubelaangt, dass déi net méi an x Texter disparat erëmzeschen ass, mä dass dat fir de Bierger dobaussen och vill méi einfach ass, dass déi sech nämlech elo an engem Texte koordinné vu '97 erëmfanden. Aus all deene Grënn kann d'CSV dësem Text zoustëmmen.

A grad ewei d'Madamm Elvinger et gesot huet, wësse mer an der Finanzkommissioune, dass dat hei Texter sinn, déi fir jiddwieren do extrem schwéier lieserlech sinn, an dofir soe mer de Leit vun dem Kommissariat, awer och vum Ministère selwer, an dem Finanzminister Merci, dass se dat esou gutt och am Interessi vun onser Finanzplaz an Assurancëwelt hei maachen. An ech mengen, d'Assurancë si frou, dass deen Text a Krafft ass.

An allegueren deene successiën Rapporten - den Norbert Haupert, dat war deen éische Rapporteur, deen designéiert war, vun dësem Text, hie war émmer en charge vun TVAs-Texter a vun Assurancenter -, soe mer vun dëser Plaz och Merci a mir hoffen, dass dann deen Text, wann en haut gestëmmt ass, och kann deementsprechend a Krafft trieden.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci och dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot** (LSAP). - Merci, Här President. Och vu mir a vu mengen Fraktioune e grousse Merci un d'Rapportrice fir dee gudde Rapport. Ech mengen, et ass bal alles gesot zu dësem Projet de loi. Mir wäerten natierlech als Fraktioune och e bësse méi detailléiert op „Solvency II“ agoen, wann dee Projet de loi bis kënnent, wou jo den Haaptdeel vun där wichtiger Direktiv dann transposéiert geet.

Mä en attendant ginn ech den Accord vu mengen Fraktioune zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci och dem Här Fayot. D'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Här President, mir soen der Rapportrice Merci fir hir Aarbecht a stëmmen deem Projet de loi zou.

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet den Här Finanzminister direkt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna,** Ministre des Finances. - Merci, Här President. Merci dem Joëlle Elvinger fir säi schrifftlechen a mëndleche Rapport, dee ganz kloer war an enger Matière, déi effektiv ganz technesch a komplizéiert ass.

Mir hunn hei am Fong geholl dräi Elementer, déi mer méi kloer an d'Gesetz schreiwen. Dat eent ass d'Protection juridique, d'Protektioune vun den Assuréen, déi hei gestäerkert gëtt a clarifiert gëtt an an d'Gesetz geschriwwen gëtt. Dat Zweet, dat Wuert ass net gefall, mä et ass ganz wichteg; dass ee kann d'Provision de sinistralité weider an eisem Lëtzebuerger Gesetz gebrauchen, wat ganz wichteg ass fir d'Reassurancen, där mer der 220 zu Lëtzebuerg hunn. An dat Drëtt ass en fait, fir eng Neutralitéit ze bewahren an der Manéier, wéi d'Distributioun vun de Benefisser am Assurancësecteur gemaach gëtt.

Wéi richteg gesot ginn ass, ass dat heiten némmen en Deel vu Solvency II, deen èmgesat gëtt. A mir mussen alles maachen, fir dass Solvency II bis Enn des Joers - an deen Deel, deen haut nach net hei um Dësch ass - soll fäerdeg ginn. An der Kommissioune sinn do Amendemente proposéiert ginn. Déi leien elo beim Conseil d'Etat an ech hoffen, dass mer relativ séier do en Echo kréien, fir dass dann déi zwee Deeler vun der Ëmsetzung vu Solvency II zesummen den 1. Januar 2016 kënnen a Krafft trieden.

Dat an engem Kontext, muss ech soen, wou et dem Assurancësecteur de Moment zu Lëtzebuerg relativ gutt geet. D'lescht Joer hate se e Rekordjoer, wat d'Profitter ubelaangt, an och dëst Joer gesät et relativ gutt aus. An déi heite Changementer wäerten d'Kompetitivitéit vum Secteur an d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg stäerken.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci och dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6454B kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6454B et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

59 Participatiounen bei der Ofstëmmung: 57 mol Jo, zwou Abstentiounen. Ech hu keng Demande, fir d'Abstentiounen ze motivéieren. Domat ass de Projet ugeholle.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6454B est adopté par 58 voix contre 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher (par M. Jean-Marie Halsdorf), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsmëssege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci villmoos!

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eiser Dagesuerdnung kommen, dem Projet 6828 iwwert d'Participatioun vu Lëtzebuerg un der Association internationale de développement. D'Wuert huet direkt den Här Guy Arendt. Et sief just rappeléiert, dass d'Riedezaït nom Basismodell festgehalen ass. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

14. 6828 - Projet de loi approuvant la participation de Grand-Duché de Luxembourg à la 17^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt** (DP), rapporteur. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een am Ausland no Lëtzebuerg freet, da kommen émmer zwee Fakten op den Dësch: Mir hunn eng staark Finanzplaz a mir investéiere konsequent an d'Entwicklung vu Regionen, an deenen et de Leit net esou geet wéi bei eis. Mir sinn eent vun deenen eenzege Männer op der Welt, dat 1% vu sengem Räichtum fir Entwicklungshélfel ausgëtt. An ech ka mech nach gutt erénnern, wéi de Premierminister heibanne gesot huet, dass mer dësen Objektiv net géifen opginn, och net an Zäiten, an deene mer eise Budget konsolidéiere müssen. Ech kann deem némmen zoustëmmen, well Finanzen an Entwicklung gi mateneen, net géinteneen. Mir héieren an der Lescht vill vun der Migratiounskris. Genau dowéinst musse mer weider dru festhalen, de Leit do ze hellefen, wou si selwer hiert Liewe gestalte können, do, wou se hir Famill hunn.

Här President, d'Association internationale de développement, oder ofgekierzt AID, ass nieft der Banque internationale pour la reconstruction et le développement, zu där ech den 11. Mäerz op dëser Plaz geschwat hunn, deen zweeten Aarm vun der Weltbank, fir d'Ennerentwicklung unzegoen. Zénter 1960 gëtt si deene Männer Préten, déi et ganz schwéier hunn, hir Schold zréckbezuelen. Si mécht dat zu ganz favorable Konditiounen oder carrément duerch Donen. Duerch dës Efforten ènnertstézt si Projeten a 77 vun deenen äermste Männer, Projeten, déi d'Liewe vun insgesamt 2,8 Milliarde Leit direkt verbessert hunn. Duerch d'Method vum Multilateralismus ènnertstézt si Projeten, déi der Population wierklech zuguttkommen, an net Investisseur, déi national Interessie vu verschiddeinen Donatore vertrieben.

All dräi Joer treffe sech allegueren d'Memberlännere, fir de Budget vun der AID nei opzestocken. Dái 17. Period leeft an dësem Moment an och Lëtzebuerg ass nees gefrot, seng Engagemerter ze huelen. Et ass fir eis némme

selbstverständliche, dass mir déi Responsabilitéit weider droen.

Här President, de Projet de loi, iwwert deen ech lech op dëser Plaz de Rapport maachen, erlaabt et der Regierung, hir Obligationen bei der AID ze aktualiséieren, dat an der Héicht vun iwwer 50 Milliounen Euro, e Betrag, deen iwwer néng Joer étaléiert ass. Jo, dat si sécherlech vill Suen, mä dat muss eis de Fridden op dëser Welt wäert sinn!

Den Text vum Projet de loi gouf den 18. Juni 2015 vum Finanzminister déposéiert. De Statsrot huet sain Avis formuléiert, an de 6. Oktober huet d'Finanz- a Budgetskommissioune schrifftleche Rapport ugeholle.

Duerch de virleidenden Text ka Lëtzebuerg seng Part vun 0,19% an dem Gesamtdéveloppement vun der AID bäibehalen, wat bal 1,5 Milliounen méi si wéi an der virechter Period.

Wéi gesot, déi gutt 50 Milliounen Euro, déi mer haut zur Verfügung stellen, ginn net all op ee Coup ausbezuelt. Fir dést Joer sinn et bal 3,8 Milliounen, fir 2016 sinn et bal 6 Milliounen. Dat Ganzt leeft iwwer e Bon du Trésor.

Här President, ech si frou, dass dës Regierung weider un hirer resolutter Entwicklungs politik festhält. Et ass richteg, wa mer de multilaterale Hélleforganisatiounen déi néideg Resourcen bereetstellen, fir dass si mat hirem Know-how deenen äermste Menschen op eisem Planéit hellefen können. An dofir hoffen ech och, dass mir all heibannen e staarkt Zeeche vu Solidaritéit setzen, andeems mer dësem Text zoustëmmen.

Ech wéll dann awer och nach dem Finanzminister a senge Leit fir déi gutt Zesummenaarbecht Merci soen. Besonnesch ènnersträiche wéll ech dat ganz gewëssenhäft Ausfälle vun de Fiches d'évaluation d'impact zum Projet de loi. Ech si frou ze gesinn, dass am Finanzministère ganz genau gepréift gëtt, wéi eng Auswirkungen e Gesetzestext op eis ganz Gesellschaft huet, fir esou d'Köhärenz vun der Politik sécherzestellen.

Well mir vum virleidende Gesetzestext iwwerzeugt sinn, bréngen ech och hei den Accord vun der DP-Fraktioune an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci och dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV). - Här President, well den Här Rapporteur Guy Arendt esou kloer an esou komplett souwuel a sengem schrifftleche wéi a sengem mëndleche Rapport war, wéi mer dat iwwregens émmer vun him gewinnt sinn, bleift mir näischt weider iwwreg, wéi him e ganz grousse Merci ze soen an den Accord vun eiser Fraktioune bréngen.

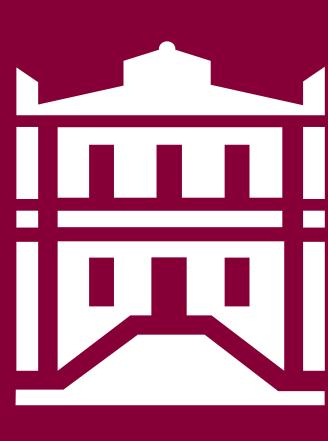
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Dann hätt d'Wuert den Här Claude Haagen, deen ech elo iwwerascht hunn.

► **M. Claude Haagen** (LSAP). - Neen, neen, Dir hutt mech net iwwerascht, mä normalerweis sollt den Här Fayot dat maachen, hien ass erém. Dat ass awer kee Problem. Ech géif natierlech mech deem uschléissen, wat de Kolleg Laurent Mosar gesot huet, an och villmoos Merci soe fir dee schrifftlechen a mëndleche Rapport an natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioune ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo,** Président. - Merci, Merci. An dann d'Madamm Viviane Loschetter.



d'Chamber online op
www.chd.lu



► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Jo, Här President, och mir soen dem Här Arendt Merci a stëmmen deem Projet zou.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madamm Loschetter. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu bal e schlecht Gewëssen, wann ech heihinnerkommen, fir e bëssem iwwer e Projet ze schwätzen, awer némme bal,...

(Interruptions)

...némme ball! Well mir schwätzen hei iwwer 50,4 Milliouenen Euro an engem Basismodell, an enger Lüchtegeet, datt eis Kollege vun der LSAP bal verwonnert sinn, datt ee vun hinne muss iwwer 50,4 Milliouenen Euro hei e Wuert verläieren!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dir waart bis elo fein.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Mä mir als ADR...

Gelift, Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dir waart bis elo fein.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Ech sinn net émmer fein, mä ech gi mer awer Méi, och elo weider fein ze bleiben. An dofir wëll ech lech soen, datt fir eis 50,4 Milliouenen Euro enorm vill Geld ass. Wann ech elo kucken, wéi d'Regierung beim Spuerpak zum Beispill, un dee mer eis hei erënner hunn, heiansdo fir 100.000 Euro Leit awer wierklich zum Deel an hire Gefiller och getraff huet, wa mer gesinn, wéi eng Allokationen am Familljeberäich an der Héicht vu 4 Milliouenen Euro ofgeschaft ginn, an de Lëtzebuerger Chrëschtleche Gewerkschaftsbond huet ausgerechnet, datt d'Kierzunge vum Kannergeld, wou d'Regierung émmer seet, et géif keen eppes verläieren, wat mir awer ganz anesch gesinn, fir dat anert Joer 15 Milliouenen Euro solle kaschten, da sinn déi 50,4 Milliouenen Euro hei net násicht, neen, dat ass ganz vill Geld! An dofir ass et fir eis ganz wichteg, datt mer kucken: Firwat gétt dat Geld benotzt, 50,4 Milliouenen Euro?

Den Här Rapporteur - deem ech Merci soe fir seng Presentatioun, déi wor wierklich ganz interessant an och ganz gutt bruecht -, dee seet: „Dat muss de Fridden eis wäert sinn.“ An e seet: „Dat kënt der Populatioun direkt zegutt.“ An et ass och richteg, datt den Objet social vun där Association, iwwert déi mer hei schwätzen, am Kader vun der Weltbank jo derfir geduecht ass, fir besonnesch aarme Länner énnert d'Aerm ze gräffen, fir ouni Zënsen oder mat ganz wéineg Zënsen kenne Kreditter ze verdeelen. Alles dat kléngt ganz gutt.

Mä an der Realitéit, wann ech awer de Rapport vun der Kommissioun liesen, ginn déi 50,4 Milliouenen Euro an zwee Beräicher investéiert: Parité hommes-femmes a Changement climatique. Dat ass d'Realitéit vun deem, wat mer elo hei ausginn. Do, muss ech awer soen, hätte mir als ADR aner Prioritéit gesat. Mir hätte vlächt gekuckt, datt eis Famillje weider énnert ginn, ier mer dat heite gemaach hätten. Dat ass eng Fro vun der politescher Prioritéit, wéi ee Suen ausgëtt.

(Interruptions)

Elo ass et awer esou, datt mer jo als Lëtzebuerger en Effort iwwert d'Jore maache fir d'Entwicklungshélf. Mir ginn als ADR fest dovun aus, datt déi Suen, déi mer hei investéieren, integral op dat ugerechent ginn, wat an der Entwicklungshélf fir Lëtzebuerger verrechent gétt! Dat ass eis Fuerderung an dat ass eis Fro un de Finanzminister. Mir wëllen net niewent deem risegen Effort, dee Lëtzebuerger hei bréngt, a proportional zu anere Länner wahrscheinlich dee weltgréissten, wa mer alles géifen zesummerechent, wat mer investéieren an d'Entwicklungshélf, mir wëllen net derniewent nach aner Keesen hunn, wou mer zousätzlech Geld doranner leeden.

An dat ass och eis Fro un d'Regierung: Gëtt dat do Geld integral op eis Entwicklungshélf ugerechent?

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech hat eigentlech keng weider Wuertmeldungen hei stoen, mä wann dat gefrot ass, dann huet den Här Wagner selbstverständliche d'Wuert.

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President. An de 50er Joren haten eng Rei vun Entwicklungsländern versicht, e System op d'Been ze stellen, deen änlech e bëssem wéi de Marshallplan misst funktionéieren, dat heesch, deen hinne bei der Weiderentwicklung, beim Weiderobau misst hellefen. De Marshallplan, deen huet jo gréissendeels aus Done bestanen, just ee méi klengen Deel huet aus Prête bestanen, wou d'Zënsen ganz

déif ware voire guer keng Zënsen derbäi waren.

Dunn ass awer eng aner Dynamik entstanen. Et ass eng Dynamik entstanen deemoles vun Entwicklungsländer, fir e Fong ze grënnen, de SUNFED, de Special United Nations Fund for Economic Development. Dat ass e Fong, deen hätt sollen énnert der Obhut vun der UNO funktionéieren, och no der Regel „ee Land, ee Vott“, wat jo eng Regel ass, déi jo net bei der Banque mondiale an hire verschidene Branche respektéiert gétt.

Bon, et mécht kee Senn, elo op déi verschidden Detailer vun der Geschicht anzegoen, mä schlussendlech - well déi industrialiséiert Welt war géint esou e Fong a si hunn duerno och a leschter Minut Indien iwwerzeugt kritt, fir et op hir Säit ze kréien, duerch e Kouhandel - dunn ass eben och déi Association internationale de développement entstanen, déi u sech de Géigeprojet war vun der industrialiséierter Welt par rapport zu deem Projet vum SUNFED a Wierklichkeit, wou natierlech en anere Système de vote jo do ass; dat steet jo och an der Fiche financière.

A wann een dat e bëssem kuckt, da gesäit een, datt déi Länner, déi am meeschte bådroen, an dat sinn dann eben industrialiséiert Länner, och am meeschte kenne mat entscheide, wat fir eng Projeten do décideert ginn. Dat heesch, déi Bank, genausou wéi all déi verschidde Branche vun der Banque mondiale, funktionéieren émmer nom Motto, datt schlussendlech d'Donateuren an déi industrialiséiert Länner können den Entwicklungsländern hir Projeten deelweis octroyéieren an esou weider.

Ech weess, datt dat an der Réalitéit heiansdo e bëssem méi nuancéiert funktionéiert, mä a Wierklichkeit ass et esou. Et ass och kee Wonner, datt all Kéiers, wann dee Fong dann erêm gespeist gétt, sech do wierklich wéi d'Teppechhändler gestridde gétt, fir da méi Votten ze kréien, andeems méi Parten do ofkraft ginn. An oft sinn déi Projeten och u Konditiounen gebonnen, déi meeschtsen och..., ech soen dës Kéier: der „neoklassescher“ Wirtschaftstheorie entspriechen, fir eng Kéier emol en anert Wuert ze gebrauche wéi dat, wat ech soss émmer esou gebrauchen.

An natierlech ass och eng aner Iwwerleeung derhannert, fir datt d'Crédictore bei den Débitore kennen och, also bei de Länner, déi eben d'Soen hunn, bei den industrialiséierte Länner, datt déi och kennen do verschidde Produiten akafen. Dat war och esou geduecht deemoles. Enner anerem konnten d'Amerikaner esou och hir Landwirtschaftsprodukte massiv an d'Entwicklungswelt weiderschécken.

Dat heesch, d'Kohärenz vun der Entwicklungshélf, déi gesinn ech net esou richteg. A meng Fro wier och déi, wéi déi vum Här Kartheiser virdrun, mä an eng aner Richtung, meng Schlussfolgerung wier eng aner. An déi Fro, déi gëllt och beim nächste Projet de loi iwwert d'Banque asiatique, ob iwwerhaapt dat Geld, wat drageet, zur Aide au développement gezielt gétt oder net. Well ech mengen, dat wier justement problematesch, wann dat de Fall wier. Dat mécht d'Saach jo nach méi schlëmm, well et kann een net wierklich vun Aide au développement do schwätzen. Ech mengen, dat muss een eendeiteg méi nuancéiert gesinn.

A well mer der Meenung sinn, datt ee misst aner Strukturen op der Welt opbauen, wéi d'Banque du Sud an esou weider, wou och Entwicklungsländer richteg kenne mat entscheide, wat mat hire Gelder geschitt, wäerte mer eis princiell géint déise Projet de loi ausschwätzen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussion ukomm. An d'Wuert huet den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur Guy Arendt, deen dat effektiv ganz meeschterhaft gemaach huet an deen énnestrach huet, wéi wichteg déi Organisatioun AID ass, well se 2,8 Milliarde vu Leit als Potenzial kann hellefen. Dofir huet och Lëtzebuerger décidéiert, dass mer net némme 50,4 Milliouenen an néng Tranché bezuelen, wat en fait d'Augmentation ass vun de Ressourcen, déi 17. vum Numm, mä awer och 1,5 Milliouene ronn méi ze bezuelen, fir eisen Deel, eist Gewiicht an däri internationaler Organisatioun ze halen.

Ech ka vlächt e Wuert soen iwwert d'Entwicklungshélf zu Lëtzebuerger, wou mer versichen, op eng équilibréiert Aart a Weis eis Hellefen a bilateral Projeten ze maachen op däri enger Säit, och mat spezifische Länner, déi Prioritéitsländer sinn, an dann op däri anerer Säit sinn et multilateral Hellefen, wat mer dann

iwwer international Organisatiounen maachen, wéi dës eng ass. A mir sinn der Meenung, dass dat heite ganz wäertvoll ass, an dofir énnestéutzt Lëtzebuerger dëst scho ganz laang.

Zur Fro oder zum Kommentar, dee gemaach ginn ass, dass haapsächlech Projete vum Changement climatique oder vun der Gläichheit zwësche Mann a Fra géifen énnestéutzt ginn: Déi sinn en fait à titre d'exemples, mengen ech, opgezielt ginn. Dat limitiéiert sech awer net op déi Sujeten. De Fächer vun den Aktivitéite vun der AID ass vill méi breet.

Ech géif och gären hei confirméieren, dass déi Kontributioun hei vu 50,4 Milliouenen an och déi 1,45, déi mer derbäibezuelen, fir eist Gewiicht ze halen, integral bei eis Entwicklungshélf derbäigezielt ginn. An dofir freeën ech mech, dass och vill vun lech Énnestézung fir dëse Projet bewisen hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6828 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6828 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6828 ass ugeholl mat 58 Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech villmoos Merci an dann ass dat esou décideert.

Mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 6859, wou et ém den Accord fir d'Statute vun der Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures an och dann implizitt ém de Bäitritt vu Lëtzebuerger geet. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt.

15. 6859 - Projet de loi du [...] relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt** (*DP*), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech hunn lech virdrun erklärt, firwat et fir eist Land wichteg ass, sech fir d'Entwicklungshélf anzesetzen. Abee, de Gesetzesprojet, dee mer elo diskutéieren, geet och an dës Richtung. Et geet nämlech dréims, Lëtzebuerger als Grénnungsmember vun der Asiatescher Investmentbank fir Infrastrukturen, oder BAll, ze etabléieren.

Wéi mer wëssen, dréit den asiatesche Raum ganz vill zum Elan vun der Weltwirtschaft bai, dat, well hei nach ganz vill Entwicklungspotenzial besteet. Dëst ass besonnesch de Fall, wat d'Infrastrukturen betréfft: d'Energie, den Transport, d'Telekommunikatioun, d'ländlech Entwicklung. Ouni zolidd Infrastruktur kann e

Land net wuessen. Ouni Infrastruktur kann eng Populatioun hiert Potenzial net voll ausspillen.

Duerch eis euge Projeten an der Entwicklungshélf, besonnesch a Vietnam an a Laos, dréit eist Land schonn zum Développement vun dëser Region bai. Elo huet China zousätzlech de Lead iwwerholl an eng asiatesch Institutioun an d'Liewe geruff, fir der enormer Demande no Infrastrukturen nozekommen.

Als solidarescht Land, wat scho gutt Relatiounen an dem asiateschen Raum huet, ass et némme selbverstände, dass Lëtzebuerger bei esou enger Initiativ matrécht, an dat aus zwee Grénn. Zum Éischt, dat hunn ech virdru schonn ugeschwat: Firwat soll een Entwicklungshélf eleng maachen, wann een ze summen nach méi effikass ka sinn? An enger Institutioun, déi multilateral schafft, kann een nach méi errechen; an enger Institutioun, déi ganz konkret Projeten énnestéutzt, déi den Alltag vun de Leit vereinfachen, kann een nach méi effikass sinn.

Mir wëssen och, dass China zu engem émmer méi wichtige Partner gétt. An dofir ass dëst och eng Geleéenheit, eis Liene mat dësem Land weider ze festegen. Mir können eis zum Beispill duerch dës Relatiounen nach besser als Offshore-Zenter vun der chinesescher Währung, dem Renminbi, positionéieren an esou weider Investissementer op Lëtzebuerger unzéien. Dëst also ass den Ufank vun engem Échange, dee wäit iwwert d'Finanzwelt erausgeet, en Échange, deen op d'Recherche an op d'Educatioun iwwergoe kann.

Här President, den Text vum Projet de loi gouf de 17. August vun dësem Joer vum Finanzminister déposéiert. De Statsrot huet sain Avis ugeholl, an den 12. Oktober ass de schrifte Rapport an der Finanz- a Budgetskommission guttgeheescht ginn.

De virleiden Text approuvéiert d'Statute vun der neier BAll an erlaabt et der Regierung, dat néidegt Kapital fräizesetzen, fir dass Lëtzebuerger Member vun dëser Organisatioun gétt. Et handelt sech hei ém bal 14 Milliouenen Dollar, wat ongefíer 12,5 Milliouenen Euro ausmécht. Dëse Montant gétt awer a fénnef Tranché bereetgestallt, soudass fir dëst Joer ém déi 2,5 Milliouenen Euro fälleg sinn.

Lëtzebuerger huet d'Chance, Grénnungsmember vun enger Organisatioun ze ginn, déi Infrastrukturprojeten am asiateschen Raum énnestéutzt an esou zur Entwicklung vun dëse Länner bádréit. Dëse Geste stäärkt awer och gläichzäig d'Relatiounen téschent eisem Land a China, enger Zivilisation, déi an deene kommende Joren émmer méi eng grouss Roll spille wäert. Mir können némme vun esou engem enke Partenariat profitéieren.

Zu dësem Projet muss een awer och nach soen, dass mer eng Zweedrételmajoritéit brauchen, well zukünfte Ännérungs vun de Statute vun der Bank duerch de Conseil des gouverneurs kennen entschee ginn. Dat heesch, dass mer doudher eng Partie vun eise Souveränitätsrechter opginn a mer dofir eng qualifiéiert Majoritéit brauchen, fir de Projet unzehuelen.

Ech soen zum Schluss all de Bedeilegten un dësem Projet Merci fir hir Mathélf, gi selbstverstände, den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.



SÉANCE 1

MARDI, 13 OCTOBRE 2015

eis kéint soen..., ech huelen un, datt hie selwer Lëtzebuerg wäert an deem Conseil des gouverneurs do representéieren, mä ech wär awer trotzdem vrou, wann en eis dat nach eng Kéier kéint bestätigen.

An eng zweet Fro, wat awer gläichzäiteg, mengen ech, en allgemeng gedeelte Wonsch ass, dat ass, datt et wichteg wär, wann déi Bank hei an Europa en Headquarter oder en Office de représentation géif opmaachen, datt mer do alles géifen énnerhuelen, fir datt Lëtzebuerg de Site vun esou engem Headquarter kéint ginn. Ech kéint mer och virstellen, datt, och wann d'Konkurrenz grouss ass, d'Chancen awer net allze vill schlecht sinn. An ech weess, datt de Finanzminister dat do och änlech gesäit. Ech wollt duerfir awer nach eng Kéier froen, ob en do vläicht ganz rezent Informationen huet, wou mer do stinn.

Dat gesot, nach eng Kéier, gi mir den Accord zu deem dote Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet elo net den Här Haagen, mä den Här Fayot.

(Interruptions)

Gitt lech eens!

(Hilarité)

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Och dem Guy Arendt e Merci fir säi gudde schriftelechen a mëndleche Rapport. Hien huet et gesot: Eist Land huet sech als eng vun deenen éischten europäischen Nationen an als netasiateschen Aktionär a Member vun där Bank manifestéiert. Et ass gewosst, dass dës BAII op Initiativ vu China opgebaut ginn ass als Complément zu anere multilateralen Développementsbanken an der Regioun, virun allem der Banque asiatique de développement, mä awer och als Reaktiouen zur Ennerrepresentéierung vu China an där BAD wéi och iwwregens am FMI an an der Weltbank.

Et ass och gewosst, dass Tractatiounen waren am Virfeld zu der Schafung vun dëser neier Bank. An et ass och gewosst, dass Muechte wéi d'USA a Japan, déi d'Gouvernance vun der BAD dominéieren, vläicht net vrou waren iwwert dës Initiativ a vläicht och net ganz vrou waren iwwert d'Lëtzebuerger Participatioun an dëser Bank.

Eis Fraktioun begréisst d'Participatioun vu Lëtzebuerg an der BAII. Et ass e weidert wichteg Engagement an eiser wirtschaftlecher Partnerschaft mat China an natierlech och wichteg am Positionnement vun eisem Land als Porte d'entrée vu China a vu chineesche Banken an Europa an och, dat ass och scho gesot ginn, als Renminbi-Plattform an Europa.

Et gétt och gehofft - dat huet de Laurent Mosar elo gesot, an et wär vläicht interessant, wann de Minister kéint e puer Prezisiounen dozou ginn -, dass dës Bank hiren Headquarter zu Lëtzebuerg opsetzt als europäesch Base d'opération. Wéi gesot, als LSAP kenne mer dës Politik némmen énnerstéten. China ass nach wie vor e wichteg Schwelleland, wat trotz de rezente wirtschaftleche Kontraktiounen en enorme Marché an e grousst Potenzial, och fir eist Land, duerstellt.

Den Exposé des motifs schwätzt och vun enger "richteger strategescher Partnerschaft" mat China, wou et iwwert déi reng kommerziell Enjeuwen och ém Recherche, Kultur, Éducatioun an international Sécherheet géif goen.

An als Ofschloss vläicht e fromme Wonsch, dee vläicht némmen e Wonsch bleibt, mä énner Frén kann ee sech och heiansdo méi désagréabel Saache soen: Et wär vläicht ze wénschen, dass een eis chineesesch Frén da géif heiansdo drun erënneren, dass se et vläicht mat de Menscherechter a mat der Meenungsfriéheit e bësse méi genee sollden huelen wéi bis elo.

Dat gesot, géif ech den Accord gi vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Fayot. An d'Wuert huet d'Madam Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (dél gréng).** - Jo, Merci, Här President. Ech wollt dem Här Arendt am Numm vun der grénger Fraktioun Merci soe fir säi Rapport.

Ech wollt awer dem Finanzminister en Uleies mat op de Wee ginn. Mir sinn ee vun deene 57 Membres fondateurs vun dëser neier asiatischer Bank, Investbank. A fir ons wär et wichteg, datt Lëtzebuerg zesumme mat deenen aneren EU-Länner derfir géif suergen, datt déi

sozial, Ëmwelt- an och Gouvernancekritären déiselwecht wiere wéi déi bei der Weltbank.

Dést gesot, ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Loschetter. An d'Wuert huet den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmoos Merci. Dir Dammen an Dir Hären, mir énnerstézen als ADR och eis Participatioun an dëser Bank. Et ass wierklech eng gutt Initiativ, déi mer huelen. An ech schléissee mech och ganz gär der Fro un, déi den Här Mosar gestallt huet iwwert d'Perspektive fir eis Finanzplaz, déi aus dëser Participatioun eventuell kénnen entstoen.

Dat heiten ass e richteg Investissement fir eist Land, fir eis Finanzplaz. An deem Senn si mer och vill méi zefridde mat dësem Gesetz wéi zum Beispill mat deem virdrun, wou een, wéi ech et ugedeit hat, wierklech sech ka Fro stellen, ob déi Suen op déi beschtméiglech Matéier investéiert gi sinn.

Zwee wichteg Kommentare vläicht. Deen een ass deen, deen d'Souveranitätsrechter ugeet. Mir haten eis als ADR iwwerluecht, ob mer hei-madder sollten d'accord sinn oder net - well Dir wësst, datt eis Partei émmer drop hält, datt Lëtzebuerg seng Souveranitätsrechter behält. Mir hunn dat analyséiert. Mir sinn zum Schluss komm, datt mer et awer kenne matdroen, an notamment och an dëser Situatioun, well an der Verfassung jo och steet, datt dat eng temporär Devolutioun némmen ass an datt déi Souveranitätsrechter, déi mer ofginn - dat heiten ass elo kee ganz gravissime Fall, dat ass méi moderat -, datt déi émmer vun temporärer Natur sinn.

Mir halen och dowéinst drop als ADR, datt och an enger neier Verfassung, wa mer sollten an eng nei Verfassung erakommen, datt do och stoebleift, datt d'Devolutioun vu Souveranitätsrechter émmer némme kann temporär sinn. Dat feelt an deem Entworf, deen am Abléck an der Diskussioun ass. Dat ass ee vun deene wichtigste Grénn, firwat mir soen, datt deene neie Verfassungsentworf fir eis net akzeptabel ass.

Een zweete Grond oder eng zweet Observatioun, déi ech hei wéll maachen, déi adresséiert sech un eis Kolleege vun der sozialistescher Partei. Et ass courageéiert vum Här Fayot, fir hei an der Chamber ze soen, datt d'Chineese sech sollen un d'Menscherechter halen. Et wär nach méi courageéiert vun de sozialistesche Kollegen, wann den Här Asselborn, Member vun der sozialistescher Partei, datselwecht géif zu Peking soen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (dél Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Ech duecht, mir géifen iwwert d'Entwicklungshélf schwätzen: Mir schwätzen iwwert d'Finanzplaz. Ech mengen, dat résüméiert erém eng Kéier deen heite Projet de loi. Ech fannen dat och relativ interessant ze gesinn, datt mer een Dag, nodeems mer de Cercle des ONG hei haten an dëser Chamber, deen iwwert d'Cohérence des politiques geschwat huet, genau de Géigendeel maachen. Et brauch ee schonn némmen ze gesinn, datt een eenzege Ministère implizéiert gouf, dat ass de Finanzministère. De Kooperationsministère gouf net implizéiert!

Ech stelle mer iwwerhaapt d'Fro, ob d'ONGen oder de Cercle des ONG iwwerhaapt och gefrot gi sinn, fir en Avis ofzeginn. Dat wier ganz interessant, mengen ech, wann déi géifen en Avis ginn. Vläicht géif een och eng aner Klack héieren.

Mir gräfen als déi Lénk ganz oft den industrialiséierte Westen un, d'USA och un, well se d'Entwicklungsländer net respektéieren. China respektéiert se och net méi wéi d'USA oder wéi mir. A mir sinn net blauäugeg! Mir wéssen, datt et doréms geet,... Also, hei eis Regierung, oder hei gétt et Leit, déi sinn eendeiteg méi euphorisch, fir zesumme mat der chineesesch Regierung ze schaffen, wéi mir als déi Lénk, dat wéll ech schonn némme feststellen. A mir wéssen ganz genau, datt d'chinesesch Entreprises, wa se Projeten an Nopeschlänner maachen, datt se wuel net némmen d'Menscherechter net respektéieren, mä och net sozial an ökologesch Kritären.

Dat doten ass natierlech eng Bank, fir datt China kann och seng Interessen an enger Géigend duerchsetzen als Groussmacht, wat China a Wierklechkeet ass. A mir spillel do mat, fir kenneen e bëssen eis d'Korintercher erauszippen. Soss ass et näisch! Ça n'a rien à voir mat der Aide au développement.

An dofir wäerte mer och dergéint stëmmen. An ech mengen - mä meng Fro eriwwregt sech

vläicht, well si ass scho virdrun am selwechte Kontext gestallt ginn -, ech gi jo dovunner aus, datt déi Gelder och zugerechent ginn zu der Aide au développement. Ech wier och vrou, wann deemnächst och esou Berechnungen zesumme mam Cercle des ONG géife beschwatt ginn. Dat wier och eng interessant Diskussioun. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, an den Här Finanzminister huet direkt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frau festzestellen, dass e relativ breede Konsensus besteet, fir dése Projet hei ze énnerstézen.

Ech soe fir d'Éischt dem Guy Arendt Merci fir säi mëndlechen a schriftelechen Rapport, dee jo och den Émfang vum Investissement beschriwwen huet, 69,7 Milliounen op fënnef Joer verdeelt, an et sinn némmen 20% vum Kapital, déi hei musse libéréiert ginn.

Jo, de Finanzministère war deen, dee sech haaptächlich dréms bekëmmert huet. Et ass en fait eng „Investitiounsbank“, wéi d'Wuert et seet, dofir brauch ee sech net ze wonneren, dass et do ém Infrastrukturen an Investissementer geet. An dofir war et och ganz normal, dass de Finanzministère sech drëm bekëmmert huet.

Ech deelen déi Kommentaren, déi gemaach gi sinn, dass et gutt ass fir Lëtzebuerg, dobäi ze sinn. An dofir gétt et ganz vill Grénn: Mir kënnen als Land am Härz vun Europa hëlfen, Brécken ze bauen téscht Europa an Asien. An ech géif soen, dat ass deen alleréischten a wichtegste Grond.

Deen zweeten ass, dass mer eng international Finanzplaz hunn. An doduerch, dass mer déi huren, bréngt mer et och fäerdegt, de Privatsecateur an d'Industrie vun den Investitiounsfongen zu Lëtzebuerg ze mobiliséieren, wann ee wéll Infrastrukturprojekte maachen. Och dat ass extrem interessant, net némme fir eis Finanzplaz op dår enger Sait, mä et ass och interessant fir d'Chineesen an d'asiatesch Partner op dår anner Sait.

Den drëtte Grond, firwat et gutt ass, ass natierlech d'Internationalisatioun vum Renminbi, wou Lëtzebuerg a villen Domänen un der Spëtz ass an Europa. A wann déi Bank hei gutt fonctionnéiert, an dovunner gi mer aus, wäert et och esou sinn, dass verschidder vun deene Projeten a Renminbi finanziséiert wäerte ginn, wou mer dann och als Lëtzebuerg do net némme Retombée kënnen erauwerden, mä awer och e gewëssenen Know-how matbréngen, well mer och d'Chance hunn, dass mer déi sechs gréischt chineesesch Banken hei zu Lëtzebuerg hunn.

Dee véierte Grond, firwat et gutt ass, dass mer matmaachen, ass, well mer d'Chance hunn, hei zu Lëtzebuerg d'Europäesch Investitiounsbank ze huren, déi hei hire Siège huet, an dass sech déi nei Bank hei en fait un dem Fonctionnement vun der Europäischer Investitiounsbank inspiréiert.

An an där Hisiicht ass wahrscheinlech dat, wat dës Bank wäert erreechen - an et ass e bëssen e Kommentar zu deem, wat d'Madam Loschetter gesot huet -, e bëssen anescht wéi déi traditionell Banque asiatique de développement oder all déi aner regional Banken, déi et ginn, déi och zum Deel heiansdo politiséiert sinn. Déi heite schéngt mer méi ekonomesch ausgerichtet ze sinn.

Dat wären d'Haaptargumenter, firwat mer matgemaach hunn.

Ech sinn encouragéiert ginn, bei enger Fro vum Här Mosar, mech anzesetze bei de chineesesch Autoritéiten, fir dass mer eng Präsenz zu Lëtzebuerg sollden hunn. Ech kann lech verssécheren, ech maachen dat esou oft wéi ech némme kann an hunn dat da virun e puer Deeg - dat war elo virun dräi Deeg zu Lima - och gemaach, wou ech de chineesesch Finanzminister konnt erém eng Kéier gesinn, a mat him hat ech e laangt Gespräch.

Hien huet e félicitéiert, well e sot: „Dir sidd dat Land, wat net asiatesch ass, wat als éischt akzeptéiert ginn ass an der Asiatescher Investitioun- an Infrastrukturbank.“ An de Mann wousst dat schonn, ech hunn em dat net brauchen ze erzielen, wat jo beweist, dass mer bei de Chineese gutt um Radar sinn. An ech hunn em och net brauchen ze widderhuelen all déi Argumenter, firwat et gutt wär, dass d'Bank zu Lëtzebuerg sech géif installéieren, well hie se allegueren kennt an e se selwer all opgezielt huet.

Dat heescht, ech mengen, mir hunn eis Aarbecht gemaach, net némmen d'Regierung; ech mengen all déi, déi China kennen, hëlfen do. An dat ass eng ganz gutt Saach.

Dat gétt och vläicht net ganz séier décidiéiert, mä dat wäert awer an deenen næchste Méint wahrscheinlech vun der Bank selwer décidiéiert

ginn. Ech kann lech soen, dass vill aner Länner op de Räng sinn an natierlech dat och gäre géife bei sech kréien. Mä mir kämpfen haart. An ech sinn optimistesch, dass mer eppes kréien! Wat? On verra bien!

Zum Gouverneur: Jo, ech wäert do als Minister dann de Gouverneur an däi Bank sinn, wéi dat och traditionell de Fall ass bei deenen internationale finanzielle Organisatiounen, wou Lëtzebuerg Member ass.

Ech géif och nach gären op déi Fro kommen, ob deen Asaz hei, deen Investissement hei ka fir d'Entwicklungshélf gezielt ginn. Do hänkt dat dovunner of, wéi d'international Organisatioun, déi sech dréms bekëmmert, dat wäert beuerteelen. Also, dat ass net esou einfach a pauschal, wéi dat vläicht vu Verschiedenen hei gemengt gétt. De Comité d'Aide au Développement vun der OECD ass amgaangen ze studéieren, ob hei d'Kritären all erfëlt sinn, fir d'Investissementer an dës Bank kéinten an d'Entwicklungshélf gezielt ginn. Dái Décision ass also nach net geholl.

Zur Fro vun der Majorité qualifiée, déi ganz be-rechtegt ass: Mir trieden hei temporairement effektiv Rechter of. Dofir brauche mer jo eng Zweedrëttelmajorité hei am Parlament. De Caractère temporel ass an deem heite Fall extrem einfach ze schilderen, well mir können à tout moment aus dem Kapital vun dëser Organisatioun erausgoen, soudass ech mengen, dass dat heiten déi Suerg op jidde Fall ka be-rouegen.

Mäi leschte Punkt wär d'Rapiditéit. Mir si bestëmmt déi Éischt gewiescht, déi akzeptéiert gi sinn. Mir sinn haut och relativ fréi un, fir dës éischt Ronn vun der Adoptioun hei an der Chamber ze maachen.

Ech ginn dovunner aus, Här President, dass mer jo och wäerte kucken, ob hei eng Dispens vum zweete Vott, wéi dat traditionellerweis de Fall ass, recommandéiert wäert ginn. An ech hoffen, dass de Conseil d'Etat dat dann och wäert positiv beuerteelen, soudass mer vläicht eng Chance hätten, dann och dat éischt Land ze sinn, wat net asiatesch ass, wat d'Adhésion hei ratifizéiert.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. A mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6859. Wéi dat schonn e puer mol widderholl ginn ass, ass eng Zweedrëttelmajoritéit nouwendeg. An hei gëlle keng Procuratiounen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6859 et dispense du second vote constitutionnel

Sou, da géife mer mat der Ofstëmmung ufänken.

(Interruption)

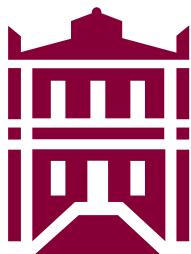
Jo? Geet se net? Den Här Mertens huelle mir ganz gär mat. Ass soss nach iergende Problem?

Da géife mer d'Ofstëmmung ofschléissen.

Vun 52 Stëmmen hu 50 Leit mat Jo gestëmmt, 2 mat Neen. Dat heescht, de Quorum ass erreicht an och d'Resultat ass kloer. Domat wär de Projet 6859 mat méi wéi eng Zweedrëttel-majoritéit ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Félix Eischen, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spatz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM.



SÉANCE 2

MERCREDI,
14 OCTOBRE 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • M. Henri Kox, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Motion de M. Serge Urbany relative à l'opposition du Gouvernement au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues
et
Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou le soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante
 - M. Serge Urbany (*renvoi des deux motions en commission*)
3. Changement de composition d'une commission parlementaire
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
4. 6772 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitemment le territoire d'un État membre de l'Union européenne; et transposant la directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitemment le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024/2012 (UE) (refonte)
 - Rapport de la Commission de la Culture: M. André Bauler
 - Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Taina Bofferding, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. 6646 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. 6756 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'État
 - Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative: M. Yves Cruchten
 - Discussion générale: Mme Octavie Modert, M. Gusty Graas, M. Henri Kox
 - Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. 6812 - Projet de loi portant approbation
 - de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche concernant l'échange et la protection réciproques des informations classifiées
 - de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie concernant l'échange et la protection réciproque des informations classifiées
8. 6813 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Sports
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. 6782 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: Mme Josée Lorsché, M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
10. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
11. 6888 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au chapitre 9 «Frais et indemnités» de l'annexe 5 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés»
 - Rapport de la Commission du Règlement: M. Gast Gibéryen
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Eugène Berger
 - Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
12. 6836 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'État
 - Rapport de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion)
 - Débat: M. Aly Kaes, M. Georges Engel, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, François Bausch, Dan Kersch, Mmes Maggy Nagel et Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech maachen d'Setzung op a froen d'Regierung, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

► **Mme Maggy Nagel**, Ministre de la Culture.- Neen, Här President, et si keng ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Vill-mools Merci der Madamm Minister. Dann huet den Här Urbany d'Wuert.

2. Motion de M. Serge Urbany relative à l'opposition du Gouvernement au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues et

Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou le soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante

► **M. Serge Urbany** (déri Lénk), auteur.- Jo, Här President, mir hate vun eisem Grupp aus gëschter zwou Motiounen eraginn, eng, déi dee CETA-Accord betrëfft, an eng, déi de Bombardement vum Spidol zu Kundus betrëfft, a mir hate gefrot, fir déi elo nach kënnenn ze diskutéieren an der Chamber, och aus Aktualitéitsgrunn, well normalerweis jo erëscht déi nächst Chamber virgesinn ass an engem Mount.

Elo héiere mer awer, dass et de Wonsch wier vum Ausseminister, déi zwou Motiounen an enger Kommissioun des Affaires étrangères kënnen ze diskutéieren. Wann dat de Wonsch ass, da wäerte mer eis deem och net an de Wee stellen an da géife mer froen, fir déi zwou Motiounen dann un déi jeeweileg Kommissioun ze verweisen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Urbany.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidément.

3. Changement de composition d'une commission parlementaire

Da wollt ech lech nach ém Är Meenung froen, wat d'Kompositioun vun enger parlamentarescher Kommissioun ugeet. Duerch hire Bréif vun haut proposéiert d'Fraktioun vun deene Gréngé folgend Ännérung an der Zesummesetzung vun der Kommissioun vun der Landwirtschaft, dem Wäibau, dem Développement rural an der Protektioun vum Konsument:

Den Här Gérard Anzia ersetzt den Här Henri Kox all Kéiers fir de Punkt vum Projet de loi 6857 iwwert d'Énnerstëtzung vun der Nohaltekreet an de ländleche Gebidder, an dat bis Enn vun den Aarbechten.

Ass d'Chamber mat déser Ännérung averstanen?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ém de Projet 6772, eng Transpositioun vun enger Direktiv am Beräich vun de Kulturgidder. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet

elo direkt de Rapporteur, dee scho prett hei ass, den Här André Bauler.

4. 6772 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitemment le territoire d'un État membre de l'Union européenne; et transposant la directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitemment le territoire d'un Etat membre et modifiant le règlement n°1024/2012 (UE) (refonte)

Rapport de la Commission de la Culture

► **M. André Bauler** (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de 4. August dëses Joers hunn „Le Figaro“ an d'„Wort“ vun engem Picasso-Bild mam Titel „Tête de jeune fille“ bericht, dat engem spuenesche Banquier gehéiert an dat an d'Schwäiz iwwer Korsika bruecht sollt ginn. De Banquier hat schonn zanter 2012 probéiert, fir eng Geenemegung ze kréien, fir dësen Tableau, deen op iwwer 25 Millioinen Euro geschat gëtt, ze exportéieren. En hat zu Bastia eng Demande gestallt, fir d'Autorisatioun ze kréien, dësen Tableau d'art an d'Schwäiz auszeféieren an eng Demande um Büro vun der franséischer Douane déposéiert.

D'Bild war op enger Yacht gelant, déi am Hafe vu Calvi ugedockt hat. Déi franséisch Douanieren hunn d'Dokumenter iwwert d'Situatioun vum Tableau gefrot. De Kapitän vun der Yacht huet nämnen en Dokument präsentéiere kënne, dat de Wäert vum Bild uginn huet, an en

Uerteel, dat déi sougenannt „Audience nationale espagnole“ verfaasst hat. An an deem stoung, datt et sech bei dësem Picasso ém een „Trésor national espagnol“ handelt, deen op kee Fall dat spuenesch Kinnekraich verlossen dierft.

Schonn am Dezember 2012 war eng éischt Demande déposéiert ginn, fir den Tableau op London ze bréngen. De spuenesche Kulturmister huet sech deem awer widdersat an d'Audience nationale, esou schreift „Le Figaro“, eng vun den héchste spuenesche Gerichtsinstanzen, huet befonnt, datt den Tableau inex- portabel wier, well et um spueneschen Territoire kee verglächbar anert Wierk méi aus dëser Period am Liewe vum Picasso géif ginn.

Dëst Beispill, Kolleginnen a Kollegen, veranschaulecht den Esprit vun der europäischer Direktiv 93/7/CEE, eng EU-Richtlinn, déi eben derfir suerge sollt, datt Kulturgidder, déi en EU-Stat onerlaabt verlossen, erëm mussen zréckgefouert ginn.

Här President, mat dem Gesetzesprojet 6772, deen den 28. Januar 2015 an der Chamber vun der Madamm Kulturmister déposéiert gouf, soll de Kampf géint den onerlaabten Handel mat nationale Kulturgidder verschärft ginn. D'Handelskummer an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis den 13. Februar bezéiungsweis de 26. Mäerz ofginn. De Statsrot huet sain Avis den 19. Mee veréffentlecht. De 7. Juli gouf ech als Rapporteur genannt an deeselwechten Dag huet déi parlementaresch Kulturkommissioun de Projet de loi analyséiert.



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

Et geet also drëm, d'Direktiv 2014/60/UE vum 15. Mee 2014, déi sech mat der Restitutioun vu Kulturgidder befaasst, déi den Territoire vun engem EU-Memberstat op eng illegal Manéier, eng onerlaabt Manéier verlooss hunn, an nationalt Recht émzeseten.

D'Direktiv 93/7 hat als Zil, de materielle Retour vu Kulturgidder an deem EU-Stat ze garantéieren, dee se onerlaabt verlooss haten oder hunn. Nodeems d'Émsetzung vun déser Direktiv ausgewäert gi war, gouf festgestallt, datt de System, deen hëllefe sollt, datt Kulturgidder nees an hiert Ursprungsland heemgefouert kënne ginn, kloer Schwächten huet an domat net vill Resultater Opweisen hat. Sou koum et kaum zu Aktiounen, well de Champs d'application bis ewell ze enk gefaaast war an d'Délaien, fir eng Aktioun an d'WEE ze leeden, déi hëlleft, e Bien zréckzékréien, einfach ze kuerz waren.

D'Reform vun der Direktiv 93/7/CE ass op europäeschem Niveau néideg ginn, well de System verschidde Schwaachstellen opweist.

Hej déi wichtegst Ännérungen: Do ass emol fir d'Éischt d'Erweiderung vum Champs d'application, deen all Gebidder émfaasse soll, déi als "Trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique" klasséiert sinn. Den europäische Gesetzgeber huet d'Exigenz fir d'Direktiv 93/7 gestrach, déi seet, datt ee Bien culturel enger vun de Kategorien ugehéiere muss, déi an der Annex oder an Anexe vun der Direktiv opgefouert ginn oder, wann d'Kulturgut net an der Annex steet, datt et dann Deel muss si vun den öffentleche Kollektiounen oder zu den Inventairé vun de kierchlechen Institutiounen gehéiert.

An anere Wieder heescht dat, datt an Zukunft all Kulturgidder drénnernafal, déi als national Schätz klasséiert sinn. Et ass nach hei ze bemierken, datt déi sougenannt "Trésors nationaux" zu déser Stonn nach net an eiser Gesetzgebung definéiert sinn an datt virgesinn ass, fir dës Definitioun an den neie Gesetzesprojet ze integréieren, deen de Schutz vum kulturellen Patrimoine ugeet.

Dës Definitioun, esou gouf eis vu Regierungssäit gesot, muss all beweeglech Kulturgidder beinhalten, déi en artisteschen, historeschen oder en archäologeschen Intérêt henn. An hei geet et virun allem ém déi Biens cultuels, déi mer an eise Kulturinstituter hunn oder an eise Kierchen a Kapellen oder awer och an där enger oder anerer privater Kollektioun.

Zweet Ännérung: Hei geet et ém d'Verlängerung vum Délai vun engem op dräi Joer, bannent deem een eng Aktioun engagéiere kann, déi dozou bädreit, datt ee Kulturgut nees u sái rechtméisse Beséter ausgehändigt gëtt. Dës Verlängerung vum Délai soll d'Restitutioun also erliichteren an awer och den illegalen Handel mat Kulturgidder décourageieren.

En drëtte Changement läit doranner, datt d'Charge vum Bewäis op de Beséter, de Possesseur, wéi d'Fransouse richtegerweis soen, iwwerdroe gëtt. Wann désen Indemnitée freeet, well en e Kulturgut zréck muss ginn, muss e beweisen, datt en de Bien gudde Gewéssens kaft huet.

Déi nei Direktiv féiert och Kritären an, déi net exhaustiv sinn, also duerchaus erweidert kenne ginn, fir eng méi uniform Interpretatioun kënnen ze erméiglen, wann et ém d'Ausübung vun der sougenannter "diligence requise" duerch de Beséter geet.

E véierte Punkt betréfft d'Benutzung vun engem elektronischen Instrument, dem IMI-System - IMI steet fir Information du marché intérieur -, dat enger Internetplattform gläichkënnnt, déi déi administrativ Zesummaarbecht erliichtere soll, awer och den Austausch vun Informationen téschent den nationalen Autoritéiten.

Här President, an de leschte 15 Joer hate mer just ee Fall hei zu Lëtzebuerg, wou ee Bien culturel vun engem aneren EU-Stat reklaméiert gouf. Et waren dat deemoos déi franséisch Autoritéiten, déi gerichtlech Schrëtt virun de Lëtzebuerger Tribunál wollten huelen, fir iwwert dése Wee handgeschriwwen Notize vum Maréchal Pétain erémzékréien. Dës ware vun engem Lëtzebuerger Résident op enger Stee kaft ginn, obwuel de franséische Stat e Virkafrecht hat.

Komme mer dann elo zum Avis vum Statsrot. Désen huet den 19. Mee festgestallt, datt am Exposé des motifs iwwerhaapt keng Information dorriwwer ze fanne wier, wéi dacks de Lëtzebuerger Stat mat Demandé konfrontéiert gouf, déi op dem Gesetz vum 9. Januar 1998, dat et ze modifizéiere gëllt, berouen, an dëst

souwuel als Stat, dee freeet, wéi als Stat, deen nofreet. De Statsrot hätt och nawell gjäre gewousst, ob et an dësem Kontext prozedural Problemer ginn hätt a wat d'Resultater gewiescht wieren am Fall, wou et zu esou Schwieregkette komm wier.

Fir de Rescht huet de Statsrot drop opmiersam gemaach, datt d'Gesetz vum 9. Januar 1998 schonn eemol modifizéiert gouf, zanter datt et a Kraaft getruedet ass, soudatt den den Term „modifié“ als Adjektiv mat é virum Datum bääfüge muss. Et ass an deem Senn, wou mer den Titel vun dësem Gesetzesprojet wärend de parlamentareschen Aarbechte geänert hunn.

Souwuel d'Chambre de Commerce wéi d'Chambre des Métiers hu keng Bemerkung zu dësem Projet formuléiert. Esou wäit also zu de verschiddenen Avisen.

Erlaabt mer zum Schluss nach eemol, d'Haaptzil vun dësem Gesetzesprojet ze énnersträichen. Et geet hei ém náisch aneres wéi ém de bessere Schutz vum kulturelle Patrimoine an den EU-Staten. Aus dem Rapport vun der Unesco geet ervir, datt am Joer 2011 den illegalen Handel mat Kulturgidder weltwäit émmerhin 1,5 Milliarden Euro ausgemaach huet! Domat steet den illegalen Trafic vu Biens cultuels op drëtter Plaz direkt hannert dem Drogen a Waffenhandel.

Et bleift mer nach just iwwreg, all deene Leit Merci ze soen, déi un dësem Text geschafft hunn. Merci och fir déi konstruktiv Aarbecht an der parlamentarescher Kommission. Ech schléisse meng mëndlech Interventioun, andeems ech selbsterständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi abrénigen a soen lech Merci fir År Opmiersamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Merci dem Här Rapporteur, deen a sengem schrifteche Rapport gutt émschriwwen huet, wourémmer et geet an dat och hei nach eng Kéier duergestallt huet.

Kulturgidder sinn Zeie vun der Kultur a vun der Geschicht a se sinn eng Quell vun individueller a kollektiver Identitéit. Sou gi se énner anerem definéiert op verschidde Plazen, wéi énner anerem och an engem relativ wichtige Recueil vu Legislatioun, deen ee ka fannen, vun Expertise publizéiert.

Duerfir ass et wichteg, fir se ze schützen, déi Kulturgidder. Hei muss ee ganz besonnesch op den illegalen Handel ganz gutt oppassen. Duerfir kann ee begréissen, datt et hei eng ganz séier Émsetzung an den Délaien ginn ass vun der EU-Direktiv, déi uganks 2014 erauskomm ass. Félicitatioun!

Et geet hei ganz konkret ém den Abwandlungsschutz innerhalb vun den EU-Staten, no deem 1993 schonn e Gesetz dat geregt huet ausserhalb vun den EU-Staten. Trotzdem bleibt deen een oder anere Mangel an dësem Projet de loi. Wat ass, wann eng Zerstéierung vun deem Kulturgut ass?

Den Handel ass am Fong geholl an eiser nationaler Transpositioun vun der Direktiv net ugeschwat ginn. Konschthandel ass awer e wichtegen Aspekt heidranner, och wa mer zu Lëtzebuerg dat bis elo net weider haten, guer net esou vill gewinnt waren. Mä mir müssen awer och kucken, wéi ee mam Port franc do domadder émgeet. Ech mengen, dat ass eng aner Diskussioun wéi déi, déi an Däitschland de Moment ass iwwert de Kulturschutz, d'Kulturgutschutzgesetz, Virlag, wou relativ vill driwwer debattéiert, diskutéiert a kritiséiert gëtt.

En anere Mangel ass sécherlech deen, datt et keng Informatiounsbilatigioun am Fall vum Verkaf gëtt. An da vlächt kann een nach just widderhuelen, datt d'Definitioun vun den nationale Schätz, den Trésors nationaux, an dësem Gesetz nach net geregt ass. A Frankräich hu se dat gemaach an engem Gesetz wéi deem heiten. Et wär eventuell och méiglech gewiescht, dat hei dranzebréngt schonn an dësem Gesetz.

Doriwwer eraus, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mengen ech, sinn hei e puer Bemerkungen, déi ee wéllt bei esou engem Gesetzesprojet wéi deem heiten opwerfen. De Problem vun de Raubgrabungen ass sécherlech eppes, wat weltwäit eng ganz grouss Schwieregkett ass. De Rapporteur huet och schonn dovunner geschwät gehat am Kontext vum illegalen Handel. An duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt dat Gesetz hei och esou séier komm ass.

Mir kommen och net derlaantscht, fir nach eng Kéier iwwert déi barbaresch Zerstéierungen am Noen Osten ze schwätzen, wou dat sämtlech historescht Kulturgut, huet een den Androck, esou séier wéi méiglech misst futtigemach ginn, awer méiglech gutt dokumentéiert, datt d'ganz Welt et sollt gesinn, wéi mächtig a wéi wichtig een ass, wann een dat ka futtimachen.

Ech hat schonn am Juli hei dorop opmiersam gemaach, wéi wéi mir dat deet a wéi schwierig dat ass, datt hei definitiv d'Kulturgut, d'historescht Kulturgut vun der Landkaart a vum Buedem rayéiert a radéiert gëtt. Vlächt keint ee sech froen, ob een net misst esou eppes wéi Blohelmer géint Kulturgutzerstéierungen awer och eng Kéier ariichten, mat alle Schwieregkeiten, déi dat natierlech och mat sech géif bréngen, fir do kenne virzegoen.

Eng lescht Bemerkung, déi ech wollt maachen an dësem Kontext, mengen ech, datt een awer och soll opmiersam maachen op d'Wichtegkeet an d'Bedeitung vum Mäzenat a vum Don vu Konscht un öffentlech Institutionen, och grad hei zu Lëtzebuerg. D'Mäzenat ass net eropgaangen, wann et och do ass, an därschchter Zäit, an esou wäert ee sécherlech sech Gedanke kënnen driwwer maachen, fir et nach weider ze encouragéieren. Dovunner hunn eis Kulturhaiser, eis Muséeën, eis öffentlech Konschteinstitutioun ganz vill.

An ech denken, datt déi Steierreform, déi kenne, eigentlech och d'Plaz sollt sinn, fir drun ze denken, esou ee Mäzenat an esou Donen un öffentlech Institutionen ze encourageieren. Mat kulturfréndlechen Dispositiounen, denken ech, wär dat wierklech eppes, déi kulturfréndlech Dispositioun wäre wierklech eppes, wat ee verantwerte keint a wat een énnerstéitze sollt.

Dat gesot, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Modert. Nächst Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Merci, Här President. Als Éischt e grosse Merci un de Rapporteur. Ech gesinn et zwar net - dach dohannen! Villmools Merci fir de schrifteche a mëndleche Rapport! Ganz gutt huet mer d'Beispill gefall, wat Der elo uganks bruecht hutt, fir den Dossier ze erklären, well et ass awer eng relativ technesch, fir net ze soen awer e besse méi dréche Matière.

Virun engem Joer hate mer heibannen d'Ratifikéierung vun der Unesco-Konventioun, iwwert déi mer och scho vill diskutéiert hunn. Duerfir halen ech mech haut e besse méi kuerz. Mir, d'sozialistesch Fraktioun, sinn der Meenung, datt dat heiten e wichteg weidert Element ass am Kampf géint de Mëssbrauch am internationalem Handel. Duerfir énnerstéitze mer och déi heiten Direktiv.

Heimaddar gi mer net némme Antwerten op d'Froen, no welleche Prozeduren e Memberstat e Kulturgut zréckfert, wat illegal sái Statsgebitt verlooss huet. Och ginn et Antwerten op Froen, ob e guttgleewegen Erwerber, e Possesseur, eng Entscheidung (veuillez lire: eng finanziell Entscheidung) kritt, wann eng Reck-gab veruerdnet gëtt.

Wéi gesot, dat heiten ass e wichteg Element, fir eise Patrimoine culturel weiderhin ze schützen an eben och am Kampf géint den illegalen Transfer vun de Kulturgidder virzegoen. Ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun. Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert d'Madamm Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (d'éi gréng).** - Merci, Här President. Mir stëmmen och deem Projet zou a soen dem Rapporteur Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dann ass den Här Kartheiser ageschriwwen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus emol fir d'Allerléisch e grosse Merci un de Rapporteur, den Här Bauer, fir eng ganz flott an interessant Présentatioun vun dësem Projet. Mir énnerstéitzen als ADR, ech muss soen, selbsterständlech och d'Zil vun dësem Gesetz. An et ass awer, mengen ech, och bei enger Transpositioun vun esou enger Direktiv ganz wichteg, datt mer émmer musse wéssen, wat dat fir Inzidenzen op eist Land huet. An dofir och eng Rei Froe vlächt un d'Madamm Kulturminister.

Dat Éischt ass d'Komplexitéit vun der Matière. Dëi ass jo elo net némme duerch déi hei

Direktiv geregelt, mä eben och duerch aner international Rechtsinstrumenter. An et wär vlächt ganz gutt, datt am Interessi vun de Konschthändler, vun den Antiquairen, vun de Muséeën en Texte coordonné emol kéint erschafft ginn, mat alle Regelen a mat alle Pabeieren, mat allen Dispositiounen, déi dat dote betreffen, fir de Leit et ze erlaben, de Konschthandel esou wäit wéi méiglech koordinéiert an ouni Risiko a Kenntnis vun de Rechtsinstrumenter kennen ofzewéckelen.

Dat Zweet ass, dee Registre national, dee soll erstalt ginn, des Biens oder Trésors nationaux, wéi ass dat hei zu Lëtzebuerg geregelt? Wéini kenne dat? Wéi soll dat fonctionnéieren? Dat heescht, dee Begréff, wou ass en définéiert? Oder wéi soll déi Begréffsformuléierung an Zukunft geschéien?

Trotz aller Énnerstéitung fir d'Iddi vun déser Konventioun stëmmt d'ADR se awer net mat. An zwar wärte mer dëst Gesetz net stëmmen, well eng Dispositioun drasteet, déi géint e Grondprinzip vum Rechtsstat verstéisst. Mir hatten an deene leschte Joren am Kontext vum Droit pénal eng Rei Entwicklungen, wou d'Bewäislaascht émgédreit ginn ass, d'Inversion de la charge de la preuve. Fir eis ass dat e Verstouss géint e Grondprinzip vum Rechtsstat, nämlech d'Présomption d'innocence. Mir hinn dofir ni e Gesetz matgestëmmt, wou esou eng Dispositioun dran ass, well mir hale se vum Fong hier fir falsch a fir e Verstouss géint wichteg rechtsstaatlech Prinzipien.

Elo hu mer och an dësem Gesetz eppes Ännleches wéi d'Inversion de la charge de la preuve, nämlech eng Exception am Code civil, wou elo de Leit net méi d'bonne Foi énnerstellt gëtt, wa se e Geschäftsakt virhuelen, mä eng mauvaise Foi. An dat ass alt erém eng Kéier an deem Senn en Abroch an e Grondprinzip vun deem, wéi e Rechtsstat soll mat de Bierger émgoen. Et ass émmer um Stat, an eisen Aen, fir eng Schold ze beweisen, an net un engem Inculpéieren, fir seng Onschold ze beweisen. Hei gi mer awer op dee Wee.

A well mer hei och dee Feeler widderhuelen, dee mer am Code pénal iwwert d'Inversion de la charge de la preuve scho repetitiv hu misse bekloen, dofir gi mer hei en däitlech Signal. Mir als ADR, mir vertrieden d'Grondprinzipie vum Rechtsstat, d'Présomption d'innocence, an dofir wärte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet d'Madamm Kulturminister, d'Madamm Maggy Nagel.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, dem honorablen Deputéierten André Bauer, fir sain exzellente mëndlechen a schrifteche Rapport. An ech géif soen, de Vott vum Projet de loi haut, dee weist, wéi séier de legislative Prozess ka goen. Den 20. November, hu mer héieren, d'lescht Joer, wéi Der hei am Haus d'Unesco-Konvention vun 1970 iwwert d'Bekämpfung vum illegalen Handel mat Kulturgidder ofgestëmmt hutt, hat ech während därsch Zitting dëse Projet de loi annoncéiert, an e gouf Enn Januar dëst Joer hei am Haus och déposéiert. A mir setzen elo haut domat d'Direktiv ém ém iwwert d'Restitutioun vun Kulturgidder, déi den Territoire vun engem Memberstat illegal verlooss hunn.

Et war mer wichteg, dës Direktiv séier émzeseten, net némme well den Délai fir d'Transposition an nationalt Recht den 19. Dezember dëst Joer elo ausleeft, mä och a virun allem, well et drëms geet, en Zeechen ze setzen, dass et hei zu Lëtzebuerg eng Prise de conscience gouf, wat d'Bekämpfung vum illegalen Trafic mat Kulturgidder ugeet. Et ass tatsächlich esou, datt et op internationalem an europäesch



komm ass, zréckzefroen, also d'Restitutioun do-vunner unzefroen. An de Grondprinzip gëtt also bâibehalen.

D'Autorité centrale compétente kann an den europäische Memberstaten op Ufro vun engem Memberstat no illegale Kulturgidder sichen. Am Fall, wou se eppes fénnt, gëtt déi zoustänneg national Autoritéit informéiert. An hei am Land ass dat eise Justizministère. Am Fall vun enger Découverte kann de Memberstat, deen d'Ufro gestallt huet, eng Restitutioun beim zoustännege Gericht ufroen, an zwar an deem Land, wou dat entspreechend Kulturgut fonnt gouf. An niet dése Grondprinzipie soll d'Émsetze vun där neier Direktiv mat sech bréngen, dass dës Gesetzgebung méi dacks appliziert gëtt. Dat war nämlech bis elo net de Fall, notamment opgrond vun engem ze klenge Champ d'application oder ze kuerzen Délai fir eng Demande en restitution.

Wat elo déi véier Haaptpunkten ugeet, ech mengen, do ginn ech elo net méi drop an, well dat huet den Här Bauler a sengem Rapport ganz prezis gemaach. Mä ze soen ass awer, datt mer mat désem Gesetz elo e gudden Outil kréien, fir téscht den europäische Memberstaten den illegalen Trafic vu Kulturgidder zu bekämpfen.

Fir dass dat och um internationalen Niveau de Fall ka ginn, analyséiere mer den Ament am Kader vum Ausschaffe vum Gesetzesprojet iwwert den Denkmalschutz, awéiwäit och Elementer aus där UNIDROIT-Konvention vun 1995 an dat zukünftegt Gesetz kënne mat afléissen. Dës Konvention gesait nämlech op internationalem Niveau déiselwecht prozedural Regele vir, wéi d'Direktiven, déi mer haut émsetzen. A si ass complémentaire zu der Unesco-Konvention vun 1970. An deemno komme mer méi wéi sécher an Zukunft nach eemol op dës wichteg Thematik ze schwätzen.

Ech mengen, ech komme ganz gären och an d'Kulturkommissioune. Elo hunn ech och scho mat Årem President geschwät, fir op weider Détailer, wéi zum Beispill hei op déi Froen, déi den Här Kartheiser gestallt huet, Här President, och nach méi am Detail anzegoen. Mä haut, mengen ech, ass dat hei elo emol zu dëser Saach dat Wichtgst, wat muss gesot ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci och vu menger Säit all deenen, déi um Gesetz geschafft hunn, déi et aviséiert hunn, der Kulturkommissioune, an elo schonn lech alleguerter fir déi méi wéi breet Akzeptanz hei an der Chamber. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Kulturminister. Mir kéint dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6772 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6772 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlich Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59 Deputéierten hunn um Vott direkt oder indirekt deelgeholl. 56-mol Jo, dräimol Neen. Domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6772 est adopté par 57 voix pour, 3 voix contre et aucune abstention.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Golden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spatz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri; MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Serge Urbany et David Wagner (par M. Serge Urbany).

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsmëssege Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6646, eng Ofan-

nerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Direktioun vun der Gesondheet. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice vum Projet, déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Wéi Der gemierkt hutt, ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Madamm Hemmen, Dir huet d'Wuert.

5. 6646 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Egalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen** (LSAP), rapportrice.- Merci villmoos, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Santé publique, d'effentlech Gesondheetswiesen, huet als Zil, fir d'Gesondheet vun der Populatioun esou gutt et geet ze schützen an ze erhalten an duerfir och all néideg Politicken a Mesuren ze entwéckelen an émzesetzen, fir dat och ze garantéieren. D'effentlech Gesondheet gräift dofir an an all méiglech Gesondheetsberäicher, an dat souwuel um Niveau vun der Preventioun wéi och um Niveau vum Dépistage, kloren Diagnostique an natierlech och eng beschréiglech Prise en charge vun all méigleche Gesondheetsrisiken a Krankheeten.

Dat ass och den Hannergond vum Projet de loi 6646 iwwert d'Reorganisatioun vun der Santédirektioun, bei där den Ament émmerhin eng ronn 200 Persoune schaffen. 1980 waren et der grad emol 50. An déi soll vum Opbau hier a vum Fonctionnement hier optimiséiert an den heitege Gegebenheiten an de Besoinen ugepasst ginn. Dofir gëtt den Handlungs- an och de Wierkungsberäich vun enger Rei bestoenden Divisiounen vergréissert an zwou Divisiounen ginn och nei geschafen.

Alles an allem gehéieren zu der Santédirektioun an Zukunft da ganzer néng Divisiounen, déi och all Kéiers e ganz preziest Aktiounsfield couvréieren. Dat wieren zum engen: d'Division de l'inspection sanitaire; d'Médecine préventive; d'Médecine scolaire, bei där méi generell d'Santé des enfants et des adolescents bâikennet; d'Division de la médecine curative, déi an Zukunft och zoustänneg ass fir d'Qualité en santé; d'Division de la pharmacie et des médicaments; d'Radioprotéction; d'Santé au travail, déi sech och elo ém den Environnement këmmere wäert; ganz hei derbäi d'Division vun der Médecine sociale, vun de Maladies de la dépendance an d'Santé mentale; grad wéi och nei d'Division de la sécurité alimentaire. Do derbäi kommen de Service vun der Orthoptie, dee sech ém d'Aen an ém d'Kucke këmmert, an de Service audiophonologique, dee sech mam Gehéier, dem Schwätzen, der Sprooch an och der Aussprooch beschäftegt.

Wat elo den Historique ugeet, esou ass dozou ze soen, dass den éisichte Projet de loi, fir d'Direction de la Santé ze reorganiséieren, schonns am Joer 2002 déposéiert gi war an dunn awer spéider zréckgezu ginn ass. Ee ganz neie Projet gouf dunn an de Joren 2009 bis 2013 ausgeschafft an och diskutéiert, ier eis Gesondheetsministesch Lydia Mutsch en de 15. Januar 2014 déposéiert huet.

Den Text ass zweemol amendéiert ginn, eng éisichte Kéier den 10. Mäerz 2015 duerch eng Serie vu Regierungsamendementer, énner anerem fir enger Partie Remarqué vum Statsrot Rechnung ze droen, zum Beispill wat d'Koordinatioun vun der Formation continue vun den Doktere betréfft, déi der Médecine curative énnerstallt gëtt an déi mat der Division de la pharmacie et des médicaments zesummeschafft, wat d'Weiderbildung vun den Aptikter ugeet.

En aneren Amendment betréfft d'Kreatioun vum Poste vun engem zweeten Directeur adjoint, woubäi deenen hir Zoustännegkeetsberäicher opgedeelt ginn. Eemol ass et den Directeur adjoint médical et technique, deen aneren ass den Directeur adjoint administratif. Och dat ass noutwendeg ginn, well d'Direktioun vun der Santé vum Personal hier awer och vun den Aufgaben hier an de leschte Joren a Jor-zéngten natierlech extrem gewuess ass.

Den zweeten Train vun den Amendementer vum 23. Juli 2015 betréfft éisichter Détailer oder losse mer soen technesch Aspekter, déi dofin natierlech net manner wichteg sinn.

De Conseil d'Etat huet deemno am Ganzen dräimol sain Avis ofginn: eemol zum ursprénglichen Text an dann nach zweemol zu den Amendementer. D'Kommission huet sech am Detail mat de Remarqué vum Statsrot befasst an och berücksichtegt. De Conseil d'Etat huet grad wéi och de Collège médical a sengem Avis drop higewisen, dass dat sougenannt aalt

Gesetz vun der Direction de la Santé virgesinn huet, dass sollten an engem groussherzogleche Reglement d'Detailer iwwert d'Formation continue vun den Dokteren definéiert ginn. Dat ass awer ni geschitt.

Do dernieft hunn och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an de Collège médical zum Projet de loi Stellung geholl. D'Statsbeamtekummer huet sech énner anerem beschäftegt mat den Ufuerderungen un den Direkter an d'Directeurs adjoints a Saache Formatioun. Zousätzlech hu si grad wéi och de Statsrot gemengt, et wier besser, de Service audiophonologique och an d'Direction de la Santé ze integréieren, esou wéi dat fir de Service d'orthoptie de Fall ass. Dës Bemierung huet d'Kommission dann och an hiren Amendement berücksichtegt.

Fir vill méi spezifesch Détailer wéilt ech dann awer op de schrifteche Rapport verweisen, dee mer de 6. Oktober an der Kommissionssitzung ugeholl hunn.

Wärend eisen Aarbechte ronderëm d'Reorganisatioun vun der Santédirektioun, wärend sechs Reuniounen émmerhin, goufen eng Partie Froen opgeworf. Zum Beispill gouf d'Fro no der Trennung téscht der preventiver an der kurativer Medezinn gestallt. An natierlech sinn dës zwee Beräicher net strikt vuneneen ze trennen, grad wéi och d'Beräicher vun deenen aneren Divisiounen. Et ass jo evident, dass déi sech mussen ofstëmmen an zesummeschaffen.

Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Sécurité alimentaire, déi jo d'Administratioun an d'Servicer vu verschiddene Ministère betréfft, wat an der Natur vun der Saach läit. Mir wäerten do nach am Zesummenhang mam Projet de loi 6614 an dem Contrôle vun den Denrées alimentaires d'Geleeéheit hunn, fir op dee Sujet méi am Detail anzelegen.

Am Zesummenhang mat der Division de la pharmacie et des médicaments war et d'Fro, déi iwwregens och vum Collège médical a sengem Avis opgeworf gi war, vun der Kontroll vun de sougenannten Online- a Versandapptiken. An deem Beräich ass en Avant-projet de loi an der Maach, fir d'europeäsch Direktiv 2011/62 émzesetzen. An an Zukunft wäert et dann och esou sinn, dass de Versand némme dierf gemaach gi vun Aptikten, déi eng Officine hunn. Duerfir gouf iwwregens EU-wäit e Label agefouert, deen op sämtlechen Internetsite vun Online- a Versandapptiken muss figuréieren.

Eng e besse méi komplizéiert Thematik dréit ém d'Mettelen an d'Rechter vun den Dokteren an den Agente vun der Direction de la Santé, an dat souwuel am Fall, wou e Gesondheetsproblem an enger Wunneng constatéiert gëtt, de Beträffenauer awer refuséiert zum Beispill, an e Spidol ze goen, fir déi néideg Soinen ze kréien, wéi och am Fall, dee vum Collège médical opgeworf gëtt, wou soll bei engem Professionnel de santé gekuckt ginn, ob alles de Regelen an de Gesetzer entsprécht. An deem Zesummenhang gesinn d'Artikelen 10 an och 11 vum Gesetz déi néideg Virgeeénsweis viren.

Wat d'Dokteren an d'Gesondheetsberuffer ugeet, do sief op d'Gesetzer an op d'Reglementer iwwert de Beruff an d'Autorisation d'exercer vum Dokter a vun de Gesondheetsberuffler verwisen.

Voilà, dat wier et schonn, wat ech als Rapportrice zu dësem Gesetzestext ze soen hinn. Ech wéilt awer net ofschléissen, ouni fir d'Éischt emol e grousse Merci ze soe fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht an eise Kommissionssitzungen. Merci der Madame Minister an hire Leit fir hir Disponibilité. Merci den Attachéen vun der Chamber a vun der Fraktioun fir hir exzellent Aarbecht.

Ech ginn heimadder dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun a soen lech e grousse Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréisch a menger Interve-nant, wollt ech och dann der Rapportrice Merci soe fir e gudde mëndlechen an och schrifteche Rapport. Mat dësem Projet de loi, si huet et gesot, gëtt jo d'Direction de la Santé nei organiséiert. Et geet also hei ém d'Santé publique, déi effentlech Gesondheet. A wa fréier éisichter do am Fokus stoung d'Hygiène an déi iwwerdrobar Krankheeten, ass dat haujo ganz anesch. Haut kritt dat Ganzt eng aner Nues, haut heesch Santé publique éisichter, Krankheete verhënneren, Preventioun maachen also, d'Gesondheet vun eise Bierger favoriséieren, Dispositiounen huelen, fir d'Liewen ze verlängerden, eis Matbierger besser informéieren

an och besonnesch dann de Patienten hir Rechter a Betreucht zéien.

Et ass also eng aner Aufgabestellung, eng Neiopstellung vun der Direction de la Santé, déi haut geschitt. Et mécht also Senn, fir dat ze maachen. Wat awer am Fong geholl geschitt, net esou wéi et schonn e puer mol opgeworf ginn ass a verschiddenen Avisen, notamment seet d'Fonctionnaireskummer: „Wann Der scho fénnet Artikelen ännert, firwat schreift Der net e ganz neit Gesetz vun hanne bis vir? Dat wier vläicht besser fir d'Visibilitéit.“, dat geschitt net. Et geschitt och net dat, wat de Statsrot - an och d'Rapportrice elo grad - opgeworf huet, dee seet: „Firwat macht Der dann nach eng Trennung zwësche Médecine curative a Médecine préventive, well am Fong geholl um Terrain gëtt et jo just déi eng?“ Dat geschitt also och net.

Dat Eenzegt, wat mer hei da kréien, dat ass den Ausbau vum Existant vum Gesetz, dat mer elo hunn, wou déi fénnet Artikelen geännert ginn a wou mer dann eng Erweiderung an eng Bündelung vun de Kompetenzfelder kréien. Mer kréien zwou nei Divisiounen bai: d'Divisioun vun der Médecine sociale, des maladies de la dépendance et de la santé mentale. Dat mécht wierklech Senn, well Depressioun an Alzheimer, Schizophrenie, Alkohol, Drogen, dat si Stéchwieder, wou mer dobausse gesinn, dass déi Problemfall éisichter méi grouss gi wéi méi kleng. An dofir mécht et Senn, dat dann och an enger Direction de la Santé ze bündelen. Gradesou vill Senn mécht et och, fir dann d'Sécurité alimentaire an der Direction de la Santé opzestellen.

Mä d'Fro, déi ech mer hei stellen, ass déi, ob déi Regularisierung vum Existant, wéi d'Madamm Minister dat och genannt huet, ob dat am Fong geholl, déi Tatsaach, dass een dann déi Kompetenz an engem Pool schaft, wou fréier dann den Département de la Santé an e puer Servicer an der Direction de Santé gebündelt goufen, ob dat duergeet an ob dat wierklech déi beschréiglech Lösung ass, well - et ass och gesot gi vun der Rapportrice - an dem Sécurité-alimentaires-Milieu hu mer vill Intervenanten, notamment d'Agrikultur, de Minister mat senge Services vétérinaires. An de Lead läit ganz kloer bei der Santé. An dat wäert och net an Zukunft änneren.

Mä wat mer net esou kloer schéngt, dat ass zum Beispill eng Fuerderung, déi d'Chambre des Métiers gestallt huet am Avis zum Projet de loi 6614 iwwer de Contrôle vun de Liewensmëttel. Do werfe si Folgendes op. Si soen: „Firwat net“, esou steet et am Avis, „instaurer un seul organisme pour tout ce qui a trait à la sécurité alimentaire et au contrôle, voire même de mettre sur pieds une nouvelle instance en charge de toutes les dispositions relatives à la sécurité alimentaire.“?

Firwat maache mer dat net? D'Madamm Minister huet eis eng Kéier gesot, dat wier komplex an hei an do. Bon, ech hätt léiwer gehat, mir wieren déi ganz Geschicht méi lues ugaangen a mir hätten och den Audit ofgewaart, deen an deem Beräich de Moment gemaach gëtt. Do kréien ech da geántwert, de Projet de loi 6614 iwwert d'Kontrolle vun den lesswueren, deen ass hei éisichter beträff. Et ass awer net auszeschléissen, dass déi zwee Projeten, déi sech iergendwéi awer begéinen, dass deen een oder anere ka Répercussionne kréien.

An ech fannen et net gutt, dass mer dësem Projet hau an hei elo direkt Fait-accomplié maachen am Beräich Sécurité alimentaire. Ech hätt léiwer gehat oder mir hätte léiwer gehat, de Projet de loi 6646 vun hau an de 6614, déi wären zesummen evakuéiert ginn hei an der Chamber, wéinst der Complémentaritéit an der Komplexitéit an dësem Domän.

Da sinn nach dräi aner Punkten, déi ech wollt kuerz opwerfen, déi problematesch sinn. Dat eent ass, dat hat ech och an der Kommission gesot, mer kréien en Direkter mat zwee Directeur-adjointen. Dat ass dann... Et gëtt eng Aart Dräiecksverhältnis. Dat wäert secherlech zu Spannunge féieren. Och wann am Projet de loi steet oder am Gesetz herno wäert stoen, dass, wann den Directeur net do ass, gëtt en duerch deen ersat „le plus ancien en rang“.

Dat kann awer och zu Situationne féieren, déi spannend ginn, well Der hutt eis och an der Kommission gesot, deen een Directeur mat zwee Directeur-adjointen. Dat ass dann... Et gëtt eng Aart



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

ter a Richtung goe vun engem Direkter an engem Directeur adjoint, wahrscheinlech och well en do Erfahrungs gemaach huet, déi net optimal waren. Duerfir wollt ech dat hei opwerfen.

Dann nach zwee Punkten iwwert d'Conformité. D'Fiche financière, déi bäläit am Gesetzes-text, déi gëtt keng Renseignementer iwwert de Käschtepunkt vun désem Gesetz. Si seet just, dass d'Paien an d'Ausgaben an d'Lucht géife goen, ouni ze preziséieren. De Statsrot wërt dat op a seet jo och dann, dat wär net konform mam Artikel 79 vum Budgetgesetz vun 1999.

An e leschte Punkt, deen d'Chambre des Fonctionnaires opwërt, dee mer och wichteg schéngt. Dat ass deen, wou si och soen: Gutt, mam Gesetz müssen den Directeur, den Directeur adjoint an de Médecin-chef de division eng Formation complémentaire maachen, déi dann iwwer Règlement grand-ducal preziséiert gëtt. Si stellen d'Fro an ech stellen déi och: Ass dat iwwerhaapt opportun, dat iwwer Règlement grand-ducal ze maachen? A firwat müssen dann déi eng eng Formation maachen an déi aner net? Dat ass och net grad équitable.

An iwwerhaapt wäert et och net einfach gi bei Leit, déi zwéschen néng an eelef Joer Uni-Studie gemaach hunn a spezialiséiert sinn, fir dann do e Règlement grand-ducal ze schreiwen, deen da soll definéieren, wat si sollen dann do komplementar maachen zu deem, wat se scho wëssen. Ech stelle mer do Froen, ob dat wier-lech eng gutt Dispositioun ass. An iwwerhaapt stellen ech mer och déi Fro, ob dat Ganzt kom-patibel ass mam Artikel 32 vun der Verfassung, well d'Santé publique ass jo am Fong geholl eng Matière réservée, also missten d'Modalitéiten an deem Beräich, an dat ass dann hei, iwwer Gesetz gereegelt ginn an net iwwer Règlement grand-ducal.

An ech mengen all déi Saachen, déi ech elo hei gesot hunn, feieren d'CSV derzou, sech bei désem Projet de loi ze enthalten.

Ech soen lech Merci fir Är Opmiersksamkeet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Den nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: «Faut-il rappeler qu'en matière de santé avec l'expansion de l'industrialisation notre population fut confrontée à une situation nouvelle, ayant nécessité des orientations spécifiques des services de soins, de prévention, des moyens sanitaires et de protection de la population?» Dès intéressant Aussöe goufen de 5. November 1980 hei an der Chamber gemaach vum deemolege Rapporteur iwwert d'Gesetz vun der Organisation de la Santé, an zwar vum Dokter Joseph Eyschen.

Dat Eenzegt, wat ee ka soen: Och déi Wieder hunn haut nach ouni Zweifel hir voll Bedeutung. An duerfir ass et och ganz flott an interessant, datt dat Gesetz hei no 35 Joer elo u sech ugepasst gëtt, well, ech mengen, et stellt keen a Fro heibannen, datt mer en effikasse Gesondheetssystem hunn an datt mer och sol- len dru schaffen, fir deen effikasse Gesondheetssystem och an Zukunft bäibehalen ze können.

Duerfir muss natierlech och e Maximum un Ustregunge gemaach ginn, fir dat ambitiéist Zil och weiderhi können ze errechen. Et ass also och evident, datt um Kapp vun däri Struktur eng gutt Organisatioun muss sätzen, eng gutt Direktioun, an émmerhin, a mir sinn dat jo schonn hei gewuer ginn, schaffen haut 200 Leit an der Direktioun vun der Santé, wat jo villes ausseet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Projet u sech vun haut wëll ech e puer Remarques am Numm vu menger Fraktioune maachen. Fir d'Eisch begréisse mer et emol, datt den Akzent hei op d'Formation geluecht gëtt. Wann et ee Beräich gëtt an eiser Gesellschaft, dee sech jo enorm entwéckelt, Gott sei Dank muss ee soen, dann ass et jo ebe grad d'Medezinn. Et ass also wichteg, datt d'Medezinner émmer um leschte Stand vun der Ent-wécklung vun der Medezinn sinn. Dat gëllt iwwregens och fir d'Fleegepersonal. An datt d'Medezinn sech, wéi gesot, ganz positiv ent-wéckelt huet, ech géif soen, et ass bal keen hei-bannen, deen net och dovunner schonn Témoin ginn ass. A mir hunn och all Ursach, fir eben, wéi gesot, op deem Wee och weiderze-fueren.

Dann ass jo och virgesinn, fir en zousätzlechen Direkter, Sous-Direkter anzestellen, an zwar e

Verwaltungsdirekter. Datt dat net e Medezinner muss sinn, ass evident. Hei geet et jo an eischter Linn ém déi administrativ Aarbecht. Et ass evident, wann een eng esou grouss Struktur opgebaut huet, datt natierlech dann och ganz vill administrativ Aarbecht do ufält. Mir hu jo an der Kommissioun och vill iwwert d'Formatioun vun där Persoun hei diskutéiert, a mir hu jo och elo en Text fonnt, deen am Aklang ass mat der Philosophie vum Bologna-Prozess.

Et gi jo dann och zwou nei Divisiounen geschaf-fen, virun allem, wéi gesot, d'Divisioun vun der Sécurité alimentaire. An do muss een natierlech ganz éierlech sinn, do muss een oppassen, datt eben net ze vill Iwwerschneidungen entstinn och mat de Kompetenzen, déi um Niveau vum Landwirtschaftsministère ugesidelt sinn. Et muss also déi beschtméiglech Kooperatioun do och an Zukunft ugéstrieft ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, datt mer de leschte 17. Juni hei en neit Gesetz iwwert d'Veterinärverwaltung gestëmmt hunn, wou énner anerem och eng Divisioun dran ass, d'Santé publique, déi iwwregens énnert der Kompetenz vum Gesondheetsminister steet, déi jo als Objektiv d'Kontroll vun der Produktioun, dem Stockage, Verkauf vun lesswuere vun Déieren, wéi gesot, wéi Mëllech, Fleesch an Eeën huet. Et geet also ganz kloer hei ém d'Liewensmét-telsécherheet. Déi Divisioun steet jo énnert der Tutelle vun dem Gesondheetsministère. Mä natierlech gëtt et och nach aner Échellen an deem ganze Contrôle. An ech denken natier-lech do virun allem och un d'Kontroll vun de Béisichten u sech. Datt dat natierlech muss vu Veterinären ausgefouert ginn, ass net méi wéi evident.

Ech weisen och drop hin, datt duerch déi nei Divisioun elo Ingenieuren och d'Méglechkeet kréien, zum Beispill um Findel Kontrollen ze maachen. Ech erénnern aver och drun, datt natierlech aver och d'Veterinären - bedéngt duerch d'Divisioun, d'Kontroll vum Import - aus der Veterinärverwaltung änlech Kompe-tenzen hunn. Mir müssen also oppassen, datt mer do eng geregelt Kompetenzenopdeelung kréien.

Am Projet de loi 6640 (veuillez lire: 6614) iwwert d'Sécurité alimentaire bitt sech jo dann d'Méglechkeet, fir, wéi gesot, eng ganz kloer Struktur do können ze errechen. Et däerf ee jo net vergiessen, datt et souguer nach eenzel Domänen an deem Beräich gëtt, wou net manner wéi fénnek Ministère Kompetenzen hunn!

Dann e Wuert och nach zu däri zweeter neier Divisioun, déi geschafe gëtt, wéi gesot, d'Division de la médecine sociale, des maladies de la dépendance et de la santé mentale, déi spiegelt u sech aver och d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft zréck. Déi mental Gesondheet spillet jo haut e ganz wesentleche Facteur am Wuelbefanne vun deem Eenzelen. Ech wëll och drop hiweisen, datt, laut Gesondheetskeess, 25% vun der Lëtzebuerger Population, iwwregens méi Frae wéi Männer, déi krute scho mindestens eemol e Psychopharmaka vun der Gesondheetskeess rembourséiert. Och dat seet jo eppes aus.

An da referéieren ech mech hei op en Interview, deen d'Dokter Juliana D'Alimonte kier-lech am „Journal“ ginn huet. A si seet do, datt et „beängstigend“ wier, datt 42% vun de Benzodiazépin fir méi wéi dräi Woche ver-schriwwen ginn! Also, och dat sinn aver Zuelen, déi engem müssen ze denke ginn. Och dat sinn u sech Zuelen, déi awer weisen, datt eng gewëssen nei zivilisatoresch Krankheet sech leid-er och émmer méi breetmécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Statsapparat ass et jo leider esou, datt eng ganz Rei vereedegt Beamten och müssen d'Qualitéit hu vum Officier de police judiciaire. Dat ass natierlech noutwendeg, dat ass wichteg, besonnesch och um Niveau vun de Kontrollen. An datt natierlech och, wa mer am Beräich vun der Medezinn hei sinn, datt do musse Kontrolle gemaach ginn, ass fir eis net méi wéi evident. An datt d'medezinnesch Direkteren, Apdikter, Inspektoren an och ver-schidden Ingenieuren déi Kompetenz kréien, läit also ganz kloer op der Hand.

Wat gutt ass, ass, datt awer eng kloer Distinc-tion gemaach gëtt zwéschen, engersäits, Police administrative an, anerersäits, awer och Police judiciaire.

(*Interruption par la présidence*)

Bon, ech gesinn, datt de President mer feinfil-leg matdeelt, datt ech esou lues zum Schluss muss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir sidd schonn eng Minutt driwwer.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Jo. Ech wollt, wéi gesot, awer dann en allerlescht Schlusswuert soen. Wéi gesot, trotz eenzelnen Defiziter, déi de Gesondheetssystem vläicht hei zu Lëtzebuerg kennt, muss een allerdéngs nach eng

Kéier énnersträichen, datt mer awer kennen houreg a stolz sinn op déi ganz Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg. An dëst Gesetz wäert ouni Zweifel och dozou bäß-droen, fir dat ambitiéist Zil och an Zukunft nach kennen ze verteidegen.

Ech wëll ofschléissend der Madamm Hemmen awer och nach villmoos Merci soe fir hiren interessante Rapport. A selbstverständliche bréngen ech hei den Accord vun der DP zu désem Gesetz.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Graas. An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reform vun der Gesondheetsdirektioun ass jo net grad revolutionär. Se ass awer dréngend wichteg, fir dës Direktioun personalméissig besser op-zestellen a fit ze maache fir d'Zukunft.

Modifikatiounen gëtt et, nieft der positiver Em-strukturéierung um Niveau vum Direktiounspersonal a mat der wichteger Formatioun, déi domat verbonnen ass, bekanntlech och um Niveau vun den Divisiounen, déi d'Basis vun der Lëtzebuerger Gesondheetspolitik duerstellen an den nächste Joren an och ganz grouss Wichtegkeet hunn. Meng Virriedner sinn drop agaangen.

Aus Zäitgrënn beschränken ech mech just op e puer Punkten. Deen éischte betréfft d'Divisioun vun der Sécurité alimentaire, op déi jo och meng Virriedner agaange sinn, wou ech géif mengen, dass dës Divisioun eigentlech e gewëssenen Zündstoff huet.

Divers Onkloerheeten am Beräich vun der Liewensmét-telsécherheit sinn ee vun de Grénn, firwat d'Kollege vun der CSV dése wichtige Projet de loi net stëmmen. Mir fan-nen dat als Gréng bedauerlech. Quite dat an deem spezifische Beräich vun der Liewensmét-telsécherheit nach Klärungsbedarf besteet, gëtt et an eisen Aen awer kee Grond, fir déi gesamt Reform vun der Santésdirektioun do-duerch ze blockéieren, nodeems se scho sätzt 2002 op Áis läit!

Déi gréng Fraktioun jiddwerfalls wäert dëst Ge-setz an engem konstruktive Geescht matstëmm-en a se wäert och gradesou konstruktiv mat-schaffen, wann et ém d'Reform vun der Sécu-rité alimentaire geet.

Ech gi kuerz dorop an. Dass dës Reform wichteg ass, dat wësse mer alleguer. Et ass nämliech längst gewosst, datt d'Zoustännigkeiten an d'Aktivitéité vu ganzer fénnek Ministeren am Beräich vun der Liewensmét-telsécherheit net zefriddestellend koordinéiert sinn an datt déi eng Hand oft net weess, wat déi awer mécht.

Fir den Iwwerschneidungen, mä och de Rivalitéiten téschten deenen engen an deenen aneren Akteuren en Enn ze setzen, peilt d'Regierung eng Zesummeleung oder eng besser Koordinatioun mat allen implizierte Servicer un, änlech wéi dat an aneren europäesche Länner gehandhaft gëtt, ugefaange bei eise-belschen Noperen, déi ech wéilt ervirsträichen. Si sinn europawäit Virreider op deem Gebitt.

An der Organisatioun vun der Sécurité alimen-taire spille se eigentlech eng tragend Roll. Schonn zanter 2002 läit souwuel d'Gestioun vun der Liewensmét-telsécherheit wéi och de Service um Konsument an der Belsch an den Hånn vun engen eenzeger Agence, der Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimen-taire, mat iwwer 1.300 Beschäftigten. D'Agence steet iwwregens an der Belsch énnert der Tutelle vum belsche Gesondheetsministère, deen enk awer och un den agroalimentaire Secteur gekoppelt ass, dat heescht un de Landwirtschaftsministère, an awer och un eng ganz Rei awer Akteuren aus deem Beräich.

Op déi Lëtzebuerger Situations bezunn, heescht dat net, dat wëll ech énnersträichen, datt mir mam Kapp duerch d'Mauer wëlle goen an d'Liewensmét-telsécherheit par force dem Gesondheetsministère wëllen énnerstellen, well mer einfach zu Lëtzebuerg vun engen anerer Situationen müssen ausgoen. Mir sinn awer, grad wéi d'Regierung, der Meenung, datt eng eenzeg Cellule - a firwat net och an eng spéiderer Phas en neie Verbraucher-schutzministère - fir dee ganze Beräich vun der Liewensmét-telsécherheit soll zoustännig ginn, well et dee rationellste Wee ass, fir ze schaffen.

An deem Senn si mir zouversichtlech, datt de Landwirtschaftsminister dee Chantier dann awer och an enker Kollaboratioun mat der Madamm Gesondheetsminister wäert an Ugréff huelen, an der Hoffnung natierlech, dass dës Reform couragiert a consequent émgesat gëtt an datt déi zwee Ministères impliziert sinn.

Duerno ass et keng Hexerei, dee virlerende Projet de loi op deem bestëmmte Punkt ze modifi-

zieren. E Gesetz ass jo sielen a Stee gemees-set!

Eng aner Divisioun, déi ech positiv wéilt ervir-sträichen, ass déi vun der Santé au travail et de l'environnement, ganz einfach well mir als Gréng säit éwegen Zäite fir e bessere Ge-sondheetsschutz a fir d'Promotioun vum Wuel-befannen op der Aarbecht antrieben a vrou-sinn, wann dee Volet eescht geholl gëtt. Et ass bekannt, dass dése Volet an enker Relatioun steet mat der Médécine sociale a mat der Santé mentale vun de Beschäftigten. Och doriwwer hate mer schonn Debatten an der Chamber. Et louch och schonn eng Kéier eng Motioun vir, dass an deem Beräich sollt e Projet de loi ausgeschafft ginn, fir einfach dee ganze Volet vun der Santé mentale gesetzlech ze regeln, haapsächlech och wat den Harclement au travail ugeet.

Op d'mannst esou wichteg ass fir eis dann awer d'Emweltmedezinn, déi vill ze vill laang als Stéif-kand behandelt ginn ass a mat désem Projet de loi endlech méi e grousse Stellewäert kritt.

E Bémol, Madamm Minister, ech muss deen awer elo och mellen, ass de Mangel u kom-potentem Personal, wat fir d'Servicer vun der Em-weltmedezinn zur Verfügung steet. Dat héiert en um Terrain. Net némme Privatstéit, mä och d'Gemengen, déi beispielweis hir Schoulgebraier oder aner öffentlech Gebaier op schiedlech Substanze émmer énnersiche loissen, bekloe sech émmer erëm iwwer vill ze vill laang Waarde-zäiten.

Dofir e klengen Appell un lech, Madamm Minister, fir deem Beräich e bësselche méi Mëttelen zur Verfügung ze stellen, well, wéi seet een esou schéin: Et ass déi beschte Preventioun, wann ee vun Ufank un toxesch Substanzen aus den Haiser an aus de Gebaier erauskritt.

An der Hoffnung natierlech, dass och eis laang gefuerdet Emweltklinik deemnächst Réalitéit gëtt. Ech brauch net un de Muck Huss ze erénn-neren, dee jorelaeng dofir gekämpft huet.

(*Interruption par la présidence*)

Den Här Graas hat och ze vill Zäit kritt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, mä Dir sidd elo scho méi laang amgaang.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Neen, hien huet nach 15 Sekonne méi gehat!

(*Hilarité*)

Fir ofzeschleissen...

► **Plusieurs voix.**- Ooh! Aah!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Fir ofzeschleissen, soen ech der Madamm Cécile Hemmen villmoos Merci - däerf ech dat nach? - fir hiren ausféierleche Rapport. An awer och der Dokter Danielle Hansen-Koenig wéilet mer am Numm vun deene Gréng eise volle Respekt ausdrécke fir hire laangjähregen Asaz an der Gesondheetsdirektioun, déi mat désem Projet de loi endlech eng nei Nues kritt.

An domat soen ech lech Merci fir d'Nolausch-teren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci der Madamm Lorsché, däer ech wëll soen, dass d'Zäit respektéiere sech och léiert! Merci. Ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Gesond-heetsministesch.

(*Prise de position du Gouvernement*)

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Léif Kolleginen a Kol-legeen, fir d'Éischt emol e ganz grouss Merci un d'Rapportrice, d'Madamm Hemmen, déi ons hei net némme e ganz kompletté schrifte-chen a mëndleche Rapport gemaach huet, mä déi virun allem ganz kloer erëmgespigel huet, wéi wichteg dëst Gesetz fir d'Santé publique zu Lëtzebuerg ass. Dankbar war ech och fir déi oppen a konstruktiv Diskussionen, déi mer an der Kommissioun konnte feieren, an e p



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

mat engem Direkter an zwee Adjoints, médical an administratif.

Et ass schonn hei gesot ginn, dass d'Direktiou vun der Santé haut ronn 200 kompetent Mataarbechterinnen a Mataarbechter zielt, mat iwwer 20 Dokteren. De Kompetenzberäich vun der Direktiou geet vun der allgemenger Preventioun, der Gesondheetsförderung vun de Poppelcher, Kanner a Jugendlechen, iwwert d'Radioprotektiou bis hin zum Contrôle vun der Liewensmëttelsécherheet - ee ganz vasten Terrain, deen èmmer am Kader vun der Protektiou vun der Gesondheet vun eiser Populatioun steeet.

Ech wëll op dëser Platz och vun der Geleehheet profitéieren, fir ganz besonnesch menger Direktesch, der Dokter Hansen-Koenig Merci ze soen. Si geet elo um Enn vun dësem Joer, no 38 Joer an der Santé, dovunner 24 als Direkter, an hir wuelverdengte Pensioun. Ech mengen, et ass net iwwerdriwwen, fir ze soen, dass si d'Lëtzebuerger Gesondheetswiesen an deene leschte Jorzéngten entscheidend matgeprägt huet.

Leif Kolleginnen a Kollegen, loosst mech lech nach eemol kuerz d'Aufgabe vun der Direktiou vun der Santé résuméieren, déi, wéi gesot, mat der Zait èmmer méi villfältig an èmmer méi komplex gi sinn, wourop Dir jo och bei Ären Ausféierungen zum Deel schonn hi gewisen hutt.

D'Ausaarbechtung vun onzielbare Preventiouns- an Dépistageprogrammer vu Krankheiten, ènner anerem am Beräich vum Fëmmes, Alkohol, GIMP - „gesond iessen, méi bewegen“ -, Aids, d'Preventioun vum Suicide, Plan d'action gouvernemental géint d'Drogen, Programm Demenzpreventioun, Dépistage Broschtkribsprogramm, Mammografie, a vum nächste Joer un och fir den Daarmkribs, nationale Kriibsplang si just e puer Beispiller heivunner.

Vill vun dësen Démarchen hunn net némmen eng national, mà och eng wäitreichend europäesch respektiv international Envergure. Bei Erausfuerderunge mat globalem Charakter, wéi Ebola, Vullen- a Schwéngsgruppen oder wéi elo dem Accueil médico-social a psychologique vun den DPlen, stoungen a stinn d'Leit vun eiser Direktiou an der éischter Linn an hëllefen do, wou se némme kënnen.

D'Divisioun vun der Schoulmedezin këmmert sech méi generell èm d'Gesondheet vun eise Kanner a Jugendlechen, esou zum Beispill, dass Kanner mat spezifesche Besoinen am Schoulsystem besser en charge kënnne geholl ginn.

Gradesou wichteg ass och déi adequat Prise en charge vum Salarié am Zesummenhang mat der Gesondheet op der Aarbeitsplatz.

Och d'Santé mentale ass e fundamental wichteg Thëma - ech hunn och wierklech zur Kenntnis geholl, dass dat ganz ville vun lech ganz staark um Häerz läit -, en Thëma, wou déi konsequent Ëmsetzung vun der Psychiatriereform absolut dozou gehéiert an och d'Ennestrëtzung vu konventionéierten ambulante Servicer an deem Domän e grouss Uleies ass.

Ëmweltmedezinnesch Analysen doheem wéi an der Aarbechtswelt, mat der neier an néideger Berodung, sinn e wichteg Bestanddeel vun eiser Aarbecht. An ech kann dat némmen ènnersträichen, wat déi honorabel Madamm Lorsché hei ervirgestrach huet: Do kënnnt wierklech èmmer méi Aarbecht op eis zou, èmmer méi komplex Dossieren. An et ass wierklech kee Luxus, fir driwwer nozedenken, fir dee Service, dee jo och e Regruppement elo duerch dat heite Gesetz wäert kréien, fir do eng Opstockung mételfristeg virzegesinn. Ech mengen, dat stéisst bei eis net op daf Oueren.

D'Kontroll vun de Liewensmëttelbetreiber, de Restauranten, der Chaîne alimentaire, vun der Importatioun bis op den Teller souzesoen, ass eng Aufgab, déi d'Direktiou vun der Santé am Numm vun der Santé publique an dem Schutz vun de Bierger zénter Joren iwwerhëlt.

Hei wëll ech preziséieren, dass dëst Gesetz net d'Bestriewe vun der Regierung hypothékiert, fir am Beräich vun der Liewensmëttelsécherheet a -kontroll eng besser Koordinatioun um Terrain an en eventuelle Regruppement unzestriewen a verstärkt dem Verbraucherschutz Rechnung ze droen. Hei wäert ech zesumme mam Landwirtschaftsminister eis gemeinsam Iwwerleeungen an der noer Zukunft an d'Getz iwwert d'Denrées alimentaires afléisse loosseen.

Donieft däerf een och net de Beräich vun de Medikamenten an den Apdikte vergiessen. De Wee vun der Entwickelung vun engem Medikament bis zu senger Auslieferung un de Patient an der Apdikt, hei am Land, läit ènnert der Responsabilität vun der Division de la Pharmacie et des Médicaments, eng ganz wichteg Komponent vun der Direction de la Santé, gradesou wéi och d'Divisioun vun der Radioprotektiou.

D'OGMe falen an d'Aufgabegebitt vun der Direction de la Santé, an enker Zesummenaarbecht mam Èmweltministère a mam Landwirtschaftsministère, genausou wéi och d'Kontroll vun de Kosmetikartikelen a vun allen Dispositifs médicaux, en Dossier, deen och elo am europäesche Kontext bei der Présidence jo eng ganz grouss Bedeutung huet.

Och dëst sinn extrem breet gefächert Aufgabeberäicher, an deenen op europäeschem Niveau weider an èmmer méi Flichten op eis an Zukunft zoukomme wäerten. Hei geet et erêm èm d'Sécherheit vum Bierger, dee medezinnesch Produkter oder och aner Leeschungen an Usproch hëlt, domadder behandelt gëtt an dowéinst op d'Qualitéit muss kënnen insistéieren.

Ech sinn och ganz besonnesch frou, dass all d'Intervenanten op den héije Stellewäert vun der Formation higewisen hunn. Et war keng vun deene Sätzungen, déi mer an der Gesondheetskommissioun haten, wou mer net doriwwer geschwatt hätten. An hei läit et mir besonnesch um Häerz, fir op d'Noutwendegkeet vun der Formation complémentaire hinzuweisen, déi natierlich besonnesch justifiér ass, wa ganz spezifesch Responsabilitéiten am Beräich vun der Santé publique müssen iwwerholl ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz ass also - Dir hutt dat elo héiere bei den Diskussiounen, déi hei gefouert gi sinn - e ganz wichtige Schratt, fir eis Direction de la Santé professionell opzestellen, fir och der Komplexitéit vun hiren Aufgabe Rechnung ze droen a se optimal op d'Zukunft virzubereeden, well dat ass schlussendlech déi beschte Grondlag, déi mer kënnen schafen, fir d'effentlech Gesondheet fir d'Bierger vun dësem Land och weiderhi kënnen esou gutt ze garantéieren.

Villmoors Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. An domat si mer um Enn vun den Diskussiounen vum Projet 6646 ukomm a mer ginn direkt zur Ofstëmmung iwwer, déi elo ugefaangen huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6646 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procurationen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

60 Deputéierten hu sech bedeelegt: 37-mol Jo bei 23 Enthalungen. Domat ass déi Projet de loi 6646 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydia Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

Se sont abstenu: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spatz (par M. Jean-Marie Halsdorf), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet.

An ech géif lech froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidiert.

A mer ginn zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 6756, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Centre des technologies de l'information de l'Etat. D'Riedézäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur,

den Här Yves Cruchten, huet elo direkt d'Wuert. Här Cruchten!

6. 6756 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'Etat

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

► **M. Yves Cruchten** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéierten, de Centre de communications vun der Regierung ass fir vill Leit eng zimlech onbekannte Verwaltung. Dobai huet se awer eng wichteg Missioun, nämlech d'Kommunikatioun an d'Sécherheit ze assuréiere vun der Kommunikatioun téschent de Ministären, awer virun allem mat den internationalen Organismen, an deene Lëtzebuerg Member ass.

Et versteet sech vum selwen, datt Organisme wéi zum Beispill d'NATO drop halen, datt hir dacks sensibel a vertraulech Kommunikatiounen mat Lëtzebuerg héije Sécherheitsstandarden énnerleien. Eist Land huet sech hei och derzou verflicht, dës Sécherheitsstandarden anzehalen. Zanter dem 24. Juli 2014 énnersteet de Centre de communications vun der Regierung dem Ministère vum éffentlechen Déngscht an der administrativer Reform, zu deem och de Centre informatique gehéiert.

De Projet de loi 6756, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ersetzt eigentlech de Projet de loi 6075 iwwert d'Schafe vun engem Centre de communications. Béid Projeten haten och deelweichen Objet, nämlech eng legal Basis ze schafe fir eben dëse Centre de communications. Anesch ewéi am viregte Projet de loi virgesinn, gëtt dëse Centre de communications an de Centre informatique intégréiert. Wärend op däer enger Säit de Centre de communications fir d'Sécherheit vun der Kommunikatioun éischter no baussen a mat baussen zoustänneg ass, esou ass eise Centre informatique jo responsabel fir d'Kommunikatiounen bannent eise Lëtzebuerger Verwaltungen.

Dofir läit et och op der Hand, fir béid Verwaltunge beieneen ze bréngen. Heimadder solle Synergien geschafe ginn téschent dëse Verwaltungen. Expertise, Wëssen an Technik komme beieneen. Och sollen esou kënnne Käschten agespüert ginn a Ressourcen, déi mer hunn, besser genutzt ginn.

Wann ee gesäit, datt den Transfert vun Donnéeën, Gesprächer an Informatiounen quasi just nach wäert digital geschéien, Stéchwuert "Voice over IP", da mécht dat och Senn. De Centre informatique iwwerhëlt d'Attributiounen vum Centre de communications. Mat dodru sinn de Bureau d'ordre central, de Service courrier vun der Regierung an de Centre de conférences zu Senneng mat sengen Infrastrukturen.

De Projet de loi gesäit vir, datt d'Personal vum Centre de communications un de Centre informatique detachéiert gëtt an datt hei jiddweree vum Personal säi Rang behält grad ewéi seng Carrière, déi e bis elo viru sech hat.

Här President, dëse Projet de loi gouf den 9. Dezember zejoert vum Här Minister Dan Kersch déposéiert. D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet hiren Avis ofginn den 18. Juni vun dësem Joer. An de Statsrot huet eis säin Avis den 30. Juni och vun dësem Joer geschéckt. An der Kommission hu mer déi zwee Avisen am Detail gekuckt. An de Rapport zu dësem Projet gouf dunn de 24. September ugeholl.

Ech soen alle Membere vun der Kommission Merci fir hiert gutt Matschaffen a ginn zum Schluss och direkt den Accord vun eiser Fraktion. Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madame Modert. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech awer erstaunlech, datt de Centre de communications bis haut keng direkt legal Basis hat, well et däerf ee jo awer net vergiessen, mer bewegen eis hei an engem ganz sensibele Beräich an et geet èm d'Traitement, den Échange vu confidentielle Kommunikatiounen, Donnéeën.

Ech wëll drop hiwisein, datt mer, bedéngt duerch eis Memberschaft an enger Rei vun internationales Organisationsen, sieg dat d'OSZE oder sieg dat d'Europäesch Unioun, dozou jo och verflicht sinn.

Wéi den obligatoiresche Militärdéngscht 1967 ofgeschaافت gi war, hätt ee schonn deemoools kënnen driwwer nodenken, ob net, wéi gesot, dee Centre misst eng legal Basis kréien. An dunn am November 1993, wéi deen Hautcommissariat à la Protection nationale och virleefeg op Ais geluecht gi war, och dunn hat sech, wéi gesot, déi Diskussiounen erëm eng Kéier nei gestalt. Besonnesch am Zäitalter vun Transmissiounen vu wichtegen Daten ass et also fir eis eng Evidenz, datt mer elo däer Struktur do awer eng kloer legal Basis ginn.

Ech wëll vläicht nach kuerz zwou Remarqué maachen, engersäits och op déi Autorité nationale de distribution hiweisein, déi jo eng ganz wesentlech Aufgab ze erfëllen huet. Si fonctionnéiert jo op Basis vum Gesetz vum 18. Juli 2014 iwwert de Schutz vu klassifizierte Informatiounen op EU-Niveau.

Dann op däer anerer Säit wëll ech awer och nach eis Satisfaktioun zum Ausdruck bréngen, datt déi Beamten, déi jo elo detachéiert ginn an de CTIE, trotzdem awer an hirer Carrière weider sech entwéckle kënnen, wéi wa se elo net transferéiert gi wären. Dat ass awer fir eis och eng ganz wichteg Saach.

Ofschléissend, wéi gesot, si mer als Demokratische Partei frou, datt dee Schratt hei énnerholl gëtt. An ech wëll och nach dem Rapporteur Yves Cruchten Merci soe fir sain ausfeierleche Bericht. Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Graas. An nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

ken, do sinn e ganze Koup Leit heibannen d'accord.

Et freet sech just, ob de CTIE wierklech all Funktionalitéiten ivverhuele muss vum CCG zum Beispill, déi méi protokollaresch Funktiounen, well wann an Zukunft den HCPN, den Hautcommissariat à la Protection nationale, op Senneng komme soll, dann ass jo och keng Unitiéit vu Ministèren an Tutelle méi énner engem Daach do zesummen.

Meng Fro: Wéi geet herno d'Zesummenaarbecht mam HCPN am Kontext vun der Gestion de crises? Dat ass sécherlech e Punkt, deen och am Kader vun anere Gesetzesprojekten nach wäert gekuckt an diskutéiert ginn. Heibäi, mengen ech, ass et awer och eng Fro, déi sech stellt.

Ech hätt eng Bemerkung nach vum legistesche Standpunkt, vum Legistik-Standpunkt. Ech war e besse verworrott iwwer onprezis bis onkorrekt Ausdréck a Beschreibungen am Exposé des motifs, déi net ganz richteg si vun och engem juristesches-legistesche Standpunkt hier; vlaicht hätt een do e besse méi Soin kenne ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir och dëse Projet de loi stëmmen, esou wëll ech dach soen, datt et net déi fein Aart a Weis ass a keen Dialog a gudden Èmgang mat de Mataarbechter ass, wann déi alleguer aus de Medien héieren, also iwwert d'Média gewuer ginn, aus dem Mond vun hirem deemolegen Tutelles-Minister nom Regierungsrot, datt hire Service énner sech aner lechters a besser maache kënnen. Dat wär och besser gewiescht a gutt fir eng reibungslos Integratioun vun engem Service an en aneren.

Ech mengen, bei der Aart a Weis, wann een een Haus mat engem aneren zesummeleet, do ginn et Méglechkeiten, fir dat besser unzepaken an hinzekréien, wat net heesch, datt déi Saachen net gutt beienee passee kënnen. Trotzdem muss een och un déi Leit denken, déi do schaffen a si einfach och op eppes vibereeden, well si dat dann och normalerweis sollen a müssen akzeptéieren, esou wéi dat soll sinn a sech soll passen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madame Modert. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass u sech awer erstaunlech, datt de Centre de communications bis haut keng direkt legal Basis hat, well et däerf ee jo awer net vergiessen, mer bewegen eis hei an engem ganz sensibele Beräich an et geet èm d'Traitement, den Échange vu confidentielle Kommunikatiounen, Donnéeën.

Ech wëll drop hiweisein, datt mer, bedéngt duerch eis Memberschaft an enger Rei vun internationales Organisationsen, sieg dat d'OSZE oder sieg dat d'Europäesch Unioun, dozou jo och verflicht sinn.

Wéi den oblig



► **M. Henri Kox** (déri gréng).- Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur Merci soe fir sái mëndlechen a schréftleche Rapport a gi gläichzäitig den Accord vun der grénger Fraktiouen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Kox. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Dann huet d'Wuert direkt den zoustännege Minister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch**, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.- Merci, Här President. Fir d'Esicht emol wëll ech och dem Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee mir et natierlech wesentlech méi einfach mécht; ech brauch net méi op d'Detailer anzegoen. Ech wéilt trotzdem awer vläicht d'Chamber informéieren, wat dat Zesummeleeë vun deene Servicer an der Tëschenzäit scho bruecht huet.

Ech mengen, doduerch, dass mer déi Servicer zesummegeluecht hunn an der konkreter Praxis, wuel wéssend, dass d'Base légale vum CCG insgesamt gefeelt huet, dunn awer an der Praxis scho laang existéiert huet, hu mer natierlech wäit viraus gekuckt an hunn déi Servicer zesummegeluecht. Dat huet eis et erlaabt, och fir eis Présidence haaptsächlich emol ze garantéieren, dass mer eng Garantie hate vun engem Helpdesk, dee 24 Stonnen op 24 Stonne konnt fonctionnéieren. Wá mer dat net gemaach hätten, hätte mer dat wahrscheinlich net kenne realiséieren.

Am Handy-Beräich - och e ganz wichtige Beräich, dat wéss Der; et gétt émmer méi Beamte beim Stat, déi mat Handy, mat Tablett funktionnéieren - si mer amgaangen, en neie System ze installéieren, fir ze soen, de Beamten u sech selwer bréngt den Apparat mat, an da gétt et trotzdem d'Méglechkeet, all déi Saachen, déi een am Fong brauch, E-Mails ze kréien, SMSen ze kréien, och sái Calendrier professional ze gérifieren, iwwert dat Instrument, dass dat elo méglech ass. Honnert Beamten an der Tëschenzäit hu vun där Possibilitéit Gebrauch gemaach. Dat wäert och an Zukunft ganz grouss Käschte fir de Stat spueren an ass also e Schrott an déi richteg Richtung.

Dat nämlech geschitt mat den Zentralen, den Téléfonszentralen an eisen Administratiounen, wou mer et also fäerdegréngen, duerch déi Interkonnexion vun de Réseaue vum CTIE an de Réseaue vun der Téléphonie, dass mer déi Interkonnexionen eben hierstellen, fir eben och do wesentlech Suen ze spueren.

Dat nämlech am Beräich vun de Marchéen, wou mer do duerch déi Zesummeleeung, déi mer an der konkreter Praxis elo scho realiséiert hunn, allegueren déi eenzel Marchéen, déi de CTIE scho gemaach huet, am Detail analyséiert hunn. Do, wou et méiglech war, se u Marchéen unzehänken, déi de CTIE schonn hat, hu mer déi Marchéen och annulléiert an hunn natierlech doduerch och eng ganz Rei vu bessere Präisser kennen erausschloen.

Bon, last but not least wëll ech einfach allgemeng soen, dass dës Orientatioun eis et erlaabt, an nächster Zukunft, esou wéi et jo vun alle Riedner hei ervirgestrach ginn ass, grouss Synergien ze maachen, vill Suen ze spueren a virun allem och méi rationell a méi séier kennen ze schaffen am Déngscht vun der Fonction publique.

Vläicht awer eppes, fir op d'Awann och anzeigoen, wat elo hei vun de Riedher gesot ginn ass: Selbstverständlichkeit wäerte mer am Site vu Senningen eng Coexistence mat dem HCPN ustrieven. Dat ass e Projet, deen och schonn op déi viregt Regierung zréckgeet.

Ech wëll awer ganz kloer betounen, dass d'Kompetenzen do ganz kloer opgedeelt sinn: De CCG, deen duerch d'Integratioun an de CTIE selbstverständlich énnert der Verantwortung vum Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative wäert stoen; den HCPN, deen énnert der Verantwortung vum Statsminister steet, dat wäert net änneren. Mä trotzdem ginn ech dovon aus, dass mer et wäerte fäerdegréngen, hei eng gutt Koexistenz fäerdegréngen. An et ass och eng räumlech Trennung op dem Site vu Senningen virgesinn.

Ech weess net, ob ech ka konkret op deen, bon, Quasireproche agoe vun enger onpreziser Ausdrucksweis an eisem Commentaire des articles. Wann d'Kritik esou onprezis bleibt, wéi se elo formuléiert ginn ass, ass et natierlech och fir mech ganz schwéier, dorobber ze reageieren.

Eppes awer vläicht dann zu enger méi konkreter Kritik, dat wär, dass keen Dialog mam Personal do war, wéi mer deen Transfert hei vun de Kompetenze gemaach hunn.

Madamm Modert, ech kann lech berouegen, an ech hat et och schonn an der Kommissioun gesot: Dat stëmmt esou net, ass zwar an eenzelnen Avisen esou ausgedréckt ginn. Ech kann lech awer soen, dass ech selwer op der Platz war, eng Woch nodeems dass d'Regierung dee Beschluss geholl hat, a mat de Leit an enger Informatiounsversammlung, mam gesamte Personal, d'Argumenter duergeluecht hunn, firwat dass mer wëllen an déi Richtung goen. An ech kann lech och soen, dass dat eng ganz konstruktiv Diskussion war an dass och do, mengen ech, d'Leit verstanen hunn, firwat dass mer an déi Richtung ginn.

An an der Tëschenzäit kann ech och soen, dass mer musse feststellen, dass de groussen Deel vun de Leit, net némmen e groussen Deel, mä, ech géif soen, dass bal d'absolut Majoritéit vun de Leit och voll matzitt, fir deen Transfert do hinzekréien, am Sén vun deem, wéi mer hei an der Chamber elo, mengen ech, partiiwwergräifend festgestallt hunn, fir Synergien ze schafen, fir méi konkret a besser kënnezen ze schaffen.

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Merci, Här Minister. Ech hat vun der Annonce vum Transfert geschwatt.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Da kenne mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6756 iwwergoan.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6756 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung huet ugefangen. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer.

60-mol Jo. Dat ass kloer.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Golden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An da géif ech lech just nach froen, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci villmools! Dann ass dat esou décidéiert.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoan. Dat ass de Projet 6812. Et handelt sech ém et Sécherheitsaccord iwwert den Austausch vun Donnéeë mat Éisträich a Kroatien. Och hei ass de Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, d'Madamm Claudia Dall'Agnol.

7. 6812 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche concernant l'échange et la protection réciproques des informations classifiées

- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie concernant l'échange et la protection réciproques des informations classifiées

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP), rapportrice.- Villmools Merci fir d'Wuert, Här President. Dir hutt eigentlech scho gesot, ém wat et geet, nämlech ém déi zwee Accorde vun eisem Land mat Kroatien engersäits an Éisträich op dár anerer Säit. An dat Ganzt handelt ém den Echange an ém d'Protektioun vu klassifiéierten Informatiounen.

Dës zwee Accorden, déi schafen e rechteleche Kader, deen den Austausch an och de Schutz vu klassifizéiertem Material vun deene Vertragspartner, also Lëtzebuerg, Kroatien an Éisträich, regelt.

Fréier, ech géif soe bis nom Enn vum Kale Krich, gouf d'Notioun vu Protection des informations classifiées éischter an engem militärischen Zesummenhang gebraucht. Haut muss een dat e bësse méi differencier kucken; och well mer verstärkt ebe mat neien, oft vläicht manner visibile Menacé konfrontéiert sinn a ginn, éischters zum Beispill der Menace am Beräich vun der Sécherheet: Terrorismus, d'Proliferatioun och vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikt oder uechtert d'Welt an natierlech och d'organiséiert Kriminalitéit, net ze vergiessen.

Den zweeten Typ vu Menacen, dat sinn déi, wou et ém eise Patrimoine économique, financier an och scientifique geet. An do handelt et sech dann éischter ém Industrie- oder och Technologiespionage.

Mir wéissen an deem Zesummenhang, dass mer haut um europäischen Niveau vull Programmer am Beräich vun der haute Technologie hunn. An all déi Programmer sinn natierlech mat ville sensibelen Informatiounen verbonnen. Wann een als Land also wéllt un esou Programmer deelhuellen, da muss een de Partnerländer och kenne garantéieren, dass hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genausou gutt protegéiert ginn, wéi dat an hirem respektive Land de Fall ass.

D'Basis vun dëse bilateralen Accorden ass geluecht ginn duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. Duerch dëst Gesetz huet Lëtzebuerg sech e juristesche Kader gi fir d'klassifizéierung ebe vu sensibelen Informatiounen: Weini muss en Dokument klassifizéiert ginn? Wéi eng Geheimhaltungsstufe gétt et? Wien dierf eng Klassifizéierung virhuelen a wien huet och Zougéff op esou Material?

Et ass och vläicht nach wichtig ze bemerkern, dass et net némmen téschestraaltech Ofkommessen ubelaangt, esou sief nach erwähnt, dass mer där schonn eng ganz Rei hunn, an zwar zum Beispill mat eisen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an och der Belsch, mä awer och mat Länner wéi Lettland, Portugal, Spuenien, mat der Tschescher Republik, Schweden, der Slowakei, Finnland, Slowenien, Estland a Georgien. An iwwert dee leschte vun esou Accorden, dat war dee mat Norwegen, do hu mer de 5. Juni (veuillez lire: de 5. Juni 2014) an dësem héijen Haus ofgestëmmt gehat.

Dës Accorden hu praktesch émmer deen nämlechten Opbau, dofir géif ech lech elo net hei mat all eenzelnem Detail erschloen. Wesentlech bei deenen Accorden ass awer, dass all Vertragsstat déi néideg Mesuren hält, fir d'Protektioun vun de klassifizéierten Informatiounen, déi dann eben échangéiert ginn, ze garantéieren.

Eng klassifizéiert Informatioun, déi ee vun engem anere Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entspricht, kritt deeselweiche Protektiounsniveau wéi déi eege klassifizéiert Informatiounen an deem bestëmmten Niveau de sécurité. Fir dass dat och an der Praxis esou geschéie kann, enthält den Accord en Tableau d'équivalence vun de véier Niveaux de sécurité. Dat sinn: très secret, secret, confidentiel a restreint.

Dann zum administrativen Deel. De Statsrot huet de Projet de loi de 16. Juni aviséiert. Den 29. Juni gouf ech do an der aussepolitescher Kommissioun als Rapportrice vun dësem Projet genannt. Mäi schréftleche Rapport, dee gouf du kuerz virun der Vakanz, nämlech de 6. Juli, an der aussepolitescher Kommissioun och ugeholl.

Änlech Accorden hu mer, wéi gesot, ech hu se opgezielt, mat ronn 14 Länner ofgeschloss. E weideren Accord gouf mat Polen ausgehandelt, énnerschriwwen an och schonn als Projet de loi elo rezent déposéiert. Mir wäerten eis also an nächster Zäit nach eng Kéier mat esou engem Projet hei musse beschäftegen. A parallel zu dësem Projet de loi diskutéiere mer jo och elo gläich iwwert den Accord de sécurité mat der Organisation conjointe de coopération en matière d'armement, ofgekierzt OCCAR. An do wäert eise Kolleg a Frénd, de Marc Angel, lech jo duerno de Rapport maachen.

Ech fir mäin Deel hätt domat mäi Rapport zu dësem Projet de loi hei gemaach. Ech soen lech villmools Merci fir d'Nolaschteren an ech ginn och am selwechten Otemzuch den Accord vun der sozialistescher Fraktiouen fir dëse Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och der Madamm Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Ech soen der Madame Dall'Agnol villmools Merci fir dee Rapport, schréftlechen a mëndlechen, dee se gemaach huet.

► **Une voix.**- Mëndlechen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Mëndlechen.

(Hilarité)

Et ass esou, datt si ganz komplett war. Ech mengen, mir schreiwen eis an dësen Accord ganz einfach an an eng Praxis, esou wéi se international exerciéert gétt, wou déi eng Länner par rapport zu deenen anere sech engagieren, datt Dokumenter, déi op deem enge Wee oder op deem anere Wee hin-an hierginn, och déi Geheimhaltung hunn, wéi et an dem Land d'origine festgehalen ass. Dat ass eng absolut normal Saach. Anesch géif et guer net goen an deenen Échangé vu Sécherheitsdokumenter.

An et ass aus deem evidente Grond, datt d'CSV-Fraktioun och d'accord mat dësem Text ass a wäert dozou Jo stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Wiseler. Den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, wéi dat elo schonn e puermol hei ugeklungen ass, mir bewegen eis hei jo an engem ganz sensibele Beräich, wat den Échange an d'Traitement vu geheimen Donnéeën an Informatiounen ubelaangt. An dowéinst ass et fir eis och evident, datt esou Accorden och sollen énnerschriwwen ginn. Ech bréngt selbstverständlichkeit den Accord och vun der Demokratescher Partei a soen der Madamm Dall'Agnol och nach Merci fir hir verschidde Berichter.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Graas. An dann huet d'Madamm Viviane Loschetter d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter** (déri gréng).- Voilà, och mir soen der Rapportrice Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktiouen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, och d'ADR dréckt der Madamm Dall'Agnol fir dëse Rapport hire Merci aus. Wann een esou e Rapport oder wann een esou e Gesetz ratifizéiert, wéi dat heiten, ass et wichtig, datt een net némmen den Text huet, mä et muss een och deenen auslännische Staten dat Gefill ginn, datt wierklech och de Welle vun engem Land derhannertsteet, fir confidential Informatiounen ze schützen. Et ass vläicht do, wou mer zu Lëtzebuerg och nach müssen e bëssen noschaffen. Dat ass dee Punkt vun enger Kultur vun der Sécherheet, déi eis heiansdo am Ëmgang mat esou Informatiounen feelt.

Fir dat Vertraue vum Ausland och kenne dauerhaft ze halen, muss och an esou Beräicher wéi zum Beispill dem Zougang zu den Archive vum Geheimdéngscht, wann auslännesch Informatiounen kenne beträff ginn, besonnesch gutt gekuckt ginn, wat ee mécht, well et ass net némmen dat Vertrauen, wéi gesot, hei am Land, wat um Spill steet, mä och de Stellewäert vu Lëtzebuerg als vertrauenswürde Partner an anere Länner. Dat ass eng wichtig Consideratioun, déi een do muss am A behalen.

Mir wäerten dëse Projet matstëmmen, wéi gesot, mat deem Wonsch, datt déi Geleebéheit, déi mer hinn, fir ivver esou Sujeten ze schwätzen, e wëllkommenen Ulass ass, fir eis alleguer nozèleen, wéi gesot, fir eng Kultur vun der Sécherheet am wäite Senn ze entwéckelen.

Ech soen lech Merci.



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

tuell och kënne Konsequenzen hu fir Leit, déi dervu betraff sinn.

Mer haten de Fall vun engem tunesesche Bierger, deen an Tunesien, déi Zäit, wou nach do eng Diktatur war, emol ausgeliwwert ginn ass opgrond vun esou Informatiounen, deen do schrecklech gefoltert ginn ass an deem säi Liewen duerno gebrach war. Wat ech domat wëll soen: Mir schwätzen hei vill vu Schutz vun deenen Informatiounen. Mir schwätzen net vu Schutz vun deene Leit, déi eventuell zu Onrecht vun esou Informatioune betraff sinn.

Zu Lëtzebuerg, wann ech wëll Abléck kréien an Informatiounen, déi de SREL iwwer mech gesammelt huet, dann hunn ech déi Méiglechkeet. Ech kann eng Kommissiouen aschalten, déi fir mech kucke geet an déi kuckt, ob déi Informatiounen och zu Recht opgehue wi gi sinn an déi eventuell kann d'Décision huuelen, déi Décisionen (veuillez lire: Donnéeën) ze zerstéieren. Dee Prinzip, dee mer heimadder afféieren, andeem mer déi Konvention unhuuelen, et ass awer net an déser Konvention eleng, mä an all deene Konventionen... Et steet och an eiser Gesetzgebung ausdrécklech dran, dass déi auslännesch Informatioune geschützt si virum Accès vun engem Bierger, deen eventuell dervu betraff ass.

Wann ech also wëll Accès hunn zu Informatiounen, déi iwwer mech gesammelt gi sinn, iwwer esou e Wee, dann hunn ech déi Méiglechkeet net. Ech kann net op d'Geriicht goen an ech kann déi Informatiounen net akloen. Ech kann och net bei d'Kommissiouen vum Artikel 17 goen a froen, dass déi fir mech kucke geet, wat et mat deem Dossier do op sech huet. Dat heesch, mer schränken am Fong geholl heimadder de Schutz a vum eenzelne Bierger, fir sech géint esou Informatiounen ze wieren.

D'Konsequenze vun esou Texter sinn, dass am Fong geholl national Reglementatiounen iwwert d'Geheimdéngschter, déi mer amgaange sinn ze diskutéieren an unzehuelen, dass déi national Reglementéierung e ganz beschränkte Wäert hunn, well et ass bekannt: Ganz vill vun deenen Informatiounen aus deenen d'Geheimdéngschter sech speisen, déi komme vun anere Geheimdéngschter. Déi kommen och zum Beispill vun der berüchtegte NSA an den USA, wou also Informatioune gesammelt ginn ausserhalb vun all Kontroll.

Et handelt sech do èm e Basar vun Informatiounen, èm eng Nébuleuse vun Informatiounen, eng international vun de Geheimdéngschter, déi äusserst effikass ass an déi, egal wei mir hei eise Geheimdéngschter reglementéieren, wäert och an Zukunft Afloss huuelen op dat, wat eise Geheimdéngschter mécht.

Ech wëll drop hiwiesen, dass viru Kuerzem, ech mengen, d'lescht Woch, eng wichteg Décision geholl ginn ass vun der Cour européenne de justice. Do ass et èm déi Informatioune gaangen, déi Facebook an den USA späichert. Mer wësse jo, dass Facebook all déi Informatiounen an den USA späichert an dass an Amerika éffentlech Stellen e massiven Agréff dorrober huuelen; och Geheimdéngschter e massiven Agréff dorop huuelen.

Dat ass vum Europäische Geriicht kritiséiert ginn. D'Europäesch Kommissiouen huet gesot: "D'USA ass e sécheren Hafen fir esou Informatiounen." "Safe Harbor" huet déi Direktiv geheesch. A si huet décidéiert, dat wier kee Problem. Déi Décision vun der Europäischer Kommissiou ass gekippt gi vum Europäische Geriicht, wat gesot huet: "D'USA si kee sécheren Hafe fir esou Informatiounen."

A si hu kritiséiert, éischtens, de massiven Zougréff vun den amerikaneschen Autoritéiten, och vun de Geheimdéngschter, op esou Informatiounen. An zweetens hu se kritiséiert, dass en eenzelne Bierger keen Accès huet op déi Informatiounen an net zum Beispill eng Rectificatioun oder eng Suppression vun deenen Informatioune ka froen. A si hu gesot: "Dat ass kee wierklechen effikassen Accès, deen d'Bierger do hunn zur Justiz. Duerfir ass esou eng Situations net d'Situatioun vun engem Rechtsstat."

An domat ass am Fong geholl de Kär vun der Problematik hei ganz kloer vun europäische Geriichter opgezeechent ginn. Mir hunn et hei mat enger Nébuleuse ze dinn, mir hunn et hei mat engem rechtsfräie Raum ze dinn, wou d'Servicer maachen, wat se wëllen, a wou déi auslännesch Déngschter déi Informatiounen, déi se eisem Déngschter ginn, kënne schützen. A kee Mënsch, och kee Geriicht, huet dorobber en Zougréff. An dat ass fir eis äusserst problemesch. Duerfir stëmme mer, wéi èmmer, géint esou Konventionen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och. An elo huet den Här Sécurité-so-

ciales-Minister a Vertriebung vum Ausseminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Sports, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Merci bien, Här Chamberspresident, fir d'Wuert. Ech wollt am Numm vun der Regierung fir d'Éischt der Rapportrice an awer och därf ganzer Kommissioune grouss Merci soe fir dee wierklech detaillierte Rapport, dee wierklech eis gewisen huet, wat déi zwee Accorden hei engersäits mat Éisträich, anersäits mat Kroatien beinhalt.

Ech mengen, hei ass eng Prozedur, déi sech ureit un dat, wat zénter 2005 déi eenzel Regierunge gemaach hunn, fir esou Accorden ofzeschleissen, an dat virun allem am Kader vun enger méi breeder, méi enger globaler Sécherheitspolitik, virun allem, mengen ech, mam Bléck op déi aktuell Menacen, déi de Moment do sinn, dee ganze Beräich, mengen ech, vum Terrorismus, virun allem awer och vun de regionale Konflikter, de schwaache Staten, déi risquéieren ze kollabéieren, op därf anerer Säit awer och organiséiert, wéi gesot, Kriminalitéit, Wirtschafts- an Industrieespionage, déi och hei, mengen ech, ee vun den Thème waren, an ech mengen, d'Madame Rapportrice ass drop agaangen, mat all deenen Accorden, déi an der Tëschenzäit ofgeschloss goufen.

An ech mengen, eng Rei Diskussiounen, déi hei kommen, wäert een an der nächster Zäit och nach eng Kéier kënne féieren, nach méi intensivéieren, souwuel hei am Parlament wéi och an der Kommissiouen, well an der Tëschenzäit, niewent deenen Accorden, déi ofgeschloss goufen an déi vun der Madame Rapportrice genannt goufen, ass et och esou, datt och mat Zypern a Groussbritannien däser ofgeschloss goufen, datt et mat Italien kuerz virdru steet, fir och een Accord färdeg ze kréien an datt dann ebe virun allem och Verhandlunge lafe mat Brasilien, Malta, Rumänien, der Tierkei, Litauen, Dänemark a Bulgarien.

Dir gesitt also, datt d'Parlament an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren effektiv nach dacks d'Geleenheit kritt, iwwert dës Accorden ze diskutéieren. An an deem Senn soen ech villmoos Merci fir, mengen ech, déi grouss Zoustëmmung, déi hoffentlech dëse Projet ka kréien. An nach eng Kéier Merci der Kommissiouen, dem Parlament an der Rapportrice fir dee flotte Rapport.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Minister.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6812 et dispense du second vote constitutionnel

An da fänk mer direkt mat der Ofstëmmung un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

An de Projet 6812 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Eddy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kok, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mer géifen direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet 6813, e Sécherheetsofkommes iwwer klassifi-

zéiert Informatiouen téschent Lëtzebuerg an der OCCAR. A wie ka besser dorriwwer Bescheid wësse wéi de Rapporteur, den Här Marc Angel?

8. 6813 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech awer ganz kuerzaassen, well bei dësem Projet geet et nämlech och èm esou een Accord de sécurité iwwert de Schutz vu klassifiziéerten Informatiouen. Den Ennerscheid zwëschen dësem Projet an deem, deen d'Madame Dall'Agnol es elo virgestallt huet, a wéi mer der schonn eng ganz Rëtsch haten, ass, et ass hei net en Accord zwësche Lëtzebuerg an engem anere Land, mä zwësche Lëtzebuerg an der Organisation conjointe de coopération en matière d'armement, ofgekierz OCCAR genannt.

Mir haten dee Projet zweemol an der Kommissiouen: den 29. Juni, wou och d'Beamte vum zoustännege Ministère do waren an op all Froe Kloer Antwerte ginn hunn, a mir haten nach eng Kéier de 6. Juli an der Kommissiouen driwwer geschwatt. Dësen Accord erlaabt et, Lëtzebuerg e protégéierten Accès ze ginn op cryptéiert Dokumenter vum Programm A400M. Et huet also mam Kaf vu Lëtzebuerg vun deem Militärtransportfliger ze dinn, an dat par l'intermédiaire vun onse belschen Noperen. D'OCCAR ass eng europäesch intergouvernemental Organisatioun, déi seit 1996 hir Gründungsmitbäre Frankräich, Däitschland, Italien a Groussbritannien reggruppéiert an adhérieréiert sinn dono nach d'Belsch an och Spuenien.

Onst Land Lëtzebuerg ass net Member, wëll och net Member gi vun der OCCAR, mä mir hunn de Statut vum Observateur fir just een eenzege Programm, an dat ass, wéi gesot, de Programm vum A400M. An d'Haaptzil vun der OCCAR ass et, fir d'Länner gemeinsam Programmer ze géréieren, ze facilitezieren am Senn vu Synergien an esou dann och d'Effikassitéit vun der Zesummenarbecht ze verbesseren, an dat Ganzt natierlech am Senn vun enger Reduktioun vun de Käschten.

Lëtzebuerg kritt also elo duerch dësen Accord iwwert de Schutz vun Informatiouen Zugang zu de cryptéierten Informatiouen. An duerch dësen Accord mussen all Renseignementer a klassifiziéiert Material viru Spionage, Divulgatioun an och net autoriséierter Kommunikatioun geschützt ginn.

Den Accord hei schaft, wéi all déi aner Accorden och, an dësem Senn de juristesche Kader, andeem sech dee ganzen Austausch vun deenen Informatiouen ofspillt. Ech erspueren lech den Inhalt vun deene 14 Artikelen.

Ech wollt just eng Remarque maachen, wat de Conseil d'État gesot huet. En huet zwou Textpropositiounen gemaach, déi mer och ugeholl hunn. Am Artikel 11 Paragraf 3 stoung ursprünglech: «Toute modification au présent accord est soumise à ratification par le Parlement du Grand-Duché de Luxembourg.» Do seet de Conseil d'État, et ass erronné, eis Chamber ratifizéiert net, Artikel 37 vun der Konstitutioun. Mir mussen do schreiwen „approuve“.

An dann hu mer och eng zweet Textänderung. Do huet de Conseil d'État eis proposéiert, am Intitulé net einfach „Accord“ ze schreiwen, mä „Accord de sécurité“, einfach déi zwee Wieder „de sécurité“ derbäizeseten.

D'Kommissiouen huet déi zwou Propositioounen unanime ugeholl. Si huet och mäi Rapport unanime ugeholl. An ech ginn am Numm vun der LSAP hei den Accord, an ech bieden lech, dat och ze maachen.

Villmoos Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci dem Här Halsdorf. Dann huet den Här Gusty Graas d'Wuert.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Här President, Dir hat recht an Aler Aschätzung ze soen, datt den Här Angel wierklech predestinéiert wier, fir e ganz gudde Rapport hei ze maachen.

► **M. Gusty Graas** (DP).- Ech ka mech deem némmen uschléissen. Ech wëll awer och drop hiwiesen, datt et awer trotzdem och e ganz wichtigt Gesetz ass, wat mer hei stëmmen, well et es als Lëtzebuerg jo awer och d'Méiglechkeet gëtt, och wa mer net um Haaptdësch sätzen, trotzdem um Niewendësch vun der OCCAR, fir datt mer awer bei därf gemeinsamer Acquisitioun mat der Belsch vun de Militärfliger awer deementsprechend op déi néideg Informatiouen och können zréckgräifen.

An deem Senn wäert d'Demokratesch Partei och hir Zoustëmmung ginn. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci och dem Här Graas. Dann d'Madamm Loschter.

► **Mme Viviane Loschter** (déri gréng).- Här President, och mir soen dem Rapporteur Merci fir dee mëndlechen a schrifteleche Rapport a ginn den Accord vun der grénger Fraktion.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci. Dann den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och von eiser Säit aus, fir unzéanken, dem Här Angel e Merci fir dee Rapport, deen en eis gemaach huet. Dat heiten ass e schwierege Rapport, wéi den Här Bodry mengt. Et ass awer elo e ganz interessanten Accord. An ech mengen, et ass derwàert, datt mer zwee oder dräi Wieder iwwert déi heite Problematik verléieren.

Et ass éischtens emol schued, datt den Här Défenseminister haut net hei ass, well eng Rei vun deenen Observatiounen an dësem Kontext adresséiere sech direkt un de Ministre de la Défense. Mir respektéieren, datt et sech remplacéiere léisst, mä mir hätte léiwer gehat, en hätt kënnen haut hei sinn, well eng Rei vun deene Froen, déi mussen elo opgeworf ginn, déi sinn a sengem direkte Kompetenzberäich.

Et ass och interessant, datt den Här Angel seet, Lëtzebuerg wéilt net Member vun der Association OCCAR ginn, well et ass seelen, dass Lëtzebuerg bei enger Association, bei engem internationale Mouvement, deen integrationsfreedeg ass an notamment am Beräich och vun der Baussen- a vun der Verdeedegungspolitik net wëll matmaachen. Och dat muss relevéiert ginn, an et wär interessant, fir ze wëssen, firwat dat net soll de Fall sinn.

Mä et ass virun allem eng Méiglechkeet, fir drop opmierksam ze maachen, wéi komplex d'Acquisitioun vu Rüstungsprojekte wierklech ass an der Wierklechkeet. Mir hu jo mat den Dingoe vill Erfahrung gemaach an d'Partnerschaft vun der NAMSA séngezäit gebraucht, fir dat kënnen ze maachen. Hei beim A400M hu mer eis décidéiert, fir mat der Belsch zesummenzeschaffen.

Mä d'Fro ass eigentlech: Firwat elo, nodeem dee Projet méi wéi zéng Joer leeft? An dat ass eng interessant Fro an dësem Kontext! Deen A400M ass jo net nei als Projet. Mir hunn en zwar nach èmmer net a froen eis, wéini mer en dann endlech solle kréien, mä de Projet ass jo net nei! Firwat gëtt elo, 2015, op eemol festgestallt, dat mer mussen de façón urgente en Accès kréien op déi confidentiel Dokumenter vun engem Projet, an deem mir eis scho sät Joren engagéiert hunn, énnert der Kritik vun der ADR?

An ech mengen och, datt déi Kritiken, déi mer schonn e puermol formuléiert hunn, sech am Laf vun der Zäit confirméiert hunn, well dee Projet huet x Délaié kannt, en huet eng Rei vu

Une voix.- Gitt lech eens!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Jo.

► **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV).- Bei dä her Problematis, mengen ech, si mer eis alleguerten heibannen eens, dass et net anescht geet, wéi dass mer dee Kontrakt do maachen. Vu dass mer décidéiert hunn an der Politik, den A400M notamment ze énnertztzen, geet et net anescht. Da musse mer eis hei ralliéieren an d'CSV wäert sech da ralliéieren an dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

seriöe Panne kannt. An elo gi mer hin, nodeem de Projet, wéi gesot, schonn duerch eng ganz Rei Problemer gaangen ass a scho laang énnereewee ass, fir ze soen: Mir brauchen elo den Accès op déi confidential Dokumenter, déi mat désem Projet zesummenhänken.

Dat doten ass eng Saach, wou musse Froe beäntwert ginn! Dat kann een net einfach esou ofwénken, och wa mer begréissen, datt mer elo deen Zugang zu deenen Dokumenter froen. Mä bei deene finanzielle Volumen, déi hei engagéiert sinn, a bei där Geschicht vun deem Projet, mengen ech, ass et awer derwært, nach eng Kéier nozefroen.

An da muss een och nach eng Kéier d'Fro vum Práis vun deem Fliger opwerfen. An zemoools elo de Moien hate mer jo d'Presentatioun vum Budget a mir hunn nach émmer..., souwàit op jidde Fall ech et weess, huet den Här Défense minister eis bis haut nach net kénne soen, ob dann elo Lëtzebuerg och nach muss TVA un d'Belsch bezuele fir d'Acquisitioun vun deem Fliger oder net. Mä bei engem Finanzvolume vu ronn, ech weess net, déi lescht Schätzunge leien net wàit ewech vun 200 Milliounen Euro, mir schwätzen also och bei der TVA hei iwver e ganz substanzielle Betrag, ass et wichteg, fir dat och ze klären. An eiser Opfaassung no kann et net sinn, datt mer och nach müssen TVA op déi do Acquisitioun un eise Partner an désem Projet bezuelen.

Do sinn also eng Rei Froen, déi sech stellen. Wann den Här Minister eis kann am Numm vum Här Schneider Antwerte ginn, wier dat eng wéllkomm Saach. Mä en Acquisitiunsprojekt, Rüstungsprojekt am deem do Volumen, wéi gesot, deen esou vill Panne kannt huet, wou mer haut op eemol feststellen, datt mer müssen den Zugang zu confidentiellen Informatione froen, a wou esou villes nach net geklært ass an emol nach net geklært ass, wéini de Fliger da soll u Lëtzebuerg ausgegliwwert ginn, dat wærte mer op jidde Fall politesch nach weider verfollegen.

Ech soen lech Merci.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och. Den Här Angel huet d'Wuert gefrot a senger Eegeschäft als Rapporteur.

► M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.- Den Här Kartheiser huet sécher ganz interessant Froen opgeworf, an ech wéilt e just drun erënneren, dass mer e Groussdeel vun deene Froen den 29. Juni an der aussepolitescher Kommissiou diskutéiert hunn. Et ass richteg, de Minister war net do. Et waren do den Här Conrad Bruch, dat ass den Direkter vun der Défense, an och den Här Colonel Marc Heinrich, deen och um Ministère de la Défense ass. A mir hunn déi Froen ugeschwat a mir hunn och genau Erklärunge ginn, firwat dat elo eréischt geomach gëtt.

Dat steet iwwregens och am Procès-verbal vun där Kommissiou. Ech huelen un, den Här Kartheiser hat vergiess, deen ze kucken. Do steet ganz genau dran: «Les futurs pilotes de l'avion A400M doivent disposer d'une «security clearance» qui fait également objet de l'accord.» A mir hate laang dorriwwer geschwat, firwat dat wichteg ass fir d'Ausbildung vun de Piloten.

A mir haten nach eng ganz Rëtsch aner Froen och beäntwert. Duerfir! A mir haten et nach eng zweete Kéier, wéi de Rapport an der Kommissiou ugeholl gi war. Et sinn du keng Froe gestallt ginn. Dofir sinn ech elo e bëssen iwwerschatz iwwert déi Froen. Mä mir wærte Geleeënheet kréien, de Minister kénnt jo regelméissig an d'Kommissiou, da kénnt Der him déi Froen do nach eng Kéier och noreechen.

Merci!

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, ech hunn nach e bësser Riedezäit, mengen ech?

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Gutt, Här Kartheiser!

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Also, ech wéll net an eng bëlle Polemik goen, fir dem Här Angel elo ze äntworten op deem Niveau, wéi eng Rapporten ech kennen oder net kennen. Ech mengen, dat ass net den Niveau vun der enger Chambersdiskussiou. Mä wat wichteg ass...

(Interruptions diverses)

...dat ass, datt mer awer, wann ech gelift, net probéieren, eng seriöe Fro iwwer e grousse Rüstungsprojekt a vläicht dee gréisste Rüstungsprojekt, dee mer hei am Land émmer haten, ofzedi mat enger „security clearance“ vu Piloten, déi a ganz anere Kontexter an an anere Prozedure

lafen. Hei sinn aner Froen engagéiert wéi dat do.

A losse mer dach net probéieren, mat Detailfroe vu Prozedure laanscht d'Beäntwerte vu Froen ze schläichen, déi wesentlech méi déif a wesentlech méi grouss si wéi dat do! Ech wollt dat just kloerstellen.

Ech respektéieren, datt den Här Angel probéiert, d'Politik vun der Regierung ze justifiéieren. En ass a sengem Rôle. Mä ech hätt awer och gär, datt d'Opposition an hirem Rôle respektéiert gëtt, fir déi Froen ze stellen, déi am Zesummenhang mat esou engem grousse Projekt sech awer opdrängen!

Ech soen lech Merci.

► Une voix.- Très bien!

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Den Här Urbany.

► M. Serge Urbany (déri Lénk).- Jo, Här President, et ass effektiv e grousse Projekt. Et ass en iwwerdimensionéierte Projekt. Et ass e Projekt, dee mer eigentlech guer net brauchen. Derbäi kénnt, dass de Militärbudget jo eng vun de Prioritéite vun der Regierung ass, wou mir mengen, dass dat net sollt de Fall sinn. De Militärbudget geet an d'Luucht, dat hu mer de Mueren héieren. Gläichzäitig hu mer awer och héieren, dass muss gespürt gi weiderhin.

Mir hunn de Mueren e Budget présentiéiert kritt an der Holzklass. Dee Fliger hei, mat deem fuere mer net an der Holzklass!

(Hilarité)

Dat ass en iwwerdimensionéierte Fliger, dee mer eigentlech guer net brauchen. A well mer géint dee Fliger sinn a scho laang géint dee Fliger sinn, stémme mer natierlech net elo deen Accord hei.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci. An domat ginn ech dem Här Minister vun der Sécurité sociale d'Wuert, deen den Ausseminister vertrëtt.

Prise de position du Gouvernement

► M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Ministre des Sports, en remplacement de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt och dem Rapporteur e grousse Merci fir engersäits säi Rapport, e Rapport, wou e kloer op d'r enger Säit d'Definitioun vun OCCAR gemaach huet an, ech mengen, eigentlech och do schonn eng Antwort op eng Fro ginn huet: Firwat huet Lëtzebuerg némmen de Statut als Observateur dodran?

Ech mengen, an der OCCAR geet et am Groussen drëm, fir de gemeinsamen europäesche Rüstungsprogramm opzestellen. Dat ass e ganz grousse Programm. An ech mengen, een Deel dovunner ass deen effektiv, wou mer drunhänke mat eben dem Militärflieder, iwwert d'belsch Kolleegen. An ech mengen, déi Diskussiou hei och ass an engem Kader elo gesat ginn, wou mer och de Mëttet eigentlech iwwert den Accord hei mat OCCAR schwätzen.

Ech mengen, et geet hei net ém d'Acquisitioun vum Fliger direkt. Den Accord hei ass ganz einfach esou, datt mer eis déi juristesche Basis ginn, fir och einfach den Accès zu criptéierten Donnéeën ze kréien an dann eben och déi juristesche Basis hunn, fir déi kénnen ze kréien am Kader vun deem ganzen Accord do.

Ech mengen, déi Froen, déi gestallt goufen, huet zum Deel den Här Angel beäntwert. An der Kommissiou goufen eng Rei vun deene Saachen ugedeit. Alles dat, wat de Financement vum Fliger betrëfft, ech mengen, do wært mat Sécherheet an deenen eenzelne Kommissioune elo bei den Diskussioune ronderém de Budget genuch Zäit bleiwen, fir dat ze thematiséieren, respektiv an de Budgetsdiskussioune.

Ech mengen, et ass awer och ganz kloer, datt d'Oprüstung sätters der Regierung elo net eng Haaptprioritéit ass, ma datt dat heiten dee Punkt ass, mengen ech, deen zénter Jore vun deenen eenzelne Regierungen accordéiert gouf, zesumme mat de bëlsche Frénn, fir d'Acquisitioun vum Fliger ze maachen, deen an deenen nächste Jore wært kommen an deen och esou budgétiséiert ass an deenen eenzelne Budgeten am pluriannuelle Programm vun der Regierung.

Ech soe Merci engersäits fir de Rapport nach eng Kéier, Merci och fir d'Diskussioune hei, an hoffen och op eng grouss Zoustëmmung an désem Parlament.

► M. Mars Di Bartolomeo, Président.- Merci och dem Här Minister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6813 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6813 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

59 Deputéierten hunn direkt oder indirekt um Vott deelgeholl: 57-mol Jo, 2-mol Neen. Domat ass dé Projet 6813 ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6813 est adopté par 58 voix contre 2.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spatz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Cox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Serge Urbany et David Wagner.

Ech froen d'Chamber, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidément.

A mir géifen dann zum nächste Projet iwwer-geen. Dat ass de Projet de loi 6782, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Schafe vun engem Établissement public fir d'Équipementer zu Belval. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt déi éierwært Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché.

9. 6782 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest

Rapport de la Commission du Développement durable

► Mme Josée Lorsché (déri gréng), rapportrice.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 6782 geet et ém d'Missioune vum Établissement public Fonds Belval, deen duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2002 geschafe ginn ass. D'est war am Kader vun der Rekonversiou vu 650 ha Industriefrichen um Site Belval-Ouest, déi jo métterweil ofgeschloss ass a wou eng ganz Panoplie vu Gebaileckeeten, Wunnengen an Aktivitéiten entstanen ass. Déi landesplaneresch, ekonomesch, urbanitesch, wëssenschaftlech a kulturell Ausriichtung vum Projet Belval ass landeswäit bekannt a brauch duerfir haut net extra virgestallt ze ginn.

Wat vläicht männen bekannt ass, sinn d'Missioune vum Fonds Belval, ém déi et haut geet an déi am Gesetz vum 25. Juli 2002 verankert sinn. An deem Gesetz huet den Établissement public Fonds Belval den Optrag kritt, sech ém de Bau, ém d'Restauratioun an ém d'Transformatioun vun de Gebaileckeeten um Site ze bekëmmern. Gläichzäitig ass de Fong zoustänneg gi fir d'Sécherheet um Site a fir den Aménagement vun de Bausseflächen, mat allen Infrastrukturen, déi dozou néideg waren.

Doriwwer eraus ass am Gesetz vum 2002 festgehalte ginn, datt d'Regierung der Chamber fir all nei Konstruktions en deementspriechende Projet de loi énnerebreede muss, mam Resultat, datt métterweil ganzer 15 Gesetzer zu Konstruktionszwecker um Site Belval ge-stëmmt gi sinn.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, beim Projet de loi vun haut geet et, wéi gesot, net ém eng nei Konstruktions, mà ém d'Erweiderung vun de Missioune vum Zoustännegkeete vum Établissement public Fonds Belval.

Eischtens soll de Fong an Zukunft och zoustänneg gi fir d'Gestioen vun den Infrastrukturen um gesamte Site.

Zweetens soll de Fong berechtegt ginn, Recetten anzéziel, esou wäit wéi des Recetten an direkt Relatioun mat senge Missioune stinn.

Firwat ass dése Schrätt néideg? Ganz einfach, well d'Entwicklung vun den Aktivitéiten um Site, mà och d'Verschiddenartegkeet vun de Gebaileckeeten a vun hier Notzung eng kloer an effikass Gestioen virussetzen. Konkret heesch dat, datt den Établissement public beoptragt gëtt, de Patrimoine immobilier beschtméiglich ze schützen an ze erhalten, déi technesch Maintenance an d'Exploitation vun de Gebaileckeeten ze assuréieren an ze koordinéieren, gradesou wéi och d'Aktivitéiten, déi um Site Belval stattfannen, an enger Hand ze halen an ze koordinéieren, fir op déi Manéier och eng ganz Rei Interessenskonflikter ze verhënneren.

Am initiale Gesetzestext, deen de 27. Februar 2015 vum Nohaltegeekets- an Infrastrukturminister François Bausch déposéiert ginn ass, war dorriwwer eraus och virgesinn, d'Missioune vum Fonds Belval op aner Industriefrichen am Bassin minier auszedeenen. Opgond vun enger Opposition formelle vum Statsrot ass dës Dispositioun allerdéngs net zréckbehale ginn.

Domat kommen ech scho bei den Avis vum Statsrot, dee vum 3. Abrëll 2015 staamt. Wéi gesot war déi héich Kierperschaft net averstane mat der genannter Extensioun vun de Missioune vum Fonds Belval. D'Argument vum Statsrot war, datt en Établissement public eng sougenannten „personnalité juridique de droit public“ ass, deen énnert der Tutelle vun der Regierung stéet a streng Regele muss respektéieren, wat de Radius vu sengen Aktivitéiten ugeet.

D'heesch, trotz der Autonomie, déi een Établissement public a punto Gestioen huet, däer en nämmen déi Aktivitéiten ausüben, fir déi e geschafe ginn ass. Dës Regel ass iwwregens am Artikel 108bis vun eiser Verfassung festgehalen. Laut dem Statsrot hätt d'Extensioun vun de Missioune also am Widder-sproch gestane mat eiser Verfassung.

Dernieft huet de Statsrot och d'Fro opgeworf, ob eng méiglech Extensioun vun de Missioune net och zu enger Kapitalerhéijung beim Établissement public hätt misse feieren. A schlussendlech war en der Meenung, datt am Fall vun enger Extensioun net nämmen déi aktuell Gemengen Esch-Uelzecht a Suessel, mà och déi nei Gemengen, wéi beispillsweis Schéffleng, wou och Industriefriché sinn, am Verwaltungsort vum Fong dann hätte misse vertruedre ginn.

Opgond vun all dése Kritikke vum Statsrot huet d'Kommissiou dës Extensioun vun de Missioune op aner Industriefrichen doropshin aus dem initiale Gesetzestext gestrach. A sengem Avis complémentaire vum 10. Juli 2015 huet de Statsrot dës Décisioun begréissit an hat keng weider Awänn méi ze deklareréieren.

D'Chambre de Commerce hirersäits huet déi sozioekonomesch Plus-value vum Projet Belval ervirgestrach, déi énnert der Fuerderung no totaler Transparenz bei der Gestioen huet d'Chambre de Commerce dëse Projet de loi begréissit, well en als Zil huet, déi gesamt Gestioen um Site ze verbesseren. Hiren Avis staamt vum 3. Abrëll 2015 an ass deen eenzegen Avis, dee vun enger Beruffskummer erakoum.

Zu den Aarbechte vun der Nohaltegeeketskommissiou bleibt ze soen, datt mir eis an de Sitzunge vum 18. Juni 2015 a vum 8. September 2015 souwuel mam Projet de loi wéi och mat deenen zwee Avise vum Statsrot beschäftegt huet. An der Reunioun vum 24. September 2015 huet d'Kommissiou mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Domat sinn ech schonn zum Schluss vu mengem Rapport, Här President, a wéll nach just vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Direktioun énnert dem Mario Schweitzer, Luc Dahmen a Michèle Lamesch vum Fonds Belval eng glécklech Hand an der Zukunft ze wünschen.

Wann Dir erlaabt, Här President, hänken ech am Numm vun der gréngere Fraktiouen an och als eenzeg Spréicherin vun der gréngere Fraktiouen nach e puer Sät



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

ass eng Saach, an déi Bauten herno gérerien ass eng aner. Mir hate jo eng Kéier eng Motioun eestëmmeg ofgestëmmt, datt, wann ee Bauprojet hei virleet, een direkt soll de Projet de gestion matliwweren. Mir fuerderen do-wéint d'Regierung op, a kierzester Zäit eng Propositoun ze maachen, fir déi Aktivitéiten, déi um Site Belval énner éffentlecher Regie stattfannen, énner e gewëssenen Hutt ze bréngen, fir datt net herno all déi Institutioun se-parat funktionéieren esou wéi um Kierchbierg."

Léif Kolleginnen a Kolleegen, mir sinn eins, mat désem Gesetz gétt deen „gewëssenen Hutt“ haut geschafen. Och wann d'Fuerderung vun eisem deemolege Spriecher a Frénd net a kierzester Zäit erfëllt ginn ass, mä 13 Joer op sech waarde gelooss huet, si mer als Gréng frou, dëst Gesetz haut kunnen ze stëm-men an och eisem Kolleg „Roga“ domat eng grouss Freed ze maachen. An deem Senn vill-mools Merci fir d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Rapportrice. An ech geif dann direkt d'Wuert weiderginn un den Här Aly Kaes, dee schonn am Garde-à-vous hei-steet. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Ésicht, der Rapportrice villmools Merci ze soe fir dee ganz gudde Rapport, sougutt mëndlech wéi schrëftlech.

Jo, zu menger Zäit als Gewerkschaftssekre-tär hunn ech hautno materließt, wéi duerch weltwëit Émstrukturéierungsprozesser vun der Stolindustrie am Süde vum eisem Land massiv Aarbeitsplazien ofgebaut gi sinn a verschidde Standuerten zugemaach gi sinn. Dést war eng ganz schwéier Zäit fir eist Land, mä et war be-sonesch schwéier fir vill Leit am Süden.

Duerfir sinn ech immens frou, dass déi deemoleg Regierung d'Rekonversiou vun de Frichen am Süde vun eisem Land als eng vun de Prioritéiten ugesinn huet an do erém nei Créneauë fir eis Ekonomie wollt schafen. De Projet, d'Industriebroochen am Süde vum Land ze revaloriséieren, geet also op 1996 zréck. D'Regierung huet deemoools zesumme mat der ARBED décidéiert, eng Sociétéit an d'Liewen ze ruffen, déi chargéiert ginn ass, eng Etüd iwwert d'Sitten auszeschaffen, déi do beträff waren.

Am Joer 1997 ass d'Etüd AGIPLAN virgeluecht ginn, déi véier prioritär Sitten zréckbehalen huet, dat heesch d'Lentile Terres Rouges, d'Crassiere vun Eilereng a vu Rodange an natierlech d'Sitte vum Belval. D'Envergure vun de Projeten, déi um Site Esch-Belval sollten émge-sat ginn, war an ass haut nach enorm!

Duerfir ass eng Struktur gebraucht ginn, déi et der Regierung erlaabt, sech un der Rekonver-siou vun den Industriebroochen ze be-deelegen, dëst duerch d'Schafe vun engem Établissement public, deen d'Missioun huet, d'Realisatioun vum Stat um Site Belval ze er-méglechen.

D'Missioun vum Établissement public hu sech eben némmer op d'Realiséiere vun den Investi-tioune vum Stat um Site zu Belval bezunn. Et handelt sech ém d'Planifikatioun, d'Konstruktiooun vun neie Gebaier, ém d'Sé-cherheet an d'Erhale vun deene Gebaier an den Aménagement vum Site am Allgemengen.

Mat désem Gesetzestext, dee mir elo wäerten ofstëmmen, ginn d'Missioun ganz einfach vum Établissement public erweidert. Et ass esou, wéi d'Madame Lorsché et scho gesot huet, keng Erweiderung vun de Missiounen op déi aner Sitten, mä et ass eng Erweiderung vum Aufgabeberäich fir de Site Belval. Dat heesch also am Konkreten, datt de Fong d'Gebaier, déi bis elo um Site Belval entstane sinn, am Numm vum Stat an aneren Organisatiounen, wéi zum Beispill der Uni Lëtzebuerg, gé-riert.

An deem Kontext kritt den Établissement public dann och d'Autorisation, fir Gelder ze ver-walten, fir u sech dëser Missioun gerecht ze ginn. Mat désem Ännunge kritt dann de Fonds Belval eng weider Handhab, fir och an Zukunft kunnen um Potenzial, un der Dynamik an un de Wirtschaftscréneauen um Site vun Esch/Belval ze schaffen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn ech selbstverständlich ganz gären den Accord vun der CSV-Fraktiou fir dése Ge-setzesprojet a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Goerges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e grosse Merci der Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Wann ee sech op eng Debatt virbereet, da geet ee jo heiansdo och kucken, wat an deene leschte Reuniounen hei vun désem Parlament geschwat ginn ass iwwert dee Projet, zemoools wann et sech ém eng Émännerung handelt vun engem Gesetz, wat 2002 am Juli hei Objet war vun den Diskussiounen.

An et ass ganz interessant, wann Der dat maacht - gitt dat eng Kéier kucken! -, do huet mäi Burgermeeschter-Virgänger der schéi laanscht d'Bake kritt hei, wann een dat liest. Haapsächlech dann och vum Kolleg vun deene Gréng, vum Här Garcia. An den Här Garcia hat dee Moment och fënnef Motiounen hei erabruecte, wou mer elo eng dovunner dann och émsetzen. Wat jo him dann de Mérite gétt, datt en déi Zäit scho gesinn huet, wat een an Zukunft misst émsetzen. Bon, et bleiwen der nach véier. Doriwwer wéll ech awer haut net schwätzen.

De Projet gouf dee Moment och mat 54 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen ugeholl. An et gouf och nach eng Motioun, déi vun all de Fraktioune dee Moment gedroe gouf. Och dee Moment war d'Diskussioun schonn dorriwwer gelaf, datt een d'Missioun vum Fonds Belval sollt op aner Sitten ausweiden. Dat war och eng vun de Fuerderungen, déi dee Mo-ment scho gestallt gi sinn.

An och do war de Statsrot aus anere Grénn awer net dofir, gradesou wéi haut, well en haut gesot huet: „Et geet hei ém eng Insécurité juridique.“ Et kéint ee mengen, datt et eng Insécurité juridique géif ginn, wann een dat géif aus-weiden, a gradesou géif et ém de Principe de spécialité goen. Dofir huet dann och d'Kom-missioun sech décidéiert, fir dat aus dem Text hei erauszehuelen.

De Projet Belval ass u sech e Modellprojet, well en u sech e Matsproocherecht gétt de Ge-mengen, déi concernéiert si vum Site. Et ass eng direkt Interventioun vum Stat. Et geet ém Dezentraliséierung. D'Uni ass dohinner komm, d'Rockhal, Entreprises, Start-ups, staatlech Ser-vicer, Konferenzzentren, Sport- a Fräizäit-méiglechkeeten; also eng ganz Panoplie vu Saachen, déi wichteg ware fir de Süden, fir dee ganze Süden an net némme fir déi zwou Ge-mengen.

Haut ass et esou, datt d'Missioun vum Fonds Belval ausgeweit gétt dann op d'Gestioun vun Infrastrukturen. D'Gestioun, wat heesch dat? D'Gérance, d'Transformatioun, d'Modernisa-tioun, d'Maintenance an och d'Exploitatioun. Dat ass eng gutt Saach!

Et muss ee vläicht nach eng Prezisioun hei der-bäiginn: „pour le compte de tiers“ steet am Projet dran, et ass och festgehale ginn an der Kommissioun, dass dat némme fir „entités pu-bliques oder paraétatiques“ wär, also net fir de private Marché. Ausserdeem kréie se, wéi scho gesot gouf, hei och d'Méiglechkeet, fir dann och Geld ze verwalten.

D'LSAP ass natierlech d'accord mat déser Aus-weidung vun der Missioun, notamment well se och am Senn ass vun där Motioun, déi 2002 hei am Juli unanime och ugeholl gouf, oder op alle Fall mat enger ganz grousser Majoritéit.

Ech soe Merci och vu menger Säit de Leit vum Fonds Belval fir déi gutt Zesummenarbecht. Lauschtet och weider esou gutt op d'Gemen-gen, well émmerhi braucht Der hir Baugene-megung, fir iergendeppes do ze maachen!

Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn heimader den Accord vun der sozialistescher Frak-tioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Engel. An d'Wuert huet den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet „Revaloriséierung vun den Industriebroochen op Belval“ geet uech op d'Joer 1992 schonn zréck. Deemoools war jo en Accord an der Tripartite fonnt ginn, fir eng nei Notzung vun de fréieren Industriesitten am Süde mat der Kreatioun vun engem Groupement d'intérêt économique émzeseten. Et ass och virdrun hei scho gesot ginn, datt 1996 den Optrag koum, fir eng Etüd ze maachen. An déi gouf jo dann 1997 presen-tiéiert. Dat war jo dann déi berühmten Etüd AGIPLAN.

Ech wéilt och hei nach eng Kéier u Wieder erënneren, déi de Rapporteur vun dem Gesetz, dat mer jo haut dann u sech och émänneren, a senger Ried den 11. Juli 2002 gebraucht huet. Dat war de leiden entre-temps verstuerwene Kolleg Fred Sunnen. Hien huet deemoools hei op der Tribün gesot: „Fir Belval geet et en fin de compte ém e Projet fédérateur, deen de Fortschritt, d'Dynamik, d'Innovation an de Welle symboliséert an eppes Neits schaft, e Projet also, dee Modellcharakter huet, och fir déi aner Regionen an eisem Land.“ Et muss en also haut nodréiglech erkennen, datt de

Fred Sunnen u sech do eng visionär Approche hat an och ganz richteglouch mat senger Ausso do.

Et däerf ee jo och net vergiessen, datt deen Établissement public, dee jo dann haut offiziell den Numm Fonds Belval kritt, datt dee jo deemoools eng Enveloppe vun 1,2 Milliarden Euro krut, fir an engem Zäitraum vu 15 Joer Investis-sementer maachen. An datt dee Site Belval sech exzellent entwéckelt huet, dat ka jiddwer-en novollzéien, deen dann emol regelméisseg dohigeit.

Et si schonn eng Rei Aktivitéiten hei opgezielt ginn. Ech wéll drop hiwisein, datt mer jo do souwuel um Niveau vu Fräizäitbeschäftegungen, vu Verwaltungsstrukturen, vun neien Aar-bechtsplaze bis hin zum Wunnengsbau an och engem neie Lycée ganz vill Aktivitéiten do entre-temps faninen. D'Kréinung ass natierlech och elo déi recent Ouverture vun der Uni um Site Belval.

Et muss een hei énnersträichen, datt dee Site awer trotzdem nach ganz vill Potenzial hier-gétt. Ech mengen, et sinn nach ganz vill Méiglechkeiten, fir nach weider do ze investiéieren a fir en nach zousätzlech méi attraktiv ze maachen.

Ee vun den Haaptdiskussiounspunkten an der Kommissioun war natierlech hei och d'Extensioun oder, losse mer soen, déi méiglech Extensioun vun de Kompetenze vun dem Établissement public op aner Sitten. Et ass och schonn zu Recht hei bemierkt ginn, datt dat och eng Diskussioun war, déi 2002 schonn hei gefouert ginn ass. Bon, do versicht jiddwéieren, sech säi Filetsstéck erofteschneiden.

Ech wéll awer dann och nach eng Kéier drun erënneren, datt déi deemoleg CSV/DP-Regie-rung iwwregens dee Projet hei mat ganz grousser Verve weidergedriwwen huet an datt och déi demoleg Majoritéit, ech hat d'Chance och deemoools dobäi ze sinn, eng Motioun zréckbe-halen hat - den Här Engel ass scho kuerz drop agaangen -, wou u sech déi Iwwerleeuungen awer zréckbehale gi sinn, vläicht net gradesou wäit wéi den Här Garcia dat deemoools ge-maach hat, mä et war awer du schonn an der Intentioun, fir u sech dem Fonds Belval, wéi mer e jo haut können nennen, nach zousätz-lech d'Kompetenz ze ginn, fir eben och aner wichteg Sitten am Süde können ze géréieren. Ech denken do un de Crassier Terres Rouges, Déifferdeng oder Monnerech.

Dat ass also eng Diskussioun, déi nach wie vor an der Schwief ass an déi och nach net ofge-schloss ass. Natierlech, wa mer eng Kéier an déi Situatioun kommen, datt dee Kompetenz-beräich ausgedeent ginn ass, da muss ee sech awer och much Froe stellen, besonnesch natierlech awer och: Wat ass de Rôle vun deene Gemengen, déi da beträff sinn, deenen neie Gemengen?

Ech mengen, den Député-maire hei vu Sues-sem an d'Vertieder vun der Escher Gemeng wësse jo, datt hiert Matsproocherecht dach límitiéiert ass, kann ee soen. An duerfir muss een awer elo schonn an d'Zukunft denken, wa mer eng Kéier dee Schrott maachen, ob net vläicht e Gemengesyndikat soll dann énnert deene Gemenge geschafte ginn, fir datt en u sech eng gewëssé Stärkt géif duerstellen, fir dann och herno an deem Établissement public do kenne matzeschwätzen. Jiddefalls, eppes ass ganz kloer: Et stellt sech haut schonn eraus, datt et awer richteg war, en Établissement public ze schafen.

Da kritt jo, wéi gesot, den Établissement public zousätzlech Kompetenzen, och wat, wéi gesot, d'Gestioun vun allen Infrastrukturen ubelaangt. An et ass och hei schonn zu Recht gesot ginn, datt dat natierlech, wa mer vun „tiers“ schwätzen, sech némmer op staatlech oder parastaat-lech Investissementer wäert limitiéieren. Do-duerch entsteet och méi Transparenz. Contrairement zu deem, wat emol heiansdo behaupt ginn ass, wat de Fonds de Kirchberg ubelaangt, gi mer hei also hin a mir maachen déi ganz Gestioun nach méi kloer.

Eng logesch Konsequenz ass natierlech, datt dee Moment awer, duerch den Artikel 2, den Établissement public och elo ka Recetten ebe géréieren, well eben doduerch, wann en och gewëssen Attributiounen zousätzlecher Natur kritt, fir eben ze investiéieren, en dee Moment op dår anerer Säit awer och kann op Recetten zielen, datt en natierlech och dofir muss awer kompetent gezeechent ginn.

Ech wéll dann awer nach ofschléissend drop hiweisein, datt dat hei en enorm interessante Projet, natierlech un éischtler Linn fir de Süden, ass, mä datt en awer och e Projet ass, deen awer och ka Modellcharakter fir d'ganzt Land hunn. Mir gesi jo awer, datt op eenzelnen anere Frichen, queesch duerch eist Land, än-lech Iwwerleeuunge gefouert ginn. An dat, wat op Belval realiséiert ginn ass, do, wou am Ufank eng gewëssé Skepsis dach a verschid-

dene Käpp geherrscht huet, ech mengen, spéitstens haut huet een awer gesinn, datt dat u sech awer eng richteg Décisioun war, datt et dem Süde virun allem nei Méiglechkeete ginn huet an datt dat e Projet ass, deen och an dä Form muss weidergedriwwen ginn. An haut hu mer jo mat dár bescheidener klenger Émänner-ung awer och e wichtige Schrott fir d'Zukunft gemaach.

Ech wéll och nach ofschléissend der Madamm Lorsché Merci soe fir hire Rapport an ech entschéllege mech, datt ech erém liicht iwwer-zunn hunn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Graas. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Virewech wollt ech soen, datt mer selbstverständliche dëse Projet de loi wäerte matdroen a matstëmmen. An ech wollt och der Rapportrice Merci soe fir hire gudde Rapport.

Ech hätt awer e puer Froen, déi sech opdrän-gen, mengen ech, déi awer an deem Kontext sech stellen a wou verschidde Leit wahrschein-lech och frou wieren, wa se eng Antwort drop géife kréien. An ech profitiéieren dovunner, datt och de Minister hei ass, fir vläicht eng Antwort ze kréien.

Et geet nämlech jo och ém déi endlos Fro vum Site vun den Nationalarchiven, fir ze wëssen, wouhi se schlussendlech kommen. Et war e relativ groussen Hickhack a leschter Zäit. Den Här Minister Bausch huet émmer gesot, datt hien disponibel wier, fir esou schnell ze handelen, mä e bräicht natierlech fir d'Ésicht emol och gréng Luucht vun der Madame Nagel. An dofir wollte mir vläicht och wëssen, an deem Kontext, ob dann elo iergendeng Décisioun getraff gouf. Natierlech stellt sech dann och d'Fro vum Timing.

A wa sech d'Fro vum Timing stellt, wann ee bis weess, wouhi se schlussendlech kommen, da weess ee jo ganz genau, datt dat net vun haut op muer wäert geschéien. Dat heesch, elo sinn d'Archive schonn hanne widder a vir bai, wéi mer wëssen. An do misst och e Provisorium fonnt ginn, fir dat Ganzt ze stockéieren. Dat wier dann och eng Fro, déi sech opwërt, wann dann och schonn e Provisorium fonnt gi wier.

A schlussendlech, dat ass dann och nach an-nexe (veuillez lire: connexe), mä ech stellen d'Fro trotzdem, vläicht kritt een eng Antwort drop, dat ass d'Fro vum Gesetz zum Archivage, ob do och de Regierungsröt scho wéisst oder ob en eng Décisioun geholl huet an deem Senn, well ech mengen, déi zwou Saachen, déi hänke jo mateneen zesummen.

Soss wäerte mer natierlech, wéi ech virdru gesot hunn, dee ganze Projet de loi matstëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Wagner. An direkt huet d'Wuert den Här Nohaltegeeksmister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Dévelop-pement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Ech wollt allen Députéierte Merci soe fir ir Interventiounen, speziell och der Rapportrice fir hire gudde Rapport an och dat flott Zitat, wat se érëmgesicht huet vum Robert Garcia, deen domadder definitiv an d'Geschicht ageet als wierklech wegweisend an désem Beräich. Ech si frou, datt, wéi gesot, eng grouss Énnerstëtzung hei kënnt. Ech wéll just vläicht versichen, op déi Froen ze äntworten, dái den Här Wagner nach gestalt huet.

Zu senger éischter Fro: Huet d'Regierung sech décidéiert, wou d'Archive sollen definitiv hi-kommen? Jo, si sollen definitiv op de Belval kommen. Zweet Fro: Gétt et schonn en Ti-ming? Neen, well mir hu kee Budget de Mo-ment derfir. Dir wësst, datt am Pluriannuel d'Archiven erausgeholl gi waren. An, bon, de Mo-ment ass dat, wat de Finanzminister de Moi-e virgestalt huet, déi Previounen, dat ass op Basis vum arrétéierte Pluriannuel opgebaut



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

nistesch, well do sinn ech net zoustänneg derfir, fir d'Gesetz iwwert den Archivage. Ech weess just, datt d'Kulturministesch intensiv un deem Gesetz schafft, datt et imminent ass, datt et soll an de Regierungsrot kommen. Mä, ech mengen, Dir hutt besser, Dir frot si eng Kéier selwer, wa si hei ass, wéini si domadder fäerdegg ass.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Minister. Da géife mer zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6782 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6782 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An dann ass de Vott eriwwer a 60 Députéierten hunn deelgeholl: 60-mol Jo. Domat ass de Projet 6782 un-anime ugeholle.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Serge Wilmes), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri; MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. Gusty Graas) et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viaviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An ech géif lech nach froen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn.

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou décideert.

10. Ordre du jour

Ech krut dann d'Fro gestallt, ob mer d'Reglement vun der Chamber net kéinte virzéien. Wann do keng Objection dergéint wär an de Rapporteur prett wär, géife mer dat maachen.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci villmools. Dann huet de Rapporteur vun der Ännernung vun eisem Reglement, den Här Gibéryen, direkt d'Wuert.

11. 6888 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au chapitre 9 «Frais et indemnités» de l'annexe 5 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés»

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Gast Gibéryen (ADR), rapporteur**.- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, mir huelen haut eng Ännernung vun eisem Reglement vir, an zwar am Chapitre 9 iwwert d'Frais et indemnités vun eise Fonctionnaires hei an der Chamber, d'Annex 5 iwwert de Régime vun den Traitementer, wéi gesot, vun eise Fonctionnaires.

Em wat geet et? Duerch d'Gesetz vum 25. Mäerz dëst Joer ass den Accord salarial vun der Fonction publique émgesat ginn an och en Text iwwer nei Bestëmmungen, wat d'Pensiounen ubelaangt. Dësen Text ass den 1. Oktober a Krafft getratt. An an deem Text geet et virun allem ém de Régime de pension spécial transitoire. An hei ass am Fong eng Terminologie geännert ginn: De Congé pour raisons de santé à mi-temps thérapeutique géift elo an eng nei Bestëmmung émgeännert an zwar an de Service à temps partiel pour raisons de santé.

Och wann déi Bestëmmung, wat d'Fonctionnaire vun der Chamber ubelaangt, fir den 1. Oktober dëst Joer direkt och a Krafft trëtt, esou

musse mir dat awer an eisem Reglement bäßesen, wat de Finanzement vun där Bestëmmung ubelaangt. An et ass dat, wat mer mat dëser Ännernung vun eisem Reglement maachen, also datt och de Finanzement garantéiert ass iwwert de Budget vun der Chamber, iwwert déi Bestëmmung, déi iwwert den Accord salarial fir ons Fonctionnaire vum 1. Oktober un hei och a Krafft getratt ass.

Dës Proposition de modification ass vun eisem President selwer den 8. Oktober deponéiert ginn. D'Presidentekonferenz huet se den 8. Oktober och direkt weider un d'Reglementscommission geleet an déi huet den 13. Oktober dës Ännernung an engem Rapport eestëmmeg festgehalen, woufir ech lech dann och géif ém Är Zoustëmmung bidden.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Rapporteur. Gëtt et Wuertmeldung zu däer heiter Proposition, fir eist Reglement ze adaptéieren? Den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV)**.- Här President, ech ka mech kuerzaassen. Ech soen dem Här Gibéryen villmools Merci fir de mëndlechen a schréftleche Rapport an ech bréngen den Accord vun der CSV.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci dem Här Meyers. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP)**.- Jo, Merci, Här President. Et ass eigentlech schonn alles gesot. An ech wéilt och dem Rapporteur Merci soen an den Accord vu menger Fraktioune hei abrénggen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président**.- Merci villmools. Ech ginn dervun aus, dass, wann den Här Bodry an d'Madamm Loschetter d'Wuert géife froen, se och géife Jo soen, grad ewéi den Här Gibéryen dat just fir seng Sensibilitéit geamaach huet a wéi den Här Urbany dat och wahrscheinlech fir seng géif maachen. Da wäre mer um Enn vun der Diskussioun. An ech géif dann direkt ofstëmme loosken.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An de Vott ass elo schonn eriwwer.

An - wien hätt et geduecht? - mir hunn Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viaviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Serge Urbany et David Wagner.

An hei brauch ech lech jo d'Fro net ze stellen, ob mer d'Dispens vum zweete Vott ginn.

Villmools Merci.

Da géife mer iwwergoen zu deem virleschte Punkt, deen elo dee leschte Punkt ass, dat heesch d'Orientéerungsdebatt iwwert déi grouss Infrastrukturprojekte vum Stat. D'Riedézäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An direkt huet d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Josée Lorsché, d'Wuert.

12. 6836 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat

Rapport de la Commission du Développement durable

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice**.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der wésst, geet et bei der Orientéierung

rungsdebatt vun haut ém déi grouss Infrastrukturprojekte, déi d'Regierung am Laf vun den nächsten Jore wéllt émsetzen. Fir déi deementsprechend Etüden an natierlech och Projete kënnen ze realiséieren, muss d'Chamber fir d'Éischt hiren Accord de principe dozou ginn.

Engersäits kréien d'Députéiert domat méi Mat-sproocherecht beim Plange vun neien Infrastrukturprojekten, anersäits geet et awer och dréms, méi Transparenz an de finanzielle Suivi vun all Projet ze bréngen, esou wéi et am Joer 2005 vun der Budgetkontrollkommission festgehalen.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

ENNERT dës Prozedur falen zanter dem Joer 2009 sämtlech Projeten, déi e geschätzte Käschtepunkt vun 10 Milliounen Euro a méi wäerten erreechen. 2005 louch dëse Seuil bei just 7,5 Milliounen Euro. Doriwwer eraus muss bekanntlech fir all Projet vun iwwer 40 Milliounen e speziellt Finanzierungsgezet ausgeschafft ginn.

Am Joer 2005 ass des Weidere festgehalen ginn, datt d'Budgetkontrollkommission de finanzielle Suivi vun deene groussen Infrastrukturprojekte muss am A behalen. Dat bedeit, datt den zoustännege Minister däer Kommission all sechs Méint e Rapport iwwert déi finanziell Evolutioun vun all Projet muss presentéieren, deen am Kader vun dëser Debatt accordéiert ginn ass. Donieft erstatt den Infrastrukturminister och der Nohalteketskommission regelméisseg Bericht iwwert déi finanziell a baulech Entwécklung vun all deene Projeten. Souvill schonn zur Prozedur, déi, wéi gesot, zanter zéng Joer besteet.

Här President, ech kéim dann zu den neie Projeten, déi der Nohalteketskommission an de Sétzunge vum 9. a vum 15. Juli 2015 presentéiert gi sinn. Wann ee sech déi Lëscht méi geneue ukuckt, stellt ee fest, datt déi absolut Prioritéit am Beräich vun den Infrastrukturen dëst Joer bei der Verbesserung vun der Mobilitéit zu Lëtzebuerg läit an domat och bei engen besserer Vernetzung vun den einzelnen Transportmëttel zugonschte vum öffentlechen Transport a vun der Mobilitéit douce. Fir datt déi Vernetzung ka stattfannen, brauch een natierlech och déi géeegent Infrastrukturen.

Déi éischt dräi Projete bestinn aus dem Bau vun dräi Park & Ride, déi iwwert de Fonds du rail finanzieré solle ginn. Dës Opfaangparkinge sollen et erlaben, d'Autoen net némmen aus der Haaptstad erauszehalen, mä och aus de Grenzregiounen doduerch, datt de Beruffstrafic esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport orientéiert gétt.

Geplangt sinn déi Park & Ride vun dës Opfaangparkinge solle ginn. Dës Opfaangparkinge sollen et erlaben, d'Autoen net némmen aus der Haaptstad erauszehalen, mä och aus de Grenzregiounen doduerch, datt de Beruffstrafic esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport orientéiert gétt.

Geplangt sinn déi Park & Ride vun dës Opfaangparkinge solle ginn. Dës Opfaangparkinge sollen et erlaben, d'Autoen net némmen aus der Haaptstad erauszehalen, mä och aus de Grenzregiounen doduerch, datt de Beruffstrafic esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport orientéiert gétt.

Geplangt sinn déi Park & Ride vun dës Opfaangparkinge solle ginn. Dës Opfaangparkinge sollen et erlaben, d'Autoen net némmen aus der Haaptstad erauszehalen, mä och aus de Grenzregiounen doduerch, datt de Beruffstrafic esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport orientéiert gétt.

Geplangt sinn déi Park & Ride vun dës Opfaangparkinge solle ginn. Dës Opfaangparkinge sollen et erlaben, d'Autoen net némmen aus der Haaptstad erauszehalen, mä och aus de Grenzregiounen doduerch, datt de Beruffstrafic esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport orientéiert gétt.

Geplangt sinn déi Park & Ride vun dës Opfaangparkinge solle ginn. Dës Opfaangparkinge sollen et erlaben, d'Autoen net némmen aus der Haaptstad erauszehalen, mä och aus de Grenzregiounen doduerch, datt de Beruffstrafic esou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport orientéiert gétt.

Projet am Joer 2021. De viraussiichtleche Käschtepunkt läit hei bei 30,7 Milliounen Euro.

Op Miersch. Den drëtte Park & Ride ass um Site vum fréieren Agrocenter zu Miersch virgesi mat 434 Stellplazen, och hei mat enger direkter Verbindung zu der Eisebunnsgare an der Upassung vun der Gare zugonschte vun der Persounen mat ageschränkter Mobilitéit. Déi si bei all Projet neierdéngs émmer derbäi. D'Virbereedungsaarbechte belafe sech bei dësem Projet op 13 Milliounen Euro. Eng Estimatioun vum definitive Käschtepunkt läit bei dësem Projet nach net vir. Am Joer 2018 soll mat den Aarbechten ugefaange gi mam Zil, datt dee gesamte Projet am Joer 2020 voll funktionsfähig ass.

An de Süden op Schéffleng. E véierte Projet, deen och de Fonds du rail engagéiert, mä net zu honnert Prozent, ass d'Suppressioun vun de Passages à niveau zu Schéffleng. Méi speziell besteet dëse Projet aus véier Modullen, déi folgend Moossname virgesinn: éischtens, d'Suppressioun vun dräi Passages à niveau op enger Längt vu just engem Kilometer, zweetens, de Bau vun enger neier a méi benutzerfréndlecher Entrée an d'Uertschaft mat enger Passerelle fir d'Foussgänger téschent der Avenue de la Résistance an der Avenue de la Libération, drëttens, den Neibau vum Eisebunnssarrétt zu Schéffleng, a véiertens, d'Erneierung vun de Caténaires, der sougenannter Traction électrique. Um Finanzement vum éischt Module ass d'Gemeng mat 10% bedeelegt, de Fonds du rail mat 40% (veuillez lire: 45%) an de Fonds des routes mat 45%.

Dëse Projet berout op engem Accord téschent der Gemeng Schéffleng, den CFL an de Ponts et Chaussées aus dem Joer 2007, wou de finanzielle Verdeelungsschlüssel festgeluecht ginn ass. Ech wéilt och drop hiweisen, dass am Dokument vun der Regierung de ganze finanzielle Verdeelungsschlüssel gezielt opgéléscht ass mat enger ganzer Tabell, wou Der kënt gesinn, wéi déi eenzel Partner sech bedeelegen.

De Käschtepunkt beleeft sech op insgesamt 17 Milliounen Euro. D'Prozedure lafen am Mäerz 2016 un. D'Supressioun vun de Passages à niveau ass fir Enn 2018, an d'Enn vun den Aarbechte fir 2019.

Mir kommen an d'Stad op d'Gare vu Lëtzebuerg. E weidere Projet, deen erëm ganz iwwert de Fonds du rail finanzieré gétt, ass den Aménagement vun zwee weidere Quaien fir d'Stater Gare. Méiglech gétt dëse Projet doduerch, datt den Atelier vun den Lokomotiven op den Houwald transferéiert gétt. D'Plaz, déi op déi Manéier fräi gétt, erlaabt de Bau vun zwee neie Quaien. Dat bedeit eng massiv Erhébung vun der Capacitéit a méi Flexibilitéit bei der Entrée an der Sortie vun den Zich, wuel wéssend, datt déi bestoend Infrastrukturen a Spëtzestonne schonn haut komplett iwwerlaascht sinn.

Zréck an de Süden op Esch/Uelzecht. De leschte Projet, deen iwwert de Fonds du rail leeft, ass d'Renovatioun vun der Escher Gare um Niveau vun de Quaien. Hei geet et énner anerem dréms, déi bestoend Quaien ze moderniséieren a mat Marquisen ze iwwerdecken. Donieft gétt och de besteeën an net grad attraktive Souterrain renovéiert an en zweete Souterrain gebaut, woubäi sämtlech Accëse behennertegerecht aménagéiert ginn.

Dann zum Pôle d'échange Cloche d'Or. Ofschléissend këim ech zu deem Projet, deen iwwert de Fonds des routes soll finanzieré ginn. Et ass deen eenzegen. Et handelt sech ém de Bau vun Pôle d'échange Cloche d'Or, deen eng direkt Ubannung un den Tram wäert schafen an deen an direkt Proximitéit vum geplante Fussballstadion soll entstoer.

De Projet émfaasst folgend Elementer: eng Gare routière mat sechs Quaien fir Autobussen, weider acht Quaien an enger Waardeplaz fir zwielef Bussen, e Park & Ride mat ongeféier 2.00



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

sprechend Motioun, déi vu sämtleche Fraktiouen a Groupes politiques énnerschriwwen ass an d'Regierung opfuerdert, déi virgestallte Projeten an Ugrëff ze huelen.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Merci.

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng), rapportrice.- Ech mengen, Dir sidd net onglecklech dorivwer, Här Minister.

Motion 1

La Chambre des Députés,

vu, d'une part,

- la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures;

- vu la volonté du Gouvernement d'assurer la définition, la conception et la mise en œuvre d'une politique intégrée en matière d'aménagement du territoire, de réseaux de transport et de bâtiments publics;

vu, d'autre part,

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures adoptée en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion «Grands projets d'infrastructures - Travaux publics» du 23 octobre 2008;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros;

- vu la liste des projets d'infrastructures susceptibles d'atteindre un coût d'au moins dix millions d'euros, à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) à charge du département du Développement durable et des Infrastructures, présentée lors des séances du 9 juillet 2015 et du 15 juillet 2015 de la Commission du Développement durable;

- considérant que suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, de l'Administration des Ponts et Chaussées et de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, la Commission du Développement durable a avisé favorablement chaque projet de la liste présentée;

- marque son accord à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause à partir de l'exercice budgétaire 2016 afin de garantir les objectifs suivants:

a) en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds du rail

• *gares de Rodange, Wasserbillig et Mersch: aménagement de bâtiments P&R et mise en conformité des infrastructures voyageurs*

• *suppression des passages à niveau n°91, 91a et 92 à Schifflange et reconstruction de l'arrêt Schifflange*

• *gare de Luxembourg: aménagement des quais V et VI*

• *gare d'Esch-sur-Alzette: renouvellement des infrastructures;*

b) en ce qui concerne le champ d'intervention du Fonds des routes

• *aménagement d'un Pôle d'échange Cloche d'Or.*

(s.) Josée Lorsché, Georges Engel, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Aly Kaes, David Wagner.

E Merci gëllt wéi émmer de Mataarbechter a Mataarbechterinne vum Ministère, grad wéi och de Vertriebler a Vertrieblerinne vu CFL a Ponts & Chaussées, déi eis émmer ganz ausfeierlech Erklärungen an der Kommissioune ginn. E weidere Merci geet un eis Sekretarin

Rachel Moris an un eis Membere vun der Kommissioune fir konstruktiv Zesummenarbecht an allen Dossieren.

Erlaabt mer ofschléissend nach just e puer Wieder am Numm vun der grénger Fraktioune, déi frou ass festzestellen, datt d'Mobilitéitspolitik vun dëser Regierung net aus engem abstrakte Pabeierberg besteet, mä aus konkrete Projeten, déi d'Mobilitéit an eisem Land Schratt fir Schratt verbesseren.

An ech soen lech dofir scho Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Merci der Madamm Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Prozedur, déi mer säit 2006 hei am Parlament duerchlafen, déi mer jo och nach 2009 eng Kéier ugepasst hunn an déi eis et erlaabt, d'Accorden ze gi fir Projeten, déi de Stat an de kommende Jore wëllt hei zu Lëtzebuerg émsetzen a realiséieren, ass eng extrem transparent an demokratesch Prozedur, well mer als Volleksvertrieder quasi vun Ufank un an eng Rei Projete vu gréisserem finanzielen Impakt mat agebonne sinn.

Ech wëll dat nach eemol ganz kloer an ausdrécklech hei énnersträichen an all deene Leit, déi deemoools un der Initiativ stoungen, e ganz grousse Merci soen. Dat lescht Joer hunn ech mech op dëser Plaz e bësse missen iwwert den Här Minister iergeren, well hier d'Lëscht mat de Projete mat sechs Woche Verspäidung an der Chamber hannerluecht huet. Dëst Joer wëll ech dann de Minister ausdrécklech luewen,...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- ...well hie sech mäi Rot vum leschte Joer voll a ganz zu Hä Herz geholl huert...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- ...an d'Lëscht mat de Projeten, iwwert déi mer elo wäerten hei ofstëmmen, schonn den 2. Juli 2015 an der Chamber agereecht huet.

Dir Dammen an Dir Hären, wann den Här Minister mer d'nächst Joer nach eng Lëscht mat e puer weideren Detailer zu alle Projeten an hoffentlech och mam véierspuregen Ausbau vun der N7 drop aarecht,...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- ...jo, da wäert ech voll a ganz zefridde sinn. Mam Opgoe vun der ganzer A7, déi jo viru Kuerzem offiziell agewielt ginn ass a wou mer jo den Här Minister och nach viru enger ganzer Rei vu Joren a senger Jugend gesinn hunn an a sengem deemolegen Engagement, jo, déi A7 huet sech... Duerch déi A7 an duerch d'Opgoe vun där A7 huet sech villes am Strosseverkéier téschent der Stad Lëtzebuerg bis bei den Norde verbessert. Jo, eben némme bis bei den Norden.

Dir selwer, Här Minister, Dir hutt gesot, datt d'A7 eng ganz Rei a viru allem Avantage fir den Zentrum vun eisem Land géif bréngen. An do ginn ech lech absolutt recht. Ech muss lech awer soen: Eis am Norde stinn déiselwecht gutt Bedéngungen zou, an duerfir brauche mer e véierspuregen Ausbau vun der N7.

Ech hu virdrun am Numm vun der CSV-Fraktioune zu dem Fonds Belval Stellung dierfen huelen an ech hunn dat mat Begeeschterung gemaach. An ech mengen, Dir kënnt lech erënneren, datt ech gesot hunn, datt ech immens frou sinn dorivwer, wat sech am Süden entwéckelt huet. Ech wier frou, wann d'Leit, wann déi Responsabel, wann déi, déi kënne mat Décisiounen huele fir dëst Land, och aus anere Regionen, sech géife gradesou positiv fir den Norden setzen, wéi déi aus dem Norde bereet sinn an engagéiert si fir zum Beispill de Süden.

Wann dës Regierung net derzou bereet ass, dat wëll ech awer ganz kloer soen, de Projet N7 oder d'N7 op véier Spuren auszubauen, da wëll ech lech soen, datt d'CSV dëse Projet an Ugrëff hëlt, soubal mer d'Chance hunn, erëm an eng Majoritéit ze sinn. Dat ass net...

(Interruption)

Soubal... Dat ass esou!

(Interruption)

Dir wäert dat da gesinn.

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Et ass just den Här Kaes, wann ech gelift.

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Mir wäerten eis och mat deene belschen Autoritéiten zesummesetzen, fir ze iwwerpriéwen, wéi een déi véierspureg N7 dann och kann un d'E25, nämlech déi Lecker Autobunn, ubanen. Freischt dann hu mer och besser Entwickelungspotenzial

méiglechkeete fir den Norden. An duerfir wäerte mir als CSV alles druseten, fir datt an der Zukunft dat dote Realitéit gëtt.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer, dass ech elo kuerz op d'Lëscht mat de Projeten aginn, fir déi mer elo gréng Luucht hei solle ginn. D'Madame Lorsché huet an hiem wéi émmer exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, fir deen ech dann och nach eng Kéier wëll Merci soen, schonn am Detail déi eenzel Projete behandelt, soudass ech just nach op eenzel Aspekter aginn, ouni natierlech d'Ambitioun ze hunn an ouni wëllen hei komplett ze sinn.

Fir d'Ésicht zum Fonds du rail. Bon, ech fänken u mat deenen dräi Projeten, déi och duerno an engem Gesetz, an engem Projekt de loi votéiert ginn, déi dräi Park & Ridé vu Rodange, Waasserbëlleq a Miersch. Hei stinn op de Garë vun dësen dräi Uertschaften an der Zukunft de Leit 2.500 Parkplazen zur Verfügung, fir hir Autoe stoen ze loessen an dann op den Zuch émzéklaamen. Doduerch ginn eis Stroosse sécher entlaascht, soudatt mer dat absolut begriissen. Am Total wäerten hei eng ronn 98 Milliounen Euro investéiert ginn.

D'Park & Riden an d'Schinn, Dir Dammen an Dir Hären, sinn awer net d'Allheilmittel, an duerfir musse mer och eis Verkéiersachse fir déi Leit, déi net no bei der Schinn sinn, net no bei der Schinn wunnen oder eventuell keng esou gutt Ubannung un den éffentlechen Transport hunn, an engem gudden Zoustand halen an do ausbauen, wou et ganz einfach néideg ass.

E weidere Projet am Fonds du rail ass d'Ofrappe vun dräi Passages à niveau zu Schéffleng an den Neibau vum Zucharrétt. Hei wëll ech énnersträichen, datt, wann d's Aarbechte jo gemaach ginn, gläichzäiteg och profitéiert gëtt, fir Antibruit-Moossnamen zu Schéffleng ze bauen, soudatt hei u sech eng gutt a sennvoll Koordinatioun geplant ass - eppes, wat jo leider hei am Land net émmer de Fall ass.

E weidere Projet am Fonds du rail ass den Aménagement vun de Quai 5 a 6 op der Stater Gare. Dësen ass sécherlech sénnvoll an absolutt néideg, well a Spézenzäiten d'Gare total iwwerlaascht ass. Et ass evident, datt, wa mer spéider da solle mam Tram vill Leit verdeelen, déi Leit einfach emol gutt müssen op der Gare ukommen, fir duerno dann, wéi gesot, an dem Émkress vun der Stad, an der Stad Lëtzebuerg a ronderëm, schnellstméiglech op déi Plaz kënnen ze kommen, wou se da wëllen hikommen. Gradesou noutwendeg a sennvoll ass d'Erneierung vun den Infrastrukturen op der Escher Gare. Bon, d'Detailer fannt Der an der Mädam Lorsché hirem Rapport. Dat brauch ech also och net nach eng Kéier hei am Detail ze erklären.

Dowéinst ginn ech dann direkt iwwer op de Fonds des routes. Hei steet u sech e ganz grousse Projet un, an zwar de Pôle d'échange Cloche d'Or. Dir all wësst, wat momentan schonn do alles gebaut ass, wat amgaangen ass gebaut ze ginn a wat nach alles wäert an Zukunft kommen. An deem ganzen Eck, am Südweste vun der Stad, also op der Cloche d'Or, dem Ban de Gasperich an dem Midfield wäerten duerno Dausende Leit schaffen an da wuel regelméisseg och, hoffentlech, nach Dausende Leit Fussball kucke kommen. An dowéinst müssen natierlech déi passend Stroosse a Sportinfrastrukture geschafte ginn. Hei gëtt op e Mix - wat ganz gutt ass - vun Auto, Bus, Tram, Zuch, Vélo a Foussgänger gesat.

Op jidde Fall, d'CSV-Fraktioune gëtt hiren Accord zu de Projeten allegueren, esou wéi d'Regierung se proposéiert. Mir stinn dëse Projete ganz, ganz positiv géintiwwer a si frou, datt mer eng Kontinuitéit an der Moderniséierung vun eisem Land erkennen, esou wéi déi viregt CSV/LSAP-Regierung et an d'Weeër geleet huet. An deem Senn wëll ech Merci soe fir d'Nolaschteren an deem Nächste Plaz maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Henri Cox**, Président de séance.- Merci dem Här Kaes. An als nächste Riedner ass et um honorabelen Här Georges Engel. Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg wiisst an der Awunnerzuel an domadder och politesch, gesellschaftlich, kulturell an hoffentlech och an de Mentalitéiten, mä och a viru allem wirtschaftlich. Zueleméisseg, also statistesch liest dat sech esou, de Finanzminister huet dat de Moien hei erkläret an Dir hutt et all héieren: D'lescht Joer ass de Produit intérieur brut, de PIB, ém 4,4% gewuss, dést Joer geet de Statec vun 3,2% aus an d'nächst Joer soll de Wuess-tum net manner wéi 3,9% bedroen. Viru allem am europäesche Verglach an am internationale konjunkturelle Kontext stet Lëtzebuerg domadder gutt, fir net ze soe ganz gutt do.

Woubäi ech als Member vun der sozialistescher Partei hei awer wëll énnersträichen, dass Wirtschaftswuesstum kee Selbztweck ass an däerf sinn, mä just e Méttel zum Zweck, dat et erlaabt, Recetten ze generéieren, déi hirersäits dann dem Stat et erläben, sengen Aufgaben an Investitiounen am Beräich vun den Infrastrukturen an am Beräich vun Sozialen nozekommen.

Zu dësem Wuesstum, deen ebe fir den Erhalt vun eise Sozialsystemer an domat och vun eisem Wuelstand onémgänglech ass, virausgesat dee Wuelstand ass also op Nohaltekleet an net op kuerzfristeg Renditten opgebaut, droen net némme déi méttlerweil iwwer 560.000 Awunner bai, mä zu engem ganz groußen Deel och d'Frontalieren. Esou ware laut Statec am leschte Joer ronn d'Halschent vun eisen insgesamt 371.000 Salariéen Netrésidenten. Méi ewéi 81.000 Leit kommen deemno all Dag aus Frankräich, 42.000 all Kéiers aus Däitschland an aus der Belsch iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg schaffen.

D'Grenzgänger sinn also ee wichtige Pilier vun eiser Ekonomie an domadder och vun eisem Wuelstand. Allerdéngs huet dëse Pilier och seng negativ Säiten oder, besser gesot, eng negativ Säit viru allem. E groußen Deel vun de Frontaliere setzt fir seng Déplacementer nämlech op den Individualverkéier. Zéngdausende Salarieé kommen deemno all Dag mam eegenen Auto aus deem méi oder manner noen Ausland op Lëtzebuerg schaffen. Ze-summe mat der wuessender Bevölkerung an dem entsprichende Wuesstum vum nationalen Automobilpark kënnt et dann zu deene bekannte Konsequenzen. An de Spëtzestonnen, déi méttlerweil vu sechs Auer moies bis néng Auer moies a vu siechzéng bis nongzéng Auer nométtes daueran, sinn d'Autobunnen, a ville Fäll och d'Ausfaartstrosse vun de Grenze Richtung Haaptstad, bezéungweis émgedréit, quasi, fir net ze soe vollkomme saturéiert.

Datselwecht gëllt och op de Vakanzweekender, wat iwwregens bal d'Halschent vun eise Weekender am Joer sinn. Insgesamt stet all Lëtzebuerger Automobilist, wann een der rezenter INRIX-Etud gleewe kann, a si hunn dat ausge-rechent, duerchschnëttlech 34 Stonnen am Joer am Stau. An Europa ass d'Situatioun némme an der Belsch, an Holland an an Däitschland nach schlëmmer. All déi Stauen hunn negativ Konsequenzen, net némme op d'Wirtschaft, mä viru allem och op d'Émwelt, op d'physesch an op d'psychesch Gesondheet vun de Menschen, an esou och op eis Liewensqualitéit.

Domadder ass a bleift d'Verkéiersproblematik och eng vun deene ganz groußen Erafuerderunge fir d'Politik hei am Land. Fir der Verkéiersproblematik Här ze ginn, an dat ass jo eng Prioritéit vun dëser Regierung, an dat konnteen een de Moie jo och bei der Presentatioun vum Budget vum Finanzminister héieren a gesinn, verfollegt d'Regierung verschidde Pisten, dést am Kader vun enger globaler Strategie, der Stratégie globale pour une mobilité durable, kuerz MoDu genannt, déi méttlerweil deene meeschte Leit hei am Land och dierft e Begräff sinn.



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

scher Grenz, bei der Gare zu Waasserbellec un der däitscher Grenz, an am Zentrum vum Land, zu Miersch, solle fir Autosfuerer Méiglechkeete bezéigungsweis verbessert Méiglechkeiten entstoen, fir op den öffentlechen Transport, also hei op den Zuch, émzeklammen.

Net manner wéi ronn 100 Milliouen Euro, déi dräi Projeten zesummegeholle, wéll d'Regierung an dësem Senn fir eng verbessert Vernetzung vun all eise Verkéiersmëttelen an domat fir eng Entlaaschtung vun eise Stroossen investéieren. Méi am Detail wéll ech hei net op déi eenzel Projeten agoen. Dat huet meng Virriednerin, eis Rapportrice, schonn exzellent an ausfierlech gemaach.

Mä net genuch mat dësen dräi Park & Riden! Fir d'Attraktivitéit vum Zuch weider ze verbesseren, si fir déi nächst Méint a Joren dräi weider grouss Projete fir de Fonds du rail virgesinn. Wéi hei schonn duergeluecht gouf, handelt et sech dobäi ém d'Suppressioun vun de Passages à niveau an d'Rekonstruktouion vum Zuchshalt zu Schéffleng, den Aménagement vun de Quiae 5 a 6 op der Stater Gare an och d'Erneierung vun den Infrastrukture vun der Gare vun Esch.

Virdrun hunn ech hei vun dräi Park & Ridé geschwat, dat ass net ganz richtege, well eigentlech sinn et der véier. Dee véierte soll am Kader vum Bau vum Pôle d'échange op der Cloche d'Or entstoen. Dat ass dee leschte Projet, émdeen eisen Débat haut dréit. Dëse geet zwar zu de Laaschte vun dem Fonds des routes, reit sech awer konsequent an d'MoDu-Logik vun der Regierung an.

Nieft deem ugeschwate Park & Ride sollen hei an der südwestlecher Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg eng Busgare, acht speziell Zousazquaien, fir de Passagéierflux bei de Matcher vum geplangte Fussballstadion ze géieren, deen och do an d'Géigend kennt - woubäi dat heiten alles awer net gebaut gëtt wéinst dem Fussballstadion -, eng Zone d'attente, also een Terminus fir zwielef Bussen, a schlisslech Infrastrukture fir den Accès zu der Mobilité douce entstoen. Dat alles, fir zesumme mam Projet Tram op eng kohären Manéier den neie Quartier Ban de Gasperich, de sougenannte Midfield an d'Zone artisanale um Houwald, déi progressiv rekvertéiert gëtt, transporttechnesch an ee Gesamtkonzept anzebannen.

Ofschléissend wéll ech énnersträichen, dass déi hei diskutéiert Projeten net némmen am Aklang mam Regierungsprogramm sinn, mä absolut och den Uspréch an den Zilsetzunge vun der LSAP gerecht ginn. An eisen Aen, an den Ae vun der Sozialistescher Partei, muss d'Politik alles druseten, fir de Verkéier métte- a laangfristeg méi nohalteg, méi émweltfréndlech, méi sécher a méi performant ze maachen. Dass dëst némme geet, andeems een dem öffentlechen Transport absolut Prioritéit araumt, dat schéngt métterweil jiddwerengem evident ze sinn. Ech hoffen op alle Fall emol.

An deem Senn approuvériere mir als LSAP-Fraktion selvstverståndlech all dés Projeten a wäerten dés och mat aller Krafft énnerstézen. An duerfir soen ech lech elo Merci fir Aert op miérksam Nolauscheren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Här Georges Engel. Als Nächsten ass den honorabelen Här Gusty Graas ageschriwwen.

bësselchen nei Weeër ze goen. An ech wéll och hei énnersträichen, datt de Minister ze begléckwénschen ass, datt en och elo de Courage hat, och op Statsstroosser hinzegoen an Tempolimitt vun 30 anzeféieren. An eng Geemeng, déi mer relativ gutt bekannt ass, ass jo och elo an de Genoss komm vun där Neierung.

Dat ass u sech e Wee, deen een an Zukunft méi verstärkt soll goen. Well d'Zil soll net méi sinn, duerch d'Uertschaften de Verkéier fléissend ze gestalten, mä d'Zil soll éischter sinn, de Verkéier duerch d'Uertschafte méi schwierig ze gestalten, mam Resultat, datt d'Leit och age-sinn, datt Uertschaften net do sinn, fir schnell mam Auto derduerchzefueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass also, wéi gesot, ze begréissen, datt mer eis haut, wa mer déi Projeten eenzel analyséieren, virrange mam éffentlechen Transport auserneeseten, mä, wéi gesot, ech wéll nach eng Kéier hei énnersträichen, dat wéllt net heesschen, datt mer an deenen næchste Joren net och nach aner Domänen hunn, déi mussen hei prioritar diskutéiert ginn. Ech denken un de Schouldom, ech denken awer och u kulturell Gebailechkeeten.

Den Haaptmenü vun haut limitiéiert sech natierlech virun allem op Park & Ride-Projeten. Dat ass och, wéi gesot, ganz staark hei ze énnersträichen. Et geet jo virun allem ém dräi Garen. D'Leit mussen nach méi Loscht kréien, op den Zuch émzeklammen. Natierlech ass émmer eng Kombinatioun téschent Zuch an Auto noutwendeg. Duerfir gi jo och déi vill Park & Riden aménagéiert. D'Distanz téschent doheem an dem Park & Ride muss natierlech gréissstendeels iwvert den Auto ofgewéckelt ginn, obwuel mer net därfre vergiessen, datt och lues a lues d'Bewosstsinn sech émmer méi staark mécht, datt de Vélo een zentraalt Element gëtt, fir sech ze déplacéieren.

Virun allem wéi gesot den Aménagement vum Park & Ride zu Rodange ass ganz wichteg, ass ganz wesentlech, well jo hei besonnesch ganz vill Leit sech zesummeffannen, fir vun do aus mam Zuch weider op d'Aarbechtsplazene zu furen. An déi ronn 1.632 Plazene, déi hei virgesi sinn, beweise jo, datt et sech ém e Park & Ride vun enger gréisserer Dimensioun handelt.

Ech fannen et besonnesch och gutt, datt hei eng mBox mat 100 Emplacementer virgesinn ass. Dat beweist jo och, datt d'Philosophie soll énnerstézt ginn, fir an Zukunft eben nach méi de Vélo können ze benotzen. Natierlech müssen awer och déi betraffe Gemenge gewéssen Efforte maachen, well, wéi gesot, fir op de Park & Ride ze kommen, et net némme mam Auto duergeet, net némmen och mam Vélo, mä datt och vläicht gegebenenfalls Réckgréff op innerértlech Bussystemer gemaach muss ginn, sieft d'Flexibus oder sieft dat aner Linnen.

Da wéll ech och hei énnersträichen, datt jo am Süden eng nei Initiativ téschent sechs Gemengen amgaang ass ze entstoen. Dat ass de Véi'Ok. An ech weess, datt de Minister e bësse méi eng reservéiert Meenung dozou huet, mä ech sinn awer iwverzeegt, datt en am Laf vun der Zäit sech awer och positiv deem Projet wäert uschléissen.

A menges Wéssens ass d'Gemeng Péiteng jo net de Moment Member vun där Initiativ. Mengen aneren Informatiouen no...

(Interruption)

Neen, neen, neen, mengen aneren Informatiouen no hu se d'Intentioun, hu se d'Intentioun! Voilà, hu se d'Intentioun! Dat ass also den Énnerscheid téschent enger Memberschaft an enger Intentioun. An dat ass, fannen ech, och ganz gutt gemengt. Péiteng, dat jo elo also an de Genoss vun där neier Struktur, Infrastruktur vu Park & Ride kennt, wär also och gutt beroden, dann eben och d'r Initiativ Véi'Ok bázietrieden.

Op d'r anerer Sait hu mer jo dann och nach aner Projeten, op déi ech selbstverständliche och net am Detail aginn. Datt Waasserbellec elo do soll eng gewésser Roll spille, ass och eng Evidenz, well grad Waasserbellec, do ass u sech och eng ganz héich Konzentratouion vu Pendler, virun allem och déi, déi op der däitscher Sait wunnen, déi vu Waasserbellec aus dann op hir Aarbechtsplatz wäerte furen. An deem Kontext muss een awer hei énnersträichen, datt et och wichtig ass, datt d'Zuchverbindinge vu Waasserbellec aus a Richtung Stad respектив a Richtung Tréier musse gutt fonctionnéieren. An do war et jo awer leider zu gewéssene Problemer komm.

Mir hu jo aacht KISS-Zich am November 2014 am Kader vum Rheinland-Pfalz-Takt op der Streck Lëtzebuerg-Koblenz agesat. Et koum jo do zu enger Rei vu Problemer. Ech hat och eng deementspriechend Question parlementaire gemaach. Vläicht kann de Minister jo kuerz nach eng Kéier drop agoen, wéi sech entretemps déi Problematik och do entwéckelt huet.

Datt och Miersch hei ausgewielt gëtt, fir de Park & Ride auszebauen, ass och eng Evidenz. Miersch, eng Gare, déi, wéi gesot, och eng Magnéitfonction, kann ee soen, ausüübt, well och aus deem ganzen Émfeld do ganz vill Leit op déi Gare kommen, fir vun do aus da weider mam Zuch ze furen.

Et ass jo och gewoest, datt virun allem zu Schéffleng eng Rei Problemer bestinn, bedéngt eben, well Schéffleng leider, wéi énner anerem och Beetebuerg, den negative Problem huet, datt eben d'Eisebunn riicht duerch d'Uertschaft geet. An datt eben elo d'Suppressioun vun dräi Garé (veuillez lire: Barrière) virgeholl gëtt zu Schéffleng, ass net méi wéi ze begréissen. An datt och do wäerten nach aner Aménagementer virgeholl ginn, énner anerem och den Aménagement vun Écrans antibruit, ass némmen ze begréissen, an déi Schéfflenger Awunner wäerten dat och scho mat groussem Wuelwollen entgéinthuelen.

Ech wéll iwwregens drop hiweisen, datt den Aménagement vun deenen Écrans antibruit sech zumindezt zu Närzeng ganz positiv ausgewiert huet, datt et also richtig ass, datt laantscht déi Strecken, do, wou Leit wunnen, datt do e Maximum vun deene Schutzwäll och géif dann aménagéiert ginn. De Kaméidi ass ouni Zweifel e ganz grosse Fléau an eiser Gesellschaft. Leider ass ee praktesch de ganzen Dag duerch domadder konfrontéiert.

Mir mussen, wéi gesot, och um Niveau vun der Eisebunn nach wie vor eng Politik entwickelen, fir de Réseau optimal ze gestalten.

Et däarf ee jo net vergiessen, datt, an ech entschéllege mech am Virfeld bei deenen Häre vun der Eisebunn, wa meng lescht Statistiken net sollte stémmen, mä ronn 925 Personenzich fuere jo all Dag an transportéiere bal 22 Millioun Leit am Joer. Ech mengen, dat sinn impressionnant Chifferen, déi awer och bewiesen, mat Tendenz no uewen, déi och bewiesen, datt d'Demande nach émmer do ass an datt mer am Fong geholl deem musse Rechnung droen.

Datt natierlech och e gewéssene Sättegungsgrad op verschidde Linnen entsteet, dat mierkt een och als Zuchbenotzer, wann een zum Beispill vun Esch-Beetebuerg an d'Stadt fiert, besonnesch an de Spätzestonnen, wou d'Zich net méi kenne riicht duerchfueren, wou natierlech müssen dann och onfräiwelleg Halte vläicht ageluecht ginn. Duerch, wéi gesot, de Réaménagement vun der Gare Lëtzebuerg a virun allem awer och de Bau vun zwee neie Quaien dierften awer déi Problemer an Zukunft dann och geléist ginn.

Natierlech, wéi gesot, wa mer scho vu Réaménagement, vun neiem Look vu Garé schwätzen, da si mer ganz séier bei der Gare vun Esch, do, wou natierlech nach ganz vill muss gemaach ginn, d'Gare Esch, déi spéitests elo no der Ouverture vun der Uni eng nei Dimensioun och kritt huet. Wa mer vun der Gare Esch schwätzen, dann ass et, wéi gesot, wichtig, datt hei déi noutwendeg Investissementer gemaach ginn. Mir hunn natierlech nach eng Rei aner Garen duerch d'Land, wou och en „Relook“, fir et emol esou ze nennen, misst gemaach ginn; ech wéll se awer elo net hei eenzel opzielen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech, wéi gesot, de Fokus vun haut vun der Diskussion läit jo ganz kloer um Niveau vun der Promotioun vum éffentlechen Transport, obwuel jo awer och Projeten derbäi sinn, déi iwvert de Fonds des routes finanzieréiert ginn. Natierlech steet hei de Pool d'échange Cloche d'Or direkt am Mettelpunkt. Dat war eng Déci-sioun vun der Stad Lëtzebuerg viru Joren, fir, wéi gesot, am südëstlecher Deel weider ze wuessen duerch den Aménagement vum Ban de Gasperich. An et ass och richtig, datt haut déi néideg Jalonen och um Niveau vum éffentlechen Transport gesat ginn, well jo do d'Zil vum „modal split“ 60/40 soll erreacht ginn, wat eng ganz gutt Zilsetzung och ass.

Ech mengen, d'Gare vum Houwald spilt do eng ganz wichteg Roll. Ech wéll dann awer och drop hiweisen, datt en zousätzlechen Aménagement vu Busgare elo gemaach gëtt mat, wéi gesot, och dem Aménagement vun 2.000 Plazene, Emplacementer fir Autoen do. Schonn alles dat beweist, wat fir eng Envergure datt dee ganze Ban de Gasperich do kritt. Dat selwecht gëllt och fir d'Viabilisation vum Mid-field, wou grondleeënd Iwwerleungen och musse gemaach ginn, wéi een déi Transition téschent der Gemeng Hesper an der Stad Lëtzebuerg ka weider verdéiwen, well dertéschent läit jo schlussendlech eng Autobunn an och eng Zuchlinn.

Ech wéll awer drop hiweisen, datt déi gréng Schneis, déi an d'Stad erageet, muss onbedéngt bääbehale ginn. A wann och do meng Informatione richteg sinn, ech riichte mech awer do un d'Stater Schäffin, dann entsteet jo mam Gaspericher Park do en zesummenhän-



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

gende Parkensembl vun 22,5 ha, wat u sech dee gréisste Parkensembl vun der Stad Lëtzebuerg soll ginn. D'Madamm Beissel wénkt an déi richteg Richtung, soudatt meng Information och net falsch war.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dës Projeten, déi droen oun Zweifel och zu enger weiderer positiver Entwécklung vun diésem Land bai. An den Här Engel huet zu Recht och sech Gedanke gemaach iwwert d'Entwécklung, de Wuesstum vun désem Land. Ech mengen, et ass dat, wat eis wäert ganz oft nach an noer Zukunft, och a mëttlerer Zukunft beschäftegen. Wat bedeutet dat, dee Wuesstum fir dést Land?

Net méi spéit wéi de Moie si mer jo gewuer ginn, datt d'Projektiounen drop hiwsisen, datt mer spéitstens 2018 zu iwwer 600.000 an désem Land wäerte sinn. Et gesäit een also, datt mer nach wie vor an engem ganz grouss Wuesstum bleiwen. An dowéinst ass et evident, datt den Transport eng émmer méi grouss Wichtegkeet kritt. An déi gutt Prestatioun, déi de Finanzminister de Moien hei gemaach huet, wou e ganz kloer nach eng Kéier énnerstrach huet, och unhand vun deene Kreditter, déi zur Verfügung gestallt ginn, datt dës Regierung wierklech wëllt sech deem Défi unhuellen, datt se wierklech sech bewosst ass, datt mer müssen den éffentlechen Transport, den Transport insgesamt zu enger vun deene grousse Prioritéite vun déser Regierungspolitik erklären; ech mengen, dat ass eng Approche, déi mir als Demokratesch Partei och némme kennen deelen, an dowéinst sti mer och hannert deene Projeten, déi hei presentéiert goufen.

Ech wëll ofschléissend der Madamm Lorsché och nach eng Kéier Merci soe fir hiren exhaustive Rapport. An déi Motioun, déi hei presentéiert gouf, huet selbstverständlech och d'Énnerstëtzung vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Här Gusty Graas. Als leschten ageschriwwene Riedner ass et um honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, et ass en Exercice, dee mer haut maachen, dee mer all Joers hei maachen. Et ass awer e gudden Exercice, dee mer maachen, well d'Erfahrung vun deene leschte Jore gewisen huet, datt déi nei Prozedur, déi mer vun 2006 u praktiséieren, datt dat eng Prozedur ass, déi hir Friichten dréit.

Ech mengen, d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus der Comexbu, déi méi laang heibanne sinn an der Chamber, wéssen, wéi et fréier war bei eise Projeten. Wa mer se heibanne gestëmmt hund, dann hu mer e Kredit matgestëmmt, a ganz dacks louch herno bei de Konten d'Realitéit ganz wäit ewech vun deem, leider am negative Senn, wéi dat, wat mer heibanne gestëmmt haten.

Mir kennen awer elo feststellen, an d'Comexbu kritt jo regelméisseg vun deenen eenzelne Projeten, souwuel deenen, déi direkt vum Stat wéi och vun der Eisebunn realiséiert ginn, de Stand vun der Entwécklung vun deene Projeten, an do kann een némme soen, datt praktesch all Projeten, déi mer haut en cours de route hund oder an de leschte Joren ofgeschloss hund no der neier Prozedur, datt dat Projete sinn, déi sech am Kader vun deene gestëmmte Kreditter ofwéckelen.

An duerfir kann een och némme all deene Leit, déi déi Dossieren ausgeschafft hund, déi se exekutéieren, Merci soen a félicitéiere fir déi gutt Arbecht, déi do gemaach gëtt, well dat erlaabt och dann der Politik a virun allem dem Finanzminister, der Regierung, fir eng finanzpolitesch Gestioun kennen ze maachen, déi allem ka Rechnung droen a wou keng grouss Iwweraschunge bei de Projete kommen.

Dat war de But vun där neier Prozedur. Mir hund eng gutt Erfahrung domadder gemaach. An duerfir ass et och gutt, datt mer déi Prozedur bääbehalen, och wa mer wéssen, datt dat eng laangwiereg Prozedur ass. Se ass awer net méi laang, wéi se fréier war. Wa mer haut hei eng Motioun stëmmen, woubäi ech der Kollegin Josée Lorsché wëll Merci soe fir hire gudde Rapport, dee se eis hei virgedroen huet, da wésser mer, datt dat Projete sinn, datt d'Leit net sollen am Land dobausse mengen, et géif muer domadder ugoen, mä dat si Projeten, déi eng Rei vu Jore brauchen.

An déi Projeten, déi mer haut hei an der Motioun stëmmen, déi och eis Zoustëmmung fënnt, déi gi bis viraussichtlech d'Jor 2022, bis se realiséiert ginn, obschonn dat heiten elo volumeméisseg, wat de Finanzdeel ubelaangt, net déi allergréisste Projete sinn, mä et ass einfach eng Prozedur, déi nun emol eben Zäit brauch.

Ech brauch net méi op déi eenzel Projeten anzegeen, wéi gesot, d'Madamm Lorsché huet dat hei an allen Detailer gemaach, soudatt ech

am Fong e puer méi princiell Iwwerleeunge wëll hei mat an d'Diskussiouen erabréngent.

Fir d'Éischt sinn ech am Numm vun der ADR frou, datt elo bei alle Projeten och d'Mobilité réduite d'office derbäi ass. Mir hu ganz dacks an der Vergaangenheit Projete gemaach, net némme Stroosseninfrastrukturprojeten, mä och Gebaier gebaut, wou mer déi Leit vergiess hund. Et ass am Fong net ze verstoen, datt mer als Stat oder als Gemengen iwwer Joren dat net als eng Normalitéit ugesinn hund, datt am Fong huet missen dorop gestouss ginn. An duerfir ass et haut flott ze gesinn, datt dat hei an eise Planungen, souwuel beim Stat wéi hoffentlech och bei de Gemengen, eng Normalitéit ass, datt alles dat, wat mer haut realiséieren, deene Kritären entsprécht, datt och déi Leit sech kennen iwwerall wéi all anere Mensch och bewegen.

Dat Zweet, wat positiv ass, dat ass, datt haut och systematesch fir d'Vëloe mat geplant gëtt. Och dat war eppes, wat hei am Land iwwer Jore stéifmüterlech behandelt ginn ass. Ech mengen, mir hund net virun allze laanger Zäit an der leschter Period jo hei deen nationale Plang fir Vélopiste gestëmmt. An och hei sinn ech der Meenung, quritte datt mer dee Plang gestëmmt hund, datt ee sollt higoen, datt een och all Infrastrukturen, an hei ass dat jo de Fall, wéi zum Beispill bei de Garen, datt een do och un d'Vëloe soll denken.

Mä och bei normale Stroosse sinn ech der Meenung, datt ee misst lues a lues dozou iwwerhogen, fir och do, wann Terrain do ass, datt een iwwerall géif systematesch Vélopiste mat uleeën, iwwert dee Plang, dee mer viru kuerzer Zäit heibanne gestëmmt hund, ewech.

Déi Motioun, déi mer hei stëmmen, geet a priori, de gréissten Deel iwwer Park & Riden. A wa mer déi Chifferen zesummenziele vun deene Park & Riden, inklusiv de Ban de Gasperich, da komme mer op eng Zomm vu 4.000, 4.500 zusätzleche Plazzen, déi mer hei op de Park & Ridé wäerte kréien.

Elo kann ee soen, dat ass vill. Mä wann een dat awer an d'Entwécklung vum Land erasetzt, da wäerte mer gesinn, datt mer och mat deene 4.500 an anerer, déi a Planung sinn, wéi zum Beispill um Kierchberg, datt mer domadder sächterlech net eise Problem wäerte lésen.

Wichteg ass allerdéngs, datt mer déi Park & Riden net an den Zentrum, mä datt mer déi esou wäit wéi méiglech vum Zentrum ewech un d'Grenze setzen, datt mer se bei Garé setzen, wat jo och hei mat Waasserbëlleq, mat Péiteng, mat Rodange realiséiert gëtt. Mä mer bauen der awer och am Zentrum, quritte datt do argumentéiert gëtt, well dat op der Streck vum Tram ass, mä esou muss een awer wéssen, datt mat deene relativ grousse Park & Riden, souwuel spéider um Kierchberg wéi och um Ban de Gasperich, am Fong Dausende vu Leit emol fir d'Éischt mussen op déi Park & Ridé kommen, quritte datt och gesot gëtt, datt Bussen dohinnerkommen. Mä d'Bussen, bon, déi 2.000 um Ban de Gasperich, oder um Kierchberg kommen der nach, mengen ech, méi, dat ass jo fir Autoen, an déi Autoe müssen emol dohinnerkommen!

Elo wésser mer awer, datt an de Spëtzestonnen all déi Richtunge méi wéi blockéiert sinn! An et huet ee vu menge Virriedner hei gesot, e wier frou, datt de Minister elo géif och d'Vitesse op 30 limitéieren, zouloussen op Statsstroossen.

Ma ech kann lech soen, Här President, ech wier all moies frou, wann ech kéint mat 30 an d'Stad kommen! Mä dat ass leider net méiglech, well - de Buergermeeschter vun Hesper grinst dohanen - eleng bis op Hesper, vu Fréiseng bis op Hesper brauch een an der Zwëschenzäit eng Stönn, dann ass een nach net an der Stad.

(Interruptions diverses)

Also, de Problem ass, datt mer net méi kenne mat 30 hei an deem Land fueren, mä datt mer émmer méi stinn.

Mäi Virriedner huet dat och gesot, datt den Här Finanzminister de Moien déi Chiffere genannt huet. Ech mengen, de Conseil national des Finances, deen huet eis nach méi wäit Perspektive gemaach, dee schwätzt vum Jor 2050/2060 mat 1,2 Milliounen Arbechtsplazzen hei am Land, wa mer mat där Entwécklung weiderfueren.

An déi Chifferen, déi mer de Moie kritt hund, do heescht et am Fong, datt d'Awunnerzuel vun 2015 bis 2019 ém 50.000 an d'Lucht geet an datt d'Aarbechtsplazzen an deemselwechten Zäitraum ém 40.000 Aarbechtsplazzen an d'Lucht ginn. A wa mer da kucken, datt mer a véier, fénnef Jor 40.000 Aarbechtsplazzen hei am Land weider schafen an et setzt een déi a Relatioun mat deene 4.500 Parkplazzen, déi mer maachen, quritte datt och nach en Deel op den éffentlechen Transport geet, da weess een, datt d'Stauen trotz allen Infrastrukturen, déi mer maachen, an deenen nächste Jore wäerte weiher an d'Lucht goen!

Dat ass einfach eng Réalitéit an dat ass och de grousse Problem, dee mer hei am Land hund.

An duerfir hund eis gréng Kolleegen an der Vergaangenheit émmer vum „Zukunftsdiésch“ geschwat, eng Iddi, déi mer émmer énnerstëtzt hund, well mer gesot hund, datt ass am Fong de Problem, mat deem mer eis an der Politik müssen auseresetzen: Welle mer oder musse mer dee stramme Wuesstum iwwer Joerzéngte weider upeilen, oder musse mer net e wirtschaftleche System erfannen, deen och e Sozialsystem ka finanzéieren, dee vlächt net méi alles erméiglecht oder deen aneschters finanziéiert gëtt, wou mer awer net méi obligéiert sinn, esou stramm müssen ze wuessen?

An ech bedaueren, datt dës Regierung awer am Fong op e Maximum vu Wuesstum weider setzt. An dat huet een och de Moien aus der Ried eraushéiere vum Finanzminister. Et gëtt gekuckt, fir ee Maximum vu Wuesstum ze kréien an et gëtt net iwwert d'Konsequenze vun deem Wuesstum nogeduecht. Mir kommen aus deem Dilemma do net méi eraus, wa mer keng Antwort op déi Fro do fannen!

An duerfir hu mer als ADR jo och eng Interpellatioun ugefrot iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg, déi jo elo nach virun Enn vun désem Jor hei an der Chamber debattéiert gëtt, wou mer am Fong wëllen déi Fro no vir drécken, datt mer eis müssen als Gesellschaft - net némmer d'Politik, mä all Forces vives de la nation - hei am Land ausenanersetzen, wat fir eng Zukunft mer als Land wëllen, wat fir e Wuesstum datt mer wëllen.

A wa mer net wëllen, datt am Jor 2050 hei am Land eng Millioun Arbechtsplätze sinn, da musse mer och bereet sinn, émzedenken. An et ass déi Iddi, déi mir als ADR wëlle lancéieren.

Am anere Fall, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kënne mir hei all Joers nei Stroossen, nei Park & Ridé stëmmen, da gëtt de Problem net méi kleng, mä e gëtt méi grouss. An alleguer déi Leit, déi net an der Stad wunnen, mä déi iergendwou ronderém d'Stad wunnen a moies müssen an d'Stad eran an owes aus der Stad eraus, déi gesinn et Dag fir Dag, datt trotz allen Autobunnen, neie Stroossen, neie Park & Ridé, neie Buslinnen, déi mer bauen, d'Staue vun Dag zu Dag méi grouss ginn!

An duerfir ass déi wesentlech Fro, d'Zukunft vu Lëtzebuerg ze plangen, well dat ass d'Antwort op all d'Froen, well soss komme mer aus deem Dilemma do net méi eraus.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.** - Merci dem Här Gast Gibéryen. An zum Schluss ass et um Minister. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wéilt alle Riedner Merci soen, och der Madamm Rapportrice fir hire gudden an dettaillierte Rapport. Dat erlaabt mer vlächt dann, eng, zwou méi allgemeng Remarquen ze maaichen, op e puer Froe respektiv Remarquen anzeoen, déi gemaach gi si vun den Députéierten.

Fir d'Éischt emol, ech si frou am Fong, datt mer déi Projeten hei all zesummen op enger Lësch dëst Jor kennen erabréngen, well, esou wéi och vill Riedner et hei énnerstach hund, déi hu beleeë ganz gutt, éischtens, datt mer e Gesamtkonzept hund an der Mobilitéit an, zweetens, wéi den Zesummenhang ze gesinn ass an deem Konzept téshent deenen eenzelnen Akteuren am Verkéier: dem Tram, dem Zuch, dem Bus, dem Auto an dem Vélo. Ech mengen, all déi Infrastrukturen, déi mer haut an der Lësch stoen hund, déi hund en direkten Zesummenhang mat all deene Verkéiersträger, déi ech elo hei opgezielt hund.

An ech mengen, et ass dat och, wat wichteg ass, wat mer wahrscheinlich awer och nach méi müssen no bausse vermittelten, dat ass, datt een déi Investissementer, déi mer maachen als Stat an deenen nächste Joren, datt een déi net kann isoléiert kucken an da sech iwwert déi eng oder déi anner opreegen oder kritiséieren a mengen, et géif bréngen, well een deen eben och wäitgehend kann ausbauen an do wierklech d'Leit op enger Platz opfänken. Do hu mer Autobunnsréseau um nationale Stroosseréseau vun der Belsch. Dat géif mat sech bréngen, datt wierklech Dausenden Autoe manner duerch d'Land géife fueren.

Et muss een awer och derbäisoen, datt et eng Rei Parkinge gëtt, wéi zum Beispill dee beim Findel, dee wäerte mer bauen, well mer vum Osten hier bis elo nach net vill Méiglechkeiten hund, fir d'Autoen opzefänken, generell, ausser deen hei zu Waasserbëlleq, deen och elo virgesinn ass, an e puer och méi a Richtung vum Bus ausgerichtet am däitsch-lëtzebuergesche Grenzgebitt. An deen um Héienhoff gëtt esou gebaut, datt ee vun der Autobunn direkt an de Parking a fueren.

Mir versichen och maximal, och nach do Capacitéiten ze schafen. Ech si jo a Verhandlungen mat der Belsch, fir een ze bauen op d'r anerer Säit vun der Grenz, also bei Arel, zu Vivel. Dat ass een, dee menger Meenung no extrem vill géif bréngen, well een deen eben och wäitgehend kann ausbauen an do wierklech d'Leit op enger Platz opfänken. Do hu mer Autobunnsréseau um nationale Stroosseréseau vun der Belsch. Dat géif mat sech bréngen, datt wierklech Dausenden Autoe manner duerch d'Land géife fueren.

Dat heesch, d'Iddi ass, fir herno d'Opfaarten esou ze hund, datt mer wierklech d'Uertschaften net belaaschten, datt mer de Verkéier op der Autobunn behalen an datt mer en erofkreie vun der Autobunn do, wou en de Problem eigentlech eréisch richteg mécht, nämlech wann et an den Afall geet vun der Stad. Well den Hauptproblem, dee mer jo op den Autobunnsréseauen hund, ass, datt...

Duerfir sinn ech och der Meenung, et huet kee Wäert ze dreemen, mir géifen d'Autobunn ech

frou, datt se se kennen notzen, mä et muss een awer kucken, datt se am Gesamtproblem eins net alles wäert léisen.

An ech sinn och perséinlich iwwerzeegt, datt dat, wat mer 2017 wäerten opmaachen, nämlech den Arrêt Pafendall-Kierchberg, wou d'Leit aus dem Norde mam Zuch par rapport zu haut, wa se op de Kierchberg zum Beispill welle kommen, wou jo Dausenden Arbechtsplätze scho sinn an der nach vill Dausende wäerten derbäikommen, datt, wa se an Zukunft do 25 Minutte Fahrzäit wannen mam effentlechen Transport, deen Impakt op de Verkéier an op de Verkéiersfloss op der Strooss bai Wäitem méi grouss wäert sinn, well mer doduerjer natierlech d'Attraktivitéit vum Zuch enorm gesteigert kréien, an dann dat dozou féiert, datt natierlech d'Leit sech ufänken ze iwwerleeën: Hunn ech net awer besser, trotz Nordstrooss, am Beruffsverkéier zum Beispill moies mam Zuch ze kommen, wann ech op de Kierchberg muss schaffe goen, well dat einfach net ze schloen ass an der Fahrzäit par rapport zu enger Strooss, inklusiv par rapport zu enger Autobunn - a wa se och nach esou gutt ass, esou schéin ass an esou breet ass an esou flësseg fonctionnéiert?

Duerfir sinn esou Investissementer extrem wichteg a wäerten eis wierklech vill méi bréngen, fir de Verkéiersfloss insgesamt an d'Mobilitéit insgesamt ze verbesseren. Mä trotzdem, ech bleiwen derbäi, et kann een de Problem vun der Mobilitéit némme léisen, wann een den Zesummenhang gesäß téshent alle Verkéiersträger an an Zukunft mer eben op déi berühmte Multimodalitéit setzen. An duerfir sinn déi Projeten, déi hei haut virgesi sinn, extrem wichteg.

Da sinn och nach eng Rei Froe gestallt ginn. Déi éischt ass emol am Zesummenhang mat deene sougenannte KISS-Automotricen. Ech mengen, et war och den Här Graas, déi déi gestallt huet.

Do kann ech lech soen, de Moment leeft alles normal. Deen eenzege Problem, dee mer hund, dat ass duerch dee Pech, deen d'Eisebunn hat, datt se bei deem Material, wat u sech e ganz gutt Material ass, muss een awer derbäisoen, vum Confort hier an och vun der Performance, wat et ka bréngen; d'Eisebunn hat eben hei Pech, datt se eng Serie kritt huet, wou een, zwee Pépinen dru waren, déi hu missen nogebessert ginn. An et ass eng Automotrice, nämlech déi, déi am Fong d'Reserv duerstellt, déi ass nach an der Reparatur. Mä bon, mir hund der jo och nach nobestallt. Ech mengen, am Laf vun den nächsten Jore wäert dee Problem sech wäitgehend beh



SÉANCE 2

MERCREDI, 14 OCTOBRE 2015

weess net op véier mol fënnef Spuren ausbauen. Dat bréngt eis alles net vill, well alles iergendwou an deen Trichter kënnst vum Ballungsgebitt Zentrum Stad a ronderëm, wou et dann émmer erëm op zwou Spuren erausgeet, well do d'Aarbechtsplaze sinn an dann d'Leit do schaffe ginn. An um Héienhaff hält d'Autobunn awer virdrun op, soudatt dat am Endeffekt wäert e ganz wichtige Projet gi par rapport zum Oste vum Land.

D'Cloche d'Or, do hu mer et limitiéiert. Ech kann lech soen, do waren och Diskussioune mat de Betriben op der Cloche d'Or, fir vill méi Parkplazens dohinner ze kréien. Dat hu mer net gemaach, fir ebe genau dat ze verhënneren, wat Der richteg sot, datt et kee Wäert huet, elo do 10.000 Parkplazens ze schafen, wann ech weess, datt de Stroosseréseau d'Autoen iwwerhaapt net dohinnerkritt respektiv dat just zu Chaos géif féieren do selwer.

Ech mengen, dat do ass e Park & Ride, deen ass do noutwendeg am Zesummenhang mam Tram, natierlech och mam Stadion zum Deel, awer haapsächlech mam Tram. Mä deen ass awer op 2.000 limitiéiert an dat ass awer eng Zuel par rapport zu deem, wéi de Stroosseréseau wäert émgebaut ginn, deen dat och wäert packen an der Zukunft.

Bei Vélopiste kann ech lech soen, datt an Zukunft och net némnen also déi hei Saache geplangt sinn, mä duerch déi nei Cellullen, déi ech geschafen hunn am Ministère an an der Strossebauverwaltung, all Projet, deen ech entre-temps, all neie Strossebauaprojet, deen ech op den Dësch kréien, do läit eng Fiche bai vun der Celleule mobilité douce, wou ganz kloer drasteeft: Rout heesch, et feelt alles fir de Vélo, orange heesch, et ass net schlecht, mä et kéint nach besser sinn, a gréng heesch natierlech, wéi esou oft, datt et ganz gutt ass.

(Interruption et hilarité)

Dat heesch am Kloertext, datt déi Projeten all duerchgekuckt gi vun Ufank u beim Bau, datt se solle wierklech vélosgrecht sinn. Also, mir wëllen dat an der Zukunft wierklech bei all Projet maachen. Bon, do bleiwen natierlech awer duerch de gesamte Stroosseréseau, do, wou náisch ass, dee scho gebaut ass, nach émmer eng Rei Schwierigkeiten bestoen.

Da war nach déi allgemeng Diskussioune Aarbechtsplazen. Ech mengen, d'Zuele si jo vu verschidde Leit genannt ginn, Aarbechtsplazen an Awunner. Eischent emol wéll ech soen, eng Regierung steiert dat net alles vum selwen. Dat kritt een och ganz schwéier gesteiert.

Létzebuerg huet eng ekonomesch Dynamik. Elo kann een, ech wéll elo hei emol kee Wäertuertel ofginn, duerfir kréie mer bei Ärer Interpellatiounen jo genuch Geleéenheet, fir driwwer ze schwätzen, ob dat elo gutt, schlecht ass, wat et eis bréngt, net bréngt, wat fir eng Méiglechkeeten et eventuell gi fir aner Modeller. Mä de Fait ass awer deen, datt eise Modell de Moment gutt fonctionnéiert, an déi Zuelen, déi de Finanzminister de Moie genannt huet a puncto Wirtschaftswusstum, déi sinn natierlech extrem gutt, zemools wann ech se vergläiche par rapport zu dem Rescht vun eisen Nopeschlänner oder souguer Europa.

Mä dat ass eng Dynamik, déi ass do. Déi kréie mer net gebremst. Souquer wa mer se wéit bremsen, kritt een déi net einfach esou gebremst, soudatt een déi nächst Jore kann dovun ausgoen, datt awer dee Méi u Wuesstum, Méi un Aarbechtsplazen an Awunner wäert doduerjer, duerch déi Dynamik egal wéi weidergoen. Ech wéll lech awer soen, datt déi Projeten, déi mer geplangt hu fir déi nächst Joren, déi wäerten awer dozou féieren, datt eng Verbesserung kënnst.

Ech ginn lech natierlech recht, mir sollen eis elo net e Wonner erwaarden heiduerjer. Et gétt net vun haut op muer elo alles besser, mä et gétt awer wesentlech besser, wann déi Infrastrukturprojekte bis alleguer eng Kéier realiséiert ginn. Well dat wäert awer dozou féieren, duerch de Fait, datt aner Offeren do sinn, aner Méiglechkeete bestinn, datt d'Leit och sech anescht verhalen.

Mir fonctionnéieren zu Létzebuerg net aneschters, wéi et am Ausland fonctionnéiert huet. Mir hunn de Feeler gemaach déi lescht 30 Joer, datt mer oft d'Päerd vun hinnen opgezeimt hunn a fir d'Eischt d'Aarbechtsplaze geschafen hunn, an dann eréischt, wa se do waren a mer festgestallt hunn, datt et net méi geet, eis Gedanke gemaach hunn: Jo, wéi kommen d'Leit dann elo optimaalst dohinner?

Mä ech mengen awer, spéitstens war dat, muss ech och soen, och schonn énnert mengem Virgänger de Fall duerch d'MoDu-Konzept. Duerfir hunn ech dat och déi Zäit begréisst an der Opposition, well et deen éischten Usaz wierklech war, fir ewechzekomme vun där Logik, fir méi vi-

rausschauend ze kucken, ze plangen an d'Infrastruktur mat anzeplangen. Duerfir sinn ech awer der Meenung, wann déi grouss Projeten allegeréite realiséiert ginn, datt déi wierklech och dozou féieren, datt et besser gétt.

Dës Regierung huet jo och do, muss ech soen, awer eppes nogeholl, wat net gemaach gi war, nämlech datt mer eng Réi Saache beschleunegt hunn, déi am MoDu-Konzept dra waren. Well et ass richteg, ech weess net méi, wien dat gesot huet, de Pâbeier ass gedëlleeg: Et muss een och natierlech sech d'Moyene ginn, fir et émzesetzen! Mä ech wéll awer drun erënneren, beim Tramausbau bis op d'Cloche d'Or a bis op de Findel huet dës Regierung décidéiert, deen ze beschleunegen, dat virzeéien an och deement-spriechend d'Suen ze mobiliséieren. Déi stinn am Pluriannuel haut dran.

An et sinn eng ganz Rei aner Mesuren. Datt mer haut hei diskutéieren iwvert de 5. an de 6. Quai, dat kënnst natierlech dohier, well de Minister och zu de CFL gesot huet: Wann ech gelift, bréngt mer esou séier wéi méiglech dee Projet, well ech hätt gär deen Ausbau vun der Gare Létzebuerg relativ séier! Et ass nach émmer jo awer d'Politik, déi d'Virgabe gétt, an duerfir sinn eng Rei Saachen, déi dës Regierung sech zum Zil gesat huet, fir déi méi schnell ze maachen, fir déi méi schnell émzesetzen.

Duerfir sinn ech och frou, datt de Moien de Finanzminister am Kader vum Budget eben ugekënnegt huet, datt, éischtens, deen Invest net, wéi et a verschidde Presseorganer stoung - an heiando fleet ee sech, wou Leit un esou Saache kommen -, ém 300, neen, am Ufank stoung souguer ém 600 Millioune géif gekierzt ginn, mä datt en ém e puer Honnert Millioune eischter nach eropgeet!

A wann een e bësselche sech Gedanke gemaach hätt, ier een dat geschriwwen hätt, dann hätt ee misse wéissen, datt et och net anescht ka sinn! Well éischtens déi Projeten, déi et gétt an der Infrastruktur am Investissement direct, déi am Bau sinn: Mir rappe jo net muer erëm d'Kranen of a loossen eng Bréck hallef stoen! Dat heesch, alles dat, wat am Lafe war, muss jo weidergebaut ginn.

An zweetens war et relativ kloer an dem État de la nation an an allen aneren Debatten, déi mer hassen, datt d'nächst Joer fir eng ganz Rei nei Projeten d'Chantiere lassginn oder dést Joer schonn ugaange si souguer zum Deel. An datt déi sech géifen nidderschloen am Budget, war evident. An datt doduerjer den Investissement direct géif eropgoen an net erofoen, war och eng Evidence même.

Bon, egal, ech mengen, dat ass jo de Moie korrigéiert ginn. Mä et ass korrigéiert ginn awer och mat dem ganz kloren Hiweis dorobber, datt an der Mobilitéit virun allem an den nächste Jore ganz vill wäert bougérieren. An dat war och d'Zil vun déser Regierung. Dat steet och an eisem Koalitiounsofkommes. An déi Motiounen hei sinn och an deem Geesch.

Fir de Rescht soen ech Merci fir déi breet Zoustëmmung.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Merci dem Minister. Domat si mer um Enn vun dësen Diskussiounen.

Motion 1

Mir kommen elo nach zur Ofstëmmung iwvert d'Motioun, déi jo hei vun der Rapportrice eestëmmeg deponéiert gouf. Ech froen, ob mer déi kënnen à main levée stëmmen oder elektroñesch?

► Plusieurs voix.- Elektonesch!

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Do gétt e Vote électronique gefrot.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt dann domadder un, Ech muss, mengen ech, och stëmmen, jo. Fir d'Eischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen, wann ech gelift! D'Ofstëmmung ass eriwwer.

57 hu matgestëmmt. Mat Jo hunn der 57 gestëmmt, mat Nee keen an Abstentioun och keen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est adoptée à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Laurent Zeimet), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Marc Lies), Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Octavie Modert), Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten,

Sommaire des séances publiques n°s 1 et 2

1^{re} séance

Ouverture de la séance publique	p. 1
Clôture de la session ordinaire 2014-2015 et ouverture de la session ordinaire 2015-2016	p. 1
Composition des organes de la Chambre des Députés	p. 1
Discours de M. le Président	p. 1
Changements de composition des commissions parlementaires réglementaires et permanentes	p. 1
Changements de composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 1-2
Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution et d'une proposition de loi par M. Roy Reding	p. 2
Dépôt d'une motion par M. Serge Urbany	p. 2
Dépôt d'une motion par M. David Wagner	p. 2
Communications	p. 2-4
Ordre du jour	p. 4
Déclaration de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, au sujet de la crise des réfugiés et de l'accueil des demandeurs de protection internationale, suivie d'un débat	p. 4-11
6454B - Projet de loi portant modification de:	
1) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance	
2) la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:	
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois	
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger	p. 11-12
6828 - Projet de loi approuvant la participation de Grand-Duché de Luxembourg à la 17 ^e reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement	p. 12-13
6859 - Projet de loi du [...] relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures	p. 13-14

2^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 15
Motion de M. Serge Urbany relative à l'opposition du Gouvernement au Conseil européen à toute démarche menant vers une implémentation de l'accord économique et commercial global (AECG), tant que les dispositions RDIE contenues actuellement dans cet accord sont maintenues	
Motion de M. David Wagner relative à l'initiation ou le soutien de toute démarche envers la Commission humanitaire d'établissement des faits dans le but d'ouvrir une enquête indépendante	p. 15
Changement de composition d'une commission parlementaire	p. 15
6772 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 9 janvier 1998 portant transposition de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitemente le territoire d'un État membre de l'Union européenne; et transposant la directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitemente le territoire d'un État membre et modifiant le règlement n°1024/2012 (UE) (refonte)	p. 15-17
6646 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé et la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un Centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique	p. 17-19
6756 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 portant création du Centre des technologies de l'information de l'Etat	p. 19-20
6812 - Projet de loi portant approbation	
- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Autriche concernant l'échange et la protection réciproques des informations classifiées	
- de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Croatie concernant l'échange et la protection réciproques des informations classifiées	p. 20-21
6813 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR) sur la protection des informations classifiées, fait à Luxembourg, le 6 janvier 2015	p. 21-22
6782 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'Etat sur le site de Belval-Ouest	p. 22-24
Ordre du jour	p. 24
6888 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au chapitre 9 «Frais et indemnités» de l'annexe 5 «Régime des traitements des fonctionnaires de la Chambre des Députés»	p. 24
6836 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat	p. 24-28

Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Roger Negri), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens (par M. André Bauler) et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Joséé Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

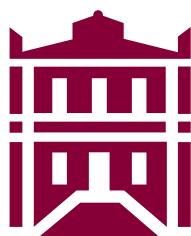
MM. Serge Urbany et David Wagner.

► Une voix.- Très bien!

► **M. Henri Kox, Président de séance.**- Domadde si mer um Enn vun déser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir de 17., 18. an 19. November virgesinn. Natierlech, fir dës Sitzunge virzebereedde, lafen d'Diskussiounen an de Kommissiounen.

Domadder ass d'Sitzung opgehuewen. E schéinen Owend!

(Fin de la séance publique à 17.39 heures)



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°1 • SESSION ORDINAIRE 2015 - 2016

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
1274	Martine Hansen, Laurent Zeimet	Séneçon de Jacob	1436	Eugène Berger	Lutte contre les propos racistes sur les réseaux sociaux
1333	Marc Spautz	Intégration des salariés handicapés sur le marché du travail	1438	Martine Hansen	Critères d'admissibilité au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental
1365	Marc Spautz	Assurance pension	1439	Jean-Marie Halsdorf	Cabines de bronzage
1368	Marc Spautz	Système éducatif luxembourgeois dans le contexte européen	1440	Sylvie Andrich-Duval, Marc Lies	Dossier médical personnel
1395	Gusty Graas	Éventuelle adaptation des accords de Schengen	1441	Fernand Kartheiser	Censure
1399	Martine Hansen	Prix du lait	1442	Fernand Kartheiser	Emploi des seniors
1410	Marcel Oberweis	Mesures compensatoires pour la route du Nord	1443	Fernand Kartheiser	Frontières
1411	Fernand Kartheiser	Boycott par des entreprises luxembourgeoises de produits israéliens	1444	Fernand Kartheiser	Drapeau des États non membres observateurs à l'ONU
1412	Fernand Kartheiser	Appels d'urgence dans les ascenseurs	1445	Roger Negri	Ligne ferroviaire directe entre Sarrebruck et Luxembourg
1414	Claudia Dall'Agnol	Audit de la Police grand-ducale	1447	Michel Wolter	Dotation pour l'alimentation du Fonds pour la réforme des services de secours
1415	Diane Adehm, Gilles Roth	Affaire «LuxLeaks»	1448	Taina Bofferding	Dispense des cours pour les enfants de chœur
1416	Emile Eicher	Surveillance des zoonoses	1449	Roy Reding	Recouvrement d'allocations familiales versées à tort
1418	Diane Adehm, Gilles Roth	Services de secours	1450	Laurent Zeimet	Chapelle du CIPA «Roude Fiels» à Rumelange
1419	Diane Adehm, Gilles Roth	Prochaine tranche indiciaire	1451	Michel Wolter, Marc Spautz	Récent arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne (C-67/14)
1420	David Wagner	Documents demandés par la Commission spéciale «TAXE» du Parlement européen	1454	Max Hahn	Droits d'accises sur les huiles minérales
1422	Laurent Mosar	Fonds européens pour demandeurs d'asile	1455	David Wagner	Fraude du constructeur d'automobiles Volkswagen
1424	Fernand Kartheiser	Publicité pour une pièce de théâtre	1456	Sylvie Andrich-Duval	Laboratoire national de santé
1425	Laurent Zeimet	Journée de Commémoration Nationale	1458	Laurent Mosar	Position luxembourgeoise relative à une éventuelle levée des sanctions de l'Union européenne contre la Fédération de Russie
1426	Fernand Kartheiser	Tombeau de Jean l'Aveugle			Hôpitaux Robert Schuman
1427	André Bauler	Réorganisation de l'Inspection du travail et des mines	1460	Franz Fayot	Carrefours
1429	David Wagner	Difficultés pour bénéficiaires du revenu minimum garanti de contracter un bail à loyer	1461	Gast Gibéryen	Émissions de CO ₂
1431	Taina Bofferding, Georges Enge	Introduction du nouveau cours commun d'éducation aux valeurs	1464	Marcel Oberweis	Demandeurs d'asile non bénéficiaires d'une protection internationale
1432	Max Hahn, Lex Delles	Bourses d'études	1469	Fernand Kartheiser	Régime de protection temporaire
1434	Diane Adehm, Gilles Roth	Travaux préparatoires relatifs à la réforme fiscale	1471	Fernand Kartheiser	TVA sur le biogaz
1435	Laurent Mosar	Discours de haine en ligne	1473	Félix Eischen	Retards dans la délivrance d'apostilles
			1474	Léon Gloden	Congé parental
			1478	Marc Spautz	

Question 1274 (07.07.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Laurent Zeimet** (CSV) concernant le **séneçon de Jacob**:

Le séneçon de Jacob est une plante très invasive et résistante qui envahit depuis plusieurs années les prairies (gérées de manière extensive, ou bien sur-pâturées, essentiellement prairies à chevaux) ainsi que les bords des routes et les jachères.

Le séneçon de Jacob est extrêmement toxique surtout pour les chevaux, bovins et autres ruminants et peut même provoquer la mort de ces derniers. L'intoxication se produit lors de la consommation de la plante sur pied ou séchée dans le foin et il n'existe pas de remède efficace contre cette intoxication. La toxicité est due en raison des alcaloïdes pyrrolizidiniques (toxiques pour le foie) que la plante renferme. En Allemagne, des analyses en laboratoire ont permis la découverte de la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques dans les miels ce qui peut représenter un risque sanitaire pour les humains.

Les conditions climatiques des dernières années favorisent la prolifération des séneçons et risquent ainsi d'aggraver les problèmes susmentionnés.

C'est dans ce contexte que nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le séneçon de Jacob pose-t-il un problème au Luxembourg?

- Comment le Gouvernement entend-il lutter contre sa prolifération au niveau national? Existe-t-il au sein des ministères concernés un groupe de travail qui serait en charge de ce dossier afin d'élaborer des mesures concrètes pour empêcher la prolifération du séneçon de Jacob?

- Quelles sont les mesures concrètes envisagées sur les surfaces sous contrat «biodiversité» (p. ex. pâturage et prairie) et par quels moyens le Gouvernement entend-il les mettre en œuvre?

- Quelles sont les mesures concrètes envisagées pour les surfaces situées en réserve nationale et par quels moyens le Gouvernement entend-il les mettre en œuvre?

- Dans quelle mesure le fauchage tardif favorise-t-il la prolifération du séneçon de Jacob et

quelles sont les mesures concrètes envisagées le long des routes?

- Le Gouvernement est-il au courant d'animaux intoxiqués au séneçon et le cas échéant lesquels et combien d'animaux?

Réponse commune (13.10.2015) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

La presse agricole a relayé ces derniers temps de nombreuses informations sur la forte prolifération et les dangers du séneçon de Jacob au Luxembourg.

Il s'est cependant avéré que dans de nombreux cas, il y a eu confusion entre le séneçon de Jacob et d'autres plantes aux floraisons jaunes semblables telles que le Crépis bisannuel, le Millepertuis perforé et d'autres qui ne représentent aucun problème. Il faut également noter qu'il existe beaucoup d'espèces de séneçons, qui se ressemblent beaucoup, de sorte qu'il y a risque de confusion avec des espèces parfaitement inoffensives. Le séneçon de Jacob (*Senecio jacobaea*) est une espèce caractéris-

tique de l'habitat communautaire «6510 - prairies maigres de fauche». Le séneçon aquatique (*Senecio aquaticus*), qui peut facilement être confondu avec le séneçon de Jacob, est lui une espèce protégée de la liste rouge au Luxembourg et est par conséquent sous un statut de protection.

D'un point de vue de la biodiversité, le séneçon de Jacob ne pose pas de problème; en effet il est bénéfique pour bon nombre d'insectes qui l'utilisent comme plante hôte pour compléter leur cycle de vie. Comme il ne s'agit pas d'une plante non indigène, elle ne nécessite pas un plan de lutte du point de vue de la biodiversité.

Il n'en reste pas moins que le séneçon de Jacob a connu au Luxembourg, comme dans les pays limitrophes, une certaine prolifération, dont les causes sont multiples avec en premier lieu le changement climatique, le fauchage tardif, l'exploitation extensive et d'autres causes non



établies encore avec certitude sont également mentionnées dans la littérature.

La consommation du sénéçon de Jacob peut causer des problèmes de santé chez le bétail. C'est pourquoi une vigilance quant à la prolifération de cette plante sur les prairies et pâtures, servant comme surfaces fourragères au bétail, s'impose.

Il n'existe pour l'instant pas de groupe de travail interministériel pour élaborer des mesures concrètes pour lutter contre la prolifération excessive de cette plante, toxique pour les animaux d'élevage. Le Gouvernement entend cependant mettre en place un tel groupe de travail prochainement qui associera étroitement les agents du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et de l'Administration de la Nature et des Forêts.

L'Administration de la Nature et des Forêts est en train d'élaborer, en coopération avec la station biologique du SICONA, un petit guide pratique pour la gestion du sénéçon de Jacob sur les terrains agricoles d'intérêt pour la conservation de la nature (réserves naturelles, biotopes, surfaces sous contrats «biodiversité»). Ce guide veut informer et expliquer comment reconnaître et distinguer le sénéçon de Jacob des autres plantes. Il montre ensuite comment prévenir et éviter la propagation du sénéçon de Jacob et illustre différentes méthodes de lutte mécanique possibles. Le manuel sera imprimé dans les prochains mois et mis à disposition de tous les agriculteurs intéressés ou concernés.

Le nouveau règlement grand-ducal pour la sauvegarde de la diversité biologique (contrats «biodiversité»), actuellement en élaboration, imposera une lutte mécanique contre une trop forte prolifération du sénéçon de Jacob sur les terrains agricoles sous contrats biodiversité. Avant toute mesure incisive il faudrait faire procéder à une vérification botanique sur place.

Comme le fauchage extensif le long des routes est en premier lieu une approche pour favoriser la biodiversité sur des espaces verts qui ne sont pas soumis à une exploitation agricole, des mesures spécifiques de lutte ne sont actuellement pas prévues. Une meilleure concordance des interventions de fauchage avec la floraison du sénéçon de Jacob pourrait toutefois contribuer à limiter cette plante à un niveau acceptable le long des routes.

Dans la brochure «Nature et Construction», élaborée conjointement par l'ANF et l'APCH, sont distinguées différentes intensités de fauchage et les formations végétales qui en résultent:

- aucun fauchage: évolution libre (broussailles, forêt),
- fauchage une fois tous les deux à cinq ans: friche herbacée,
- fauchage une fois en été: prairie à hautes herbes («fauchage tardif»),
- fauchage une fois au printemps, et si nécessaire, une deuxième fois en été: prairie à herbes courtes,
- fauchage plus fréquent: gazon ou pelouse artificielles.

Actuellement l'approche écologique en matière de fauchage est assimilée le plus souvent avec un fauchage tardif, c'est-à-dire un fauchage qui n'intervient qu'après l'accomplissement complet du cycle de vie des plantes (floraison, germination, dissémination des graines, dessèchement). Il s'agit du fauchage en été opéré sur des prairies à hautes herbes (ou prairies à herbes longues). S'il est exécuté de manière correcte (le fauchage tardif ne signifie pas fauchage en automne ou en hiver), le fauchage

intervient avant la floraison de certaines autres plantes indésirables à différents points de vue telles que les chardons, les orties et les oseilles sauvages. Dans ce cas le sénéçon ne devrait pas poser de problèmes non plus, dans le sens où il ne peut pas se disséminer.

Dans des cas extrêmes, c'est-à-dire dans les zones à développement massif et concentré du sénéçon susceptible de générer des problèmes graves pour l'agriculture, il y aurait moyen d'éviter le développement de friches herbacées le long des routes. Cette solution devrait cependant rester l'exception car les friches herbacées (l'herbe desséchée reste sur place pendant au moins un hiver) constituent des biotopes de refuge importants pour la flore et la faune sauvages.

Il serait également possible de développer dans les zones de propagation du sénéçon plutôt des prairies à herbes courtes (fauchage au printemps) que des prairies à herbes longues. Il s'agit d'une formation qui présente de nombreux avantages à différents égards, et qui est notamment intéressante au point de vue de la biodiversité. En effet le regain (l'herbe qui pousse après la coupe au printemps), n'atteint plus la même hauteur que l'herbe du printemps, mais se caractérise par une richesse en espèces souvent supérieure à celle des prairies à hautes herbes. Ces prairies sont particulièrement intéressantes lorsqu'il est renoncé à une éventuelle deuxième coupe en été.

Question 1333 (30.07.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'intégration des salariés handicapés sur le marché du travail:

En réponse à ma question parlementaire du 2 mai 2014 (cf. question parlementaire n°0249, compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014), Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire avait indiqué que plus de 92% des employeurs du secteur privé ne respectaient pas le quota de salariés handicapés à employer aux termes de l'article L.562-3 du Code du Travail. Pire encore sur les 126 employeurs occupant au moins 300 salariés, aucun ne respectait ladite disposition légale.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Le Ministre peut-il me renseigner combien d'employeurs sur la totalité des employeurs soumis aux obligations d'occupation de salariés handicapés respectent actuellement les quotas prévus par la loi? Peut-il fournir des statistiques (i) par catégorie d'employeurs, i. e. ceux occupant entre 25 et 49 salariés, entre 50 et 299 salariés, voire 300 salariés et plus et (ii) pour les années 2009 à 2015?

- Quelle est la proportion de salariés handicapés actuellement occupés par l'État? Qu'en est-il des communes, de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois? Quid des établissements publics nationaux et communaux soumis à l'obligation légale concernée?

Réponse (13.10.2015) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant l'insertion des salariés sur le marché du travail, j'ai l'honneur de vous faire parvenir les renseignements ci-dessous.

La qualité de salarié handicapé est attribuée par la procédure définie dans la loi modifiée du 12

septembre 2003 et au règlement grand-ducal du 7 octobre 2004.

En 2014 sur 863 demandes introduites, 426 demandes ont été avisées positivement par la Commission médicale. 156 personnes ont eu le statut à titre transitoire, le temps de voir l'évolution de l'état de santé sur leur capacité de suivre une occupation salariée.

Après décision positive sur le bénéfice du statut de salarié handicapé, le dossier de la personne concernée est soumis à la Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR).

En 2014, la COR a orienté 356 personnes sur le marché ordinaire. Cette orientation est ensuite réalisée par le Service des salariés handicapés de l'ADEM. Si une réinsertion professionnelle n'est pas tout de suite possible, des mesures de réinsertion professionnelle sur mesure sont proposées. En 2014, 474 mesures ont ainsi été proposées:

- formations ADEM: 150;
- mesures spéciales: 80;
- affectations temporaires indemnisées: 76;
- contrat appui-emploi public: 43;
- occupations temporaires indemnisées: 36;
- formations: 35;
- stages de réinsertion: 15;
- service volontaire: 10;
- contrat appui-emploi privé: 7;
- apprentissage jeunes: 6.

Parmi les personnes s'étant vu accorder le statut de salarié handicapé en 2014, 96 personnes ont été orientées vers un atelier protégé. Les ateliers protégés ont engagé sous contrat de travail depuis 2004 un total de 1.061 personnes.

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député Spautz désire connaître le nombre des employeurs soumis aux obligations d'occupation de salariés handicapés respectant actuellement les quotas prévus par la loi et ceci pour les années 2009 à 2015.

La loi du 12 septembre 2003 prévoit dans son article 10 des quotas, à seuils différents suivant qu'il s'agit du secteur public ou du secteur privé, ou qu'il s'agit de petites et moyennes entreprises ou grandes entreprises. La condition de se soumettre aux obligations est relativisée par la condition que l'ADEM se trouve saisie d'une demande d'emploi émanant d'un salarié handicapé répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Actuellement le suivi des salariés handicapés inclus dans l'emploi sous forme de contrat de travail peut seulement être suivi directement par mes services et l'ADEM lorsque l'Etat participe, comme prévu dans la loi du 12 septembre 2003, aux frais de salaire. Ainsi en 2014, l'Etat a participé à 202 participations au salaire.

Les chiffres indiqués dans ma réponse à une question similaire de l'honorable Député l'an dernier sur l'inclusion professionnelle des salariés handicapés n'ayant pas changé sensiblement et, la situation étant telle que faute d'instruments statistiques affinés, les seuls chiffres fiables étant ceux indiqués ci-dessus, il m'a apparu important de centrer l'attention sur la mise sur pied des procédures adaptées de recueil d'informations statistiques.

Afin de pouvoir rendre compte d'une manière systématique de l'évolution professionnelle des personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé, mes services, l'ADEM et l'IGSS sont en dialogue pour mettre sur pied les procédures nécessaires pour réaliser l'échange régulier de données.

L'inclusion des personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé demande une haute qualité d'accompagnement personnalisé. Il me tient à cœur de fonder nos futures actions visant une avancée dans l'inclusion des personnes bénéficiant du statut de salarié handicapé sur un inventaire statistique à base méthodologique fiable.

Le but de cet échange est l'actualisation régulière de la banque de données relatives aux salariés handicapés avec les changements d'affiliation / de désaffiliation en vue de livrer à tout moment des statistiques fiables.

L'échange sera opérationnel début 2016 entre l'IGSS et l'ADEM.

Question 1365 (11.08.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'assurance pension:

Lors de sa déclaration sur les grandes orientations politiques du Gouvernement et les grandes lignes du paquet d'avenir du 14 octobre 2014, Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat annonçait un bilan de la réforme du système de pension de 2012 pour 2016.

Afin de disposer d'ores et déjà de chiffres préliminaires en la matière, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils me fournir le nombre total d'assurés par type de régime de pension (i. e. régime général de pension et les différents régimes spéciaux des fonctionnaires de l'Etat, des fonctionnaires et employés communaux, de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois et de la Banque centrale du Luxembourg) au 31 décembre 2014 et, si disponible au 30 juin 2015, de même que le nombre moyen d'assurés par type de régime en 2014? Quelle est l'évolution de ces données au cours des dix dernières années?

2. Quel est le nombre total au 31 décembre 2014 (et si disponible au 30 juin 2015) et le nombre moyen en 2014 d'assurés employés dans le secteur public, mais affiliés au régime général de pension? Combien de ces personnes sont respectivement employées auprès des secteurs étatique et communal, voire auprès des SNCFL? Quelle est leur part dans les recettes totales générées via leurs cotisations dans le régime général de pension? Serait-il possible d'obtenir un état détaillé de l'évolution de ces chiffres au cours des dix dernières années?

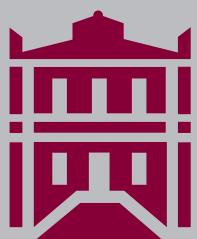
3. Combien de recettes ont été générées en 2014 via les cotisations des assurés dans les différents régimes de pension (exprimées en termes absolus et relatifs et par régime de pension)? Combien de dépenses ont été effectuées au cours de la même année dans les différents régimes? Serait-il possible d'obtenir un état détaillé de l'évolution de ces chiffres au cours des dix dernières années?

Réponse commune (09.10.2015) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, et de M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Ministre de l'Intérieur:

Ad 1. En 2014, le nombre moyen des assurés du régime général des pensions s'élève à 383.756 personnes, tandis que 29.071 personnes sont assurées en moyenne auprès des différents régimes statutaires. Ces moyennes comportent tant les assurés obligatoires que les assurés volontaires.

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement»



d'Chamber online op
www.chd.lu



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

1) Assurés AP régime général et régimes statutaires (moyenne annuelle 2004-2014)

Année	Assurés obligatoires et volontaires du régime général des pensions			Assurés obligatoires et volontaires des régimes statutaires		
	Assurés	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
2004	286.589	176.094	110.495	23.966	16.357	7.609
2005	296.059	181.874	114.185	24.373	16.451	7.922
2006	307.346	188.651	118.695	24.860	16.561	8.300
2007	321.431	197.366	124.065	25.138	16.565	8.574
2008	336.993	206.551	130.442	25.810	16.761	9.049
2009	342.781	208.559	134.222	26.694	17.107	9.587
2010	347.886	210.619	137.268	27.138	17.136	10.002
2011	357.934	215.944	141.990	27.694	17.203	10.491
2012	367.292	220.075	147.218	28.199	17.264	10.935
2013	374.925	223.493	151.433	28.694	17.364	11.330
2014	383.756	228.161	155.594	29.071	17.346	11.725

Source(s): CCSS/IGSS

Information(s) supplémentaire(s): moyenne annuelle des douze situations en fin de mois

Au 31 décembre 2014, les fichiers d'affiliation comptent 29.167 assurés actifs auprès des régimes statutaires (régimes spéciaux et régimes spéciaux transitoires), dont 63% qui relèvent du ressort de l'Administration du personnel de l'Etat¹, 15% des communes (CPFEC), 10% de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois (SNCFL) et 11% d'autres administrations, institutions ou établissements publics².

2) Assurés actifs auprès des différents régimes statutaires (au 31.12.N)

Année	Total	État et parastataux APE ³	État et parastataux non APE ⁴	Communes - CPFEC	SNCFL	BCL ⁵
2004	24.017	14.381	2.813	3.521	3.096	206
2005	24.514	14.805	2.799	3.639	3.065	206
2006	24.887	15.113	2.831	3.709	3.028	206
2007	25.374	15.484	2.824	3.784	3.064	218
2008	26.084	15.979	2.806	3.976	3.085	238
2009	26.722	16.391	2.845	4.078	3.161	247
2010	27.112	16.673	2.835	4.127	3.211	266
2011	27.870	17.318	2.888	4.173	3.202	289
2012	28.324	17.687	2.893	4.209	3.232	303
2013	28.833	18.017	2.929	4.309	3.274	304
2014	29.167	18.303	2.922	4.375	3.247	320

Source(s): CCSS/IGSS

Situation au 31.12

Ad 2. Au 31 décembre 2014, les fichiers d'affiliation renseignent 6.709 agents publics engagés sous le statut d'employé de l'Etat ou comparable⁶, c.-à-d. des personnes assurées auprès du régime général de pension, mais susceptibles de passer dans un régime statutaire (en principe à l'âge de 55 ans). 78% de ces personnes relèvent du ressort de l'Administration du personnel de l'Etat, 10% des communes (CPFEC), et 12% d'autres administrations, institutions ou établissements publics.

Les cotisations payées par ces personnes (part salarié) au régime général de pension (CNAP) sont estimées à 28,62 millions d'euros en 2014, soit 2,02% des cotisations nettes (part salarié) collectées par la CNAP.

3) Assurés du régime général de pension susceptibles de passer aux régimes statutaires (statut d'employé de l'Etat ou comparable)

Année	Total	État - APE ⁷	Parastataux ⁸	Communes	SNCFL	BCL	cotisations payés (en milliers EUR) ⁹
2004	4.786	3.658	735	390	3	0	13.855,9
2005	4.925	3.747	774	401	3	0	15.308,6
2006	4.967	3.776	778	408	5	0	15.964,4
2007	5.060	3.857	802	398	3	0	17.164,2
2008	5.165	3.907	835	420	3	0	17.986,8
2009	6.356	5.029	867	458	2	0	19.803,5
2010	6.128	4.777	865	484	2	0	22.654,1
2011	6.195	4.803	797	593	2	0	23.609,3
2012	6.488	5.059	811	616	2	0	25.132,3
2013	6.586	5.138	794	651	3	0	26.964,4
2014	6.709	5.248	787	672	2	0	28.621,6

Source(s): CCSS/IGSS

Situation au 31.12

Ad 3. Avec 2.827,4 millions d'euros, les assurés (part salarié et part employeur) ont généré 49,5% de l'ensemble des recettes courantes (y inclus les revenus de la fortune du Fonds de compensation) du régime général de pension. Les dépenses courantes s'élèvent à 3.854,6 millions d'euros, dont 3.638,8 millions en prestations.

4) Régime général des pensions (décompte consolidé CNAP + Fonds de compensation)

Année	Recettes					Dépenses	
	Cotisations		Part cotisations assurés sur total recettes courantes	Total des recettes courantes ¹⁰	dont revenus de la fortune	Total des dépenses courantes	dont prestations
	Assurés (8%)	Pouvoirs publics (8%)					
2004	805.174,3	804.902,4	30,6%	2.627.720,9	167.607,1	2.229.130,6	1.991.902,7
2005	861.512,3	861.491,2	30,8%	2.798.570,4	158.730,9	2.264.488,5	2.130.661,5
2006	922.234,5	921.833,5	30,5%	3.023.493,6	220.734,4	2.388.122,7	2.229.720,1
2007	1.002.465,6	1.001.822,9	30,3%	3.303.755,0	288.796,2	2.487.196,9	2.353.657,8
2008	1.084.441,9	1.083.402,4	31,1%	3.491.426,0	229.397,9	2.640.830,6	2.495.722,8
2009	1.115.367,0	1.115.177,3	30,0%	3.722.390,4	369.110,9	2.865.256,4	2.708.496,7
2010	1.162.219,3	1.160.716,2	28,9%	4.027.465,9	533.527,6	3.020.640,3	2.849.469,5
2011	1.220.630,3	1.219.683,1	32,4%	3.770.991,4	102.471,9	3.210.153,6	3.030.246,8
2012	1.290.693,6	1.289.804,3	27,1%	4.763.924,6	883.961,0	3.443.302,0	3.242.337,7
2013	1.350.430,8	1.349.551,7	28,4%	4.748.098,4	687.633,9	3.636.757,7	3.438.100,1
2014	1.413.710,7	1.412.553,4	24,7%	5.714.943,3	1.465.119,3	3.854.577,3	3.638.798,9

Source: Comptes d'exploitation et bilans consolidés du régime général

Unité(s): milliers EUR

Les cotisations (part assuré) collectées par le fonds de pension (c.-à-d. pensions statutaires pour Etat et parastataux¹¹) s'élèvent à 135,5 millions d'euros en 2014, soit 19,7% des recettes totales du fonds. Les dépenses de l'année s'élèvent à 685,6 millions d'euros.

5) Fonds de pension (pensions payées par l'APE)

Année	Recettes			
-------	----------	--	--	--



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

Question 1368 (12.08.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **système éducatif luxembourgeois dans le contexte européen**:

Même si aux termes du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'action de l'Union européenne au niveau de l'éducation devra se limiter au strict nécessaire et pleinement respecter la responsabilité des États membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique, la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne pourrait être l'occasion pour faire le point sur le système éducatif luxembourgeois en le comparant à ce qui se passe dans les autres pays de l'Union européenne.

Il se trouve par exemple que dans certains métiers du secteur de la santé, la formation professionnelle dure jusqu'à deux ans plus longtemps au Luxembourg que dans certains de nos pays voisins.

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- De combien d'années les élèves évoluant dans le système éducatif d'un de nos pays voisins ont-ils besoin au minimum pour accéder à un diplôme de fin d'études secondaires (enseignement général et technique)? Qu'en est-il de la situation du Luxembourg par rapport aux autres pays de l'Union européenne?

- Quelle est la durée minimale d'études nécessaire pour accéder dans les autres pays de l'Union européenne à un diplôme dans le domaine de la formation professionnelle? Monsieur le Ministre pourrait-il me fournir ces données par pays et par métier? Serait-il possible de me renseigner à chaque fois sur l'équivalent luxembourgeois des qualifications décernées à l'étranger?

- À considérer que Monsieur le Ministre ne dispose pas de toutes ces informations, pourrait-il me fournir les informations relevées ci-avant concernant le diplôme de technicien, les diplômes du secteur de la santé et le diplôme donnant accès à la carrière d'enseignant dans l'enseignement fondamental?

Réponse (09.10.2015) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

Le traité sur l'organisation de l'Union européenne prévoit que l'organisation des systèmes éducatifs nationaux relève de la compétence des États membres. Ainsi, la reconnaissance des diplômes d'enseignement général se base sur les conventions du Conseil de l'Europe, à savoir la convention dite de Paris du 11 décembre 1953 relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires et la convention dite de Lisbonne du 11 avril 1997 sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne.

Au vu de la libre circulation des citoyens, la reconnaissance des qualifications professionnelles est régie par la loi du 19 juin 2009 ayant pour objet la transposition de la directive 2005/36/CE pour ce qui est, a) du régime général de reconnaissance des titres de formation et des qualifications professionnelles, b) de la prestation temporaire de services.

La reconnaissance des diplômes et des qualifications professionnelles se fait sur base de l'analyse individuelle de chaque dossier.

L'enseignement général

Luxembourg

Dans le système éducatif luxembourgeois, un élève qui décroche son diplôme de fin d'études secondaires, aura parcouru avec succès 13 années d'études, dont six dans l'enseignement fondamental et sept dans l'enseignement post-primaire (diplôme de fin d'études secondaires, diplôme de fin d'études secondaires techniques ou diplôme de technicien).

Le Luxembourg est un des rares pays où le parcours dure 13 années, alors que dans nos pays voisins la durée d'études est généralement de douze années pour obtenir le droit d'accès aux études supérieures.

En règle générale, les diplômes de fin d'études secondaires et secondaires techniques luxembourgeois donnent accès à l'enseignement supérieur. Le diplôme de technicien luxembourgeois équivaut à une formation professionnelle.

L'accès aux études supérieures à l'étranger avec ce diplôme pourra être limité, sauf si c'est dans le domaine de la spécialité pour laquelle l'élève a reçu son diplôme.

Les exemples suivants des pays limitrophes relevant du domaine de l'enseignement général illustrent la diversité des fonctionnements des systèmes éducatifs:

Belgique (après six années d'enseignement primaire):

- six années dans l'enseignement secondaire général de transition menant au CESS (certificat d'enseignement secondaire supérieur équivalent au diplôme de fin d'études secondaires), ou bien

- six années dans l'enseignement secondaire technique de transition menant au CESS (certificat d'enseignement secondaire supérieur équivalent au diplôme de fin d'études secondaires techniques), ou bien

- six années dans l'enseignement technique de qualification menant au certificat de qualification et au CESS (certificat d'enseignement secondaire supérieur équivalent au diplôme de technicien), ou bien

- six années dans l'enseignement professionnel de qualification menant au certificat de qualification professionnelle et avec une année supplémentaire de spécialisation menant au CESS (certificat d'enseignement secondaire supérieur équivalent au diplôme de technicien).

France (après cinq années d'enseignement primaire):

- sept années d'enseignement secondaire général menant au baccalauréat général (équivalent au diplôme de fin d'études secondaires), ou bien

- sept années d'enseignement secondaire technologique menant au baccalauréat technologique (équivalent au diplôme de fin d'études secondaires techniques), ou bien

- sept années d'enseignement secondaire professionnel menant au baccalauréat professionnel (équivalent au diplôme de technicien).

Allemagne (après quatre années d'enseignement fondamental «Grundschule»):

- huit années de «Sekundarunterricht» (Gymnasium) menant à la «allgemeine Hochschulreife» (Abitur) (équivalent au diplôme de fin d'études secondaires), ou bien

- huit années de «Sekundarunterricht» (Realschule + Fachschule) menant à la «Fachhochschulreife» (équivalent au diplôme de technicien).

La reconnaissance des diplômes, conformément aux dispositions des conventions du Conseil de l'Europe, ne s'adresse pas seulement aux ressortissants de l'UE, mais aussi aux ressortissants de pays ayant ratifié celles-ci. Le droit d'accès aux études supérieures dans les pays respectifs peut être accordé si, entre autres, la condition de la durée minimale des études (douze années) est remplie.

La formation professionnelle

Luxembourg (après 6+3=9 années d'enseignement fondamental et secondaire):

- trois années de formation professionnelle initiale, qui selon le niveau de l'élève, mène au CCP (certificat de capacité professionnelle) ou bien au DAP (diplôme d'aptitude professionnelle),

- le DAP donne accès à la formation menant au brevet de maîtrise et permet aux détenteurs de s'établir à leur compte dans l'une des professions réglementées du domaine de l'artisanat,

- dans le domaine du «commerce», le DAP est la qualification professionnelle la plus élevée, vu qu'il n'y existe pas de brevet de maîtrise.

Ci-après quelques exemples de nos pays limitrophes relevant du domaine de la formation professionnelle:

Belgique (après six années d'enseignement primaire):

- six à sept années dans l'enseignement professionnel de qualification (reconnaissance par rapport au DAP luxembourgeois si la durée de la formation dans la spécialité a une durée de trois années - accès à la formation menant au brevet de maîtrise luxembourgeois).

En Belgique, il n'existe pas de brevet de maîtrise comparable au brevet de maîtrise luxembourgeois, sauf dans la communauté germanophone.

France (après cinq années d'enseignement primaire):

- quatre années menant au brevet des collèges et deux années menant au CAP ou au BEP (reconnaissance par rapport au DAP luxembourgeois si la durée de la formation dans la spécialité a une durée de trois années - accès à la formation menant au brevet de maîtrise luxembourgeois).

mation menant au brevet de maîtrise luxembourgeois.

En France, il n'existe pas de brevet de maîtrise comparable au brevet de maîtrise luxembourgeois.

Allemagne

La formation professionnelle allemande est organisée d'une façon semblable à celle au Luxembourg. L'apprentissage au sein d'une entreprise menant au «Gesellenbrief» est reconnu équivalent au DAP luxembourgeois et le «Meisterbrief» est reconnu équivalent au brevet de maîtrise luxembourgeois (durée d'études à peu près identique dans les deux pays).

Les qualifications professionnelles tombant sous les dispositions de la directive 2005/36/CE

Conformément à la directive 2005/36/CE, la reconnaissance des qualifications professionnelles est faite sur base de l'analyse individuelle de chaque dossier. Les qualifications requises pour exercer une profession réglementée au Luxembourg par rapport aux qualifications que le demandeur a acquises dans son pays d'origine sont vérifiées.

Des différences substantielles au niveau des compétences professionnelles relevées par une commission ad hoc pourront être comblées par une mesure de compensation, à savoir soit par une épreuve d'aptitude, soit par un stage d'adaptation suivant le choix du candidat.

Cette procédure vise aussi bien les professions réglementées du domaine de l'artisanat, que celles du domaine socio-éducatif (éducateurs, auxiliaires de vie), du commerce et de l'industrie (vente, comptabilité, etc.) et de la santé (aides-soignants, infirmiers, kinésithérapeutes, etc.).

Les professions de santé

Au Luxembourg, 23 professions de santé sont réglementées, à savoir l'aide-soignant, l'aide-senior, l'ATM de chirurgie, de laboratoire et de radiologie, l'infirmier, l'infirmier en anesthésie et réanimation, l'infirmier en pédiatrie, l'infirmier psychiatrique, le masseur, la sage-femme, l'assistant d'hygiène sociale, l'assistant social, le diététicien, l'ergothérapeute, l'infirmier gradué, le laborantin, le masseur-kinésithérapeute, l'orthophoniste, l'orthoptiste, le pédagogue curatif et le rééducateur en psychomotricité et depuis cette année le podologue.

Actuellement, seules les formations de l'aide-soignant, de l'ATM en radiologie et en chirurgie, de l'infirmier, de l'infirmier en anesthésie et réanimation, de l'infirmier en pédiatrie, de l'infirmier psychiatrique et de la sage-femme sont offertes au Luxembourg.

Pour les autres professions, les études devront être effectuées à l'étranger.

Parmi cette liste, l'aide-soignant est la seule profession qui tombe sous la compétence de l'Éducation nationale (exception: les «Krankenpfleger», physiothérapeutes et ergothérapeutes allemands). Après la réussite d'une classe de 9^e elle dure trois années et est sanctionnée par un DAP.

Les formations belge et française d'aide-soignant durent entre une et trois années, mais ne sont généralement pas reconnues directement, en raison de différences substantielles existant entre ces formations et celle au Luxembourg. Les candidats doivent se soumettre au préalable à une épreuve d'aptitude ou un stage d'adaptation.

La formation d'infirmier luxembourgeoise dure quatre années; deux années menant au diplôme de fin d'études secondaires techniques et deux années menant au BTS.

En France et en Belgique, ces formations durent généralement trois à quatre années après l'obtention du bac.

En Allemagne, la formation du «Krankenpfleger» est une formation professionnelle qui équivaut à un niveau de 14^e au Luxembourg.

Une reconnaissance directe d'un diplôme d'infirmier peut être accordée à condition que celui-ci soit notifié à l'annexe de la directive 2005/36/CE précitée.

Les carrières de l'enseignement fondamental

Pour devenir enseignant de l'enseignement fondamental au Luxembourg, il faut se prévaloir d'un bachelor professionnel en sciences de l'éducation. La formation y menant à l'Université du Luxembourg dure quatre années (huit semestres) et confère 240 ECTS. Les qualifications professionnelles y attachées permettent d'enseigner dans tous les cycles de l'enseignement fondamental, à savoir au cycle 1 (ancien préscolaire) et aux cycles 2 à 4 (ancien primaire).

En Belgique, les bachelors comparables sont généralement d'une durée de trois années, mais ils sont spécialisés ou bien pour le présco-

laire ou pour le primaire. Entre-temps, les universités belges offrent une année supplémentaire aux étudiants pour leur permettre d'obtenir les deux qualifications.

Les candidats se présentant en 2016 ou ultérieurement au concours d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur, ayant obtenu ou obtenant leur diplôme après le 14 septembre 2014, doivent avoir les deux qualifications pour y être admissibles.

Il n'y a pas de diplômes allemands suffisant aux conditions d'accès au concours de recrutement pour l'enseignement fondamental luxembourgeois.

Question 1395 (26.08.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**éventuelle adaptation des accords de Schengen**:

Suite à l'attaque dans le Thalys Amsterdam-Paris la semaine dernière, le Premier Ministre belge s'est exprimé au sujet d'une éventuelle adaptation de l'accord de Schengen et envisage de consulter ses collègues des pays voisins à ce sujet. Selon ses déclarations, une amélioration des règles de fonctionnement de l'espace Schengen devrait en premier lieu permettre des contrôles plus approfondis dans un contexte de menace terroriste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport aux déclarations du Premier Ministre belge au sujet d'une éventuelle adaptation des accords Schengen dans le contexte de menace terroriste?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a été préliminairement mis au courant de l'initiative du Premier Ministre belge? Est-ce que cette problématique sera, le cas échéant, sujet de la Présidence luxembourgeoise?

Réponse commune (12.10.2015) de **M. Félix Braz, Ministre de la Justice, et de M. Etienne Schneider, Ministre de la Sécurité intérieure**:

Les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

- Il est très important dans ce contexte de savoir ce qu'il faut entendre par «adaptation» des accords de Schengen afin de mieux lutter contre le terrorisme. Une adaptation en ce sens que les libertés et droits fondamentaux inscrits dans les traités européens, et notamment celle de la libre circulation des personnes, seraient à restreindre voire à abolir n'est certainement pas une option. Il échouerait par contre de faire le meilleur usage possible des dispositions actuellement existantes du dispositif «Schengen» afin que tous les États membres et l'Union européenne, ensemble avec les États tiers, puissent répondre de façon adéquate à la menace terroriste, comme par exemple une adaptation du Système d'Information Schengen (SIS) pour améliorer et accélérer l'échange d'informations entre autorités policières et judiciaires sur des personnes suspectées d'actes de terrorisme. Si des adaptations de ce genre sur certains points des accords de Schengen sont envisageables et en discussion, la réintroduction pure et simple de contrôles réguliers et systématiques aux frontières intérieures de l'Union européenne n'est pas une option. C'est d'ailleurs en ce sens que nous avons compris les déclarations du Premier Ministre belge à ce sujet.

- Le Premier Ministre belge a expliqué la position de son Gouvernement. La lutte contre le terrorisme, en tant qu'un des défis majeurs auxquels sont confrontés actuellement l'Union européenne et l'ensemble de ces États membres, est abordée sous différents angles au cours de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, y compris le volet d'un meilleur contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne.

À ce sujet, nous nous permettons de renvoyer l'honorable Député également à la déclaration de Paris du 29 août 2015, faite par le Ministre de l'Intérieur de la France, Monsieur Bernard Cazeneuve, à l'issue d'une réunion des ministres compétents d'un certain nombre d'États membres de l'Union européenne, organisée suite à l'acte terroriste commis dans le train Thalys le 21 août 2015.

Question 1399 (26.08.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **prix du lait**:

Im Zuge der EU-Agrarreform wurde die Milchquote zum 1. April dieses Jahres abgeschafft. Seitdem hat die Milch einen Preissturz erlebt,



was zu massiven Problemen bei den Milchviehhaltern führt. Seit einigen Wochen gehen die Bauern unserer Nachbarländer und aus der ganzen EU auf die Straße, um gegen die niedrigen Milchpreise zu protestieren.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz stellen:

- Wie hat sich der Milchpreis in Luxemburg nach dem Wegfall der Milchquote entwickelt?

- Wie stellt sich die finanzielle Situation der Milchviehhalter in Luxemburg dar?

- Wie steht der Herr Minister zur Problematik der niedrigen Milchpreise?

- Was gedenkt der Herr Minister zu unternehmen, um die Milchviehhalter zu unterstützen?

- Wie gedenkt der Herr Minister die Problematik der niedrigen Milchpreise während der laufenden luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft zu lösen, insbesondere im Hinblick auf die am kommenden 7. September stattfindende Sondersitzung des EU-Agrarrates?

Réponse (13.10.2015) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

Folgende Tabelle zeigt die Entwicklung der Auszahlungspreise für Rohmilch für das laufende Kalenderjahr (Quelle SER).

Mois	Prix à 3,7% m.g. et 3,3% m.p. (classe de qualité 1) (cent/kg)	Prix à 4,2% m.g. et 3,4% m.p. (classe de qualité 1) (cent/kg)	Prix au taux réel de m.g. et de m.p. (qualité moyenne) (cent/kg)	Différence / mois précédent
janv-15	28,8056	30,7281	30,7783	
févr-15	28,4031	-1,40%	30,3050	-1,38%
mars-15	28,2700	-0,47%	30,1727	-0,44%
avr-15	28,6366	+1,30%	30,5820	+1,36%
mai-15	28,6260	-0,04%	30,5700	-0,04%
juin-15	28,2268	-1,39%	30,1444	-1,39%
juil-15	27,8613	-1,29%	29,7552	-1,29%
août-15	27,8182	-0,15%	29,6835	-0,24%
septembre (estimation)			29,25	+2,71%

	Prix au taux réel de m.g. et de m.p. (qualité moyenne) (cent/kg)
Différence mars - août	-1,46
Différence mars - septembre	-0,69

Vergleicht man die Milchpreise nach dem Quotenende Ende März mit denen im August, so stellt man einen Rückgang des Auszahlungspreises für Milch fest. Man muss jedoch festhalten, dass dieser Preisrückgang nicht erst nach dem Ende der Milchkontingentierung eingetreten ist.

Vielmehr ist der Auszahlungspreis schon vorher über mehrere Monate kontinuierlich gesunken.

Der Einfluss des Endes der Milchquote auf den Auszahlungspreis ist als gering einzustufen. So gab es im Monat April sogar zunächst einen leichten Anstieg des Milchpreises. Anhand der Daten der vergangenen Monate kann man wieder von einer steigenden Tendenz ausgehen.

Die Analysten sehen im Auslaufen der Milchquoten keinen oder allenfalls einen geringen Einfluss auf die rechte Preisentwicklung. Die aufgelaufenen Milchmengen sind im Prinzip einkalkuliert gewesen. Hinzu kommt, dass sich die EU als Anbieter auf dem Weltmarkt in den letzten Jahren deutlich rarer gemacht hat. Nur noch 26% der Milchexporte stammten 2014 aus der EU, im Jahr 2000 waren es noch 39%. Vor allem die USA und Neuseeland haben während der vergangenen Jahre zunehmend die Märkte mit Milchprodukten geflutet, so auch in den letzten Monaten. Zudem fiel die Nachfrage aus China weitaus niedriger aus als erwartet. Das Russlandembargo spielt ebenfalls eine wichtige, aber nicht die einzige Rolle in der aktuellen Marktsituation.

Die finanzielle Situation der Milchviehhalter ist angesichts der niedrigen Preise jedoch sehr angespannt. Zurzeit arbeitet der Service d'Économie rurale (SER) an der Prognose für das Einkommen für das Jahr 2015. Auch wenn die Margen im Vergleich zum Vorjahr deutlich gesunken sind, ist eine allgemeine Aussage über die aktuelle Einkommenslage nicht möglich, da sich die Kostenstruktur zwischen den Betrieben extrem unterscheiden kann.

Viele Betriebe haben die bis vor Kurzem unbesetzten Stallplätze aufgrund des Wegfalls der Milchquote mittlerweile belegt, womit die niedrigeren Margen durch eine höhere Produktion möglicherweise teilweise ausgeglichen werden

können und die Fixkosten je produzierter Einheit sinken könnten.

Der Minister für Landwirtschaft nimmt die Situation der Milchpreise und deren Auswirkung auf das Einkommen der Milchproduzenten jedenfalls sehr ernst.

Deswegen wurde schon Ende Juli vom luxemburgischen Ratsvorsitz entschieden, eine Sondersitzung des EU-Agrarrates für den vergangenen 7. September einzuberufen.

Am 31. August fand im Landwirtschaftsministerium ein Treffen mit der landwirtschaftlichen Berufsvertretung statt, um diesen Sonderagrargipfel vorzubereiten.

Im Anschluss an die Ratssitzung vom 7. September, wo die Kommission bekanntlich ein Krisenbudget von 500 Millionen vorgeschlagen hatte, beschloss der luxemburgische Vorsitz, die dringende Thematik des Preisverfalls im Rahmen des informellen Rates der europäischen Agrarminister in Luxemburg weiter zu diskutieren. Auch hier konnten konkrete Entscheidungen getroffen werden.

So wurden 420 Millionen Euro den Mitgliedstaaten mit einem auf der Milchproduktion, dem Milch- und dem Schweinefleischpreis aufbauenden Verteilungsschlüssel zugeteilt. Für Luxemburg ist ein Gesamtbudget von genau 669.120 € vorgesehen, das mittels nationaler Mittel noch einmal verdoppelt werden kann.

Das Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz wird Gespräche mit dem Finanzministerium beginnen, um für die landwirtschaftlichen Betriebe im steuerlichen Bereich ein sogenanntes „carryback and carry-forward“-System einzuführen.

Dies dürfte es ermöglichen, eventuelle Profite oder Verluste auf Folgejahre zu überschreiben, womit die hohe Volatilität der Marktpreise bei der Besteuerung berücksichtigt werden könnte.

Des Weiteren wird das Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz ein Modell für ein Lastenheft ausarbeiten, womit der Staat den öffentlichen Einrichtungen (Krankenhäuser, Altenheime, Grundschulen, Gymnasien, Relais-Häuser, Kindergärten...) ermöglicht, vorzugsweise regionale Produkte einzukaufen.

Zudem sollen verstärkt Mittel für Maßnahmen zur Förderung von regionalen landwirtschaftlichen Erzeugnissen (z. B. „Sou schmaacht Lëtzebuerg“) verfügbar gemacht werden.

Das Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz wird mit allen Beteiligten der Nahrungsmittelkette berufsübergreifende Überlegungen initiiieren, um eine ausgewogene Verteilung der Wertschöpfung innerhalb der Produktions- und Vermarktungskette von Lebensmitteln zu sichern.

Schließlich wird das Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz die Möglichkeit analysieren, die finanziellen Mittel für den Kampf gegen infektiöse bovine Rhinotracheitis (IBR) zu verstärken.

Das Ministerium für Landwirtschaft, Weinbau und Verbraucherschutz wird die Marktsituation weiterhin genauestens beobachten, um gegebenenfalls erneut schnell reagieren zu können.

Suite à une réunion du 26 janvier 2010 du Ministre délégué au Développement durable et des Infrastructures avec la commune de Lorentzweiler, une nouvelle réduction du projet consistait à renoncer au déplacement de l'Alzette et à restaurer les zones humides par le simple enlèvement des drainages et la mise à ciel ouvert d'un petit ruisseau actuellement en canalisation souterraine.

La surface du projet a par la suite été réduite à trois reprises, étant donné qu'il n'était pas possible d'acquérir les terrains nécessaires au prix fixé par le Comité d'acquisition.

L'Office national du remembrement a acquis des terrains d'une surface totale de 15,7375 hectares. Aux abords du viaduc s'étendent des excédents d'emprises d'une surface de 10,97 hectares qui pourraient servir aux mesures compensatoires. Le règlement grand-ducal prévoyant pour la zone humide une étendue de 64 hectares, il faut encore acquérir 64-15,7375-10,97=37,2925 hectares.

Il est proposé maintenant de faire exécuter dans une première phase un projet minimal qui se limiterait aux terrains actuellement déjà disponibles aux abords immédiats du viaduc et qui consisterait dans une simple extensification des pratiques agricoles (sans interventions au régime hydrique).

Sur le terrain d'une ancienne exploitation agricole située au sud du viaduc, il y aurait en outre moyen de mettre en place une infrastructure d'accueil pour les visiteurs du site écologique.

Il a également été procédé à l'installation de passages pour amphibiens à travers le CR123 entre Hunsdorf et Prettingen, en contrebas de la décharge «Schwunnendall».

Les surfaces de la décharge pour les déblais de l'autoroute au lieu-dit «Schwunnendall» ont fait l'objet d'un aménagement écologique (création d'une pente et de petits talus suivant le relief initial). Au fur et à mesure de l'achèvement des travaux de remblayage, les surfaces ont été rendues à l'exploitation agricole, mais sous une modalité extensive favorable du point de vue écologique et paysager.

Dans une deuxième phase, le Comité d'acquisition procédera à l'acquisition des terrains supplémentaires nécessaires à l'exécution des projets tels qu'ils sont prévus dans la loi:

- acquisition de 28,4276 hectares supplémentaires pour le boisement compensatoire;
- acquisition de 37,2925 hectares supplémentaires pour l'aménagement de la zone humide dans la vallée de l'Alzette.

L'enveloppe budgétaire accordée par la loi du 27 juillet 1997 (modifiée par la loi du 3 août 2005) suffira pour financer la réalisation des projets, à savoir l'exécution de la renaturation entre Lorentzweiler et Lintgen, la mise en œuvre d'une exploitation extensive sur l'ensemble de la surface, ainsi que la deuxième partie du boisement compensatoire.

Question 1410 (01.09.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les mesures compensatoires pour la route du Nord:

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 détermine les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbrück.

Le Conseil de Gouvernement du 24 juin 2015 a approuvé une note concernant les mesures compensatoires pour la route du Nord qui a pour objectif de faire le point sur la mise en œuvre des mesures compensatoires pour la construction de la route du Nord et de constater les déficits de cette mise en œuvre par rapport aux obligations de compensation fixées par la loi. De plus elle propose une démarche et des projets concrets permettant de combler les lacunes. Ainsi le Conseil de Gouvernement a retenu des terrains pour la mise en œuvre des mesures compensatoires dont 26,7 hectares de zone humide dans la vallée de l'Alzette.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Madame la Ministre peut-elle me dresser un état des lieux des mesures compensatoires réalisées et de celles qui doivent encore être finalisées dans la vallée de l'Alzette?
- Quelles sont les nouvelles mesures envisagées dans la vallée de l'Alzette?
- Par quels moyens le Gouvernement entend-il les mettre en œuvre?

Réponse (12.10.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

L'aménagement d'une zone humide dans la vallée de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen fait partie des mesures compensatoires prévues par la loi modifiée du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbrück.

L'Administration de la Nature et des Forêts avait initialement fait élaborer un projet conformément aux critères énoncés au règlement grand-ducal du 27 août 1997, qui prévoyait un déplacement de l'Alzette dans la partie la plus basse de la vallée.

En raison des oppositions de la part de certains propriétaires et exploitants, ainsi que des autorités de la commune de Lintgen, l'envergure du projet a été successivement réduite depuis le début des années 2000.

Une première concession faite par le Ministre de l'Environnement de l'époque consistait à renoncer à l'exigence du règlement grand-ducal précité d'abandonner la surface à la libre évolution vers une forêt alluviale, mais d'y maintenir une exploitation agricole.

Question 1411 (02.09.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le boycott par des entreprises luxembourgeoises de produits israéliens:

An den internationale Medie gëtt behaapt, eng grouss lëtzebuergesch Gesellschaft, déi haapsachlech am Beräich vun de Supermarkéen an der Alimentatioun aktiv ass, géif zénter Kuerzem eng Rei vu Produkter boykottéieren, déi aus Israel kommen. Dés Décisioun wär énnert dem Droch vun enger pro-palästinensescher Associatioun zustane komm, a betraff wären haapsachlech Produkten aus de besate Gebidder an dem Westjordanland.

Dowéinst wollt ech den Häire Ministeren an der Madame Statssekretarin dés Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Informationen iwwer Boykottdécisiounen vu lëtzebuergeschen Entreprise géint Produkten aus Israel oder dem Westjordanland? Wa jo, wéi eng? Ass d'Regierung an därf Fro a Kontakt mat den israëleschen Autoritéiten?
2. Wéi stellt sech d'Regierung zu Boykottmoosname vu privaten Entreprise, déi Produkten aus Israel respektiv aus dem Westjordanland betreffen?

3. Ass d'Regierung sech bewosst, datt esou anti-israëlesch Moosname bei ville vun eisen Haapthandelspartner extrem negativ Konsequenzen op den Image vun eisem Land hunn?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

Réponse (25.09.2015) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Ad 1. Privat Entrepreisen huelen hir Décisiounen onofhängeg, ouni d'Regierung dovunner ze informéieren. Laut Informatioune aus der nationaler an internationaler Press gëtt et Décisioune vu lëtzebuergeschen Entrepreisen, fir Produiten aus Israel aus hirem Sortiment ze huellen. Et géif sech dobäi allerdéngs èm temporaire Mesuren handelen, bis datt séchergestallt ass, datt déi concerneert Produiten net aus deene sät 1967 vun Israel besatenen Territoire kommen. Dorriwwer eraus muss allerdéngs kloergestallt ginn, datt dës Décisiounen vun Entrepreisen, op déi d'Regierung keen Afloss huet, net mat engem generelle Boykott vun allen israëlesche Produiten ze assimiléiere sinn.

Bei der rezenter Visite vum Ausseminister an Israel ass d'Problematik vum korrekten Étiquettagen vu Produiten aus de Kolonien och thematiséiert ginn. Dobäi ass awer vum Ausseminister énnerstrach ginn, datt d'lëtzebuerger Regierung géint all Form vu Boykott vun israëlesche Produiten ass. D'Regierung deelt allerdéngs net déi israëlesch Meenung, datt e korrekten Étiquettagen vu Produiten aus de Kolonië mat engem Boykott gläichzesete wier.

Ad 2. Onofhängeg dovunner, datt déi concerneert Moosnamen am virlerende Fall vu privaten Entrepreisen, op déi d'Regierung keng direkt Handhab huet, geholl goufen, wëllt d'Regierung fir d'Éischt emol énnersträichen, datt si Boykottmoosname géint israëlesch Produkter absolut net énnerstëtzzt. Weder d'Europäesch Union nach Lëtzeburg hunn d'Politik géigewiwwer Israel geännert an et kann een dowéinst och net vun engem Boykott schwätzen. D'Regierung huet des Weideren och net d'Intention, fir Reglementatiounen anzeféieren oder ze énnerstëzzen, déi engem Boykott géife gläichkommen.

Op der anerer Säit muss een awer dem Fait Rechnung droen, datt israëlesch Kolonien op Territoiren ausserhalb vun den israëlesche Grenze vu virun 1967 géint d'internationale Recht verstoßen¹⁶. Et kann och an deem Kontext drun erénnert ginn, datt den Europäische Gerichtshaff décideert huet, datt den Association-Accord téschent der EU an Israel net op Produiten aus dem Westjordanland appliziert ka ginn¹⁷.

Aus deenen Ursachen huet den Ausseministere am Juli 2014 och eng Warnung publiziert, déi d'lëtzebuergesch Entrepreisen iwwert déi ekonomesch a juristesche Risike bei wirtschaftlichen Aktivitéite mat de Kolonien informéiert. An deemselwechte Kontext muss een dann och Moosname gesinn, déi eng Différentiationen en fonctioun vun der Origine vun de Produiten virhuellen, jee nodeems ob déi Produiten hir Origine um Territoire vun Israel an de Grenze vu virun 1967 hunn, oder awer ob se an de Kolonié produzéiert goufen, déi vélkerrechtliche net dem Territoire vun Israel kënnen ugeréchent ginn. Schonns am Mee an Dezember 2012 huet de Conseil vun den EU-Ausseministeren am Zesummenhang mat de Produiten aus de Kolonien eng korrékt a komplett Applicationen vum bestoenden europäesche Recht gefrot. Fir deem Rechnung ze droen, géif d'Regierung och begréissen, wann d'EU-Kommission Guidelines géif publizieren, fir d'Émsetzung vun engem korrekten Étiquettagen vu Produiten aus de Kolonien ze erméiglen, dat och am Intérêt vun der Verbesserung vum Fonctionnement vum europäesche Bannemaart. D'Publicationen vun esou Guidelines géif dozou bäßdroen, eng besser Applicationen vum bestoenden europäeschen an internationale Recht ze garantéieren. Dorriwwer eraus géif esou eng Moosnamen och dem Consommateur eng korrékt Informatioun iwwert d'Origine vum concernéierte Produkt ginn.

Ad 3. Wei schonns an der Äntwert op d'Fro 2 duergeluecht, si Moosnamen, déi dorobber ofzilen, fir eng Différentiationen téschent Produkter aus Israel an deenen aus den 1967 besatene Gebidder ze maachen, op kee Fall als "anti-israëlesch" Moosnamen ze verstoen. Déi bilaterale ekonomesch Relationen téschent Lëtzeburg an Israel sinn exzellent, wat och nach eng Kéier op der rezenter Visite vum Aus-

seminister an Israel confirméiert ginn ass. Dorriwwer eraus ass nach eng Kéier ze énnersträichen, datt d'Regierung keng direkt Handhab op Décisiounen vun Entreprise betreffend hire Fournisseuren huet. Schlussendlech ass d'Regierung dovunner iwwerzeugt, datt Moosnamen, déi konform zum internationalen an europäesche Recht sinn, a priori keng negativ Konsequenzen op den Image vun eisem Land dierften hunn.

Question 1412 (02.09.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les appels d'urgence dans les ascenseurs:

Wann e Lift hänke bleibt, ass fir gewéinlech virgesinn, datt d'Leit am Lift sech kennen iwwer Telefon bei enger Zentral mellen, vu wou ass dann e Mécanicin geschéckt gétt, fir d'Leit ze flécken. Esou Situatiounen sinn natierlech èmmer als ganz dréngenden Noutfall unzugesinn. Elo schéngt et awer esou ze sinn, datt besonnesch nuets an iwwert de Weekend esou Noutriff aus de Lifter un Zentralen am Ausland virugeleet ginn, wou een da ka mat Leit confrontéiert ginn, déi némme flammensch oder franséisch schwätzen. Fir eeler Leit oder ganz allgemeng Leit, déi keng vun deene Sprooche schwätzen, ass dat natierlech dann eng besonnesch schlèmm Situatioun.

Dowéinst wollt ech dës Froen un d'Hären Aarbechts- a Wirtschaftsminister stellen:

1. Wéi ass déi aktuell Situatioun geregt, wat Noutriff vu Leit aus Lifter ugeet? Gétt et do relementaresch Grondlagen? Ass ausdrécklech virgesinn, datt d'Leit sech musse kennen op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch un déi Persoun adresséieren, déi d'Téléfonspermanence assuréiert?

2. Fir de Fall, wou esou eng sproochlech Reglementiéierung nach net sollt existéieren, denkt d'Regierung drun, fir Moosnamen ze huellen, déi kenne sécherstellen, datt d'Leit an enger Noutsituatioun a Lifter sech kennen op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch un d'Permanence adresséieren, wann déi Reglementatioun d'nächst Kéier iwwerschafft gétt?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt e Mënsch, deen an engem Lift blockéiert ass, éischter am Kader vun enger Urgence-Situatioun sollt gehollef kréien, wéi am Kader vun enger technescher Pann?

4. Wéi ass garantéiert, datt e Callcenter am Ausland weess, wéi et soll en Urgence-Service zu Lëtzeburg kontaktéieren, wann et därf Persoun am Lift sollt schlecht ginn?

Réponse (09.10.2015) de **M. Nicolas Schmit**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

Ad 1. D'une façon générale, il est à retenir que les conditions d'exploitation pour les ascenseurs sont définies, d'une part, par le règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs et, d'autre part, par l'autorisation délivrée dans le cadre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Le règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs représente la transposition de la directive 95/16/CE relative aux ascenseurs. D'après l'article 4.5 de l'annexe I, reprenant les exigences essentielles de sécurité et de santé relatives à la conception et la construction des ascenseurs et des composants de sécurité, de ce règlement, il est prévu que: «Les cabines doivent être équipées de moyens de communication bidirectionnelle permettant d'obtenir une liaison permanente avec un service d'intervention rapide.»

À l'heure actuelle aucune disposition quant à la langue de communication à utiliser afin de répondre aux personnes se trouvant à l'intérieur de la cabine en cas de panne n'existe ni dans le règlement, ni dans les autorisations d'exploitation délivrées au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Ad 2. Suivant les informations de l'Inspection du travail et des mines qui est chargée, dans le cadre de la loi relative aux établissements classés, de traiter les demandes d'autorisation pour les ascenseurs et de prendre en charge d'éventuelles réclamations, aucun problème de communication linguistique en cas d'appel à partir de la cabine de l'ascenseur ne lui a été rapporté jusqu'à présent.

De ce fait l'administration n'a à ce jour pas trouvé utile de proposer de modification de la législation en ce sens et n'a ainsi pas entrepris de mise à jour des conditions d'exploitations imposées dans le cadre des autorisations délivrées au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Ad 3. La communication bidirectionnelle exigée par le règlement grand-ducal du 25 octobre 1999 relatif aux ascenseurs permet de garantir les deux cas de figure cités ci-dessus.

Ad 4. Ni le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, ni l'Inspection du travail et des mines ne sont compétents pour vérifier si le Call Center situé le cas échéant à l'étranger dispose du numéro d'appel d'urgence supposé connu au Grand-Duché, à savoir le 112.

Question 1415 (03.09.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'affaire «LuxLeaks»:

Laut Medienberichten wird die rückhaltlose Aufklärung der LuxLeaks-Steueraffäre durch das Europaparlament massiv behindert. Viele EU-Staaten und die EU-Kommission würden Dokumente zurückhalten, die das Europaparlament angefordert hätte.

Ungefähr die Hälfte der Mitgliedstaaten, die die Kommission konsultiert hat, lehnt die Weitergabe dieser Dokumente ab, so der für Steuerfragen zuständige EU-Kommissar Pierre Moscovici. Auch die EU-Kommission weigerte sich, den Abgeordneten Zugang zu internen Protokollen zu gewähren, bei denen es um die umstrittene Steuervermeidung in der EU geht.

Vor diesem Hintergrund möchten wir folgende Fragen an den Herrn Finanzminister stellen:

- Wie beurteilt die luxemburgische Regierung die Nichtweitergabe der angeforderten Dokumente an das Europaparlament?
- Wie ist die Position der luxemburgischen Regierung betreffend die Weitergabe von luxemburgischen Dokumenten an das Europaparlament?

Réponse (06.10.2015) de **M. Pierre Gramagna**, Ministre des Finances:

Entgegen dem, was die Fragestellung vermuten lässt, ist der Sonderausschuss, welcher am 12. Februar 2015 vom Europaparlament eingesetzt wurde, nicht mit der „Aufklärung der LuxLeaks-Steueraffäre“ befasst, sondern, viel allgemeiner, mit der Prüfung der von Mitgliedstaaten gehandhabten Praxis bei der Anwendung der Vorschriften des Beihilfe- und Steuerrechts der EU in Bezug auf Steuervorbescheide und andere Maßnahmen ähnlicher Art oder Wirkung, sofern eine solche Vorgehensweise in die Verantwortung eines Mitgliedstaats oder der Kommission fällt.

Die Regierung begrüßt die Arbeit des Ausschusses und erwartet, dass alle Mitgliedstaaten und die Kommission im größtmöglichen Umfang mit ihm zusammenarbeiten, unter Berücksichtigung seines Statuts und seiner Befugnisse, die vom Europaparlament selbst festgelegt wurden, sowie der anwendbaren europäischen und nationalen Gesetze und Prozeduren.

Question 1416 (04.09.2015) de **M. Emile Eicher** (CSV) concernant la surveillance des zoonoses:

Par «zoonose» on entend toute maladie et/ou toute infection naturellement transmissible directement ou indirectement entre l'animal et l'homme. Les zoonoses peuvent être transmises par les populations d'animaux sauvages et de compagnie et peuvent causer des souffrances humaines.

La directive 2003/99/CE transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 concernant la surveillance des zoonoses et des agents zoonotiques a pour objectif de garantir une surveillance adéquate des zoonoses, des agents zoonotiques et de la résistance antimicrobienne associée et d'assurer, par le biais d'une étude épidémiologique adéquate, le recueil d'informations dans le but d'une évaluation des tendances et des sources de foyers de toxi-infection alimentaire.

La surveillance concerne les zoonoses et agents zoonotiques énumérés à l'annexe I, partie A du règlement grand-ducal susmentionné. Parmi les différentes zoonoses à surveiller il est question de l'échinococcose, une maladie grave qui se développe lentement et de manière asymptomatique, avec une issue souvent mortelle pour le malade non traité. Cet agent infectieux parasite à l'état adulte certains carnivores dont le renard.

Au vu du fait que le règlement grand-ducal du 9 mars 2015 concernant l'ouverture de la chasse pour les années cynégétiques 2015-2016 interdit la chasse au renard pendant toute l'année, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Comment le Gouvernement entend-il assurer la surveillance de routine prévue à l'article 4 du règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 de l'échinococcose sur les renards?
- Comment le Gouvernement entend-il assurer la recherche régulière de la présence éventuelle du parasite sur des renards s'ils ne peuvent plus être chassés?
- D'où proviennent alors les renards pour recueillir les informations?

¹⁶ Internationale Gerichtshaff, Avis vum 9. Juli 2004, Legal Consequences of the construction of the wall, Punkt 120

¹⁷ Europäische Gerichtshaff, Uerteel Brita GmbH vum 25. Februar 2010, C-386/08, Punkt 53



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

- Quel est le nombre de renards prévu pour notre pays à analyser sur des zoonoses éventuelles?

- Combien de renards ont été présentés à des fins d'analyses pendant l'année cynégétique en cours?

- Comment le Gouvernement entend-il assurer que les résultats des analyses soient considérés comme scientifiquement pertinents et représentatifs pour tout le territoire de notre pays?

Réponse (01.10.2015) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:**

L'Administration des Services Vétérinaires a analysé les dernières années les cadavres des renards qui ont été apportés au Laboratoire de Médecine Vétérinaire soit par les chasseurs, soit par des fonctionnaires de l'Administration de la Nature et des Forêts (ANF). Ces cadavres ont été analysés en vue de la recherche de plusieurs agents zoototiques à l'origine des zoonoses suivantes: rage, trichinose et échinococcose. Alors que les analyses étaient effectuées dans un laboratoire à l'étranger jusque l'année passée, le Laboratoire de Médecine Vétérinaire est désormais équipé pour effectuer ces analyses sur place. Cet équipement rend possible une meilleure gestion des zoonoses éventuellement transmises par les renards.

Suite à l'interdiction de la chasse au renard, il est possible d'analyser les renards, morts naturellement ou par accident, qui sont collectés par les agents de l'ANF et de l'Administration des Ponts et Chaussées. Une première collecte peut être effectuée au niveau des centres de collecte gérés par l'ANF.

Il est d'ailleurs prévu de mettre en place, en étroite collaboration avec l'ANF, un programme d'échantillonnage; ceci en tenant compte d'un nombre représentatif par région géographique.

Étant donné que les analyses sur les renards sont effectuées par le laboratoire précité et que ces dernières sont précédées d'une congélation des cadavres à -80°C pendant plusieurs jours, la capacité de cet équipement de congélation représente toutefois un facteur limitatif quant au nombre de renards pouvant être analysés. Une centaine d'analyses effectuées par an peut être considérée comme étant représentative pour le territoire national.

En 2014, 32 cadavres de renards ont été analysés par le Laboratoire de Médecine Vétérinaire.

Depuis le début de cette année, 60 analyses ont été effectuées sur des renards par le laboratoire.

La prévalence de l'échinococcose oscille entre 20 et 30% ce qui correspond aux chiffres rapportés par les pays voisins avec une tendance à l'augmentation (40% en 2015) et que les analyses ne permettent qu'une surveillance de l'évolution de l'échinococcose dans la population de renards sans être en mesure d'influencer cette dernière.

communes, il convient de prendre en considération les comptes les plus récents de l'Administration des Services de Secours (ASS) ainsi que ceux de la Ville de Luxembourg (Vdl) et des autres communes. Les montants comportent également les dépenses de la Fédération Nationale des Corps de Sapeurs-Pompiers (FNSP) et de l'École Nationale du Service d'Incendie et de Secours (ENSIS) puisque ces dernières bénéficient de subventions étatiques et leurs dépenses annuelles sont donc reprises auprès de l'État.

Dans l'analyse des coûts, les informations suivantes ont été considérées:

- comptes de l'ASS des années 2005 à 2014;
- Sections 09.5. et 39.5. du budget de l'État;
- comptes de la Vdl des années 2005 à 2014;
- comptes des autres communes des années 2005 à 2014;
- comptes de la FNSP pour l'année 2014;
- comptes de l'ENSIS pour l'année 2014.

Les comptes des communes ont été mis à disposition par le Service de Contrôle de la Comptabilité des Communes. Les dépenses relatives au Service d'aide médicale urgente (SAMU) et au Service d'Incendie et de Sauvetage de l'Administration de la navigation aérienne ne sont cependant pas incluses dans le présent calcul puisque ces dépenses seront prises en charge par l'État comme c'est déjà actuellement le cas.

Le tableau n°1 ci-dessous regroupe les coûts des services de secours au cours des dix dernières années tels qu'indiqués aux comptes de l'État et des communes. Cependant, il importe de souligner que les chiffres au tableau n°1 ne correspondent pas encore aux dépenses réelles puisque ces chiffres ne tiennent pas compte des différents transferts de fonds à l'intérieur du système, comme par exemple le paiement de subsides étatiques aux communes dans le cadre de la construction de centres de secours ou d'acquisition de véhicules. En effet, les communes pouvaient introduire des demandes auprès du Ministère de l'Intérieur pour bénéficier de subsides étatiques par le biais des deux instruments suivants:

- En premier lieu, l'État dispose du produit de l'impôt spécial d'incendie, établi par la loi du 22 avril 1905 et communément appelé «Feuerschutzsteuer», qui est mis à disposition des services de secours par le biais de l'article budgétaire 09.5.43.000. L'emploi de cet article budgétaire prévoit que d'abord les sommes nécessaires à l'assurance des sapeurs-pompiers contre les risques d'accident en service doivent être prélevés. Le deuxième prélevement concerne les dépenses en relation avec l'inspection du matériel d'incendie et des corps de sapeurs-pompiers et avec l'instruction de ces mêmes corps. Le surplus du crédit est alors réparti entre les communes à titre de subsides pour l'acquisition de véhicules et de projets de construction.

- En second lieu, le Ministère de l'Intérieur dispose de l'article budgétaire 39.5.63.000 «Participation de l'État au financement de projets de construction par les communes dans l'intérêt de la protection civile». Cet article permet à l'État d'accorder des subsides pour les communes siégeant un centre de secours de la protection civile.

Ainsi, le tableau n°2 montre comment les subsides étatiques sont à recalculer pour déterminer les dépenses réelles de l'État et des communes pour les services de secours. Dans la première étape, il convient d'ajouter les subsides étatiques des deux instruments aux dépenses annuelles de l'État. Le montant des dépenses annuelles totales de l'État tel qu'indiqué au tableau n°1 ne comporte pas encore ces dépenses.

Dans la deuxième étape, les subsides étatiques sont retirés des dépenses annuelles des communes, puisque leurs comptes contiennent la valeur totale du projet subventionné (par exemple 300.000 euros pour un fourgon d'incendie pour lequel l'État accorde un subside de 150.000 euros) et il faut éviter un double calcul.

Dans la troisième étape, la même logique est appliquée pour les subsides étatiques aux communes siégeant un centre de la protection civile. Finalement, la quatrième étape du calcul montre les dépenses réelles de l'État, de la Ville de Luxembourg et des communes pour les dix dernières années.

En 2010, le Gouvernement avait décidé d'introduire une indemnité au profit des agents volontaires des services de secours afin de garantir la disponibilité des différentes unités de secours de la protection civile.

L'année 2011 était la première année budgétaire où les indemnités à allouer aux volontaires des services figuraient au budget de l'État.

Le règlement grand-ducal déterminant les modalités de permanence et de garde des volontaires des unités de secours de la division de la protection civile de l'Administration des Services de Secours a été pris le 21 mars 2012. En vertu des dispositions de ce règlement, une indemnité fixée à un euro par heure de permanence prestée à domicile est accordée aux secouristes-ambulanciers et aux secouristes-sauveteurs. Ce montant est porté à quatre euros par heure lorsque l'agent volontaire doit présenter une garde ordonnée au centre.

Pour les unités spéciales, qui la plupart ne disposent pas d'une équipe de permanence fixe, il est accordé une indemnité forfaitaire annuelle de 5.000 euros par unité.

Le tableau n°3 ci-dessous reprend les indemnités versées pour les années 2011 à 2014 et indique les montants inscrits dans le budget de l'État pour l'année en cours respectivement dans le projet de budget pour l'exercice 2016.

En ce qui concerne les frais de route de l'État pour les services de secours, il y a lieu de noter en premier lieu qu'ils sont payés par le biais du budget de l'ASS (article 09.5.12.010 et l'ancien 09.5.12.012). Ceci concerne principalement la division de la protection civile des services de secours.

À part des 120 membres du personnel de l'Administration des Services de Secours pour les voyages de service qu'ils effectuent, un certain nombre d'autres personnes a droit à des frais de route et de séjour en vertu des règlements grand-ducaux du 6 mai 2010 pris en exécution de la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours. Il s'agit notamment des cadres de la protection civile, les membres des unités spéciales, les instructeurs, les membres de la Commission à la formation et du Conseil supérieur des services de secours, les conseillers techniques ainsi que les médecins, infirmiers et assistants techniques médicaux assurant le service médical.

En second lieu, il y a lieu de prendre en considération les personnes qui se voient rembourser leurs frais de route et de séjour par le biais du produit de l'impôt spécial «Feuerschutzsteuer», dont notamment les membres de l'inspecteur ainsi que les instructeurs en matière d'incendie.

Le tableau n°4 ci-dessous reprend les frais de route versées pour les années 2005 à 2014 et indique les montants inscrits dans le budget de l'État pour l'année en cours respectivement dans le projet de budget pour l'exercice 2016.

Le projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours a été élaboré en tenant compte des dispositions constitutionnelles et législatives actuellement en vigueur. Les dispositions concernant le financement de l'établissement public ne diffèrent guère des dispositions similaires régissant d'autres établissements publics et elles tiennent compte de l'instruction du Gouvernement en Conseil du 11 juin 2004 ayant pour objet de fixer une ligne de conduite et des règles générales en matière de création d'établissements publics. Le projet de loi en question poursuit maintenant la procédure législative et il appartient maintenant notamment au Conseil d'Etat de se prononcer sur la conformité du projet de loi à la Constitution, aux conventions et traités internationaux ainsi qu'aux principes généraux du droit.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

- Quelle serait potentiellement la plus-value fiscale au titre de l'impôt sur le revenu que l'État réaliseraient en cas d'indexation des salaires fin 2015 / début 2016?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer les plus-values fiscales au titre de l'impôt sur le revenu réalisées suite à l'indexation des salaires au cours des années 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013?

Réponse (07.10.2015) de **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances:**

Selon les estimations du Statec, la prochaine tranche d'indexation pourrait avoir lieu au cours du dernier trimestre de cette année ou, le cas échéant, au premier trimestre de 2016 si le prix du baril de Brent continue sa spirale descendante.

Même si la susdite tranche indiciaire aura de prime abord des effets positifs sur les recettes fiscales provenant de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires au travers de l'augmentation de 2,5% des salaires, traitements et prestations sociales (y compris le salaire social minimum) pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie, ceci devrait être considéré dans une optique plus large.

Le saut d'index constitue de manière concomitante une charge déductible selon l'article 45 (1) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu au niveau des entreprises luxembourgeoises. Dès lors, toute tranche d'indexation a pour conséquence une augmentation des charges salariales dans le chef des entreprises, ce qui est susceptible de donner lieu à une réduction du bénéfice imposable de ces dernières. L'impact de l'augmentation potentielle des recettes fiscales provenant de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires est dès lors dilué par la diminution correspondante des recettes fiscales provenant de l'impôt sur le revenu des collectivités et éventuellement de l'impôt commercial communal et de l'impôt de solidarité.

L'Administration des Contributions directes n'est actuellement pas en mesure d'évaluer cet effet dynamique entre les différentes catégories de recettes fiscales suite à une tranche indiciaire. Par conséquent, toute projection fondée sur le seul volet des éventuelles recettes fiscales supplémentaires au niveau de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires ne constituerait qu'une image incomplète.

Ceci est d'autant plus vrai que tout saut d'index implique pour l'État en sa qualité d'employeur une surcharge non négligeable par ailleurs.

Question 1419 (07.09.2015) de **M. David Wagner (déi Lénk)** concernant les documents demandés par la Commission spéciale «TAXE» du Parlement européen:

Dans une lettre datée du 31 août 2015, le Commissaire européen aux Affaires économiques, Monsieur Pierre Moscovici, a informé la Présidence de la Commission spéciale «TAXE» du Parlement européen, chargée de faire la lumière sur les pratiques d'évasion fiscale au sein de l'Union européenne, qu'il n'était pas en mesure de lui faire parvenir 25 documents que celle-ci lui avait demandés.

Ces 25 «room documents» ont été préparés par la Commission européenne pour le compte du «Code of Conduct Group on business taxation», c'est-à-dire le groupe de travail, au niveau du Conseil européen, chargé des questions fiscales des États membres. De plus, la Commission spéciale souhaite également avoir accès aux procès-verbaux informels de ce même groupe de travail.

Monsieur le Commissaire Pierre Moscovici justifie son incapacité de délivrer ces documents notamment par le fait que la moitié des États membres que ses services ont consultés s'y seraient opposés.

Dans ce contexte, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Le Luxembourg fait-il partie des États membres qui se sont opposés à la délivrance de ces «room documents» ainsi que des procès-verbaux afférents? Dans l'affirmative, quelle(s) étaient la/les motivations(s) de cette opposition?
2. Quels sont les autres États membres qui s'y sont opposés et, au cas où le Luxembourg compterait parmi ces États, y a-t-il eu concertation entre eux?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

3. La Chambre des Députés luxembourgeoise pourrait-elle avoir accès à ces documents? Dans la négative, quelle(s) en serai(en)t la/les raison(s)?

4. De manière plus générale, quels sont les documents que la Commission spéciale «TAXE» a demandés au Luxembourg? Le cas échéant, quels documents le Luxembourg a-t-il transmis à la Commission spéciale et lesquels n'a-t-il pas transmis et pour quelles raisons?

5. Au cas où le Luxembourg se serait opposé à ce que ces documents soient remis à la Commission spéciale «TAXE», ne pensez-vous pas qu'en entravant de telle sorte les travaux de cette dernière, le Gouvernement ne porte atteinte au crédit du Luxembourg dans son attitude affichée de vouloir lutter contre l'évasion fiscale?

Réponse (09.10.2015) de M. Pierre Gramenga, Ministre des Finances:

Le groupe «Code de conduite (fiscalité des entreprises)» est notamment chargé d'évaluer les mesures fiscales qui entrent dans le champ d'application du Code de conduite dans le domaine de la fiscalité des entreprises (adopté en décembre 1997 sous Présidence luxembourgeoise) et de surveiller la fourniture d'informations sur ces mesures. Partant, les échanges au sein du groupe sont particulièrement sensibles, de manière à ce que les États, y compris le Luxembourg, insistent pour garder les informations correspondantes confidentielles.

Pour autant, un CD-ROM contenant un nombre important de documents a été transmis par le Secrétariat général du Conseil à la Commission «TAXE» en date du 29 mai 2015. Étant donné qu'il n'y a pas eu de concertation entre les États au sujet d'une éventuelle transmission à la Commission «TAXE» de documents additionnels contenant des précisions couvertes par le secret fiscal, il est impossible de dresser une liste des pays qui se seraient opposés à cette demande. Le Luxembourg pourrait se déclarer d'accord avec le principe d'une telle transmission, sous réserve que celle-ci puisse se faire en accord avec l'ensemble des États membres, en respectant le principe du «level playing field» et sous une forme qui assure la stricte confidentialité des données, en passant notamment par un accès sécurisé.

Sur le plan national et suite à la visite de la Commission «TAXE» au mois de mai au Luxembourg, le Luxembourg a fourni toutes les informations sollicitées concernant la pratique des décisions anticipées, l'application du critère de substance économique, l'échange de renseignements dans les limites autorisées par le secret fiscal. Dans un souci de transparence, le Gouvernement est disposé à en transmettre une copie à la Chambre des Députés, dans l'hypothèse où une telle demande lui serait adressée par son Président et sous condition que la confidentialité de ces documents soit assurée.

Question 1422 (08.09.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les fonds européens pour demandeurs d'asile:

Le règlement n°516/2014 du Parlement européen et du Conseil a créé le Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF) le 16 avril 2014. L'objectif de ce Fonds est de contribuer à la gestion efficace des flux migratoires et à la mise en œuvre, au renforcement et au développement de la politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire ainsi que de politique commune en matière d'immigration dans le respect des droits de l'Homme.

Les États membres peuvent ainsi élaborer un programme national couvrant les années 2014 à 2020 en tenant compte de la situation nationale respective. À ce jour, 22 programmes nationaux, dotés d'un budget total d'environ 1,8 milliards d'euros, ont été approuvés par la Commission européenne, dont 17 consistent en des programmes AMIF. Il est question de 36 autres programmes nationaux plus tard cette année.

C'est dans ce cadre que les organes luxembourgeois compétents, à savoir l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et la Direction de l'immigration, ont proposé leur programme à la Commission européenne, cette dernière l'ayant adopté le 18 mars 2015. L'enveloppe budgétaire du Fonds AMIF s'élève à 7.160.770 euros sur la période 2014-2020. Parmi les actions nationales figurent l'assistance aux demandeurs de protection internationale et la gestion de flux migratoires.

Entre-temps, l'Union européenne fait face à la plus grande crise d'asile depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les besoins financiers en matière de gestion migratoire risquent de dépasser largement le budget mis à disposition par le Fonds AMIF.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Tenant compte du caractère exceptionnel de la crise migratoire, Monsieur le Ministre est-il d'accord que le budget du Fonds AMIF est suffisant pour faire face aux besoins générés par la crise actuelle?

- Le cas échéant, Monsieur le Ministre serait-il disposé à proposer une hausse substantielle du budget AMIF dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne?

- Monsieur le Ministre a-t-il des informations concernant les autres 36 programmes prévus en 2015? Le Luxembourg figure-t-il parmi les initiateurs?

- Vu la gravité de la crise d'asile actuelle, Monsieur le Ministre juge-t-il opportun de proposer un fonds spécial dédié expressément à l'accueil et à la gestion de demandeurs d'asile venant des pays en crise, à l'instar du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013?

Réponse (06.10.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Je tiens à rappeler d'abord que le Fonds Asile, migration et intégration (AMIF), créé par le règlement UE n°516/2014, et le Fonds pour la sécurité intérieure (ISF), créé par le règlement UE n°513/2014, succèdent aux fonds de la période 2007-2013 du programme «Solidarité et gestion des flux migratoires», dont le Fonds pour les réfugiés (FER), le Fonds d'intégration (FEI), le Fonds pour le retour (FR) et le Fonds pour les frontières extérieures (FFE), ainsi qu'aux instruments relatifs aux questions de sécurité.

Tandis que l'ISF avec ses deux axes «frontières extérieures» et «police» vise à assurer un niveau élevé de sécurité et de prévention du crime au cœur de l'Union, l'objectif de l'AMIF est de soutenir les États membres de l'UE dans la gestion efficiente des flux migratoires et dans la mise en œuvre, le renforcement et le développement d'une politique commune en matière d'asile et de migration. Plus précisément, il devra contribuer à la réalisation de quatre objectifs spécifiques:

- renforcer et développer le régime d'asile européen commun;
- soutenir la migration légale vers les États membres et promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers;
- promouvoir des stratégies de retour équitables et efficaces;
- accroître la solidarité et le partage des responsabilités entre les États membres.

L'AMIF était initialement doté d'une enveloppe totale de 3,14 milliards d'euros pour la période 2014-2020, dont 88% (2,75 milliards d'euros) consacrés à la mise en œuvre des programmes nationaux préparés et soumis par les États membres et approuvés par la Commission européenne, le restant des fonds étant réservé à la mise en œuvre d'actions spécifiques, d'actions communes et à l'assistance en cas d'urgence.

Dans le contexte de la crise migratoire actuelle, le budget disponible pour les années 2015 et 2016 dans le domaine de l'asile et de la migration a été augmenté, ceci dans le cadre d'un redéploiement de fonds au sein du budget de l'UE. Outre une augmentation de l'enveloppe budgétaire de l'AMIF et de l'ISF pour les années 2015 et 2016, cette mesure vise également le renforcement des opérations Triton et Poseidon, le renforcement du personnel de Frontex, de l'agence EASO et d'Europol ainsi que le soutien à la mise en place des hotspots.

En effet, l'évaluation du budget disponible pour faire face aux défis actuels ne pourra pas se limiter au seul budget AMIF. Au vu de la crise actuelle, une réflexion sur le cadre général du financement de la politique migratoire est nécessaire. Elle doit englober l'ensemble des dépenses dans le domaine des migrations et porter sur des synergies avec d'autres instruments.

En ce qui concerne l'adoption des programmes nationaux, la Commission européenne a approuvé en mars de cette année 17 programmes nationaux dans le cadre de l'AMIF et cinq programmes nationaux dans le cadre de l'ISF. A noter que le programme national luxembourgeois de l'AMIF, rédigé en commun par l'Office luxembourgeois pour l'accueil et l'intégration en tant qu'autorité responsable, et la Direction de l'immigration en tant qu'autorité déléguée, figurait parmi ces 22 programmes approuvés. S'y ajoutent 23 programmes nationaux ap-

prouvés en août dernier, dont celui introduit par les autorités luxembourgeoises dans le cadre de l'ISF. La Commission prévoit l'approbation des 13 programmes nationaux restants vers la fin de l'année.

Un fonds spécifique dédié expressément à l'accueil et à la gestion des demandeurs de protection internationale à l'instar de l'ancien «Fonds européen pour réfugiés» (FER) n'a pas été jugé nécessaire dans la mesure où les objectifs de l'ancien FER font partie intégrante de l'AMIF. La valeur ajoutée de l'AMIF est la promotion d'une approche intégrée des différentes facettes de la politique d'asile et de migration, approche holistique que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE soutient et promeut dans les discussions actuelles sur la crise migratoire en Europe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Cultes et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1. Est-ce que les communes peuvent néanmoins organiser la Journée de Commémoration Nationale 2015 dimanche, le 11 octobre?

2. Au cours des années précédentes, la cérémonie commémorative a toujours eu lieu officiellement le deuxième dimanche d'octobre. Ce changement officiel de date constitue-t-il une exception pour cette année, ou bien le Gouvernement entend-il organiser toujours à l'avenir ladite cérémonie le deuxième samedi en octobre ou d'office le 10 octobre indépendamment du jour de la semaine?

Réponse commune (02.10.2015) de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur:

Ad 1. Les communes sont libres de tenir leurs célébrations à l'occasion de la Journée de la Commémoration Nationale 2015 le dimanche 11 octobre au lieu du samedi 10 octobre 2015, si elles le souhaitent pour des raisons organisationnelles. Cette information a déjà été diffusée par le Ministère de l'Intérieur par voie de circulaire ministérielle n°3296 du 3 septembre 2015 par le biais de la plate-forme de communication CIRCALUX.

Ad 2. Dans le passé, il était d'usage d'organiser la Journée de la Commémoration Nationale le dimanche le plus proche du 10 octobre. Ce principe a été respecté à quelques exceptions près lorsque d'autres événements empêchaient l'application de cette «règle».

Le Gouvernement a décidé de mandater le futur Comité du Souvenir pour retenir la date ainsi que le déroulement des manifestations à partir de l'année prochaine pour coordonner les différentes commémorations.

Question 1424 (08.09.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la publicité pour une pièce de théâtre:

An der Stad gesäit een dëser Deeg Plakater a Pechbiller mat der Opschrëft „Lëtzebuerg, du hannerhältegt Stéck Schäiss“. Ennert deem Titel soll en „Informatiounsspektakel“ opgezu ginn.

Op dem Plakat stet awer och, datt de Kulturministère déi Manifestatioun iergendwéi énnertstëtzzt, jiddefalls ass emol de Logo vun dem Ministère op dem Plakat. Dowéinert wollt ech der Madame Minister fir Kultur dës Froe stellen:

1. Weess d'Madamm Minister, datt de Logo vum Kulturministère op engem Plakat ze gesinn ass, dat de méi wält uewen zitéierten Titel huet?

2. Ass et richteg, datt de Kulturministère den „Informatiounsspektakel“ énnertstëtzzt? Wa jo, a wéi enger Form? Sollt de Spektakel finanziell énnertstëtzzt ginn, wéi vill bezilt de Ministère dofir?

3. Wa jo, firwat färnt de Kulturministère, datt den Informatiounsspektakel muss speziell geférdert ginn?

4. Fir de Fall, wou de Gebrauch vum Logo en Abus wär, envisagéiert de Ministère juristesch Schrëtt?

Réponse (23.09.2015) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

„Lëtzebuerg, du hannerhältegt Stéck Schäiss“ ass den Titel vun engem Theaterstéck vum Studentekollektiv Richtung22. Dëse Kollektiv huet elo scho fir d'zweete e Subsid ugefrot, fir iwwert de Summer eng Theaterproduktiou kënnen ze realiséieren. Zum Zäitpunkt vun der Demande stoung den Numm vum Stéck nach net fest, wat och keng Konditioun ass fir den Accord vun engem Subsid am Theaterberäich. De Kulturministère huet Richtung22 fir d'Schreien, d'Prouwen an d'Opféierunge vun dësem Stéck e Subsid an Héicht vun 2.000 Euro accordéiert.

De Kollektiv Richtung22 ass bekannt fir seng direkt a gesellschaftskritisches Aart a Weis. Ganz am Respekt vum Grondrecht vun der „Liberté d'expression“ ass et mer als Kulturministerin wichteg, datt eng Gesellschaft och de Spigel virun d'Nues gehale kritt. Och wann d'Regierung hannert dem Konzept vum „Nation Branding“ stet, esou muss een zuolloessen, datt sech och mat deem Konzept kritesch auserneegesat gëtt.

Wat d'Benotze vum Logo ugeet, kann ech dem honorablen Deputéierte matdeelen, datt et sech heibäi net ém en Abus, mä eng Obligation handelt. All kulturelle Partner, dee finanziell vum Ministère énnertstëtzzt gëtt, engagéiert sech, de Logo vum Kulturministère fir seng Publikatiounen ze benotzen.

Et ass mer nach en Uleies ze énnertsträichen, datt, am Kader vum Kulturministère senger Subsidepolitik, all kulturell Associationen d'Méiglechkeet huet, en Dossier mat engem Projekt eranzereechen an eng Ufro fir finanziell Hélfel ze maachen. D'Dossieren, déi erakommen, ginn unhand vu Kritären ewéi artistesch Qualität, Innovatioun, Budgetsopstellung, Zilpublikum, Unerkennung an Impact évaluéiert. Et ass mir hei besonnesch wichteg, jonke kreative Leit d'Méiglechkeet ze ginn, hir Projekte ganz fräi ze realiséieren an hiert kreatiivt Potenzial ze entwéckelen.

Question 1425 (08.09.2015) de M. Laurent Zeimet (CSV) concernant la Journée de Commémoration Nationale:

La Journée de Commémoration Nationale, consacrée au souvenir de la lutte menée par le peuple luxembourgeois pendant l'occupation 1940-1945, aura lieu cette année un samedi, précisément le 10 octobre.

Question 1427 (10.09.2015) de M. André Bauler (DP) concernant la réorganisation de l'Inspection du travail et des mines:

Il y a quelques mois, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté, ensemble avec le Directeur de l'Inspection du travail et des mines (ITM), le fonctionnement actuel de cette administration et les problèmes, voire les défis y liés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution des travaux de réorganisation au sein de l'ITM?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

2. Quelles sont les priorités dans ce dossier?

3. Pour quand au plus tard Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir déposer à la Chambre un projet de loi¹ permettant de procéder aux inévitables changements légaux à opérer en la matière?

4. Est-il prévu de renforcer l'effectif des personnels travaillant dans cette administration tout en adaptant leurs formations initiale et continue?

5. L'ITM organisera-t-elle de nouveau des opérations «coup de poing» après les congés collectifs?

Réponse (09.10.2015) de **M. Nicolas Schmit**,
Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

«Il y a quelques mois, Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté, ensemble avec le Directeur de l'Inspection du travail et des mines (ITM), le fonctionnement actuel de cette administration et les problèmes, voire les défis y liés.»

Ad 1. et 2. En date du 25 mars 2015, Monsieur Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et Monsieur Marco Boly, Directeur f. f. de l'ITM depuis le 1^{er} février de cette même année, avaient présenté aux membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale les différents points relatifs à la restructuration de l'ITM.

Le rapport du dernier audit de l'ITM a notamment soulevé la problématique du manque de délégation des responsabilités et de la centralisation des pouvoirs de la part de l'ancien Directeur de l'ITM.

En effet, l'ancienne direction avait concentré à elle seule les décisions opérationnelles qui, cependant, et comme le prévoit l'article L.614-1 du Code du Travail, devraient également revenir aux chefs de services.

Pour faire face à cette problématique, l'ITM s'est dotée en date du 30 avril 2015 d'un organigramme fonctionnel (version 1.0) qui se compose comme suit:

Au niveau administratif, la direction est soutenue par un secrétariat de direction, un service informatique, le service des ressources humaines et le service assurant le «Quality management». Les responsables de ces services forment le comité de direction qui se réunit une fois par semaine.

Au niveau opérationnel, la direction est épaulée par les différents services qui ont également été mis en place:

- Formations et Services Généraux (FSG);
- Help Center et Call Center (HCC);
- Établissements Soumis à Autorisations (ESA);
- Accidents, Enquêtes et Conseil (AEC);
- Inspections, Enquêtes et Contrôles (ICE);

dont les responsables forment, ensemble avec les membres du comité de direction, le comité opérationnel qui se réunit au moins une fois par mois.

Pour faire avancer le processus indispensable de la restructuration de l'ITM, la direction s'est également dotée d'un comité «Thinking process» pour discuter et trouver des solutions à des sujets spécifiques. Parallèlement ledit comité est chargé de mettre en place un système de «Total Quality Management», processus permettant d'assurer la qualité et d'orienter l'ITM vers une philosophie d'obligation de résultat et de contribuer ainsi finalement à un développement durable de l'administration.

L'organigramme fonctionnel, qui peut être consulté sur le lien suivant: <http://www.itm.lu/home/itm/structure.html>, met ainsi fin à la centralisation des pouvoirs de la part du Directeur de l'ITM alors qu'il vise à promouvoir le travail en horizontale animé par le comité de direction et soutenu par le comité opérationnel.

Par ailleurs, les trois priorités qui ont été fixées dans une première phase concernent:

1. la formation;
2. la mise en place de nouveaux guichets et de nouvelles plages d'ouverture;
3. l'infrastructure de l'informatique.

Le personnel de l'ITM constitue l'unique capital de l'administration. Afin de préserver, développer et valoriser au maximum ses ressources, la formation du personnel de l'ITM est l'élément clé pour l'avenir. Il s'agit notamment d'augmenter les compétences et de donner une perspective au personnel de l'ITM moyennant une mise à niveau de leurs connaissances et par la mise en place d'un plan de formation.

L'ITM envisage également de mettre en place prochainement une «Académie du savoir» per-

mettant de garantir une formation continue tout au long de la carrière comportant un volet théorique et pratique et de mettre en place une carrière spéciale de l'inspecteur du travail.

La formation fondamentale théorique clôturée par une procédure d'évaluation devra s'étendre au moins sur une période de six mois en continu et la formation pratique d'une durée de douze mois se déroulerait au sein du service du Help Center. Ensuite, le membre de l'inspecteur du travail continuera à être formé pratiquement sur le terrain durant cinq années consécutives au sein du service des Inspections, Contrôles et Enquêtes.

À court terme, ce plan de formation ne pourra cependant pas être respecté à la lettre étant donné que l'ITM doit faire face à une pénurie en personnel dans ses différents services.

Étant donné la déplorable politique de recrutement des anciennes directions (directeurs et directeurs-adjoints) et notamment la gestion de ses ressources humaines ont pour conséquence qu'un nombre important de personnes (principalement membres de l'inspecteur du travail du service ICE) peuvent abruptement partir à la retraite.

Il en résulte que le recrutement de personnel supplémentaire a été ajouté comme quatrième priorité qui devance forcément les trois autres priorités.

Au début de l'année 2015 seulement 17 membres de l'inspecteur du travail des 63 inspecteurs assermentés étaient opérationnels sur le terrain au niveau des enquêtes et des inspections (droit du travail et sécurité et santé au travail).

À l'heure actuelle, il ne reste plus que onze de ces 17 membres de l'inspecteur du travail, qui sont opérationnels au niveau des enquêtes et des inspections.

Sauf en cas de problèmes relatifs à des autorisations d'exploitation (dossiers commodo/incommodo), les autres 46 membres de l'inspecteur du travail sont rarement présents sur le terrain. Cette situation étant plus que difficile à accepter, une pré-étude basant sur nos propres analyses ponctuelles nous font conclure qu'une analyse plus globale et approfondie en vue d'une réorganisation dans le domaine des établissements soumis à autorisations (anciennement «Établissements classés») est prévue pour l'année 2016-2017.

Au cours des derniers mois, l'ITM a pu recruter un juriste, deux ingénieurs techniciens et trois rédacteurs de la carrière moyenne supplémentaires. Ce recrutement est une nécessité absolue pour combler certains départs en retraite. En complément de ces mesures de recrutement et en étroite collaboration avec l'ADEM, les différents services de l'ITM ont recours à des contrats d'appui-emploi ainsi qu'à des OTI (mesure d'occupation temporaire indemnisée) pour combler à des besoins à court terme.

Pour garantir les missions actuelles et futures de l'ITM, ces actions de recrutement ne sont toutefois pas encore suffisantes et l'ITM se voit forcée de recruter encore davantage de personnel.

À noter que les renforcements demandés auprès du Président de la Commission d'Économies et de Rationalisation (CER) se chiffrent à 25 personnes supplémentaires pour les trois années à venir.

Toutefois, le mode de recrutement de fonctionnaires au sein de la Fonction publique soit par le biais d'un recrutement interne ou bien par le recrutement de candidats à l'examen-concours ne permet pas à l'ITM de réagir utilement et avec la rapidité nécessaire et souhaitée.

Ce mode de recrutement de la Fonction publique ne convient pas à la situation actuelle de l'ITM qui se voit dès lors contrainte de puiser d'autres voies lui permettant de recruter le nombre nécessaire en personnel ceci aussi bien au niveau de la quantité qu'au niveau de la qualité.

Ces renforcements en personnel supplémentaires sont absolument nécessaires étant donné qu'à l'état actuel il n'y a pas suffisamment d'actions préventives qui sont menées. Or, la prévention est un volet important et s'inscrit dans les actions à long terme de l'ITM.

Le manque d'actions préventives risque d'augmenter non seulement les accidents de travail mais également les infractions en matière de droit du travail. La prévention, en revanche, permet aux entreprises de bénéficier d'un savoir-faire et, ainsi, de contribuer à augmenter la sécurité et la santé des salariés, vocation d'intérêt général.

Le nombre des salariés actifs augment continuelllement d'année en année au Grand-Duché de Luxembourg. Il en résulte que le nombre des membres de l'inspecteur du travail devra augmenter également (recommandations du Bureau International du Travail).

En ce qui concerne la deuxième priorité, l'ITM a considérablement élargi les horaires d'ouverture de ses guichets permettant ainsi d'améliorer sa flexibilité et sa proximité des services envers ses clients qui sont les salariés et les employeurs.

Avant, l'accueil des clients n'était assuré que pendant une heure et demie par jour, de 8.30 à 10.00 heures. Depuis le 1^{er} mars 2015, les horaires d'ouverture des trois guichets de l'ITM qui se situent à Diekirch, à Esch-sur-Alzette et à Strassen ont été élargis de 8.30 à 11.30 heures et de 14.00 à 17.00 heures. Ce changement des horaires d'ouverture a permis d'accueillir 330% plus de clients durant les derniers mois.

En ce qui concerne la mise en place de nouveaux guichets, l'ITM envisage d'augmenter prochainement le nombre de ses guichets de trois à sept et de partager si possible en joint-venture les locaux des agences de l'ADEM qui se situent à Differdange, à Dudelange, à Wasserbillig et à Wiltz.

Par courrier du 31 août 2015, l'ITM a demandé à son Ministre, à savoir le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire de pouvoir accroître le nombre de ses dépendances.

Cette solution permettrait d'accroître la proximité de l'ITM envers ses clients sans faire augmenter la charge budgétaire de l'Etat par l'acquisition de nouveaux locaux.

Des entretiens en ce sens ont déjà eu lieu avec les dirigeants de l'ADEM et l'ITM espère que cette solution pourra être mise en place prochainement créant ainsi une solution «win-win» pour les deux administrations.

En date du 1^{er} avril 2015, le personnel de l'ITM qui était occupé auprès des agences de Diekirch et d'Esch-sur-Alzette a été rapatrié au siège de l'ITM à Strassen pour des raisons d'organisation, d'encadrement, de proximité et en vue notamment d'assurer la garantie d'une réponse uniforme consolidée «One face to the customer» à ses clients.

Pour ce faire, en date du 11 mai 2015, un Call Center (ou centre d'appel), qui constitue le premier point de contact de l'administré avec l'ITM, a été mis en place avec un numéro de téléphone unique (247-76100).

Les agents du Call Center ont pour mission de prendre en charge tous les appels téléphoniques et de les transférer aux agents compétents des différents services de l'ITM («Dispatching»).

Pour toute question d'ordre général, les clients de l'ITM obtiendront leurs renseignements de la part des agents du Help Center. Dans les autres cas, les appels seront déviés vers les autres services en vue d'analyses plus approfondies et d'interventions directes éventuelles (par exemple: enquêtes, inspections et contrôles).

Actuellement, 85% des affaires sont traitées au sein du Help Center à l'aide des 1.200 FAQ qui sont disponibles sur le site Internet de l'ITM (www.itm.lu). En ce qui concerne les FAQ, l'idée d'un constant développement de ces dernières a été relancée par le directeur actuel en fonction.

Aussi, l'ITM s'est dotée d'un numéro de fax unique (247-96100), d'une adresse e-mail unique (contact@itm.etat.lu) et d'une adresse postale unique (3, rue des Primeurs à L-2361 Strassen).

Tous ces changements permettent à l'ITM, d'un côté, de mieux quantifier le nombre de ses clients et, de l'autre côté, de mieux déterminer les besoins de ses clients. Ce mécanisme permet à l'ITM de se remettre le cas échéant en question et de s'adapter plus rapidement en cas de nécessité et ainsi augmenter en permanence la qualité de ses services. Ceci constitue un élément essentiel de sa philosophie du développement durable.

Dans ce même d'ordre d'idées, et concernant notamment l'informatique, l'ITM envisage de développer prochainement des logiciels adaptés à ses besoins actuels et à ses différents services.

La prochaine étape consistera à mettre en place un logiciel commun au service du Call Center, qui réceptionne les appels téléphoniques, au service du Help Center, qui assure l'accueil des clients de l'ITM au sein de ses guichets et qui réceptionne les courriers et les courriels de l'ITM, ainsi qu'au service de l'ICE, qui se charge des inspections, enquêtes et contrôles en entreprises.

Ceci aura pour effet de disposer d'une base de données unique et complète reprenant l'historique des entreprises, d'améliorer l'organisation des tâches des membres de l'inspecteur du travail et ainsi d'accroître automatiquement le nombre d'actions préventives.

Par ailleurs, l'ITM est en train de mettre en place des processus, des procédures et des check-lists, d'uniformiser les rapports des membres de l'inspecteur du travail, ce qui aura pour effet de réduire les charges administratives de ces derniers et d'accroître le nombre des inspections en entreprises (présences de l'inspecteur sur le terrain).

Ad 3. Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et l'ITM ont établi des avant-projets de loi:

- modifiant la loi du 21 décembre 2007 portant réforme de l'ITM (prévoyant notamment le renforcement des pouvoirs coercitifs des membres de l'inspecteur du travail qui pourront ordonner la fermeture des lieux de travail en cas d'infractions graves du droit du travail et la procédure relative aux organismes agréés);

- transposant la directive 2014/67/UE concernant le détachement de travailleurs (prévoyant notamment la sanction par des amendes administratives pour les employeurs qui ne se sont pas conformés aux dispositions relatives au détachement de salariés et l'exécution transfrontalière de ces amendes);

- transposant la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

- modifiant l'article L.312-8 du Code du Travail et ses règlements d'exécution concernant les coordinateurs de sécurité et de santé au travail, dite Seveso III;

- ainsi que diverses autres modifications.

Ad 4. Comme invoqué au premier point, l'ITM a des besoins urgents en renforcement de ses effectifs afin de permettre à celle-ci d'assurer au mieux ses missions.

À cette fin et comme relaté également sous le premier point, l'ITM envisage de mettre en place une culture de formation continue («Life-long Learning») à travers d'une «Académie du savoir» en vue de garantir une formation continue tout au long de la carrière du membre de l'inspecteur du travail (plan de formation personnel) comportant un volet théorique et pratique et de mettre en place une carrière spéciale de l'inspecteur du travail, nécessitant un support politique conséquent.

Ad 5. Ayant constaté que les opérations «coup de poing», qui avaient été organisées par les anciennes directions de l'ITM, n'avaient pas apporté les résultats escomptés du fait que ces dernières avaient été mises en place en dehors de toute coordination structurée et de tout agencement entraînant ainsi l'ITM dans des situations inextricables, il a été décidé de mettre un terme à ces actions du passé.

En effet, comme cela a été précisé en date du 17 mars 2015 par Monsieur Serge Urbany dans une interview donnée à RTL (<http://www rtl lu/letzeburg/616497.html lu>), les anciennes opérations «coup de poing» étaient organisées en l'absence de toute notion de qualité, sans obligation de résultat ainsi qu'en l'absence de toute notion relative au développement durable.

Par ailleurs, ces opérations «coup de poing» avaient par le passé absorbé des ressources importantes (logistique, ressources humaines, etc.) par l'intervention d'une multitude d'agents de l'ITM et d'autres administrations sans aucun résultat concret.

De ce fait et pour se donner également une autre qualité d'inspection, l'ITM a décidé d'adopter un autre modèle d'inspection, de conseil et de contrôle.

En ce qui concerne les inspections et les contrôles à court terme, l'ITM organisera des actions sporadiques bien déterminées selon un calendrier bien défini en fonction notamment des infractions et des réclamations qui ont été soulevées par les agents du Help Center et qui sont communiquées au service de l'ICE.

À moyen terme, l'ITM organisera des actions ciblées, structurées et préparées soigneusement à l'avance qui sont également alimentées par les statistiques du Help Center (par exemple: DDT - des actions de contrôle en matière de «durée de travail», «rémunération», etc. SST - des actions de contrôle en matière d'échafaudages, «tranchées», etc.).

À long terme, l'ITM organisera des contrôles réguliers en développant des stratégies par secteurs économiques. Aussi, dans le cadre de la prévention et du conseil, l'ITM organisera l'accompagnement de chantiers de grande envergure, aussi bien publics que privés, ce qui per-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

mettra au maître d'ouvrage d'être informé par l'ITM des conditions impératives à respecter dans le cadre du droit du travail et de la sécurité et santé au travail.

Question 1429 (14.09.2015) de M. David Wagner (délénk) concernant les difficultés pour bénéficiaires du revenu minimum garanti de contracter un bail à loyer:

La loi régissant l'octroi de l'aide locative, dont les bénéficiaires doivent disposer d'un revenu inférieur à 2,5 fois le revenu minimum garanti (RMG) brut, prévoit notamment que le bail à loyer conclu entre le bénéficiaire candidat-locataire et le propriétaire ne peut stipuler un loyer mensuel supérieur au tiers du revenu mensuel du candidat locataire.

Or, vous n'êtes pas sans savoir que nombre de candidats-locataires bénéficiaires de l'aide locative sont bénéficiaires du RMG. Prenant en compte que le montant brut du RMG se situe à 1.348,18 euros, cela signifie que le loyer ne pourrait dépasser environ 450 euros.

Or, il est de nos jours littéralement impossible de trouver un logement à tel prix, sans parler d'un logement décent, tout en sachant que le bénéficiaire du RMG ne peut partager son loyer avec une tierce personne.

Il en résulte que nombre de bénéficiaires du RMG bénéficiant de l'aide locative se retrouvent dans l'impossibilité de se loger conformément aux dispositions légales.

Dans ce contexte, la législation luxembourgeoise se heurte aux réalités du marché du logement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Madame la Ministre du Logement:

- Combien de personnes bénéficiant du RMG se trouvent dans l'impossibilité de conclure un bail à loyer en conformité avec la législation en vigueur?

- Combien de personnes bénéficiant de l'aide locative se trouvent également dans cette situation?

- Quelles démarches concrètes envisagez-vous afin que des bénéficiaires de cette aide, dont les revenus sont par définition extrêmement bas, puissent trouver un logement décent en conformité avec la législation, c'est-à-dire dont le loyer mensuel ne dépasse pas le tiers du revenu?

Réponse commune (09.10.2015) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et de Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement:

Il y a tout d'abord lieu de relever que le montant de 1.348,18 euros repris dans la question parlementaire constitue le barème applicable pour une personne. Ce barème augmente en fonction des membres de la communauté domestique et est encore relevé d'un montant unique maximal de 123,95 euros qui est accordé comme majoration de loyer dans le cadre de la prestation du revenu minimum garanti (RMG). À noter que le barème du RMG ne constitue souvent pas le seul revenu et que le Fonds national de solidarité (FNS) verse une allocation complémentaire qui complète les autres ressources financières des requérants.

Lors du calcul de la majoration loyer dans le contexte du RMG, il n'est tenu compte que du montant net du loyer puisqu'il est fait déduction des charges pour le logement. En conséquence, le FNS n'a pas d'indications sur le nombre de personnes bénéficiaires du RMG qui ne peuvent conclure un contrat de bail alors qu'elles ne répondent pas aux critères de la loi sur la garantie locative.

Le Ministère du Logement ne dispose d'aucune statistique informant sur le nombre de candidats-locataires bénéficiaires du RMG, respectivement de tels ménages «se trouvant dans l'impossibilité de conclure un bail à loyer en conformité avec la législation en vigueur» et demandant une aide au financement d'une garantie locative respectivement bénéficiant d'une telle aide. Au vu de la législation stricte sur la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, une classification en fonction de bénéficiaires RMG ou non n'est pas possible, à moins d'être spécialement autorisée.

Par conséquent, le Service des Aides au Logement ne connaît que le revenu mensuel brut

des candidats-locataires de l'aide, sans faire de distinction entre bénéficiaires du RMG ou non. La condition de limiter le revenu du candidat-locataire limitée à 2,5 fois le montant brut du RMG a été un choix politique à un moment donné.

Pour aider les ménages à très faible revenu qui doivent consacrer un taux d'effort supérieur à 33% de leur revenu net disponible au paiement de leur loyer sur le marché privé, le Gouvernement introduira une subvention de loyer début 2016. Ce complément financier mensuel de l'Etat permettra à ces ménages de diminuer leur taux d'effort supérieur à un tiers de leur revenu. Cette mesure sera aussi une réponse aux besoins des ménages n'ayant pas pu accéder à un logement locatif auprès d'un promoteur public, soit parce que leur demande n'a pas encore pu être satisfaite faute de disponibilité, soit parce que leur situation financière et familiale ne leur permet tout juste pas de remplir les conditions d'accès à un tel logement.

Question 1431 (15.09.2015) de Mme Taina Bofferding et M. Georges Engel (LSAP) concernant l'introduction du nouveau cours commun d'éducation aux valeurs:

Selon les informations relatées dans un article publié dans le quotidien «Lëtzebuerger Journal» en date du 9 septembre 2015 au sujet du nouveau cours commun d'éducation aux valeurs («Vie et Société»), Monsieur le Ministre aurait annoncé que l'introduction de ce cours dans l'enseignement fondamental ainsi que dans l'enseignement secondaire et secondaire technique sera reportée d'une année, soit à la rentrée 2017.

En ce qui concerne la matière de référence («Leitdisziplin») par rapport à laquelle le nouveau cours devra s'orienter, le «Journal» cite Monsieur le Ministre avec les termes suivants:

«Meiner Ansicht nach sollte es multidisziplinär ausgerichtet sein, andere sehen die Philosophie als Leitdisziplin.»

Or, nous nous permettons de rappeler que lors de la réunion de la Commission parlementaire de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse du 23 mars 2015, Monsieur le Ministre avait encore affirmé ce qui suit:

«Il est toutefois évident que, d'un point de vue méthodologique, le cours s'inscrira dans une perspective de philosophie pratique [...], et que:

«En termes de calendrier, il est prévu d'introduire le nouveau cours dans toutes les classes concernées de l'enseignement fondamental ainsi que de l'enseignement secondaire et secondaire technique dès la rentrée scolaire 2016-2017.»

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Pour quelles raisons l'introduction du nouveau cours prend-elle du retard?

2. Pourquoi le choix de la philosophie en tant que matière de référence est-il remis en question par Monsieur le Ministre, alors que cette décision semblait déjà être acquise au mois de mars?

Réponse (28.10.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. Le 6 juillet 2015, j'ai assisté à une réunion du groupe de travail chargé de l'élaboration du cours en question. Lors de cette réunion, les membres du groupe ont demandé à pouvoir s'écartier de l'agenda initialement fixé par le Gouvernement, afin de mieux pouvoir inclure dans leurs travaux les «feedbacks» du terrain. L'introduction du nouveau cours se fera ainsi en fonction de l'état d'avancement des travaux réalisés par le groupe de travail, au plus tard pour l'année scolaire 2017-2018. J'ai donc choisi de privilégier la qualité de l'élaboration et de l'évaluation du cours, quitte à prendre du retard sur le timing prévu au départ.

Ad 2. La philosophie en tant que science de référence parmi d'autres n'a été à aucun moment remise en question. Néanmoins, la richesse des sujets abordés et des compétences transmises dans le cadre du nouveau cours de «Vie et Société» ne sauraient être réduits au seul domaine de la philosophie. Ceci vaut d'ailleurs aussi pour les cours d'éducation morale et sociale et d'instruction religieuse actuels. Les enseignants doivent faire preuve de compétences dans des domaines beaucoup plus vastes des sciences humaines et sociales. La réduction de ces cours à une seule discipline de référence représente à mes yeux un double obstacle qu'il faut éviter: une limitation inutile

de la richesse des sujets à aborder et une dévalorisation du travail et des compétences des enseignants en charge d'assurer ces cours.

Question 1432 (15.09.2015) de MM. Max Hahn et Lex Delles (DP) concernant les bourses d'études:

L'Association des Cercles d'Étudiants luxembourgeois (ACEL) a présenté il y a quelques jours à la presse son analyse concernant le sondage réalisé au sujet de la situation financière des étudiants profitant de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures. Dans cette analyse, l'ACEL constate que la réforme des aides financières de 2014 n'a pas suffisamment pris en compte la situation des étudiants issus de ménages avec des bas et moyens revenus et des ménages comprenant plusieurs étudiants.

Voilà pourquoi nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les conclusions tirées par l'ACEL?

- Quelles suites Monsieur le Ministre envisage-t-il de donner à cette prise de position de l'ACEL?

Réponse (14.10.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

J'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants à la question parlementaire n°1432 des honorables Messieurs les Députés Max Hahn et Lex Delles concernant les bourses d'études.

Au courant des mois de mars et d'avril 2015, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait commandité auprès de TNS ILReS une étude sur le budget de l'étudiant, élaborée ensemble avec diverses organisations représentant les étudiants, ainsi qu'une étude sur le remboursement du prêt d'études des anciens étudiants.

Sur base de ces résultats les services du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont présenté, dès la clôture de l'année académique 2014-2015, les chiffres relatifs à l'octroi des aides financières pour étudiants en vue de conclure sur une éventuelle nécessité d'ajuster ponctuellement la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures.

Suite à la présentation de leur analyse concernant le sondage réalisé au sujet de la situation financière des étudiants par l'Association des Cercles d'Étudiants luxembourgeois, un échange de vues a eu lieu avec les représentants de l'ACEL pour discuter leurs conclusions dans le contexte des résultats de l'aide financière de l'année académique écoulée.

Les arguments échangés lors de cette réunion sont en train d'être étudiés en vue d'une nouvelle rencontre dans les semaines à venir.

Question 1434 (16.09.2015) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant les travaux préparatoires relatifs à la réforme fiscale:

Hier, Monsieur le Premier Ministre Xavier Bettel a fait savoir que les membres du Gouvernement, voire ceux des groupes de travail mis en place en vue de la réforme fiscale se sont vus communiquer une centaine de pages comprenant des simulations de calcul de divers modèles d'imposition (individualisation, imposition des monoparentaux, abattements etc.).

C'est dans ce contexte que nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de mettre à la disposition de tous les députés l'ensemble des simulations communiquées aux membres du Gouvernement respectivement des groupes de travail susmentionnés et ce de manière régulière? À quelle échéance cette communication pourrait-elle se faire?

Réponse (16.10.2015) de M. Pierre Gramégnia, Ministre des Finances:

Les honorables Députés Diane Adehm et Gilles Roth sollicitent un certain nombre de renseignements concernant les travaux préparatoires relatifs à la réforme fiscale.

Le Gouvernement a invité, dès le début, les différents acteurs politiques, tout comme les partenaires sociaux, à un échange de vues sur la préparation d'une réforme fiscale.

Il y a en particulier lieu de mentionner la saisine du Conseil économique et social (CES) par Monsieur le Premier Ministre en date du 3 février 2015, pour se concerter sur les données existantes en matière de fiscalité directe et indirecte, aussi bien pour les personnes physiques que pour les entreprises. En vue de l'élaboration d'un avis du CES, le Ministère des Finances a transmis aux membres de la Commission de travail «Fiscalité» du CES nouvellement instituée un inventaire des données fiscales en relation avec les impôts directs et indirects.

Il est également à noter que j'ai fait parvenir une copie de ce compendium sur les données statistiques des impôts luxembourgeois au Président de la Commission des Finances et du Budget en vue d'un échange fructueux sur le sujet en question.

En ce qui concerne le document auquel se réfèrent les honorables Députés, il convient de préciser qu'il s'agit plus exactement d'un document de travail reprenant différentes pistes de réflexion sur la réforme fiscale envisagée. Du fait de la multiplicité de modèles hypothétiques actuellement analysés par le Ministère des Finances, en collaboration étroite avec les administrations fiscales, et étant donné leur caractère préparatoire, il serait prématûr de vouloir partager ces esquisses avec les Députés.

Néanmoins, je serais ravi d'avoir un échange de vues avec les membres de la Commission des Finances et du Budget sur le sujet en question.

Question 1435 (16.09.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les discours de haine en ligne:

Le Ministre allemand de la Justice s'est indigné de la montée du racisme notamment sur les réseaux sociaux. Dans une lettre ouverte, il s'est maintenant directement adressé aux dirigeants européens de Facebook. Il a notamment fusillé les règles sur le contenu abusif de Facebook, avant de rappeler qu'Internet n'est pas un lieu de non-droit où les propos racistes et les publications illégales peuvent fleurir.

Facebook ne s'est pas fait prier et une entrevue entre les responsables de Facebook et Monsieur Heiko Maas a eu lieu récemment à Berlin. Les dirigeants de Facebook se sont engagés à améliorer leur système de gestion des commentaires et le Ministre a annoncé la mise en place d'une task force liée à ladite problématique.

Il va sans dire qu'Internet ne connaît pas de frontières et que le problème ne se limite pas uniquement aux internautes allemands.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que ce sujet mérite une réponse européenne? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre n'entend-il pas le thématiser dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE?

- Monsieur le Ministre partage-t-il par ailleurs la démarche de son homologue allemand et envisage-t-il de suivre son exemple?

Réponse (13.10.2015) de M. Félix Braz, Ministre de la Justice:

À l'ordre du jour du Conseil Justice du 9 octobre dernier figuraient entre autres le point de la réponse de la justice aux défis crise migratoire et le point «Droits fondamentaux et lutte contre la xénophobie: les défis posés par les discours de haine en ligne».

Le premier a été porté à l'ordre du jour sur initiative conjointe de la Présidence et de la Commission européenne. Le deuxième point a été mis à l'ordre du jour du Conseil par la Présidence luxembourgeoise.

En conclusion, le Conseil a invité la Commission à intensifier le dialogue avec les fournisseurs d'Internet et les réseaux sociaux pour agir de façon déterminée et effective contre les discours de haine en ligne.

Afin d'assurer une meilleure efficacité des mesures, une action concertée sur le plan européen constitue sans aucun doute la meilleure solution.

Il m'importe de souligner que ces crimes de haine en ligne, s'ils présentent des éléments de rattachement avec le Luxembourg, sont en tout état de cause susceptibles de faire l'objet de poursuites judiciaires au Luxembourg.

À titre d'illustration, on peut citer la condamnation récente d'un auteur récidiviste à six mois de prison ferme.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

Question 1436 (16.09.2015) de M. Eugène Berger (DP) concernant la lutte contre les propos racistes sur les réseaux sociaux:

Suite à la prolifération de propos racistes sur les réseaux sociaux sur fond de crise des migrants, le Ministre allemand de la Justice a eu récemment une entrevue avec des représentants de la société Facebook à ce sujet. Ceux-ci ont promis de nouvelles mesures pour lutter contre les propos xénophobes sur leurs pages. Une des mesures vise entre autres la création d'un partenariat avec une organisation qui contrôle les contenus.

Sachant que la plupart des opérateurs de réseaux sociaux ne compte probablement pas d'employé maîtrisant la langue luxembourgeoise parmi eux, il s'avère difficile, voire impossible que ceux-ci suppriment par eux-mêmes des propos ouvertement racistes exprimés en langue luxembourgeoise.

L'initiative BEE SECURE, à travers son antenne BEE SECURE Stopline, a déjà mis en place une plateforme que les consommateurs peuvent utiliser pour signaler du contenu illégal rencontré sur le net.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre pense-t-il que la plate-forme BEE SECURE pourrait fonctionner comme intermédiaire avec les opérateurs de réseaux sociaux dans le but que ceux-ci puissent efficacement effacer des contenus racistes, également ceux rédigés en langue luxembourgeoise?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il de contacter les opérateurs de réseaux sociaux pour discuter d'une éventuelle coopération dans la lutte contre les propos racistes sur le net?

Réponse commune (27.10.2015) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

L'initiative BEE SECURE profite déjà de contacts directs avec les différents opérateurs de réseaux sociaux. Dans le cadre de leurs missions au sein de l'initiative BEE SECURE, le Service National de la Jeunesse et le Kanner-Jugendtéléfon ont pu établir des liens avec Google et Facebook en l'occurrence.

Chaque citoyen a la possibilité de signaler des contenus racistes et discriminatoires à travers la BEE SECURE Stopline. Les signalements sont soumis via le site stopline.bee-secure.lu. Il convient de noter que les dénonciations à la BEE SECURE Stopline peuvent se faire de manière anonyme. Les analystes de la BEE SECURE Stopline font une évaluation des contenus signalés selon la législation luxembourgeoise (pédopornographie, racisme, terrorisme). Ensuite les contenus classifiés comme illégaux, ainsi que les contenus douteux, sont transmis à la Police grand-ducale.

La BEE SECURE Stopline est membre du réseau Inhope, un réseau international de coopération entre experts spécialisés dans la dénonciation de contenus illégaux. Grâce à une coopération bien rodée, le temps de remédiation varie actuellement entre quelques heures, et tout au plus de quelques jours.

Cependant, certains citoyens ne passent pas par la BEE SECURE Stopline, mais dénoncent des contenus illégaux directement auprès des opérateurs de réseaux sociaux. Puisque ceux-ci ont souvent des difficultés linguistiques pour vérifier le bien-fondé des dénonciations, les contenus restent fréquemment en ligne. C'est pourquoi le Gouvernement encourage les citoyens qui rencontrent de tels contenus de les signaler à la BEE SECURE Stopline, dont les procédures mises en place se sont avérées être très efficaces. La BEE SECURE Stopline est, selon le cas, en contact direct avec les opérateurs de réseaux sociaux.

Des contenus racistes ou discriminatoires sont également régulièrement notifiés à la BEE SECURE Helpline. Le Kanner-Jugendtéléfon, en tant qu'opérateur de la BEE SECURE Helpline, conseille les citoyens concernés au cas où les opérateurs invoquent des clauses juridiques. Ceci concerne évidemment aussi les contenus en langue luxembourgeoise. Via ses contacts, la BEE SECURE Helpline a ainsi réussi que nombre de contenus soient supprimés.

Il nous importe de rappeler ici qu'une fois le contenu à caractère raciste dénoncé, l'hébergeur de ce contenu doit réagir d'office et retirer promptement le contenu en question (voir: Article 63 sur la loi du 14 août 2000 relative au commerce électronique modifiant le Code civil, le Nouveau Code de procédure civile, le Code

de commerce, le Code pénal et transposant la directive 1999/93 relative à un cadre communautaire pour les signatures électroniques, la directive relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, certaines dispositions de la directive 97/7/CE concernant la vente à distance des biens et des services autres que les services financiers).

Finalement, nous tenons à vous informer que BEE SECURE envisage une campagne sur le discours de haine en ligne. Une coopération avec les opérateurs des réseaux sociaux est envisagée. Les contacts nécessaires sont déjà établis.

Dans le même ordre d'idées BEE SECURE a l'intention de sensibiliser les administrateurs locaux des sites web et de pages Facebook à cette thématique. En supplément des grands réseaux sociaux, il leur incombe aussi une responsabilité par rapport aux commentaires qui sont soumis au sein de leurs pages et communautés.

Question 1438 (17.09.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les critères d'admissibilité au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental:

L'article 1^{er} du projet de règlement grand-ducal adopté par le Conseil de Gouvernement le 2 juillet 2015 et déterminant les modalités du concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur de l'enseignement fondamental prévoit dans son paragraphe (2) comme critères d'admissibilité au concours précité une attestation d'initiation au secourisme d'une durée minimale de 28 heures, une attestation d'activités d'encadrement d'enfants d'âge préscolaire ou primaire d'un volume de 80 heures au moins et un brevet élémentaire de sauvetage.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Les critères mentionnés s'appliquent-ils également aux étudiants en dernière année d'études du bachelor professionnel en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg ou d'un programme étranger d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur?

2. En cas de réponse affirmative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas opportun d'offrir une solution de transition aux étudiants en dernière année d'études afin de permettre leur participation au concours précité?

3. Monsieur le Ministre dispose-t-il des données concernant l'offre actuelle au Luxembourg de cours aboutissant au brevet et attestations prédis?

4. Selon mes informations, les cours aboutissant au brevet de sauvetage sont déjà réservés jusqu'à la fin d'année pour les enseignants de l'enseignement fondamental. Monsieur le Ministre estime-t-il réaliste de pouvoir offrir assez de cours pour tous les futurs enseignants et notamment les étudiants en dernière année d'études?

5. Est-ce que les heures prestées en tant que remplaçant dans l'enseignement fondamental comptent pour aboutir à l'attestation d'activités d'encadrement d'enfants d'âge préscolaire ou primaire?

6. Les heures pour l'attestation d'activités d'encadrement d'enfants d'âge préscolaire ou primaire prestées à l'étranger sont-elles reconnues? Dans le même ordre d'idées, l'attestation d'initiation au secourisme respectivement le brevet de sauvetage obtenus à l'étranger sont-ils reconnus pour être admis au concours mentionné?

7. Concernant les 80 heures pour l'attestation d'activités d'encadrement d'enfants d'âge préscolaire ou primaire, quelles activités sont prises en compte et par quels établissements?

8. D'une manière générale, ne conviendrait-il pas d'élaborer une campagne d'information visant tous les étudiants au Luxembourg et à l'étranger en les renseignant sur les nouveaux critères d'admissibilité?

Réponse (20.10.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

En guise d'introduction, il y a lieu de mentionner que les questions posées par l'honorables Députées se rapportent à un projet de règlement grand-ducal introduit dans la procédure réglementaire, soumis pour avis au Conseil d'Etat en ce moment, et non encore en vigueur.

Ad 1. - 4. Il est prévu que les dispositions de l'article 1^{er} paragraphe 2, s'appliquent à tous

les candidats à partir de l'entrée en vigueur du projet de règlement grand-ducal visé. L'article 23 du même projet prévoit une mesure transitoire pour les candidats des promotions 2016 et 2017; en effet ceux-ci disposeront d'un délai supplémentaire de deux ans pour remplir les conditions énumérées à l'article 1^{er} paragraphe 2, à compter à partir de leur admission au stage. À défaut de fournir les attestations requises dans le délai imparti, ils seront exclus du stage. D'après les informations dont je dispose, des cours supplémentaires pour l'obtention du brevet de sauvetage élémentaire (genre «Junior Lifesaver») peuvent être organisés à brève échéance, en cas de besoin.

Ad 5. - 7. Dans le cadre du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, il est demandé aux candidats d'avoir encadré des enfants d'âge préscolaire et primaire pendant au moins 80 heures dans le but de pouvoir découvrir et développer leurs propres aptitudes voire affinités par rapport aux enfants de cette catégorie d'âge. Ces activités permettraient aux futurs instituteurs de tester leurs prédispositions quant au travail pédagogique avec des enfants, et ceci le plus tôt possible, de préférence avant même d'avoir entamé les études. Une telle mesure contribuerait à optimiser le choix de la voie professionnelle qui leur sied le mieux.

Concernant les organismes reconnus par le Ministre, il pourrait s'agir d'organismes très diversifiés tels que le Service National de la Jeunesse, des activités effectuées dans le cadre du scoutisme, des activités de vacances ou d'autres activités organisées par des communes (par exemple «Spill a Spaass», club de sport communal), voire des organisations locales de jeunesse ou du bénévolat auprès d'organismes. Une liste des organismes et activités reconnus par le Ministre sera fixée par voie d'arrêté ministériel. Cette liste sera complétée en cas de besoin. Il n'y a pas de raison pour ne pas reconnaître des activités effectuées à l'étranger si elles sont dûment attestées, de même que des remplacements de personnel enseignant de l'enseignement fondamental.

Par ailleurs, il est de la compétence de la Fédération luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage de certifier l'équivalence de brevets de sauvetage obtenus à l'étranger. Il revient au Ministère de l'Intérieur de certifier l'équivalence des brevets de secourisme obtenus à l'étranger.

Ad 8. Dans la foulée de la publication du règlement grand-ducal sous rubrique au Mémorial, des précisions seront publiées sur le site Internet du Ministère de l'Éducation nationale. En outre mes services organiseront, comme les années passées, une réunion d'information à l'attention des candidats au concours de recrutement des candidats-instituteurs.

Question 1439 (17.09.2015) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant les cabines de bronzing:

Le Sénat français vient de se prononcer pour une interdiction des cabines de bronzing. En effet, de nombreux dermatologues réclament depuis longtemps une telle interdiction, mettant en avant les risques sanitaires. L'exposition aux UV artificiels a été reconnue comme l'une des principales causes de la forte augmentation des cancers cutanés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui déconseille l'utilisation des cabines de bronzing depuis 2003.

Cette pratique a également été classée dans le groupe des agents cancérogènes certains pour l'homme par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) en 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la position du Gouvernement face à cette problématique?

Réponse (12.10.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

Le Gouvernement est conscient de la problématique en relation avec l'utilisation des cabines de bronzing qui comporte certains risques pour la santé du client, si elle n'est pas réalisée selon les règles de l'art. Dans ce contexte, il a été décidé de fixer un cadre clair et précis pour réduire les risques et éviter toute mise en danger superflue des clients utilisant des rayonnements UV à des fins de bronzing esthétique.

Le 24 juillet 2015, le Conseil de Gouvernement a marqué son accord de principe par rapport à un projet de loi relatif à la pratique du tatouage, perçage, branding et cutting ainsi que du bronzing UV. Dans ce projet de loi, le Gouvernement entend, notamment, interdire la mise à disposition et la vente d'appareils de bronzing UV à des mineurs. Une telle interdiction est actuellement déjà en place dans divers

pays de l'Union européenne, d'autres États sont en train de finaliser une telle interdiction (France, Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Autriche, Portugal, etc.).

En outre, le texte proposé introduit toute une série de règles pour entourer l'utilisation et la mise à disposition d'appareils de bronzing UV pour les clients adultes. Sont ainsi prévues, entre autres, des règles concernant le matériel utilisé, l'hygiène, la formation du personnel ainsi que l'information et la mise en garde du client.

Question 1440 (17.09.2015) de Mme Sylvie Andrich-Duval et M. Marc Lies (CSV) concernant le dossier médical personnel:

Il nous revient qu'en cas de décès inopiné du médecin traitant, beaucoup de patients sont quasiment dans l'impossibilité de récupérer leur dossier médical personnel. Si la loi du 24 juillet 2014 concernant les droits et obligations du patient prévoit l'accès au dossier en cas de décès du patient, il semble en effet que l'hypothèse du décès du médecin ait été omise et que, par conséquent, dans ce cas de figure, l'accès au dossier médical pose problème. Les patients en question n'ont pas d'autre choix que de s'adresser de fait aux héritiers.

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre, peut-elle confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Madame la Ministre partage-t-elle l'avis qu'il faut adapter la législation dans les meilleurs délais afin de garantir ce droit fondamental de l'accès au dossier des patients?

Réponse (19.10.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

En réponse aux interrogations des honorables Députés, je voudrais signaler que malgré le fait que la loi du 24 juillet 2014 concernant les droits et obligations du patient ne vise pas explicitement cette situation, la question du transfert des dossiers médicaux aux patients en cas de décès d'un médecin est traitée par différents textes.

Ainsi, l'article 70 de la convention entre l'Union des Caisses de Maladie et l'Association des médecins et médecins-dentistes, conclue en exécution de l'article 61 et suivants du Code des assurances sociales, stipule que: «Tout médecin prend les dispositions nécessaires à ce qu'en cas de son décès, les dossiers médicaux dont il est détenteur puissent être tenus à la disposition de sa patientèle.»

Par ailleurs, le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le collège médical prévoit en son article 65 que: «En cas de décès du médecin, les dossiers médicaux dont il était détenteur sont tenus à la disposition de sa patientèle ou traités suivant les dispositions en vigueur.»

En pratique, les patients qui désirent récupérer leur dossier médical en cas de décès de leur médecin traitant, expriment ce souhait moyennant simple appel téléphonique ou par courrier à l'adresse du cabinet du défunt. Soit les héritiers, soit un confrère qui a repris le cabinet, effectuent alors ce transfert de dossier.

Question 1441 (17.09.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la censure:

Um Radio 100,7 huet virun e puer Deeg den Häi Professer fir Philosophie Paul Kremer e Bäitrag gehat, an dem hie sech iwwert déi aktuell Migratiounspolematik an Europa Gedanke gemaach huet. De Radio 100,7 huet kuerz drop dee Bäitrag op senger Spawekssäit an aus sengem Audioarchiv geläscht.

De Radio 100,7 ass deen eenzege soziokulturelle Radio zu Lëtzebuerg. Hien huet den Usproch - no dem Text op senger Spawekssäit - déi villfälteg an divers Realitéite vun der lëtzebuergescher Gesellschaft, déi sech konstant weiderentwéckelt, erëmzeginn".

Rechtlech Basis fir dee Radio ass d'Gesetz vom 27. Juli 1991 iwwert déi elektronesch Medien. De Radio ass en Établissement public a gëtt duerch eng staatlech Budgetsdotatioun finanziert. De Stat ass am Verwaltungsrot duerch e Commissaire de Gouvernement vertrueden.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

D'Gesetz huet deemools dem Conseil national des programmes Kompetenzen am Beräich vum Contenu équilibré vun de Programmer vum 100,7 ginn. Haut ass d'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) kompetent, fir - no hirem Text op der Spawekssäit - esou Recommandatiounen ze maachen: «L'ALIA surveille le contenu de la radio commerciale RTL Radio Lëtzebuerg mais également celui de la radio de service public 100,7 pour laquelle l'Autorité peut faire des propositions en vue d'un contenu équilibré correspondant aux objectifs socioculturels de la radio.»

Den Artikel 24 vun der Lëtzebuerger Verfassung seet am Kontext vun der Meenungsfreiheit: «(...) La censure ne pourra jamais être établie.»

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir Kommunikatiounen a Medien dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung eng Meenung zu dem uewe beschriwwene Virfall beim Radio 100,7? Wa jo, wéi eng?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt de Radio 100,7 duerch säi Verhalen en Akt vun Zensur gemaach huet?

3. Wéllt d'Regierung dëse Virfall duerch hire Vertrieder am Verwaltungsrot vum Radio 100,7 zur Sprooch bréngen? Ass d'Regierung der Opfaassung, datt de Radio 100,7 de Bäitrag vum Här Professer Kremer nees sollt op seng Spawekssäit stellen an och nees a sengem Audioarchiv fir de Public sollt accessibel maachen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt en öffentlech-rechteleche Radio an enger demokratescher Gesellschaft, deen ufankt Meenungen ze zenseieren, muss vu Grond op reformeiert ginn?

5. Wéllt d'Regierung bei der ALIA interveniéieren, fir sech iwwert d'Verhalen vum Radio 100,7 ze beschwéieren?

6. Ass d'Regierung der Meenung, datt alles muss gemaach ginn, fir d'Meenungsfreiheit an enger fräier an demokratescher Gesellschaft ze erhalten, ze garantéieren an ze promouvéieren?

Réponse (20.10.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Ad 1. D'Regierung respektéiert d'Meenungsfreiheit an de Medien, déi am ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 2004 festgehalten ass. Deemno décideert den Éditeur den Inhalt vu senger Publikatioun:

Ad 2. D'Regierung respektéiert d'Entscheidung vun de Verantwortleche vum Radio 100,7.

Ad 3. Als zoustännege Minister fir de Beräich Medien a Kommunikatioun sinn ech iwwert de Virfall informéiert ginn an och de Verwaltungsrot kritik Bescheed gesot.

Ad 4. D'Regierung ass net der Meenung, dass den öffentlech-rechteleche Radio géint Gesetzer verstooss huet, mä sech am Kader vu senger Missiou beweegt an op dësem Punkt och keng Reform noutwendeg ass.

Ad 5. D'ALIA huet als Aufgab d'Anhale vum Gesetz vum 27. Juli 1991. D'ALIA ka sech och autosaiseieren. D'ALIA ass onofhängeg an hiren Démarchen.

Ad 6. D'Regierung ass der Meenung, dass Meenungsfreiheit, esou wéi och Pressefreiheit an d'Onofhängegkeet vun der Presse Piliere vun eiser Demokratie sinn an déi Fräiheit muss verdeedegt ginn.

vun der ADEM, wat d'Reinsertiou vu Leit iwwer 40 Joer an eng bezuelten Aarbecht am private Secteur ugeet?

2. Wat mécht d'Regierung, fir de private Secteur dovun ze iwwerzeegen, fir och Leit iwwer 40 oder 50 Joer eng néi Chance ze ginn? Ass d'Regierung der Meenung, datt d'Diversitéit op den Aarbeitsplazen och é. a. kann doduerch garantéiert ginn, datt Leit aus ganz verschidde Alterskategorien do zesummeschaffen? Kann déi Moosnam och derzou bäßdroen, géint d'Altersdiskriminéierung virzegeogen?

3. Wéi eng Fortbildungsmoosname gétt et fir eeler Leit, déi eng Plaz sichen?

4. Fillt de Stat sech verflift, besonnesch och eeler Leit ze rekrutéieren an domat e Virbild fir déi privat Entreprisen ze sinn? Wéi vill Leit iwwer 40 huet de Stat an deene leschte Jore rekrutéiert, mat wéi enge Qualifikatiounen an a wéi enge Verwaltung? Wéi e Statut hunn déi Leit?

5. Huet de Stat eng Positioun zu der Astellung vun eelere Mataarbechter an den Entreprises publiques an an deenen Entreprisen, wou hien Actionnaire ass?

6. Wéi vill eeler Leit hunn am Abléck eng Occupation temporaire indemnisée beim Stat? Wéi vill vun esou OTI-Plaze gétt et pro Verwaltung eventuell scho méi laang wéi zwee Joer?

7. Ass d'Regierung der Meenung, datt esou OTI-Plazen, déi émmer nees nei besat ginn an domat quasi permanent sinn, net weisen, datt zousätzlech Mataarbechter an deene betrefende Verwaltung gebraucht ginn? Kéinten esou Plazen dann net a permanent Plazen émwandelt ginn a prioritär mat eelere Leit besat ginn?

Réponse commune (15.10.2015) de **M. Dan Korsch**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

A senger parlamentarescher Fro vum 17. September huet den Här Deputierte Fernand Kartheiser eng Rei Froen iwwert d'astelle vu Leit iwwer 40 Joer gestallt. Hei déi gemeinsam Antwort vum Här Minister vum öffentlechen Déngscht an der administrativer Reform a vum Här Minister fir Aarbecht a Beschäftegung op déi verschidde Froen:

Ad 1. Wat d'Zuel vun de Leit iwwer 40 Joer, déi eng Aarbecht sichen, ugeet, esou waren dat op den 31. August 2015 9.415 Persounen.

Ad 2. D'Regierung ass der Meenung, datt d'Diversitéit op den Aarbeitsplätze ganz wichteg ass, wat notamment am Kader vum Projet de loi n°6678¹⁸ nach eng Kéier énnerstrach gétt. Déi verschidde Mesuren, déi an deem Projet virgesi ginn, sollen dozou bäßdroen, déi inter-générationell Partenariaten téshent jonken an eelere Mataarbechter ze begénschtegen an ze vereinfachen. Esou eng Zesummenaarbecht kann zum Beispill d'Form vun engem Tutorat unhuelen, wat den Transfert vu Kompetenze vereinfacht, d'Verbesserung vun de beruffleche Complémentaritéiten téshent deenen zwou Gruppen, d'Schafe vun Aarbeitsplätze fir déi Jonk an d'Erhalen an der Beschäftegung vun den eelere Mataarbechter férden.

Dofir huet d'Regierung wéles, duerch den uewe genannte Projet, déi Entreprisen ze énnerstézzen, déi esou Approchen émsetzen, well dës och e ganz positiven Impakt op hir Produktivitéit, hir Innovatiounscapacitéit an hir intern Cohésion huet. Et geet notamment dréim, d'Erfahrung vun den eelere Mataarbechter ze verwäerten.

Eent ass sécher: D'Gestioun vum Alter muss en zentraalt Thema vum sozialen Dialog innerhalb vun de Betriber ginn.

Ad 3. Bei der Fro 3 kann ee preziséieren, dass d'ADEM Partner bei verschidde Fortbildungsmoosnamen ass, déi fir d'Leit bestémmt sinn, déi op der ADEM ageschriwwen sinn an e bestémmten Alter hunn:

- Projet „fit for financial market“
- Projet „fit for relancer ma carrière“
- Zarabina: séminaire „tremplin/Sprungbrett“
- Formationen am Kader vun der Initiativ Rém schaffen

Ad 4. Wat d'astelle vu Leit iwwer 40 Joer beim Stat téshet 2011 an 2015 betréfft, kénnt een op folgend Pourcentagen:

bei de Statsbeamten:

	Astellungen énner 40 Joer	Astellungen iwwer 40 Joer
Carrières inférieures	96%	4%
Carrières moyennes	86%	14%
Carrières supérieures	90%	10%
Total	91%	9%

bei de Statsemployéen:

	Astellungen énner 40 Joer	Astellungen iwwer 40 Joer
Carrières inférieures	76%	24%
Carrières moyennes	87%	13%
Carrières supérieures	83%	17%
Total	84%	16%

bei den Aarbechter:

	Astellungen énner 40 Joer	Astellungen iwwer 40 Joer
Total	62%	38%

Op déi grouss Aktivitésberäicher gekuckt, huet d'astelle vu Leit iwwer 40 folgendermoosseen ausgesinn:

	Astellungen énner 40 Joer	Astellungen iwwer 40 Joer
Administration générale	78%	22%
Armée a Police	94%	6%
Douanes	93%	6%
Enseignement	90%	10%

Ad 5. Fir d'Alleréisch muss énnerstrach ginn, datt de Stat sech géint all Form vun Diskriminéierung engagiert, an dat géllt och fir d'Recrutement an den öffentleche Betriber an an de Betriber, wou hien Actionnaire ass. Op kee Fall dierf en eelere Mataarbechter opgrond vun sengem Alter vun engem Engagement ausgeschloss ginn. Natierlech ass déi Stat émmer beereet, mam gudde Beispill virzegoen an eelere Leit eng Chance ze ginn, de Fall gesat, dass se déi néideg Qualifikatiounen fir eng bestémmte Plaz kenne virweisen.

Ausserdem ass, am Kader vun de Reformen an der Fonction publique, de Plaffong vu maximal zwielef Joer, déi konnten ugerechent gi fir d'Fixation vum Ufanksgehalt, ofgeschaافت ginn, soudass an Zukunft all d'Virdéngschtzäite kenne ugerechent ginn.

Des Weidere gesäßt den Artikel 2 Paragraph 5 vum Gesetz vun 1979 iwwert de Statut général vun de Fonctionnaires eng vereinfacht Prozedur vir, fir Leit anzestellen, déi besonnesch Qualifikatiounen an engem Domän hinn, déi also souzesoen Experten an engem Beräich sinn, ze erläben. Dëse Recrutement kann némme stattfannen énnert der Konditioun, dass déi Beträffen op d'mannst zwielef Joer Beruffserfahrung hinn, soudass dës Moosnam sech besonnesch och u Persounen iwwer 40 Joer riütt.

Ad 6. Zur Fro 6 kann ee soen, dass den 31. August vun dësem Joer 167 Leit iwwer 50 Joer an enger Occupation temporaire indemnisée (OTI) beim Stat beschäftegt waren, 117 am Gemengesecteur (Gemengen a Gemengesindikator), 82 am Beräich vum Tourismus an der Kultur (Syndicats d'initiative a Muséeën) an 30 bei verschidde Asblen.

Ad 7. De Minister fir Aarbecht a Beschäftegung ass sech bewosst, dass en Deel vun de Plazen, déi zäitweileg duerch OTI besat sinn, sécher och op e permanent Bediernis vun enger zousätzlecher Aarbechtskraft hinderten. An deem Fall ass et och wichteg, dass, wann esou Plazen zu reguläre Poste ginn, déi Leit, déi dës Aarbecht am Kader vun enger OTI gemaach hinn, dann och eng reell Chance kréien, fir definitiv agestallt ze ginn. Am Moment kann allerdéngs weder hie selwer nach de Minister vun öffentlechen Déngscht an dësem Fall eng Entscheidung treffen, ob eng Persoun ka fest agestallt ginn. Et ass schlusselech émmer nach un der sougenannter Commission d'Économies et de Rationalisation, déi énnert der Autoritéit vum Statsministère steet, ze entscheiden, wéi vill nei fest Aarbeitsplätze geneemegt ginn, a wéi dës Plazen dierf besat ginn (Carrière, asw.). Dat heessch also, dass all Ministère oder Verwaltung muss fir sech entscheiden, ob e mengt, eng Plaz, déi émmer nees duerch OTI besat gétt, wier éischt permanent ze besetzen. An da muss déi néideg Prozedur, déi de Stat virgesäßt, fir nei Posten ze geneemegen, beföllegt ginn. Gétt esou e Poste geneemegt, sollt deen op alle Fall prioritär mat därs Persoun besat ginn, déi virdrun am Kader vun enger OTI hei geschafft huet.

Question 1443 (17.09.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les frontières:

Am Kontext vun där aktueller Migratiounssituatioun kénnt et an Europa op enger Rei vu Grenzen, besonnesch och un de Baussegrenze vum Schengen-Raum, zu Onrouen. Och am Schengen-Raum selwer kénnt et plazweis zu Situationsen, déi eskaléieren a wou dee respektive Stat a seng Organer musse fir Sécherheet an Uerdnung suergen.

Gläichzäiteg féieren och eng Rei vu Länner nees Grenzkontrollen an.

Et gétt am Abléck net domat gerechent, datt den Drock op déi europäesch Grenzen ofhëlt, éischter datt et am Geigendeel nach zu verstärkte Spannunge kíent kommen. Domat verbonnen, kíent et och zu verstärkte Migrationen vu Leit téshent eennelen europäische State kommen.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Fro stellen:

1. Wéi eng Aschätzung huet déi Lëtzebuerger Regierung aktuell zu der Sécherheitssituation an Europa? Considéréiert si, datt et eventuell och un de Lëtzebuerger Grenze kíent zu Situationen kommen, déi en Agräife vun eise Sécherheitskräfte, fir Uerdnung ze schafen, géingen noutwendeg maachen?

2. Bereet sech d'Lëtzebuerger Regierung drop vir, fir eventuell onroueg Situationen un de Lëtzebuerger Grenzen oder och am Land am Kontext vun där aktueller Migratiounssproblematik kénnen ze gériéieren an ze kontrolleieren?

3. Wéi eng Implikatiounen op eist Land hinn déi aktuell däitsch Grenzkontrollen?

4. Ass déi polizeilech Zesummenaarbecht mat eisen Nopeschlänner am Kontext vun deen aktuellen Entwicklunge verstärkt ginn?

5. Ass d'Lëtzebuerger Regierung vu franséischer Säit iwwert déi Moosnamen informéiert ginn, déi Frankräich wéllt u senge Grenzen huelen?

6. Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, noutfalls och nees selwer Grenzkontrollen anzeféieren?

7. Wéi eng Moyenen huet d'Douane, fir noutfalls kenne Persounekontrollen un de Grenzen duchzeféieren?

8. Wéi eng Grenzhäisercher sinn nach an engem operationellen Zoustand? Wéi eng Grenzhäisercher goufen an deene leschte Joren ofgerappt a wéini genee? Hält et d'Regierung fir néideg, op de Lëtzebuerger Grenze weiderhi gebailech Infrastrukturen ze erhalten, déi am Noutfall kénnen agesat ginn, fir effikass Grenzkontrollen énnert gudde Konditiounen ze ermöglichen?

9. Huet d'Police all déi Équipementer kritt, déi si an deene leschte Jore gefrot huet, fir kénnen

¹⁸ Projet de loi portant modification du Code du Travail et portant introduction d'un paquet de mesures en matière de politique d'âges</p



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

impôts dans le produit desquels participent les communes, opéré dans le but exclusif de contribuer à équilibrer le budget de l'Etat, donne lieu à l'introduction d'un abattement pris en compte dans le calcul du montant forfaitaire, ce qui permet de maintenir inchangés les taux de participation des communes définis à l'alinea (1) du paragraphe I.

À noter finalement que le Fonds spécial pour la réforme des services de secours a été doté comme prévu du montant précité de 25,022 millions, montant mis en réserve en attendant d'être liquidé au profit de l'établissement public «Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS)» dont la création est prévue par le projet de loi n°6861 portant organisation de la sécurité civile et création d'un corps grand-ducal d'incendie et de secours.

Question 1448 (21.09.2015) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant la dispense des cours pour les enfants de chœur:

Selon mes informations, il existe une circulaire ministérielle du 23 mai 1992 selon laquelle le Ministre des Cultes, avec l'accord des parents, transmet aux autorités communales une liste d'enfants qui souhaitent être enfants de chœur. Les autorités communales transmettent cette liste aux enseignants qui doivent ensuite libérer les enfants concernés si ces activités au service de l'Eglise ont lieu pendant les heures de cours. La responsabilité revient aux parents pendant ces heures de dispense.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Ces dispositions sont-elles encore en vigueur?
2. Dans l'affirmative, ne devrait-on pas envisager de les abroger afin de respecter la neutralité de l'école envers toutes les religions?
3. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le nombre de dispenses accordées au cours des dernières années sur base de la circulaire mentionnée ci-dessus?

Réponse (20.10.2015) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

Ad 1. et 2. Selon les informations dont disposent mes services, il n'existe pas de circulaire ministérielle du département de l'Éducation nationale publiée en date du samedi, 23 mai 1992.

Par contre, il existe une circulaire du 23 mai 1922 (publiée au Mém. A - 41 du 27 mai 1922, p.581) disposant que «(...) le Ministre du Culte adressera au conseil communal, au début de l'année scolaire, la liste des élèves intéressés, en certifiant que les parents se sont déclarés d'accord à ce que les enfants s'absentent de l'école pour le service en question» et que «le conseil communal transmettra d'office cette liste au personnel enseignant» (ibid. p.583).

Force est de constater que la base légale de la circulaire précitée adressée par le Ministre de l'Intérieur aux administrations communales dans le cadre de l'établissement de l'organisation scolaire, à savoir les articles 20 et 61 de la loi scolaire du 10 août 1912, fut abrogée au plus tard par l'article 78 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Le règlement grand-ducal du 14 mai 2009 déterminant les informations relatives à l'organisation scolaire que les communes ou les comités des syndicats scolaires intercommunaux doivent fournir au ministre ayant l'Éducation nationale dans ses attributions ainsi que les modalités de leur transmission n'en fait d'ailleurs plus mention.

Par conséquent, ces dispositions ne sont plus en vigueur.

Ad 3. Vu ce qui précède, aucune réponse concernant le nombre de dispenses accordées ne peut être fournie.

vun der Keess zanter 2000 ze vill bezuelt kruuten, déi Suen zréck.

Den Ombudsmann huet wësse gedoen, datt déi Fuerderunge vun zénter 15 Joren net verjäert wieren, well hei eng Verjärungsfrist vun 30 Joer géif gëllen.

D'Presidentin vun der Kannergeldkeess huet hierrsäits wësse gedoen, d'Keess kéis Leit, „déi Problemer hunn, d'Suen zréckbezuelen“, entgéint an en Zréckbezuelen an Tranché wier meiglech.

1. Fénn de Minister et moralesch an der Rei, datt z. B. Alimenter, déi ee fir sái Kand kritt, mat fénnef Joer verjären, de Stat awer däerf 30 Joer laang Suen zréckfuerden, déi hien aus eegenem Feeler ze vill bezuelt huet?

2. Ginn all d'Dossieren iwwerpréift a kréien och Leit, déi duerch en lertum ze mann bezuelt kruuten, déi Suen elo nodréiglech vun der Keess iwwerwisen?

3. Widdersprécht et net der Gläichheet virum Gesetz, wann eenzel Leit déi „Schold“ erlooss kréien oder se ofstottere können an anerer net?

4. Wéi vill ass déi Gesamtzomm, ém déi et hei geet, an ass den administrativen a juristeschen Opwand a Rapport mat den Zommen, déi am Spill sinn?

5. Wat ass eng Moyenne vun den Zommen, déi hei gefrot ginn, a wat sinn am Ament déi niddregst an déi héchst vun dëse Fuerderungen?

Réponse (15.10.2015) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

Eier ech op déi eenzel Froe vum honorabelen Députéierten aginn, wéll ech e puer Saache preziséieren.

Et ass net esou, dass d'Kannergeldkeess de Leit just Suen zréckfreet, déi „duerch en lertum vun der Keess“ ausbezuelt gi sinn. Jiddwereen, dee Leeschtinge vun der CNPF kritt, ass obligéiert, all Ännérung vu senger Situations, déi en Afloss op d'Bezuele vu Leeschtinge kann hunn, matzedeelen. Leider geschitt dat net émmer an a ganz ville Fäll kënnt d'Informatioune eréisch mat engem gewéssene Retard un an de Paiement ass schon eraus.

Et muss ee wéissen, dass d'CNPF net némme Familjeleschtungen zu Lëtzebuerg ausbezilt, mä och an déi 28 EU-Lanner, EEE-Staten an och a vill Länner, mat deene Lëtzebuerg eng Konvention am Beräich vun der Sécurité sociale énnerschriwwen huet. An deene Fäll ass d'Recht op Leeschtingen dann un d'Affiliatioun an der lëtzebuergescher Sécurité sociale gebonnen. Oft fält eréisch méi spéit op, dass de Client entweder seng Affiliatioun net méi huet, retroaktiv désaffiliert ginn ass, der CNPF net direkt matgedeelt huet, dass z. B. sái Kand net méi an d'Schoul geet, seng Kanner net méi beim Travailleur am Stot wunnen, dass de Conjoint am Ausland ugefaang huet mat schaffen, asw. An all internationalem Dossier müssen d'Piècen dann och bei anere Keesen ugefrot ginn oder bei de Leit selwer, wat mat vill Aarbecht verbonnen ass, mä wat och bedeit, dass d'Informatioune, déi ausseet, ob nach e Recht op lëtzebuergesch Leeschtinge besteet, eréisch im Nachhinein bei der Kannergeldkeess ukönnt. Ongerechtfärdegt Paiementer - grad wéi retroaktiv Paiementer, déi geschéllt waren - losse sech net vermeiden a sinn also meeschtens net op e Feeler vun der Administratioun zréckzféieren.

Dass awer d'CNPF déi Suen zréckfreet, déi dem Stat gehéieren, ass absolut justifiérert. Dofir huet d'Kannergeldkeess och e Service recouvrement geschafet, dee sech ém d'Récupération vum Indu bekëmmert. Elo ass et awer esou, dass während laange Jore weder technesch, nach informatesch oder personell d'Méglechete bestoungen, fir all d'Dossieren, wou Indue constatéiert goufen, opzeschaffen. Dat geschitt awer elo sáit ronn annerhallem Jor.

1. Fir d'Induen zréckzfroen, beriffet sech d'CNPF op d'Prescription légale de droit commun vun 30 Joer. Mir wäerten am Kader vun der Reform vun de Prestations familiales d'Prescriptioun thematiséieren, esou wéi d'Instanz vum Médiateur et och scho gefuerert huet.

2. Et ass net esou, dass elo all d'Dossiere kontrolléiert ginn, fir den Indu ze detektéieren an dann d'Suen zréckzfroen: Déi Indue bestinn a sinn de Leit och scho viru Joren zréckgefrot ginn. Wa se awer net rembourséiert hunn, ass keng Démarche nokomm. D'CNPF huet mat hirem Service recouvrement d'Lësch vun allen Débitaire geholl, déi nach opstinn a poursuivéiert d'Démarchen, fir déi geschéllt Suen zréckzféieren. Eng Lësch vun Dossieren, an deenen d'Leit méi zegutt gehat hätten, gétt et net, well d'Leit reklaméieren, wa se mengen, e Calcul wär zu hiren Ongonschte gewiescht. Déi Dossiere ginn dann natierlech direkt an

d'Rei gesat. Och nei Induen, déi entstinn, ginn an der Tëschenzäit innerhalb vun e puer Wochen oder Méint zréckgefrot.

3. All Dossier gëtt eenzel a gläich behandelt. D'CNPF geet also op den eenzelne Client an an accordéiert op Demande vum Client och e Remboursement échelonné, dee senger finanzieller Situations ugepasst ass.

4. D'Gesamtzomm vun den Induen huet sech ufanks bei der Kreatioun vum Service recouvrement op ronn 28 Milliouren Euro chiffréiert. Dee Montant ass héich, mä muss a Relation gesat gi mat der Dauer, an däer sech déi Induen ugesammelt hunn, an dem Montant, deen d'Kannergeldkeess op d'Joer ausbezilt (ronn eng Milliard). Vu dass d'CNPF verschidde juristesche Procedüre kann uwenden, bleiben d'Käschten an den Opwand minimal. Personaltechnesch besteht de Service recouvrement aus zwee Leit, déi plein-temps dorop schaffen.

5. Montantan, déi zréckgefrot ginn, si ganz énnerschiddlech en fonction vun der Situations vun all Dossier.

ciente des surfaces disponibles afin de satisfaire le plus possible les différents besoins de nos clients.

Dans le cadre de la chapelle de Rumelange, il est clair que toute démarche se fera dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que de notre propre philosophie d'entreprise.

La réorganisation permettra une co-utilisation du local à des horaires différents pour l'encadrement des clients nécessitant en raison de leur pathologie un besoin accru en surveillance, ainsi que pour permettre à tous les clients de pratiquer les différents cultes, dont le culte catholique.

Il va de soi qu'un lieu de recueillement sera mis à la disposition des clients pour les périodes durant lesquelles le local de la chapelle ne sera pas disponible à cet effet.

Servior prendra toutes les mesures qui s'imposent pour élaborer et mettre en place le concept d'utilisations multiples du local de la chapelle.

Question 1450 (21.09.2015) de M. Laurent Zeimet (CSV) concernant la chapelle du CIPA «Roude Fiels» à Rumelange:

Selon mes informations, la chapelle du CIPA «Roude Fiels» à Rumelange sera transformée en salle de séjour pour les clients Servior encadrés au sein du «groupe socio-gérontologique». La chapelle sert non seulement de lieu de célébration, elle est aussi un lieu de recueillement pour les clients du CIPA.

Or, selon le règlement grand-ducal du 27 septembre 2004 portant exécution de la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit est obligé de mettre à disposition «l'assistance (...) religieuse comportant un oratoire ou un lieu de méditation».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

- Est-ce que la transformation de la chapelle du CIPA de Rumelange se fera dans le respect de la législation en vigueur?

- Est-ce que le Gouvernement veillera au respect de l'obligation des maisons de soins à mettre à disposition de leurs résidents un lieu de recueillement?

Réponse (21.10.2015) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région:

Un des principes directeurs du législateur lors de l'introduction de l'assurance dépendance en 1999 était celui de la priorité au maintien à domicile.

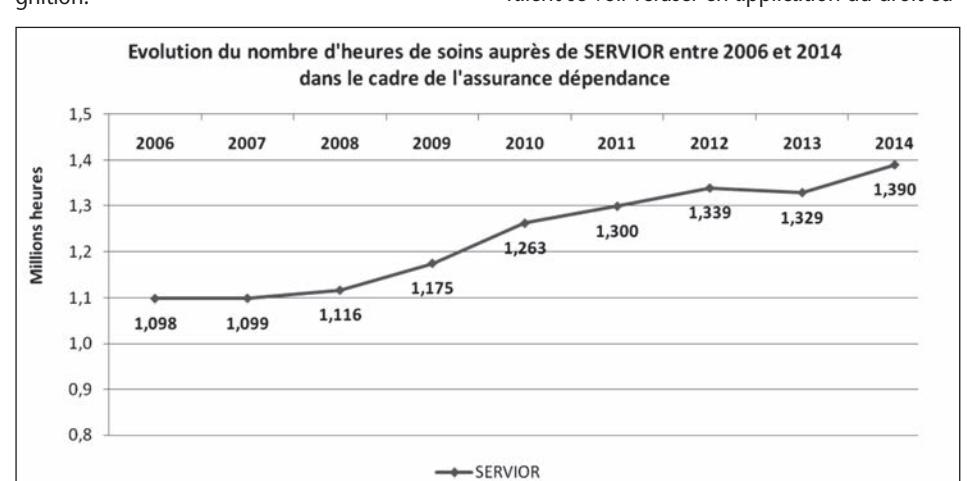
Dès lors, Servior se voit confronté dans toutes ses structures à un changement de la clientèle typique d'un CIPA (semi-autonome, peu de besoins en aides et soins) vers une clientèle qui entre relativement tard dans une institution et qui présente un plan de prise en charge de l'assurance dépendance élevé avec de grandes déficiences au niveau de la mobilité et de la cognition.

- Les Ministres considèrent-ils que la liste de prestations spéciales en espèces à caractère non contributif (i. e. revenus pour personnes gravement handicapées) reprises à l'annexe X du règlement 883/2004, qui, de l'avis de la CJUE, seraient également à qualifier de prestations d'assistance sociale aux termes de la directive 2004/38/CE de manière à pouvoir être refusées à des non-ressortissants allemands.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire:

- Les Ministres considèrent-ils que la liste de prestations spéciales en espèces à caractère non contributif (i. e. revenus pour personnes gravement handicapées) reprises à l'annexe X du règlement 883/2004 est exhaustive en ce qui concerne le Luxembourg? A défaut, les Ministres ne considèrent-ils pas que celle-ci devrait être complétée?
- Les Ministres pourraient-ils nous fournir une liste des prestations que le Gouvernement considère comme équivalentes aux prestations d'assistance sociale au sens de la directive 2004/38/CE?

- À noter que la convention européenne d'assistance sociale et médicale oblige les parties contractantes de traiter les ressortissants des autres parties contractantes résidant légalement sur leur territoire à l'égal de leurs propres ressortissants en ce qui concerne l'assistance sociale et médicale. Les Ministres pourraient-ils nous indiquer si les ressortissants des autres États membres pourraient utilement se fonder sur cette convention de droit international pour bénéficier des prestations qu'ils pourraient se voir refuser en application du droit eu-



Afin de pouvoir encadrer et soigner ces personnes dans le respect de la dignité, l'infrastructure nécessaire et adaptée dans les centres en attente d'une rénovation ou d'une modernisation fait défaut.

De ce fait, Servior réalisera au CIPA «Roude Fiels» de Rumelange comme dans d'autres structures, à titre d'exemple Differdange en 2011 et Niederkorn en 2015, une réorganisation permettant une utilisation multiple et effi-

ciente des surfaces disponibles afin de satisfaire le plus possible les différents besoins de nos clients.

Dans le cadre de la chapelle de Rumelange, il est clair que toute démarche se fera dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que de notre propre philosophie d'entreprise.

La réorganisation permettra une co-utilisation du local à des horaires différents pour l'encadrement des clients nécessitant en raison de leur pathologie un besoin accru en surveillance, ainsi que pour permettre à tous les clients de pratiquer les différents cultes, dont le culte catholique.

Il va de soi qu'un lieu de recueillement sera mis à la disposition des clients pour les périodes durant lesquelles le local de la chapelle ne sera pas disponible à cet effet.

Servior prendra toutes les mesures qui s'imposent pour élaborer et mettre en place le concept d'utilisations multiples du local de la chapelle.



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

Le règlement (CE) n°883/2004 est un règlement de coordination qui concerne uniquement les prestations de sécurité sociale. Toutes les prestations qui sont à considérer comme assistance ne relèvent dès lors pas de ce règlement. Tel est le cas pour le revenu minimum garanti luxembourgeois.

Les prestations spéciales en espèces à caractère non contributif du règlement de coordination (CE) n°883/2004 sont, d'une part, des prestations destinées à couvrir à titre complémentaire, subsidiaire ou de remplacement, les risques des différentes branches de sécurité sociale, mais pour lesquelles il n'y a pas de lien avec les prestations de sécurité sociale, étant donné qu'elles sont financées par des impôts et non pas par des cotisations sociales. D'autre part, il s'agit des prestations assurant spécifiquement la protection des personnes handicapées.

Pour ces prestations, le législateur européen a retenu une formule de coordination spécifique; elles sont coordonnées d'après les dispositions du règlement CE n°883/2004, mais accordées sur base de la résidence (donc pas d'exportation).

Les États membres ont la possibilité d'énumérer ces prestations à l'annexe X. Pour le Luxembourg, seul le revenu pour personnes gravement handicapées figure à cette annexe X. Il n'existe pas d'autres prestations dans la législation luxembourgeoise susceptibles d'y être inscrites.

Par ailleurs, à l'heure actuelle il n'existe pas de liste des prestations considérées comme équivalentes aux prestations d'assistance sociale au sens de la directive 2004/38/CE.

Comme le champ d'application du «droit européen UE 28» et celui de la convention européenne d'assistance sociale et médicale (Conseil de l'Europe) n'est pas identique, le Gouvernement ne saurait donner une réponse affirmative voire négative alors qu'une appréciation minutieuse s'imposerait de cas en cas.

cette étude qui - une fois terminée - permettra au Gouvernement de tirer les conclusions qui s'imposent.

Question 1455 (24.09.2015) de M. David Wagner (déri Lénk) concernant la fraude du constructeur d'automobiles Volkswagen:

Suite aux révélations par l'Agence fédérale américaine de protection de l'environnement concernant la fraude du constructeur d'automobiles allemand Volkswagen sur la réalité des émissions polluantes de ses véhicules, la Ministre de l'Énergie française Ségolène Royal, s'est récemment exprimée de manière suivante: «C'est une forme de vol, puisque vous savez que lorsqu'on achète un véhicule propre il y a souvent des primes, des bonus, donc c'est un vol aussi du contribuable et de l'Etat, et puis c'est une tromperie caractérisée sur un sujet majeur de santé publique.»

Au Luxembourg, la taxe sur les véhicules routiers est calculée notamment à partir de la valeur des émissions de CO₂ en g/km. Il en était de même pour la prime CAR-e, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012. S'il s'avérait que le constructeur Volkswagen a également manipulé les tests de pollution en Europe, on est donc en droit de se poser la question s'il ne s'agit pas également d'une fraude envers l'Etat luxembourgeois, compte tenu du manque à gagner en termes de recettes fiscales et du déboursement de subsides injustifiés dans le cadre de la prime CAR-e.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Développement durable et des Infrastructures François Bausch:

1. Monsieur le Ministre est-il prêt à intervenir au niveau européen pour que soient menées des enquêtes par rapport aux tests de pollution effectués ces dernières années en Europe, afin de clarifier de manière quantifiable s'il y a eu manipulation de la part de Volkswagen ou de tout autre constructeur automobile au niveau européen?

2. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs constructeurs automobiles auraient manipulé les tests de pollution en Europe, ce qui ne semble pas improbable à l'heure actuelle, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'il s'agit d'une fraude envers l'Etat luxembourgeois pour les raisons exposées ci-dessus et que l'Etat luxembourgeois est en droit d'exiger des dommages-intérêts auprès du (des) constructeur(s)?

Réponse (29.10.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur l'éventuelle fraude du constructeur d'automobiles Volkswagen.

Lors du débat de la Commission ENVI du 23 septembre 2015 sur l'affaire dite des «dispositifs de trucage» des émissions de certains moteurs diesel du constructeur automobile Volkswagen, la Commission européenne s'est engagée à «aller au fond de l'affaire» et de mener une enquête détaillée au niveau européen. Le Gouvernement luxembourgeois soutient cette démarche européenne et attendra que toute la lumière soit faite sur l'étendue réelle des manipulations reprochées.

La Commission européenne est également, dans le cadre d'une procédure de comitologie, en train d'élaborer les paramètres d'une nouvelle procédure pour évaluer les émissions polluantes en conditions de conduite réelles plus communément appelée RDE (real driving emissions). La future proposition de la Commission adressera les écarts flagrants entre les émissions actuellement constatées au laboratoire et les émissions en conduite réelle. Le Luxembourg se range parmi les États membres qui plaignent pour un écart minimal entre les émissions théoriques et les émissions réelles afin d'inciter l'industrie automobile à mettre en œuvre des solutions innovantes au plus vite, respectant notre qualité de l'air.

Le scandale récent des manipulations informatiques de la part de Volkswagen a été mis à l'ordre du jour, sous Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, des formations du Conseil Compétitivité le 1^{er} octobre, du Conseil Transport le 8 octobre et du Conseil Environnement du 26 octobre, et ceci dans le but de déterminer la démarche à suivre au niveau européen. Il va de soi que le Luxembourg contribuera activement dans les démarches futures qui aideront à clarifier et à quantifier si les écarts d'émissions constatés prennent leur origine dans une manipulation active par le constructeur automobile ou dans la faiblesse des tests de laboratoire en vigueur.

En ce qui concerne l'éventuel droit de l'Etat luxembourgeois d'exiger des dommages-inté-

rêts auprès du constructeur, il convient de relever que nous ne nous situons pas, à ce stade, dans cette logique, comme le montant de la taxe automobile luxembourgeoise n'est pas affectée par cette manipulation: cette taxe se base sur les valeurs CO₂ et non sur les valeurs NO_x qui eux ont été manipulées par le logiciel incriminé.

Question 1456 (25.09.2015) de Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV) concernant le Laboratoire national de santé:

En raison du nouveau plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire, le laboratoire de la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé ne peut plus être intégré dans le Laboratoire national de santé (LNS) à Dudelange. En effet, le plan prévoit que pour des raisons de sécurité des services importants ne doivent pas être installés dans un rayon de 15 km autour de Cattenom.

Dans ce contexte, le Ministère de la Santé et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont annoncé que la Biobanque (IBBL) remplacerait le laboratoire de la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé au sein du Laboratoire national de Santé actuellement en construction.

Ceci constitue, me paraît-il, un changement important de programme contraire à l'autorisation légale initiale.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- L'intégration de la Biobanque au sein du nouveau Laboratoire national de santé nécessite-t-elle des transformations au niveau du bâtiment respectivement des équipements?

- Dans l'affirmative, lesquelles et quel en serait le coût? Est-ce que les travaux de transformation sont déjà en cours et qui a donné l'aval? Si oui, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il convienne de déposer un nouveau projet de loi ad hoc?

- Quel sera le nouveau lieu d'implantation du laboratoire de la Division de la Radioprotection de la Direction de la Santé?

Réponse commune (26.10.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Nous aimerions informer l'honorable Députée que les trois questions soulevées ont été discutées in extenso lors des réunions de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 6 et du 20 juillet 2015.

Lors de ces réunions la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire a été informée qu'il est proposé de procéder dans le cadre de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange et suite au nouveau plan d'intervention d'urgence (PIU) en cas d'accident nucléaire aux aménagements nécessaires pour y pouvoir accueillir à l'avenir l'*«Integrated Biobank of Luxembourg»* (IBBL) au lieu du laboratoire de radiophysique de la Direction de la Santé, Division de la Radioprotection.

Ainsi l'installation des infrastructures de laboratoires liées à des activités de recherche menées par l'IBBL requiert une adaptation des surfaces et des équipements initialement prévus pour le laboratoire de radiophysique de la Direction de la Santé, Division de la Radioprotection.

En effet, dans le bâtiment du Laboratoire national de santé, construit en deuxième phase, l'IBBL disposerait de 965 m² au 3^e étage pour l'aménagement de bureaux et de laboratoires et de 380 m² pour stockage au 1^{er} étage. Cependant, il n'y a pas lieu de transformer le bâtiment et les travaux d'aménagement spécifiques à l'IBBL ne sont pas encore en cours de réalisation.

D'un point de vue financier, les coûts supplémentaires effectifs pour l'aménagement et les équipements spécifiques de l'IBBL s'élèveraient à EUR 2.100.000,- TTC, ce qui n'inclut pas les économies générées par les loyers qui ne seront plus dus.

Etant donné qu'il s'agit d'un changement important de programme par rapport à la loi votée en date du 18 décembre 2009 relative à la construction de la deuxième phase du Laboratoire national de santé à Dudelange, il a été décidé de déposer prochainement un nouveau projet de loi qui tient compte des aménagements et adaptations précités.

Question 1458 (28.09.2015) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la position luxembourgeoise relative à une éventuelle levée des sanctions de l'Union européenne contre la Fédération de Russie:

En effet, Monsieur le Ministre n'est pas sans savoir que Monsieur le Vice-chancelier et Ministre fédéral de l'Économie allemand Sigmar Gabriel vient de proposer, du moins à moyen terme, une telle levée dans le cadre d'une perspective de relance et de coopération avec Moscou face au danger terroriste que constitue actuellement l'*«État islamique»* tout en songeant également à une stratégie conjointe combattant les causes véritables des flux de réfugiés syriens.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre soutient-il politiquement la proposition de levée des sanctions du Vice-chancelier allemand? Le lien sanctions-application de l'accord de Minsk II est-il encore opportun dans la crise actuelle?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre lancera-t-il une initiative analogue au nom de la Présidence luxembourgeoise du Conseil européen?

Réponse (26.10.2015) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

Réponse à la question 1: La politique des sanctions de l'Union européenne à l'égard de la Fédération russe est liée aux violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le Conseil européen des 19 et 20 mars 2015 a convenu que la durée des mesures restrictives à l'encontre de la Fédération de Russie, adoptées le 31 juillet 2014 et renforcées le 8 septembre 2014, devrait être clairement liée à la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk. Je réaffirme donc le lien entre les sanctions sectorielles et la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk, établi à l'unanimité par le Conseil européen.

Je salue les récents progrès dans la mise en œuvre des accords, notamment la consolidation du cessez-le-feu et les progrès sur la question essentielle des élections locales dans l'est de l'Ukraine qui devront se tenir dans les conditions prévues par le Paquet de Minsk du 12 février 2015. J'espère vivement que ces développements ouvriront la voie à des progrès rapides sur toutes les dispositions prévues par les accords de Minsk afin de pouvoir enfin lever les sanctions sectorielles liées à la situation dans l'est de l'Ukraine.

Par conséquent, l'abandon du lien entre les mesures restrictives mises en place par l'Union européenne et le processus de mise en œuvre des accords de Minsk est donc inapproprié. Néanmoins, la coopération avec la Fédération de Russie dans différents domaines, dont celui de la lutte contre le terrorisme, doit se poursuivre.

Réponse à la question 2: Je soutiens les efforts de la France et de l'Allemagne, ainsi que de l'OSCE, pour aboutir à une mise en œuvre intégrale des accords de Minsk. Le Luxembourg ne compte pas lancer d'initiative particulière à travers la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Ceci étant, il poursuivra ses efforts afin de maintenir le dialogue avec la Russie et l'Ukraine, notamment à travers des contacts réguliers à différents niveaux avec ces deux pays. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre mes visites à Kiev et Moscou en juin et juillet de cette année, ainsi que celles de Monsieur le Premier Ministre au cours de ce mois d'octobre.

Question 1460 (28.09.2015) de M. Franz Fayot (LSAP) concernant les Hôpitaux Robert Schuman:

La presse s'est fait l'écho ces dernières semaines de tensions au sein des instances dirigeantes des Hôpitaux Robert Schuman, à qui d'aucuns reprochent de ne pas respecter les principes modernes de bonne gouvernance.

Les Hôpitaux Robert Schuman sont financés majoritairement par la main publique. Cependant, le conseil d'administration est composé de trois membres nommés par la Supérieure Générale de l'Ordre des Franciscaines de la Miséricorde, un membre est nommé par l'Arche-



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

vêque du Luxembourg, les autres membres sont cooptés par ces derniers. Aucun représentant des autorités publiques (Ministère de la Santé, CNS) n'est membre du conseil d'administration. De même, il me revient qu'il n'y aurait pas de représentant du personnel au conseil d'administration. Un seul médecin, exerçant dans une clinique privée à l'étranger, est membre du conseil d'administration.

Selon les dispositions du règlement grand-ducal du 22 août 2003 «le délégué du conseil médical a le droit d'assister aux réunions de l'organisme gestionnaire avec voix consultative». Or, il me revient que le délégué des quatre conseils médicaux se ferait antichambrier lors des réunions du conseil d'administration et ne se ferait appeler qu'en fin de réunion pour un bref résumé des décisions.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre est d'avis que la composition du conseil d'administration et de la direction des Hôpitaux Robert Schuman correspond aux principes modernes de bonne gouvernance (capacités en matière de stratégie et de contrôle, expertises dans tous les domaines concernés, transparence, absence de conflit d'intérêts, etc.)?

- Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis qu'un membre délégué du personnel et des conseils médicaux devraient être membres de plein droit du conseil d'administration?

- L'organe de gestion n'est-il pas tenu de respecter la législation quant à une véritable implication du représentant des conseils médicaux?

Réponse (27.10.2015) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

La Fondation des Hôpitaux Robert Schuman (FHRSC) est une personne morale de droit privé qui n'est pas soumise à la tutelle de la Ministre de la Santé et qui est organisée selon les seules règles du droit privé.

Cette fondation gère l'Hôpital Kirchberg ainsi que la Clinique Sainte-Marie tout comme la Zithaklinik SA et la Clinique privée du Dr E. Bohler SA. La FHRSC dispose de 100% des parts sociales dans ces deux SA.

Le conseil d'administration (CA) de la FHRSC se compose des membres suivants: M. Frank Wagener; M. Erny Gillen; Sœur Marie-Josée (Paule) Detampel; M. Norbert Nick; M. Claude Seywert; Mme Diane Adehm; M. Jean-Louis Schiltz; Mme Marie Josée Jacobs; M. Michel Wurth; M. François Pauly; Mme Sandra Thein; Dr Robert Steinmetzer.

Aucune disposition légale ni réglementaire ne permet au Ministre de la Santé de s'immiscer dans les nominations des membres du CA de la FHRSC.

Il ne m'appartient également aucunement de mettre en doute ou de porter un jugement sur les compétences des membres du Conseil d'administration de la FHRSC.

Par ailleurs, ni un représentant de l'État, ni le commissaire de Gouvernement aux hôpitaux ne siègent au CA du groupe FHRSC. En effet, selon l'article 18 de la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers (loi hospitalière), «le commissaire de Gouvernement aux hôpitaux peut assister avec voix consultative aux délibérations de toute commission ou organe consultatif sous tutelle du ministre ayant dans ses attributions la Santé, lorsqu'un tel organe est saisi d'une question concernant le secteur hospitalier».

Actuellement, le commissaire de Gouvernement aux hôpitaux assiste en tant que membre effectif avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration du CHdN et en tant qu'observateur aux réunions des Conseils d'administration du CHEM (Fondation reconnue d'utilité publique), du CHL (établissement public), ainsi que du CHNP (établissement public).

Selon le programme gouvernemental, «les missions du commissaire aux hôpitaux seront redéfinies notamment afin de pouvoir assurer la défense des intérêts de l'État au sein de tous les établissements hospitaliers bénéficiant d'une aide publique. Le commissaire sera habilité à assister comme observateur aux conseils d'administration des établissements hospitaliers».

Dans le cadre de la modification de la loi, j'entends prévoir que le commissaire aux hôpitaux puisse également assister (avec voix consultative ou délibérative) aux réunions du conseil d'administration de la FHRSC afin de pouvoir informer le

Gouvernement de la politique et des différents projets de cet établissement hospitalier.

En ce qui concerne l'organisme gestionnaire de la FHRSC, tout comme les organismes gestionnaires des autres établissements hospitaliers, il convient de respecter les dispositions du règlement grand-ducal du 22 août 2003 relatif au conseil médical des hôpitaux et établissements hospitaliers spécialisés qui détermine les compétences et les différentes procédures de consultation du conseil médical d'un hôpital.

Je ne dispose pas d'informations que le CA de la FHRSC ne respecterait pas cette réglementation.

Selon les informations dont je dispose, une table ronde a eu lieu le 19 octobre 2015 et celle-ci aurait permis de renouer un dialogue constructif entre les représentants des conseils médicaux, les représentants des différentes délégations du personnel des hôpitaux gérés par la FHRSC ainsi que les représentants du CA de la FHRSC.

Cette table ronde aurait également permis de trouver un accord entre tous les participants en ce qui concerne un certain nombre de modalités d'organisation du groupe.

Question 1461 (28.09.2015) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant les carrefours:

Eng Kräzung op der N12 an zwar vun der N12 op d'N20 (op der Féitsch) an eng Kräzung op der N18, an zwar vun der N18 op den CR373a respektiv den CR332 (bei Lenzweiler) hu sech mat de Joren zu gefeierleche Verkéiersknot entwéckelt. Op dëse Kräzunge koum et schonns dacks zu ganz schwéieren Accidenter an op enger souguer méi dacks mat déidlechem Ausgang.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister fir Infrastrukturen:

1. Wier et net sénnvoll, dès zwou Kräizungen als Kreessverkéier ze aménagéieren?
2. Besti schonns Pläng an dès Richtung, an de Fall gesat, fir wéini wier mat esou Aarbechten ze rechnen?

Réponse (16.10.2015) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Souwält der Stroossebauverwaltung bekannt ass, sinn op deenen zwou besote Kräizunge vun Ufank 2012 bis haut op all Kräizung sechs Accidenter geschitt. Dorënner si fir déi eng am Joer 2012 a fir déi aner am Joer 2014 leider och een Doudegen ze verzeechnen. Dat hat awer all Kéiers näisch mat der Geometrie vun der Kräizung ze dinn, wou et a sech näisch ze beanstande gëtt. Op deenen zwou Kräizungen huet een a bénid Richtungen eng fräi Siicht vun op d'mannst 250 Meter, wat iwwert de Recommandatiounen ass, och wann d' Geschwindegekeet op der Virfaartsstrooss (wéi op der N18 bei Lenzweiler) net erofgesat ass. Dái Kräizung bei Lenzweiler ass dorriwwer eraus owes nach beliicht.

Et kann een deemno a béide Fäll net vu gefeierleche Kräizunge schwätzen. Sécher ass ee Rond-point a priori, virun allem an den Uertschaften, méi douz géeegent, fir op engem Schnétpunkt vun zwou Stroossen ee schwéieren Accident ze vermeiden wéi eng traditionell Kräizung, mä et ass awer och net méiglech an ubruecht, fir elo op all Kräizung e Rond-point ze bauen. Ze bedenken ass awer och, datt ee Rond-point op fräier Gewan eppes aneschters ass wéi een an der Uertschaft. Op fräier Gewan kann een Autofuerer sech emol licht verdinn, well hie mat méi héijer Vitesse énnerwee ass wéi an enger Uertschaft, de Rond-point entweder ze spéit erkennt oder falsch aschätzzt an esou liicht an d'Labrénte ka kommen, wat dann och zu engem Accident féiere kann.

Et sief awer och drun erénnert, datt d'Stroossebauverwaltung émmer érem énnersicht, evenuell nei Points noirs ze identifizéieren, fir dann natierlech déi néideg Moosnamen zu hirer Besäitegung ze ergräifen.

Question 1464 (29.09.2015) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les émissions de CO₂:

Dans son discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'Oekofoire 2015, le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures a précisé que les émissions de CO₂ auraient diminué de 3,5% en 2014, les prévisions pour 2015 tablent sur une baisse de 3,5% pour l'année 2015.

Parallèlement Electrabel vient de relancer à titre temporaire la centrale au gaz de Twinerg, le

plus grand émetteur de gaz à effet de serre du Luxembourg. Elle ne sera pas fermée comme annoncé depuis longtemps pour des raisons de rentabilité, mais va être intégrée dans les deux prochaines années dans les réserves stratégiques des producteurs d'électricité en Belgique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me renseigner si, suite à l'annonce d'Electrabel de ne pas fermer la centrale au gaz de Twinerg, le Luxembourg doit acheter à partir de 2016 de nouveau des droits d'émission?

Réponse commune (28.10.2015) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, et de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Les émissions des grandes installations de production d'énergie sont couvertes par le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (EU ETS). Il en résulte que d'éventuels changements des niveaux de production de la centrale Twinerg sont sans influence sur le bilan des émissions de gaz à effet de serre du Luxembourg pris en compte au titre de la décision communautaire déterminant les objectifs de réduction des États membres pour la période 2013 à 2020.

Question 1469 (30.09.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les demandeurs d'asile non bénéficiaires d'une protection internationale:

An der Antwort op d'parlementaresch Fro N°1401 (cf. compte rendu n°18/session ordinaire 2014-2015) gëtt d'Madamm Minister fir Integration un, datt Enn August den OLAI énner anerem 631 Personen énnerdaach hëlt, wou d'Demande fir internationale Schutz ofgeleent ass.

Dëst ass méi wéi een Drëttel vun alle Leit, déi vum OLAI logiéiert sinn a stellt ronn zwee Containerdierfer duer, esou wéi se aktuell vun der Regierung geplangt sinn.

Dowéinst wéilt ech der Regierung dës Froestellen:

1. Wéi eng Moosname wéllt d'Regierung kuerzfristeg huele géintiwwer de Migranten, deenen hir Demande fir internationale Schutz ofgeleent ass?

2. Wéi laang därfen esou Personen nach vum OLAI logiéiert sinn? Wéi eng aner Avantages, nieft dem Wunnen, ginn dëse Leit nach zougestanden?

3. Ass d'Regierung net der Meenung, datt Personen, deenen hir Demande net unerkannt ass, esou schnell wéi méiglech d'Land musse verlossen, fir deene Personne Plaz ze loosen, deenen hir Demande an der Prozedur ass?

Réponse commune (21.10.2015) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, et de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile:

Ad 1. D'Prozedur, déi sech am Fall vun engem Refus vun enger Demande de protection internationale applizéiert, ass am Asylgesetz vun 2006 an am Immigratiounsgesetz vun 2008 festgeluecht.

Fir Demandeuren, deenen hir Demande op international Protektioun vum Ministère refuséiert gëtt, besteet d'Méiglechkeet, ee Recours virum Verwaltungsgericht ze maachen. Dëse Recours ass suspensiif, dat heesch soulang dee Recours leeft, ass hir Prozedur nach net ofgeschloss a si kenne weider zu Lëtzebuerg bleiwen. Wann d'Gericht d'Décision vum Ministère confirméiert, da sinn d'Demandeuren definitiv déboutéiert. Si ginn opgefuerert, d'Land ze verlossen. Si hunn dobäi een Délai, deen normalerweis 30 Deeg ass, fir fräiwölleg ze goen. Dësen Délai kann, énner verschidde Émstänn, verlängert ginn. Wa si sech während deem Délai net fir ee fräiwöllege Retour engagéieren, da kenne si forcéiert an hiert Heemchtsland zréckgeschéckt ginn.

Fir d'Leit ze encouragéieren, fräiwölleg heem ze goen, ginn all d'Leit, déi vun hirer Asyldemande definitiv déboutéiert sinn, vun der Direction de l'immigration convoquéiert an iwwer hir Situations informéiert. Si kréien och Informationen iwwert déi verschidde Hëlfelen am Kader vun engem Retour volontaire.

Dës Hëlfelen hänke vum Heemchtsland a vun der perséinlecher Situation vum Beträffen of. Leit aus Westbalkanländer, déi vun enger Visafräheit profitéieren, kréien am Fall vun engem fräiwöllege Retour d'Reeskäsche fir d'Busrees bezuelt. Leit aus anere Länner kenne vum Programm fir de fräiwöllege Retour vun

der Organisation internationale des migrations (OIM) profitéieren. Iwwert dése Programm ginn d'Reeskäsche vun de Leit iwwerholl, si kréien ee klengt Täschegeld a kréien an hirem Heemchtsland an deenen éischten Deeg énnert d'Aerm gegraff, beim Transport zum Beispill. En fonction vu verschidde Kritäre kënnen d'Leit och eng Hëllef kréien, fir erém berufflech Fouss ze faassen, entweder duerch eng Énnerstëtzung bei der Aarbechtssch oder duerch Hëllefe beim Opbau vun enger eegestänniger Aktivitéit.

Am Kader vum Zukunftspak huet d'Regierung virgesinn, de fräiwöllege Retour weider ze promouvéieren, andeems d'Leit, déi wéine Aussicht op d'Unerkennung vun enger Protection internationale hinn, schonns soffen am Ufank vun hirer Prozedur iwwert d'Situatioun an déi méiglech Hëlfelen am Fall vun engem fräiwöllege Retour informéiert ginn.

Ad 2. Wärend dem Recours géint d'Décision vum Ministère a wärend dem Délai, deen d'Leit accordéiert kréien, fir fräiwölleg heem ze goen, hu se déiselwecht Rechter wéi wärend hirer Asylprozedur.

Leit, déi ee Sursis à l'éloignement aus medezinnesche Grénn oder ee Report d'éloignement hinn, hinn Usproch op Secours humanitaire. Déi Leit, déi vun hirer Asyldemande déboutéiert goufen an e Sursis à l'éloignement oder ee Report d'éloignement kruten, kréie weider Énnerstëtzung vum OLAI wéi all aneren Asylant. Dës Hëllef hänkt vun hirer perséinlecher Situations of.

Ad 3. Als Éischt emol wär ze soen, datt eleng dëst Joer téscht dem 1. Januar an dem 30. September schonns 589 déboutéiert Demandeure de protection internationale zréck an hiert Heemchtsland gaange sinn. Dovu si 462 Personen fräiwölleg heem gaangen an 127 Personen am Kader vun engem forcéierte Retour.

Wann den OLAI de Moment ongefíer 600 Leit logiéiert, deenen hir Demande op Asyl refuséiert gouf, kënnen dës Leit awer net allegueren direkt heemgefouert ginn, dëst aus verschidde Ursachen. Bei verschidde Leit leeft nach den Délai fir fräiwölleg heem ze goen oder si sinn amgaangen, hire fräiwöllege Retour ze préparer. Anerer kënnen net heemgefouert ginn, well si ee Sursis à l'éloignement aus medezinnesche Grénn oder ee Report d'éloignement hinn.

Aner Leit sinn «rapatriabel» a kéint theorëtesch heemgefouert sinn. Wéini dëst de Fall ass, hänkt awer vu verschidde Facteuren of. Hei spilt eng Roll, ob d'Persoun, déi rapatriéiert soll ginn, ee valabelt Reesdokument huet oder ob d'Ambassade vum Heemchtsland muss sollicitéiert ginn, fir een Dokument auszestellen. Et hänkt och dervun of a wéi ee Land d'Leit zréckgefouert ginn. Wann d'Reckféierung an d'Balkanländer verhältnisméisseg einfach ze organiséieren ass, dann ass dat bei verschidde anere Länner net émmer de Fall.

Och wann d'Reckféierung méiglech ass, dann ass awer bei all forcéierte Retour eng gewëssen Zäit néideg, fir de Retour ze organiséieren, dëst a Kooperatioun téscht der Direction de l'immigration vum Ausseministère an deenen anere concernéierten Acteuren, wéi der Police grand-ducale an dem Centre de rétention. Et hänkt domadden och vun de Capacitéit vun deenzen enzelnen Acteuren of, wéi laang et dauert bis ee Retour kann organiséiert ginn.

Question 1471 (30.09.2015) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le régime de protection temporaire:

D'Europäesch Direktiv 2001/55/CE gesäßt vir, datt de Conseil vun der EU, énner bestëmmte Konditiounen, de Regimm fir zäitweilige Schutz (Régime de protection temporaire) kann ausléisen. Dëst géif och de Regimm fir zäitweilige Schutz zu Lëtzebuerg ausléisen, nom Artikel 58 (1) vum Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert den Asyl.

Lëtzebuerg assuméiert aktuell d'Présidence vum Conseil.

Dowéinst wéilt ech dem Här Ausseminister dës Froestellen:

1. Huet d'Europäesch Unioun an der aktueller Situations de Regimm fir zäitweilige Schutz ausgeléist?

Wann neen:

2. Ass d'Lëtzebuerger Présidence a sinn d'Ministere vun anere Memberstaten net der Meenung, datt d'Konditiounen, fir dése Regimm auszeléisen (Afflux massif de personnes déplacées) bestinn?

3. Ass d'Lëtzebuerger Présidence gewëllt, datt esou séier wéi méiglech iwwert dése Punkt am Conseil verhandelt gëtt?



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

2015-2016

4. Wéini kéint de Regimm fir zäitweilege Schutz, deen an der Direktiv virgesinn ass, ausgeliest ginn?

5. Sollt d'Europäesch Unioun net vun déser Méiglechkeet Gebrauch maachen, ass d'Létzebuerger Regierung da gewëllt, op Basis vum Artikel 58 (2) vum Gesetz vum 5. Mee 2006 iwwert den Asyl, de Regimm fir zäitweilege Schutz op nationalem Plang iwwer e groussherzoglecht Reglement anzeféieren?

Réponse (22.10.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. - 4. Am Kader vun der aktueller Kris gouf den Déclenchement vun der Prozedur vum zäitweilege Schutz um europäeschen Niveau, esou wéi en duerch d'Direktiv 2001/55 virgesin ass, bis elo net proposéiert. D'Direktiv 2001/55 seet, datt d'Europäesch Kommissiou eng Proposition maache muss, déi da vum Conseil vun de Ministere mat qualifiziéiter Majoritéit ugeholl gëtt. All Memberstat kann d'Kommissiou froen, fir esou eng Proposition ze machen.

D'Europäesch Kommissiou huet décidier, en aneren Wee ze goe fir eng solidaresch Gestiou vum Afflux. Si huet proposéiert, op europäeschem Niveau fest an obligatoresch Quote fir d'Verdeele vun den Asyldemandeuren ze etablieren. Hannergond dovun ass, datt d'Zuel vun den Demandeur tészcht de Memberstate staark variéiert, an dést schonns méi laang, an net just am Kader vum aktuellen Afflux. Eng temporär Léisung, wéi se duerch en zäitlech limitiéerte Regimm vun der Protection temporaire géing entstoen, geet also net duer. D'Propositione vun der Europäescher Kommissiou schreiwe ech an an d'Sich no enger méi laangfristeger, struktureller Léisung op europäeschem Niveau.

Déi Létzebuerger Présidence huet d'Propositione vun der Kommissiou, fir op de Wee vun enger méi gerechter Verdeelung vun den Demandeur an Europa ze goen, énnerstëtzzt a sech dofir aktiv fir d'Sich no engem Kompromëss an désem Punkt agesat.

Ze bemierke wär nach, datt am Kader vum Regimm vun der Protection temporaire och muss festgeluecht ginn, wéi vill Leit all Land ophuele muss, dést en fonction vun der Capacité d'accueil vun all Land. Dëst hätt wahrscheinlech dann änlech schwierig Diskussionen mat sech bruecht, wéi déi am Kontext vun der Propositione vun der Kommissiou.

Ad 5. Am Artikel 58 (2) vum Asylgesetz vum 2006 ass virgesinn, datt d'Konditiounen, énnert deenen eng Protection temporaire accordéiert ka ginn, net just duerch eng europäesch Décisioun festgeluecht ginn, mä och duerch ee groussherzoglecht Reglement definéiert kenne ginn. Esou ee Reglement gouf bis elo awer net geholl, esou datt déi Konditiounen vun enger Protection temporaire um nationale Plang net definéiert sinn.

Et stellt sech och d'Fro, ob d'Aférierung vun engem (nationalen oder europäeschen) Regimm fir d'Protection temporaire wierklech eng Valeur ajoutée hätt. Als Eischt misst definiert ginn, op wéi ee Grupp vu Leit sech d'Protektiou géing bezéien. An duerno misst dann duerch eng individuell Iwwerprüfung gekuckt ginn, ob déi Leit, déi ukommen, och zu deem definéierte Grupp gehéieren.

Et gëllt dobäi ze bemierken, datt et och fir Leit, déi eng Protection temporaire accordéiert kréien, nach èmmer an zu all Moment méiglech ass, eng Asyldemande ze stellen.

Et bleift och ze betounen, dat och eng Protection internationale par définition en temporaire Statut ass, deen zwar méi Rechter gëtt wéi eng Protection temporaire, mä deen awer och un d'Situatioun am Heemechtsland gebonnen ass.

- Kennen d'Ministere mir dës Décisioun vum Enregistrement bestätigen?

- Firwat freet den Enregistrement elo no fënnef Joer réckwierkend d'TVA zréck a wat ass déi legal Basis vun déser Décisioun?

- Kann de Wirtschaftsminister dës Décisioun novollzéien? Wa jo, firwat?

- Wéi héich sinn déi finanziell Inzidenze fir d'Gasaspeiseproduzenten?

- Ass de Wirtschaftsminister sech bewosst, dass duerch esou eng Décisioun Gasaspeiseproduzenten riskéieren, an nach méi grouss finanziell Schwieregkeiten ze geroden?

- Wa jo, huet de Wirtschaftsminister wèles, beim Finanzminister ze intervenéieren, fir eng nohalteg Léisung fir d'Biogasproduzenten ze fannen?

- Ass de Finanzminister bereet, am Fall, wou d'TVA ofgefouert muss ginn, den Anlagen esou laang Zäit ze ginn, fir se ze bezuelen, bis dass déi am November 2014 ugekënnegt Präsupposition fir d'Gasaspeisung ausbezuel ass?

- Ass de Wirtschaftsminister gewëllt, een Effort um Aspeisetariff ze maachen am Fall, wou d'TVA vun dem Gasaspeisetariff ofgefouert muss ginn?

- Wann neen, firwat?

Réponse commune (22.10.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Als Antwort op d'parlementaresch Fro vum honorablen Deputierte Félix Eischen betreffend d'TVA op Biogas kenne mir folgend Informatione matdeelen:

D'modifizéiert Gesetz vum 12. Februar 1979 iwwert d'TVA (d'TVAs-Gesetz) gesäit vir, dass d'Liwverung vu Gas, deen derzou bestëmm ass, fir ze hétzen oder fir genotzt ze gi fir d'Beleuchtung a fir d'Alimentatioun vu Motoren, der TVA énnerläit. De Biogas fält énnert dës Kategorie vu Gasen. Den Artikel 40 Paragraph 1 vum selwechte Gesetz zesumme mat senger Annex B gesäit de reduzierten Taux vun acht Prozent vir (virum 1. Januar 2015 louch dése reduzierten Taux bei sechs Prozent). Dës Bestëmmungen entspriechen de Bedéngunge vun der europäescher Gesetzgebung am Senn vun der Direktiv 2006/112/CE vum 28. November 2006.

Getrei dem Prinzip vun der Legalitéit vun de Steieren, zu deenen d'TVA gehéiert, müssen dës per Gesetz fixéiert ginn. Hir Uwendung kann deemno genausou wéineg iwwer ee groussherzoglecht Reglement festgeluecht gi wéi esou ee groussherzoglecht Reglement d'Gesetz kéint ausser Krafft setzen.

D'TVA ass ee sougenannten „impôt d'autoliquidation“, wat esou vill heescht wéi dass de Steierflächegen dës Steier selwer op senger Deklaratioun festleet, énnert senger eegener Responsabilität an énnert der Kontroll vun der Verwaltung. Wann de Steierflächtege seng Deklaratiounen dem Gesetz no korrekt ausfällt an déi fälleg TVA deklaréiert, da brauch d'Verwaltung guer net méi op déi Deklaratioun zréckzukommen. Den Artikel 81 vum TVAs-Gesetz gesäit eng Verjährungsfrist vu fënnef Joer vir, gerechent vum 31. Dezember vum Joer, an deem déi geschéllten TVA erfall war. Deementspreichend kann d'Verwaltung och nach an engem Zäitraum vu bis zu fënnef Joer nobesteieren, wann d'Faiten dést verlaangen, esou zum Beispill, wann d'TVA op engem Émsaz net deklaréiert gi war, obscho se dat dem Gesetz no hätt misse ginn.

Wann d'Verwaltung nodréiglech feststellt, dass Recetten dem Gesetz no der TVA énnerläien, awer de Fournisseur, deen am gudde Glawé war, déi TVA net deklaréiert hat an d'Méiglechkeet fir hien net besteet, d'TVA bei sengem Client nodréiglech anzuferuerden, da betreucht si déi encaisséiert Beträgt als „TVA comprise“ an d'TVA gëtt erausgerechent. An désem Fall léich d'Inzidenz bei sechs Prozent vum Basisbetrag (HTVA).

D'Reglementatioun am Beräich vun der Biogasaspeisung gesäit vir, dass d'Biogasproduzenten eng garantéiert Rémunération vum Stat iwwer 15 Joer fir den agespeiste Biogas kréien. Ee potentiellen Investor kann op Basis vun der Rémunération eng Décisioun huelen, fir an eng Biogasanlag ze investéieren. Wann hien investéiert huet, dann huet hien een Urecht op déi garantéiert Rémunération, déi pro Unitéit agespeiste Biogas ausbezuel gëtt. Wéi héich säi Gewinn um Enn ausfällt, hänkt vu ville Faktoren of, esou zum Beispill vun der Quantitéit vum Biogas, dee seng Anlag produzéiert, vun de Präisser vun der Matière première, déi e fir d'Produktioun ukafé muss, vun der Héicht vun der Investitioun a vun de Betribs- an Instandhaltungskäschten.

D'Fro stellt sech an deem Kontext, ob een Investor seng Wirtschaftslechkeet vu senger Anlag oder ouni TVA gerechent huet. Laut den Informationen, déi eis virleien, ass mat der Fro énnerschiddech émgaange gi sáitens de Bio-

gasproduzenten. Well am aktuelle Reglement näischt iwwert d'TVA-Regelung drasteet, esou ass d'Rémunération inklusiv TVA ze gesinn, esou wéi d'Reglementatioun iwwert d'TVA dat virgesäit. Bleift ze preziséieren, dass et fir d'Zwecker vun der Besteierung och net relevant ass, ob dat genanntent groussherzoglecht Reglement vum 15. Dezember 2011 d'TVA ernimmt oder net.

Et bleibt ze bemierken, dass déi concernéiert Produzenten, wann hir Émsätz TVA-flichteg sinn, och hir Virsteier (d. h. déi TVA, déi si selwer a Rechnung gestalt kréien vun hire Fournisseuren op Investitiounen, Produktiounskäschten a Fraisen) kënnen ofzéien, a Konformitéit zum Prinzip vun der Neutralitéit vun der TVA.

Wann een unhëlt, dass schonn eleng némmen de Bau vu Biogasanlagen an déser Gréisssten-uerdnung Investitiounskäschten am Milliooneberäich mat sech bréngen, déi zum groussen Deel dem normalen TVA-Taux vu 17 Prozent énnerleien, kann een dervun ausgoen, dass et némme vu finanziellem Virdeel fir d'Produzenten ass, wann hir Recetten der TVA énnerleien. Némme an deem Fall kenne si d'Virsteier ofzéien, op där si soss géife sétze bleiwen.

Op déi genee Chifferen an Dossieren, déi kéinten an désem Zesummenhang beträff sinn, däerf een natierlech aus Grénn vum Steiergeheimnis net agoen.

Zu den Délaien, fir d'TVA ze bezuelen, gesäit den Artikel 61bis vum TVAs-Gesetz grondsätzlich vir, dass d'TVA spéitstens muss bezuelt ginn, wann den Délai fir den Dépôt vun der Deklaratioun ofleeft, dat heescht de 15. Dag vum Mount nodeems déi TVA-flichteg Liwwerung gemaach gouf. D'Méiglechkeet besteht awer, dass d'Verwaltung opgrond vum groussherzoglecht Reglement vum 23. Dezember 1992 een zusätzlichen Délai accordéiere kann, wann d'Emstänn dést rechtfertigen.

Wat d'Fro vun enger eventueller Interventioun vum Wirtschaftsministère beim Finanzministère ugeet, esou ass ze erwänen, dass deen néidegen Austausch tészcht de betreffende Ministeren a Verwaltung stattfënnt, woubäi awer ze preziséieren ass, dass jiddwer Ministère a Verwaltung kompetent ass fir sain Domän an déi un hien erugedroe Froen.

Aus énnerschiddeche Grénn hunn Developper a verschidde Beräicher an de leschte Joren en negativen Afloss op d'Rentabilität vun den Anlage vun de Biogasproduzenten gehat. Well am Senn vun enger nohalteger Energiepolitik dem Wirtschaftsministère awer dru geleet ass, dass déi Anlage weiderhi rentabel kenne bedriwie ginn, a well dës Anlagen zur Zielfüllung vu Létzebuerg am Beräich vun den erneierbaren Energie bädroen, ass 2013 een Ulaf geholl ginn, fir d'Wirtschaftslechkeet vun de bestoenden Anlagen ze iwwerpréiven, mat der Iddi, eng Erhéijung vun der Rémunération an d'Wéer ze leeden, wann dat gerechtfertigt ass. Déi relevant Analys ass 2014 ofgeschloss ginn an ee Projet de règlement grand-ducal, deen eng Erhéijung vun der Rémunération virgesäit, ass an d'Prozedur gi ginn. Den Dossier ass säit engem knappe Joer bei der Europäescher Kommissiou, déi der geplangter Hausse opgrond vun dem Charakter vun enger staatlecher Bähëlle zoustëmme muss.

Et muss een den Ofschloss vum Dossier mat der Europäescher Kommissiou ofwaarden, ier een eng Ausso maache kann iwwert déi definitiv Erhéijung vun der Rémunération vun de Biogasproduzenten.

La durée de la procédure, telle qu'indiquée sur le site officiel¹⁹ est de deux à trois jours, peu importe le moyen de paiement. Le département affirme que ce délai a été maintenu depuis la mise en place du nouveau système et la durée actuelle de la procédure est de deux jours. Le système fonctionne bien et nous constatons que ce service est de plus en plus sollicité et connaît un taux de croissance substantiel.

Finalement, j'aimerais souligner que, conscient de l'impact non négligeable de l'apostille pour le secteur économique entre autres, le département continuera d'œuvrer pour l'amélioration du traitement rapide et efficace de toutes les demandes, notamment par l'adaptation du système informatique.

Question 1478 (05.10.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **congé parental**:

Il existe des situations où des femmes tombées enceintes et qui, bien qu'engagées dans une relation de travail, ne suffisent pas aux minima d'affiliation exigés par la législation sur la sécurité sociale. Ces femmes se voient alors refuser le bénéfice du congé de maternité. Il semble que ces mêmes personnes ne pourront pas non plus bénéficier du congé parental. Alors que l'allocation d'éducation fut abrogée par le Gouvernement actuel, même cette aide ne pourra plus leur être attribuée.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Les Ministres ont-ils connaissance de cas où une femme enceinte, bien qu'engagée dans une relation de travail, se voit refuser le congé de maternité, de même que le congé parental? Quelles peuvent être les raisons d'un tel refus?

- La période d'inscription auprès de l'ADEM compte-t-elle comme période d'affiliation aux fins de l'octroi du congé de maternité / congé parental?

- Les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille, dans des situations exceptionnelles, passer outre à une interprétation littérale des dispositions légales? La résolution de ces situations exceptionnelles nécessite-t-elle, le cas échéant, une adaptation du Code de la sécurité sociale, voire d'autres dispositions légales?

Réponse commune (22.10.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région*:

Les cas de femmes qui se trouvaient dans une situation telle que soulevée par l'honorabile Député portés à la connaissance des ministres compétents ont été assez rares jusqu'ici.

Les raisons pour le refus d'une indemnité pécuniaire de maternité et d'un congé parental peuvent être variées, mais reposent dans la situation décrite («femme enceinte, bien qu'engagée dans une relation de travail») en principe sur une affiliation insuffisante auprès de la sécurité sociale: le versement d'une indemnité pécuniaire de maternité exige une affiliation à titre obligatoire pendant six mois au moins avant le début du congé de maternité.

L'octroi du congé parental requiert une affiliation obligatoire pendant douze mois précédant immédiatement le début du congé parental.

Monsieur le Député n'a pas précisé ce qu'il entend par «une période d'inscription auprès de l'ADEM» (en qualité de demandeur d'emploi, de chômeur indemnisé, de bénéficiaire d'une mesure d'insertion etc.). En tout état de cause, l'article 25 du Code de la sécurité sociale décrit les affiliations au titre desquelles une indemnité pécuniaire de maternité est due. Elles reposent sur l'article 1^{er}, points 1 à 5 et 7 du même Code. Pour ce qui est du congé parental, la législation prévoit une affiliation obligatoire et continue de douze mois auprès d'un même employeur, ce qui exclut la prise en compte de toute affiliation à titre de chômeur indemnisé par exemple.

Les soussignés rappellent que des projets de réforme - qui portent notamment sur une adaptation du Code de la sécurité sociale - sont soit déposés à la Chambre des Députés, soit en voie d'élaboration, mais qu'aucune législation, aussi détaillée et efficace qu'elle soit, ne permettra de trouver un remède à chaque situation isolée exceptionnelle.

¹⁹ Ci-joint le lien vers le site en question: <http://www.guichet.public.lu/citoyens/fr/citoyenneté/certificat-casier-judiciaire/certificat-copie/legalisation-actes/index.html>

Question 1473 (01.10.2015) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **TVA sur le biogaz**:

Et schéngt, wei wann den Enregistrement décidéiert hätt, de Biogasproduzenten mat Gasaspeisung réckwierkend op d'Joren 2010 bis 2014 d'TVA vu 6% op d'Rémunération vun dem gesamte Gasaspeisungsvolumen zréckzfroen. Ausser wann ech mech géif iren, stet dovunner násicht am Règlement grand-ducal du 15. décembre 2011 relatif à la production, la rémunération et la commercialisation de biogaz. Laut mengen Informatione wier de Biogasproduzenten sáitens vum Wirtschaftsministère op Nofro hin èmmer gesot ginn, si bräichte keng TVA ofzeféieren, well op der Sait vun de Bénéficiaire vun agespeiste Gas och keng TVA geschëllt gëtt, mä just um Endkonsument.

An désem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Finanzminister an un den Här Ekonomesminister stellen: